COLLECTION
« HISTOIRE »

EDITIONS DU CAMAS

PIERRE-OLIVIER SABALOT

VERWOERD,

LE PROPHETE ASSASSINE

2è EDITION

PIERRE-OLIVIER SABALOT

VERWOERD,
LE PROPHETE ASSASSINE

EDITIONS DU CAMAS

IL A ETE TIRE DE CET OUVRAGE 300 EXEMPLAIRES
CONSTITUANT LA DEUXIEME EDITION DU PRESENT TEXTE,
EDITION REVUE ET AUGMENTEE

ISBN 978-2-7466-0477-3

« *Nous croyons dans le Baasskap du Blanc dans les zones qui sont traditionnellement les siennes, mais nous devons aussi nous préparer à reconnaître le Baasskap du Bantou dans les zones qui, traditionnellement, lui appartiennent. C'est la seule interprétation valable du concept.* »

Michiel Coenraad Botha, Ministre de l'Administration et du Développement bantous, in « *Die Transvaler* », Johannesburg, 24 septembre 1964

PREFACE

Par Jean-Luc NOVES

J'ai connu Pierre-Olivier Sabalot lors de mes études à l'institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, lorsque nous suivions assidument les cours du Professeur Bruno Etienne, et que nous refaisions le monde jusqu'à des heures avancées de la nuit, dans des cafés enfumés. Nous n'étions pas toujours d'accord sur tout, loin s'en faut, mais c'est dans ces moments intenses que se forgent les amitiés les plus durables. Et ce n'est que bien plus tard que je me suis installé en Afrique du Sud avec mon épouse, d'autant qu'à son retour en 1993, il m'avait décrit sous un jour enchanteur ce pays aux immenses potentialités, qui est devenu officiellement le mien depuis peu.
Provence, Gauteng, allers et retours sur les sentiers du temps. Une certaine nostalgie aussi, sans doute.

C'est donc bien amicalement qu'il m'a proposé de préfacer son ouvrage, même si j'ai ressenti un certain étonnement, car il y a très probablement de doctes universitaires plus qualifiés que moi en ce domaine, des historiens, des démographes, des sociologues... J'ai cependant eu « carte blanche » pour un texte court assez personnel.

Et j'ai lu d'un trait, presque avec avidité, le livre de ce vieil ami, et peut-être serai-je indulgent envers lui, qui sait… Car ce livre est bien l'un de ceux qu'on lit d'un jet, sans que les notes et les explications complémentaires n'alourdissent sa structure de base. Quitte à y revenir dans un deuxième temps pour approfondir des notions ou compléter son information en se rapportant à la bibliographie fournie.

Vivant en Afrique du Sud, je connaissais plus ou moins le sujet de son étude, car après tout, même pour un étranger, il est difficile de ne pas s'intéresser à l'histoire politique locale, puisqu'elle est encore présente, prenante même, jusque dans l'infime détail du vécu quotidien. Même si l'étranger d'origine n'a pas toujours tous les éléments-clés de compréhension, notamment culturels, pour porter un jugement serein et impartial sur l'histoire politique du pays dans lequel il vit.

Par sa forme, son « Verwoerd », qu'il décrit lui-même comme une « biographie politique », m'a replongé instantanément dans l'ambiance de nos années aixoises. Un peu comme si les vingt années qui viennent de

s'écouler n'avaient finalement été qu'une « maturation » intellectuelle supplémentaire, des années préparatoires pour l'esprit.
Certains des cours les plus importants, pris en commun (ou photocopiés à la hâte !), me sont revenus en mémoire jusque dans leur formulation, comme un boomerang. Des noms, des accents et des intonations ont rejailli, d'un coup, du fond de ma mémoire. Des noms comme Etienne, Bourdon, Pigacé, Ricci, Cadoux, Giran, Duval, Gerbeau…
En ce sens, ce texte m'a parlé, de façon presque personnelle, et parlera certainement à nos anciens condisciples, que j'ai eu la chance, pour certains d'entre eux, de revoir en juin 2006, à l'occasion du Cinquantenaire de l'IEP. Le court séjour passé en France durant l'été 2006 (ici l'hiver !) fut d'ailleurs très enrichissant sur le plan sociologique, pour moi comme pour mon fils aîné…

Mais peut-être que l'auteur a tout simplement écrit son livre en pensant spécialement à quelqu'un, un quelqu'un qui se reconnaîtra alors…
Peut-être lui servira-t-il également de support pour des cours ou des conférences à venir ? Seul lui le sait !

Le sujet qu'il a choisi est sensible (mais cet auteur a toujours aimé relever les défis), l'ombre du « Grand Architecte de l'apartheid » est toujours bien présente en Afrique du Sud encore aujourd'hui. Elle hante encore les esprits, tant ce Premier ministre aura marqué le XXè siècle de son empreinte. J'ai du reste pu le constater très récemment en en parlant avec des amis sud-africains, qui répondent avec embarras. Un sujet encore « chaud », donc. Mais face par exemple au voisin zimbabwéen à la dérive, ruiné par le pouvoir mégalomaniaque et quasi trentenaire de son président, un sujet qui intrigue également. Verwoerd, Mugabe, deux figures totalement opposées, même si l'historien Christopher Hope a comparé en 2003 les deux personnages, dans un de ses livres, « Brothers under the skin », qui a fait scandale ici même. Mugabe frère et/ou disciple politique de Verwoerd ? Quelle ironie de l'Histoire !

*

C'est en tous cas un Pierre-Olivier Sabalot didactique, presque pédagogique, qui m'a accompagné tout au long de ces pages, qui donne une grande force de persuasion à sa démonstration. J'y ai retrouvé sa culture encyclopédique, sa curiosité d'esprit, son goût de la synthèse, son souci du détail et de l'honnêteté intellectuelle. Un Pierre-Olivier Sabalot

redevenu pour un temps austère étudiant en sciences politiques et en histoire contemporaine, accomplissant un immense travail de recherche, de traduction, de réflexion. Un travail de fourmi.

Car même s'il rompt parfois avec la « neutralité axiologique » qu'il évoque dans son Introduction, et que l'enthousiasme guide sa plume, c'est bien plus un travail de *type* universitaire qu'une simple biographie ou qu'une présentation historique, que l'auteur nous offre ici, d'autant que (comme il le remarque lui-même), son « Verwoerd » est la première biographie de l'ex Premier ministre, parue en français.
Le grand public pourra y découvrir l'histoire et la vie d'un homme politique finalement peu connu au-delà des frontières de la RSA, un destin à vrai dire exceptionnel. Mais des universitaires pourront également trouver dans sa bibliographie (que je trouve à la fois variée, clairement ordonnée et passablement exhaustive) des éléments inédits en France, qui alimenteront sans doute leurs propres recherches. De même, il ouvre des pistes : la démographie comme cause de la fin de l'apartheid, les implications de eux qu'il nomme les « réactionnaires » du NP dans l'assassinat de Verwoerd, le parallèle avec l'Union soviétique…
Le clin d'œil du chapitre II, « Universités / Univers-Cités », le nom même de ce chapitre, s'inscrit me semble-t-il dans cette démarche.
J'ai donc perçu son ouvrage comme un travail à deux niveaux de grille de lecture.

Finalement, son texte m'est apparu autant comme un exercice de style, une vaste dissertation, que comme un travail de recherche. La forme est souvent aussi importante que le fond, et j'ai toujours connu en Pierre-Olivier Sabalot un scrupuleux formaliste méthodologique. La sécheresse du travail de recherche est ici contrebalancée par un amour sans équivoque pour la richesse de la langue, mais aussi par des commentaires digressifs qui éclairent et complètent utilement le fil directeur. Les sciences sociales ne sont pas étanches et compartimentées. Au contraire, elles se complètent et se renforcent mutuellement dans une vision synthétique.
Le mode « thématique » et non totalement chronologique qu'il a choisi pour développer son propos m'a semblé également plutôt bienvenu, car il lui a permis de bien mettre en relief les éléments importants du discours et de leur donner une certaine cohérence.

Je convie donc en fin de compte le lecteur, ou comme moi le curieux, à se plonger parmi ces pages, à succomber a son tour à un coup de cœur. A prendre la mesure et à s'imprégner de la vie hors du commun d'un homme lui-même extraordinaire. Dévorer ces pages comme je les ai moi-même dévorées, avec avidité et gourmandise. Et à se faire lui-même une idée du personnage, en tirer ses propres conclusions.
« Maîtriser les armes de la Connaissance », comme aurait dit le Professeur Etienne…

*

En espérant que tu ne t'arrêtes pas en si bon chemin et que tu écrives d'autres « biographies politiques », celles d'autres hommes d'Etat, et l'Afrique ne manque pas d'hommes qui méritent notre attention !
Et les prochaines fois, avec des tirages plus importants, pour que ton style ne soit pas réservé à une petite minorité de lecteurs chanceux. Ce que tu démontres vaut plus que ces deux cents exemplaires…

Comme on dit ici, à Jo'burg, *Good luck !*

Jean-Luc NOVES, ancien élève de l'IEP d'Aix en Provence, vit actuellement à Johannesburg, où il dirige une entreprise de communication.

INTRODUCTION

« *Gouverner à contre-courant est par définition la seule attitude d'un Homme d'Etat digne de ce nom* »[1].

Quoique né aux Pays-Bas, le Dr Hendrik Frensch Verwoerd reste pourtant probablement –selon cette heureuse définition de Jacques Benoist-Méchin- le plus grand homme d'Etat que l'Afrique du Sud ait connu au XXè siècle, celui qui aura façonné pour des décennies le système de séparation raciale resté, malgré son érosion progressive au fil du temps, le cadre sociétal de la vie quotidienne de millions de Sud-Africains. Un homme qui aura marqué son temps d'une empreinte indélébile.

Lacune a priori étonnante au sein de la recherche historique francophone, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de biographie complète du Dr Verwoerd accessible en langue française.
Cela tient sans doute en partie à l'accès restreint des chercheurs français aux sources en afrikaans[2], que ce soient les discours de l'ancien Premier Ministre lui-même ou les sources officielles (Ministères, travaux universitaires, éditions du SABRA, documents issus du Broederbond…)[3], alors même que les universitaires anglophones ont accès à des traductions, et que les universitaires sud-africains (historiens et chercheurs en sciences sociales) eux-mêmes travaillent désormais sans tabous sur le sujet, parfois dans une étonnante optique de réévaluation de la perspective historique verwoerdienne. Auteur d'une monumentale et presque définitive « *Biographie du peuple afrikaner* », le Pr Hermann Buhr Giliomee est certainement un des exemples les plus intéressants à cet égard[4]. De plus, un

---

[1] Jacques Benoist-Méchin « *L'Empereur Julien, ou le rêve calciné* », Librairie Académique Perrin, Paris, Ed. 1997, p.270

[2] Les seules biographies complètes d'hommes-clé, comme, par exemple, Daniel François Malan ou Johannes Gerhardus Strijdom, sont toutes en afrikaans.

[3] Ou à leur refus pur et simple –s'apparentant à une forme d'*hémiplégie méthodologique*- d'étudier ces sources et à leur parti-pris de ne s'appuyer que sur des matériaux en anglais, quasiment tous ontologiquement hostiles à la politique de développement séparé. Il faut toutefois signaler l'exception notable constituée par Georges Lory, qui fut durant deux ans étudiant à l'Université de Stellenbosch, traducteur du poète anti-apartheid afrikaans Breyten Breytenbach et ancien Conseiller culturel à l'Ambassade de France à Pretoria. L'auteur a eu la chance de côtoyer personnellement cet homme d'une culture exceptionnelle.

[4] Né en 1938, issu de la communauté afrikaner, Hermann B. Giliomee enseigne à l'Université de Stellenbosch entre 1967 et 1982, puis au département d'études politiques de

recul historique de plus de quarante ans permet au chercheur une étude « à froid », à l'abri des réactions passionnelles et/ou épidermiques des acteurs sociaux contemporains de l'évènement. En ce sens, les sources et textes écrits ont plus de valeur historique en tant que matériaux scientifiques que la stricte transmission/transcription mémorielle, toujours susceptible de distorsions et d'inexactitudes, parfois conscientes et intéressées, car toujours partielles et donc en fin de compte partiales… Le Politique, tout comme la science historique, n'appartient pas au même domaine intellectuel que la morale, le Bien et le Mal étant des notions fort relatives, aussi bien dans le temps que dans l'espace… Le philosophe britannique Karl Popper nous expliquait que la « *scientificité* » se définit par la « *réfutabilité* », à la fois des hypothèses et des sources[5]… Plus de quarante ans après la mort de Verwoerd, les chercheurs sud-africains ont ainsi pu revoir et affiner des études sur une période majeure de leur histoire, parfois même en arrivant à des conclusions dérangeantes pour le consensus général péniblement établi au sein de la classe politique de la « *Nation Arc en Ciel* »[6].

Le « *Προφήτης* », le « *profétès* », désigne en grec l'interprète des paroles d'un dieu ou d'un oracle, ou un devin. Verwoerd, fils de prédicateur, sauvé par miracle après l'attentat dont il fut victime le 9 avril 1960, était persuadé d'être un Envoyé de la Providence, et que son destin était l'œuvre de Dieu. Un instrument de Dieu, pour accomplir le Salut terrestre du peuple afrikaner, ce Peuple Elu, conformément à la doctrine calviniste de la Prédestination. Cette ambiance religieuse, parfois quasi-mystique, qui imprégna l'homme tout au cours de sa vie et fonda ses certitudes en leur donnant du *Sens*, est l'un des éléments essentiels de compréhension du personnage, une des clés de la grille d'analyse. Dans le monde occidental contemporain, il y a peu d'autres exemples d'une action politique aussi fermement inspirée et guidée par l'imprégnation religieuse… Le

l'Université du Cap, de 1983 à 2002. Intellectuel libéral, hostile à l'apartheid, Président du SAIRR entre 1995 et 1997, Giliomee est devenu depuis 2002 le porte-parole des « néo-Afrikaners », défenseur d'une sorte de « Volkstaat » intellectuel dont le cœur serait l'Université de Stellenbosch. Pour lui comme pour d'autres intellectuels de cette mouvance, il faut reconstruire une identité afrikaner noyée au sein d'une Afrique du Sud post-raciale, et à ce titre, ils revisitent certains thèmes de l'« *aparte ontwikkeling* » verwoerdien.

[5] Sir Karl Popper « *La connaissance objective* », Ed. Aubier, Bibliothèque philosophique, Paris, éd. 1991, 578 p

[6] « *The Rainbow Nation* », l'expression est de Mgr Desmond Tutu, ancien Archevêque anglican du Cap et Prix Nobel de la Paix.

titre de l'ouvrage s'imposait donc naturellement à l'auteur : *Verwoerd, le prophète assassiné*…

Ce petit ouvrage, conçu comme une « *biographie politique* », est issu à la fois des recherches universitaires effectuées par l'auteur en Afrique du Sud même, entre 1992 et 1993[7] et de notes prises à cette époque ; de l'enrichissement progressif de ses réflexions depuis ; ainsi que de son suivi régulier de l'évolution des recherches en sciences sociales et en histoire, menées en Afrique du Sud depuis l'arrivée au pouvoir de la majorité noire, en avril 1994.
Organisé de façon plus thématique que strictement chronologique (qui permet une présentation plus dynamique et rend plus cohérentes les digressions), passant plus rapidement sur les épisodes connus de l'histoire du pays et moins en relation directe avec Verwoerd, il tentera donc modestement, et sous forme de synthèse, de combler cette lacune et d'offrir à un public francophone des éléments de compréhension et d'ouvrir à de futurs chercheurs universitaires des pistes de recherche –notamment sur le plan bibliographique[8]- loin des passions polémiques et des *a priori* idéologiques. L'écriture de l'Histoire, et en particulier en Afrique du Sud, se nourrit des mythologies politiques antagonistes des acteurs sociaux[9]. Elle est donc d'abord et avant tout un *acte idéologique*. C'est pourquoi le choix du vocabulaire et la précision de son emploi sont essentiels. Ainsi, « *Radical* » ne signifie pas « *extrémiste* » ; « *Africain* » n'est pas équivalent à « *Noir* »[10]…

[7] L'ensemble des traductions de l'anglais proposées dans cet ouvrage, et une partie de celles de l'afrikaans, sont de l'auteur, qui remercie du reste chaleureusement le Professeur Wilhelm Johannes Verwoerd, fils aîné du Premier ministre, pour les nombreuses précisions et les conseils qu'il lui a apportés, et pour ses éclaircissements sur certains passages plus difficiles en afrikaans…
Pour cette deuxième édition, revue et augmentée, l'auteur remercie également les Drs Philippe Rault et Isabelle Dor, pour leurs aimables conseils et suggestions.
[8] La bibliographie proposée à la fin de cette étude est très majoritairement constituée de sources en anglais et en afrikaans, dont beaucoup sont soit inédites, soit non encore traduites en français.
[9] Ainsi, ses trois principaux biographes sud-africains, et chronologiquement les trois premiers, les Professeurs Adriaan Nicolaas Pelzer et Gert Daniël Scholtz, ainsi que Pieter Willem Grobbelaar, sont des verwoerdistes convaincus et zélés.
[10] « *Afrikaner* » signifie du reste « *Africain* » en afrikaans, mais désigne une personne de race blanche ; « *afrikaans* » est à la fois le substantif désignant la langue créole dérivée du néerlandais parlée en Afrique du Sud, et l'adjectif « africain » lui-même…

Hendrik Frensch Verwoerd reste souvent aux yeux du public, et en particulier le public européen, peu au fait des complexes réalités sud-africaines, l'idéologue du « développement séparé » et « *Grand Architecte* » de l'apartheid, le créateur des Bantoustans, le Premier ministre répressif de Sharpeville, l'homme inflexible du « *Procès de Rivonia* ». Un homme entier, un Premier ministre « à poigne », appliquant implacablement une politique universellement réprouvée et condamnée.

Mais il ne fut pas *seulement* cela…
Car la vie de Verwoerd est d'abord celle d'*un destin extraordinaire*. Une fascinante épopée.
Fils d'immigrants, il devient Professeur au sein de la plus prestigieuse Université du pays à seulement 27 ans, puis se fait le champion de la cause nationale de son pays d'adoption, avant de mener d'une main de fer une politique qui défie le monde entier, et de devenir l'homme le plus haï de tout un Continent. Un homme à contre-courant. Sa fin tragique, dans des conditions encore troubles aujourd'hui, lui confère une aura que peu d'hommes d'Etat auront connue au cours du siècle.
Et durant les années où il exerça le pouvoir, la République d'Afrique du Sud connut la plus forte croissance économique de toute son histoire, mena une politique volontariste d'équipement en infrastructures lourdes (qui constituent encore de nos jours le socle du tissu industriel du pays), diversifia ses productions, développa des réseaux de télécommunications, modernisa son armée, rationalisa son réseau hydroélectrique, jeta les bases de son indépendance énergétique par le développement des industries pétrochimique et nucléaire… Et surtout, décomplexée, l'Afrique du Sud blanche du « *Laager* » s'ouvrit sur l'extérieur, hors des pesanteurs de l'ancienne puissance coloniale britannique. Verwoerd est l'homme qui lança la « *detente policy* » en direction de l'Afrique noire à peine décolonisée, qui établit avec la France de forts liens politiques et économiques et qui fut la sentinelle de l'Europe sur la route du pétrole face à l'impérialisme soviétique.
« Plus beau cadeau qu'aient fait les Pays-Bas à l'Afrique du Sud au XXè siècle »[11], Verwoerd reste d'abord le Premier ministre qui donnera à son pays d'adoption les moyens de ses ambitions géopolitiques, sur les trois axes atlantique, indianocéanique et afro-continental. Un héritage que

[11] C'est ainsi que le décrit le Professeur Gert Daniël Scholtz, in « *Dr Hendrik Frensch Verwoerd 1901–1966* », 2 vol., 324 et 325 p. Un livre quasi-hagiographique publié en afrikaans et non encore traduit (pas même en anglais) à ce jour.

tenteront de faire fructifier ses successeurs, y compris après l'abolition de l'apartheid et la prise du pouvoir par l'ANC. Sa mort tragique, au moment où il est au zénith de sa puissance, sonne la fin d'une époque dans les esprits de bon nombre de ses contemporains. Le prophète, le visionnaire, est mort d'un coup, comme un chêne qu'on abat... Foudroyé, comme John Fitzgerald Kennedy trois ans plus tôt[12]…

Au moment de sa mort, l'Afrique du Sud est en pleine mutation –politique, économique, sociale, culturelle- au sein d'un continent africain qui n'a pas encore totalement achevé sa phase de décolonisation, aussi bien dans sa partie anglophone que dans sa partie lusophone. Il est clair que si Verwoerd était resté Premier ministre ne serait-ce que dix ans de plus, l'Afrique du Sud en tant que telle n'existerait plus aujourd'hui, elle se serait transformée peu à peu en une Confédération économique d'une dizaine d'Etats souverains interdépendants, groupés autour d'un noyau, la République blanche d'Afrique du Sud, un Etat nettement réduit en superficie, mais à population majoritairement blanche. Une sorte de « CEI » d'Afrique australe, qui aurait probablement intégré Swaziland, Lesotho, Botswana (eux-mêmes agrandis après la fusion avec les Bantoustans swazi, sotho et tswana), et Sud-Ouest Africain/Namibie, autour d'un projet de coprospérité économique et politique en Afrique australe.

L'Histoire ; notamment lorsque l'on se place dans une optique braudélienne et synthétique de « *longue durée* »[13]; ce n'est pas seulement un ensemble de modifications de structures socio-économiques, et l'analyse mécaniste de l'école historico-matérialiste, en ce domaine, ne va pas assez loin. A la limite, la seule science réellement « infrastructurelle » en Histoire n'est pas l'économie, mais la *démographie*. Chaque

[12] La décennie 1960-1969 est d'ailleurs parsemée d'assassinats politiques, et plusieurs Chefs d'Etat et grands hommes politiques périssent de mort violente dans de nombreux pays-clés de la planète, le contexte de l'époque étant particulièrement propice. Patrice Emery Lumumba, Premier ministre congolais, est fusillé le 17 janvier 1961 ; Dag Hammarskjöld, Secrétaire Général des Nation-Unies meurt dans un accident d'avion provoqué par un tir de missile le 18 septembre 1961 ; John Fitzgerald Kennedy, Président des Etats-Unis est exécuté par des tirs de fusil à lunette le 22 novembre 1963 ; Hendrik Frensch Verwoerd est poignardé le 6 septembre 1966 ; le pasteur Martin Luther King est abattu le 4 avril 1968 ; Robert Francis Kennedy, frère du Président et lui-même candidat à la présidence des Etats-Unis est également abattu à coups de revolver, le 6 juin 1968… Une « décennie hécatombe » …

[13] Fernand Braudel « *Grammaire des civilisations* », Ed. Arthaud-Flammarion, Paris, 1987, 606 p

bouleversement historique a d'abord été précédé par une « rupture » démographique majeure, une ou deux générations avant, modifiant en profondeur les structures sociopolitiques et les « *Weltanschauungen* », les « représentations du monde »… En ce qui concerne l'Afrique du Sud, ce sont bien les bouleversements démographiques, notamment par la diminution tendancielle continue de la proportion des Blancs dans la population totale, à partir du milieu des années 60, qui expliquent l'effondrement final du système d'apartheid au milieu des années 1990.
De plus, l'Histoire -et en particulier la « dynamique de l'Histoire » produisant des séquences de « grandeur »- c'est toujours l'« Histoire par le haut ». L'Histoire, c'est *d'abord* et avant tout la rencontre entre un Homme et une époque, entre une Volonté et une situation de « *Krisis* », c'est-à-dire litt., de « décision », de « jugement ». La « *crise* » est une croisée des chemins, et elle implique des décisions, des choix…
Une rencontre qui donne du *Sens* à l'action collective, sans lequel les évènements qui se succèdent restent un magma informe et illisible, « plein de bruit de fureur »… L'Histoire, cette mise en forme volontariste du chaos du monde, c'est plus Schopenhauer que Marx…

Dans une situation de « *Krisis* », on trouve parfois des hommes qui par leur pensée, leur volonté, leur action, donnent –ou tentent de donner- une orientation, un « *Sens* » aux évènements. Mais on trouve aussi toute une « batterie » d'acteurs secondaires, plus ou moins indispensables à la mise en place ou à l'amplification de l'action des premiers. Indispensables aussi au chercheur pour appréhender puis comprendre le phénomène historique qu'il étudie. La période qui nous préoccupe ne fait pas exception, et nous retrouverons tout au cours de ce récit, et de façon récurrente, plusieurs de ces acteurs, certains connus (Balthazar Johannes Vorster, Pieter Willem Botha...), d'autres nettement moins (Pieter Johannes Meyer, Hendrik Johan Van den Bergh, Werner Willi Max Eiselen, Eric Hendrik Louw, Hilgard Muller, Gustav Bernhard August Gerdener, « Wikus » Du Plessis, voire Demetrios Tsafendas …)

Au début du XXè siècle, le sociologue allemand Max Weber, dans son dense et magistral petit essai, « *Le Savant et le Politique* »[14], développait l'idée que les deux vocations celle du « Savant » et celle du « Politique » devaient être bien séparées, car elles ne correspondent pas au même

---

[14] Max Weber « *Le Savant et le Politique* », texte de 1919. L'édition française utilisée est celle de l'Union Générale d'Editions, collection 10/18, Paris, 1963, 186 p

champ d'action en sciences sociales. Ainsi, la séparation entre les deux carrières pouvait permettre au chercheur en sciences sociales une « *neutralité axiologique* » suffisante pour le détacher des perturbations idéologiques inhérentes à son sujet. Dans cette lignée intellectuelle et universitaire allemande, une lignée dont il s'inspirera tout au long de sa carrière, Verwoerd fut successivement « *Savant* » et « *Politique* », tour à tour analyste et acteur des faits sociaux. Instruit de son expérience de « Savant », il sera un « Politique » aux vues totalisantes…

Tout homme d'Etat à la grande vision historique (quelle qu'elle puisse être, d'ailleurs, sur le plan *moral*) fait naître des opinions tranchées sur son action publique et Verwoerd n'échappe pas à la règle. Tout au long de sa carrière politique, il suscita des sentiments partagés et toujours passionnels, des avis nettement tranchés. En témoignent à l'annonce de sa mort, ces points de vue, radicalement opposés, de deux Blancs -deux Africains blancs- figures politiques marquantes de son époque :
Helen Suzman[15], députée du *Progressive Party* de la circonscription d'Houghton, banlieue huppée de Johannesburg, figure de proue de la gauche libérale anglophone, hostile à l'apartheid : « *I thought we were rid of one of the worst scourges we had.*[16] ».
Et Ian Douglas Smith, Premier Ministre de la Rhodésie, instigateur de l'indépendance de son pays, pour y préserver le maintien du pouvoir blanc : « *To those who knew him personally, and I count myself as one of those who had this privilege, his deep sincerity in everything he undertook, his gentleness and his kindness towards all people. His championing of civilized and Christian ideals, and his wise counsels in times of peace and adversity will be greatly missed.* [17]»

Mais l'imposante figure de Verwoerd reste emblématique, et hante les esprits encore aujourd'hui, plus de quarante ans après sa mort. Le Président Nelson Mandela lui-même ne s'y était pas trompé, puisque le 16 août 1995, dans une optique de « réconciliation nationale », et malgré les fortes réserves émises par plusieurs de ses conseillers politiques, fit un

[15] Décédée le 1er janvier 2009.
[16] « *J'ai pensé que nous avions été débarrassés d'un des pires fléaux que nous ayons eus* ».
[17] « *A ceux qui l'ont connu personnellement, et je fais partie de ceux qui ont eu ce privilège, sa profonde sincérité dans tout ce qu'il entreprenait, son élégance et sa gentillesse envers tout le monde, sa défense des valeurs chrétiennes, et ses sages conseils en temps de paix et dans l'adversité, seront grandement regrettés ».*

geste politique symbolique majeur, en allant prendre le thé chez la veuve de Verwoerd, Betsie, alors presque centenaire, dans son fief d'Orania, embryon de « *Volkstaat* », le « Homeland » blanc en construction, dirigé par son gendre, le Pr Carel Willem Hendrik Boshoff, lui-même ancien Président du Broederbond, entre 1980 et 1983, et du SABRA, entre 1972 et 1999…

*

Après le succès public de la première édition de cette « biographie politique » et son épuisement, il devenait nécessaire d'en publier une seconde. Pour ce faire, l'auteur est retourné en Afrique du Sud en août 2010. Les entretiens avec plusieurs Professeurs d'Université sud-africains (notamment les Prs Dioné Prinsloo, Danie Goosen et Pieter Duvenage), ainsi que les heures passées à l'INEG de Bloemfontein, aidé par Mme Hester van der Berg, lui ont permis de revoir et d'augmenter cet ouvrage. L'auteur tient donc à les remercier tous très chaleureusement.

I - LA JEUNESSE

C'est dans une maison du quai Jacob Van Lennep[18], à Amsterdam, aux Pays-Bas, que vient au monde le 8 septembre 1901, vers 16h, Hendrik Frensch, deuxième enfant d'Anje Hendriks Strik et de Wilhelm Johannes Verwoerd. Il est prénommé ainsi en mémoire de son grand-père maternel, Hendrik Frenses Strik. Le nom de « *Verwoerd* » est assez courant dans la province de Hollande méridionale[19]. Le terme racine « *woerd* » (vieux-saxon: « *wurth* »), comme dans l'expression néerlandaise « *hoge woerd* » (c'est-à-dire « *haut woerd* »), est utilisé dans la partie centrale des Pays-Bas pour désigner un monticule habitable, un tertre, qui n'a pas été inondé par une rivière. « *Verwoerd* » est donc « *celui du woerd* », celui qui habite sur un monticule de ce type[20]. Le nom de « Woerden », commune située sur la rivière Oude Rijn, dans la province d'Utrecht (voisine de la Hollande Méridionale) dérive de la même racine.

Les parents sont originaires de régions assez éloignées. La mère est née le 20 mai 1873 dans le village de Grijpskerk, dans la Province de Groningue, proche de la Frise, à l'extrême Nord des Pays-Bas ; tandis que le père est un pur Hollandais, né dans la localité d'Ouderkerk aan de Amstel[21], à 9 km au Sud d'Amsterdam[22], le 23 avril 1874. C'est le hasard des recherches d'emploi de Hendrik Frenses Strik (grand-père maternel de Hendrik Frensch, qui était ouvrier) et sa venue à Amsterdam avec sa famille, qui permettra la rencontre des futurs époux.

Wilhelm Johannes et Anje se marient le 21 septembre 1898, près d'Ouderkerk, à Ouder Amstel, où il s'est installé comme agent d'assurances,

---

[18] Le long du Canal du même nom, dans le quartier central de *Oud West*, tout proche du Rijksmuseum et du musée Van Gogh.

[19] Rappelons que c'est un abus de langage que de confondre « Hollande » avec « Pays-Bas » et « hollandais » avec « néerlandais »… La Hollande n'est *qu'une région* du royaume des Pays-Bas, divisée en deux provinces (Hollande septentrionale et Hollande méridionale), deux provinces sur les douze que compte le Royaume. Quant au « hollandais », il n'est que l'une des variantes dialectales de la langue néerlandaise.

[20] Sur le nom « Verwoerd », on peut consulter l'article de Otto Terblanche (Professeur à l'Université de Port Elizabeth), « *Hollandse Afkoms van Verwoerd* », in « *Zuid-Afrika* », revue du Nederlands instituut voor Zuidelijk Afrika, Amsterdam, Vol. 75, N°9, août 1998, pp. 132-133

[21] Litt. « la vieille Eglise »…

[22] C'est dans cette commune d'Ouderkerk sur Amstel, que se trouve le célèbre cimetière Beth Haïm, le plus ancien cimetière juif des Pays-Bas encore en usage…

mais le couple vient vivre peu après à Amsterdam, où réside la famille d'Anje, femme au foyer et épouse plutôt effacée. C'est là que naissent leurs deux fils, Leendert, le 14 juillet 1899, puis Hendrik Frensch, le 8 septembre 1901. Cependant, Wilhelm Johannes se sent à l'étroit aux Pays-Bas, dans cet univers confiné, dans lequel les perspectives d'évolution professionnelle sont limitées. Profondément religieux, il rêve à de grands espaces, et de devenir missionnaire laïc de l'Eglise réformée (calviniste) en Afrique. Il faut noter que deux des frères Verwoerd (Johannes Wilhelm et Hendrik Leenderts, né en 1879) épousèrent deux des sœurs Strik (Anje et Trijntje Hendriks, née en 1879, la même année que son époux).

Dès octobre 1899, Wilhelm Johannes et Anje sont tous deux d'actifs sympathisants des Boers en lutte[23]. Il est membre de la « *Algemeen Nederlandsch Verbond* », l'« *Association générale néerlandaise* », organisation culturelle fondée en 1897 à Dordrecht, aux Pays-Bas, œuvrant à la coopération culturelle entre les Nations néerlandophones (Pays-Bas et colonies, Flandres belge et française, et Afrique du Sud) et à la diffusion de la langue néerlandaise. Cette association, qui existe encore de nos jours, créa à Amsterdam dès juin 1900 un Comité de soutien aux réfugiés boers, qui faisait parvenir en Afrique argent et matériel, via la Croix Rouge. Les deux époux vont en devenir d'inlassables bénévoles.

Réalisant leur rêve, ils émigrent en Afrique du Sud par solidarité ethnique envers les Afrikaners, ce peuple-frère, alors que la « Guerre des Boers », qui a ravagé l'Afrique australe entre 1899 et 1902 vient de s'achever, et que le jeune Hendrik Frensch n'a que deux ans.
Partis par bateau du port d'Amsterdam, ils débarquent au Cap tous les quatre, dans l'après-midi du 18 novembre 1903, au milieu du printemps austral... Depuis les docks pleins d'animation, la vue est saisissante… Pour Wilhelm Johannes, c'est un choc… La Montagne de La Table (« *Tafelberg* », en afrikaans, qui s'élève à 1.086 m d'altitude), qui domine la ville, lui donne immédiatement une impression de puissance, d'immensité, celle dont il rêvait plus jeune. Dans cette région au climat méditerranéen, que frappe déjà un Soleil de plomb, il comprend d'un coup qu'il a débarqué à Canaan…

[23] Wilhelm Johannes Verwoerd avait assisté en 1900 à la venue à Amsterdam du Président transvaalien Paul Kruger, dont l'exil européen commençait, juste avant la chute de Pretoria, sa capitale, le 5 juin 1900, et parlé avec lui quelques minutes.

A l'époque, les Républiques boers vaincues du Transvaal et de l'Etat Libre d'Orange ont pour langue officielle le néerlandais, langue prestigieuse qui rappelle aux Boers l'histoire de la naissance et de la formation de leur peuple (des instituteurs néerlandais seront envoyés au Transvaal indépendant –sous le nom de *Zuid-Afrikaansche Republiek*- entre 1881 et 1899, via le NZAV[24] en vertu d'un accord international) même si, dans la pratique, il n'est guère employé que dans les relations administratives, les Boers le maîtrisant souvent mal à l'écrit et utilisant plus facilement l'afrikaans au quotidien.
En 1910, le néerlandais sera reconnu langue officielle aux côtés de l'anglais quand sera créée l'Union sud-africaine, et sera remplacé par une loi du 5 mai 1925 par l'afrikaans, une des toutes premières décisions symboliques –majeures- du jeune gouvernement nationaliste de James Barry Munnik Hertzog, arrivé au pouvoir l'année précédente, en coalition avec le SALP, le Parti travailliste de Frederic HP Creswell, au terme du « *Pact Agreement* », négocié par le bouillant avocat nationaliste Tielman Johannes de Villiers Roos, futur Ministre de la Justice, et tourné contre les libéraux[25]. Cette reconnaissance de l'afrikaans comme langue officielle intervient exactement 50 ans après la parution du livre fondateur de Stephanus Jacobus Du Toit, le Michelet afrikaner, « *L'Histoire de notre Terre dans la langue de notre Peuple* »[26], qui narre l'épopée des Afrikaners depuis 1795. Les instituteurs afrikaners d'avant 1945 se serviront systématiquement de ce livre mythique dans leurs enseignements, sous forme de leçons d'éducation civique. Hendrik Frensch Verwoerd sera donc lui aussi imprégné de cette épopée, au cours de sa scolarité en primaire, une geste capable d'enflammer l'imagination de jeunes garçons…

Cette « Guerre des Boers » voit naître les premiers camps de concentration de l'Histoire, inventés par les Britanniques, sur les instructions expresses du général Kitchener lui-même, pour y enfermer femmes et enfants afrikaners. Dans les quelque 58 camps mis en place sur l'ensemble du territoire sud-africain, 118.000 Afrikaners seront parqués (soit environ

---

[24] La « *Nederland – Zuid-Afrika Vereniging* », fondée en 1881, et qui existe encore de nos jours. Voir l'excellent Mathilde Schroevers *« Les Boers du Transvaal face à la modernité, l'exemple de l'enseignement hollandais 1881-1899* », in « *Australes* », pp. 79-105

[25] Cette modification est initiée par le Ministre de l'Intérieur de Hertzog, un certain Daniel François Malan…

[26] Du Toit Stephanus Jacobus « *Die Geskiedenis van ons Land in die Taal van ons Volk* », Ed. Human & Rousseau, Le Cap, 1975, IV + 235 p. Cette version du texte a été éditée pour le centenaire de la parution initiale du livre.

18% de la population afrikaner de l'époque) et environ 28.000 d'entre eux (4% de la population totale!) y laisseront la vie[27]. Un chiffre de 28.000 morts qu'il faut comparer aux 6.000 Afrikaners morts les armes à la main... Une partie du « *Voortrekkermonument* » de Pretoria, qui commémore l'épopée afrikaner en terre africaine, est d'ailleurs consacrée à cette part tragique de l'Histoire du pays, génocide partiel du *Volk*, qui a fait disparaître toute une génération d'Afrikaners... Plusieurs hommes célèbres de l'histoire sud-africaine y seront du reste internés, y compris Charles Robberts Swart (de 6 à 8 ans), le futur premier Président de la République ; Albert Hertzog (fils aîné du Général Hertzog) ; Gerard Leendert Pieter Moerdijk (de 10 à 12 ans), l'architecte du *Voortrekkermonument* ; ou Nicolaas Johannes van der Merwe, futur député et Président du « *Voortrekkerbeweging* », le mouvement scout afrikaner. Des camps qui hanteront à jamais l'univers mental des Afrikaners, marque au fer rouge qu'il leur faudra un jour venger…

Les Verwoerd passent une dizaine d'années près du Cap, à Wynberg (litt. « *La Montagne du vin* »…, une banlieue paisible pourtant à majorité anglophone[28]), où Wilhelm Johannes devient entrepreneur en bâtiment, et où le jeune Hendrik est scolarisé en primaire à l'école luthérienne, la « *Lutherse Laerskool* » de 1907 à 1913. Le père a opté pour cette école, un moindre mal, car il n'existe pas encore d'école calviniste dans la ville[29], et il refuse que ses deux fils fréquentent l'école anglophone, plus libérale sur le plan intellectuel. Hendrik Frensch entre ensuite pour quelques mois (1913) au collège pour garçons de la ville, la « *Hoër Seunskool* », un collège afrikaansophone, où il sera brièvement le condisciple de Izak David Du Plessis (1900-1981), futur grand poète de langue afrikaans, membre du mouvement poético-littéraire des « *Dertigers* », « ceux des années 30 » (comprenant entre autres les frères N.P. Van Wyk et W.E.G. Louw, Uys Krige, et Elisabeth Eybers) qui exaltent l'âme populaire afrikaans et les hauts lieux historiques du Cap. Du Plessis s'intéressera beaucoup lui-

---

[27] Bernard Lugan cite le chiffre de 27.927 femmes et enfants, in « *La Guerre des Boers. 1899-1902* », p. 322

[28] Wynberg accueille depuis 1804 une grande base militaire britannique et un vaste Hôpital militaire, ce qui explique la forte proportion d'Anglophones habitant cette banlieue.

[29] Parmi les Afrikaners, beaucoup ne sont pas d'origine néerlandaise, mais allemande ou scandinave, et de confession luthérienne. Le culte luthérien avait finalement été autorisé dans la Colonie du Cap, par les autorités coloniales néerlandaises, dès 1780, à l'époque du Gouverneur Baron Joachim Van Plattenberg.

même au Bo-Kaap coloured[30] et malais, ce vieux quartier de la ville, classé site historique, où dominent les maisons aux teintes pastels et où pointent les minarets des mosquées des « *Cape Malays* », les nombreux Kleurlinge de confession musulmane, descendants d'esclaves musulmans importés aux XVIIè et XVIIIè siècles[31].

C'est d'ailleurs à Wynberg que naît le 8 novembre 1908 une fille, Hendrika Johanna Lucretia, surnommée « Lucia », premier enfant de la nombreuse et vigoureuse lignée Verwoerd en terre africaine. Parallèlement à ses activités professionnelles, Wilhelm Johannes réalise son vœu de mission religieuse. Il s'occupe notamment –et avec un certain succès- de catéchèse auprès de la communauté kleurling, nombreuse dans cette région, et envers qui il déploie un zèle tout particulier, y compris dans l'utilisation correcte du néerlandais comme langue liturgique.

Ce sont des années heureuses, durant lesquelles le petit Hendrik Frensch suit parfois son père dans ses tournées de prédicateur[32] et de catéchiste itinérant, dans l'Ouest de la vaste Province du Cap. Dans la rue et à l'école, il se familiarise avec l'afrikaans, cette langue créole des Afrikaners et des Kleurlinge[33], mais continue à parler le néerlandais à la maison et à lire la Bible dans la langue de ses parents[34]. Il s'imprègne de la force et de l'aridité d'une terre austère, mais également de l'esprit de l'immense

---

[30] « Métis ». Tout comme François-Xavier Fauvelle-Aymar, nous utiliserons les termes sud-africains « *Coloured* » ou « *Kleurling* », car la catégorie de population désignée est si hétérogène, divisée en sous-groupes si différents (incluant Griquas et Namas, qui ne sont pas des Métis !), qu'il est préférable sur un plan méthodologique d'employer le terme d'origine. Cf. son « *Histoire de l'Afrique du Sud* », pp 54 et suivantes. Nous utiliserons d'ailleurs le plus souvent le terme afrikaans « *Kleurlinge* », car « *Coloured*s » est déjà une traduction du terme afrikaans d'origine.

[31] Les « *Cape Malays* » musulmans constituent environ 6 à 7% de l'ensemble de la communauté kleurling.

[32] « *Predikant* », en afrikaans.

[33] Cf. Robert Chaudenson « *Les créoles* », Que Sais-Je ? N°2970, PUF, Paris, 1995, 128 p. A Paarl, tout près du Cap, un monument érigé en 1975, dédié à la langue afrikaans, le « *Taalmonument* », rappellent les racines à la fois européennes, africaines et indianocéaniques de l'afrikaans.

[34] Le Néerlandais Henk Van Woerden évoque cette anecdote dans son roman « *La bouche pleine de verre* », dans lequel il retrace la vie de Demetrios Tsafendas, la mêlant à ses souvenirs personnels. Hendrik Frensch n'abandonnera réellement le néerlandais que durant ses études universitaires, à Stellenbosch. Symboliquement, cette rupture avec le néerlandais fut peut-être aussi une forme de rupture du cordon ombilical avec ses parents… La Bible ne sera traduite pour la première fois en afrikaans qu'en 1933.

ressentiment antibritannique qui prévaut au sein des Afrikaners depuis la fin de la guerre. Cette expérience le marquera à jamais.

Fort de son expérience d'évangélisation, et à sa grande satisfaction, Wilhelm Johannes est officiellement reconnu en 1910 comme missionnaire laïc par l'Eglise réformée, une NGK[35] alors en pleine restructuration, après le choc de la défaite de 1899-1902, et qui sert de rempart à l'anglicisation forcée des Afrikaners, et d'organe de réaffirmation des valeurs dans le processus d'élaboration d'une conscience nationale, encore largement marquée par la frustration et un immense complexe d'infériorité développé par les Afrikaners.
Fin 1913, il est nommé diacre à la Congrégation réformée de la ville de Bulawayo[36], la deuxième plus grande ville de la colonie britannique de Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe), ce qui est une forme de promotion, aussi bien sociale que strictement religieuse. La famille Verwoerd quitte donc l'Afrique du Sud et s'installe à Bulawayo. Hendrik est alors scolarisé à la *Milton High School*, le premier collège de garçons ouvert dans la ville, en 1910.
Ce jeune garçon blond élancé aux yeux gris-bleu, très ambitieux, doté d'un esprit très synthétique, méthodique, et d'une mémoire photographique, est un élève studieux et obstiné, un travailleur acharné avide de connaissance, plutôt taciturne, ne se mêlant guère à ses condisciples, essentiellement des fils des colons britanniques du *Highlveld* sud-rhodésien, des « *Rooineks* », des « cous rouges », comme les appellent avec mépris les Afrikaners. Il est notamment assez rétif à devoir entonner chaque jour l'hymne national britannique. A Bulawayo, dans ce collège entièrement anglophone, il perfectionne son anglais, qu'il parlera cependant jusqu'à la fin de sa vie avec un lourd accent guttural.

Le climat qui règne en Rhodésie du Sud est assez pesant pour ces « Néo-Afrikaners », surtout après l'entrée en guerre, en août 1914. Les Sud-

---

[35] « *Nederduitse Gereformeerde Kerk* ».
[36] Dans cette région du Matabeleland, située à moins de 300 km de la frontière du Transvaal, vivent en effet de nombreux colons d'origine écossaise, de confession « presbytérienne », c'est à dire calviniste, ainsi que quelques Afrikaners, descendants de Voortrekkers installés Outre-Limpopo dans les années 1870. L'épopée des « Voortrekkers » qui se sont établis et ont fait souche hors du territoire de l'actuelle Afrique du Sud a été pour partie décrite par Brian M. Du Toit, professeur d'anthropologie à l'Université de Floride, in « *The Boers in East Africa. Ethnicity and Identity* », Ed. Bergin & Garvey, Westport, Connecticut, 1998, 224 p

Rhodésiens sont d'indéfectibles loyalistes à la Couronne d'Angleterre et les Verwoerd sont, comme les quelques autres Afrikaners de la région, vus avec suspicion, comme s'ils avaient eux aussi partie liée avec une quelconque « cinquième colonne » proallemande au sein même de la colonie.

Heureusement, en 1917, l'Eglise réformée rappelle Wilhelm Johannes, qui revient donc s'installer en Afrique du Sud, et cette fois-ci définitivement. Il y mourra le 18 août 1961.
Il s'établit dans la petite ville de Brandfort[37], dans l'Etat Libre d'Orange, province agricole conservatrice peu peuplée du centre du pays ou plus de 90% des Blancs sont d'origine afrikaner. Pour la première fois depuis son arrivée en Afrique australe, la famille Verwoerd va donc vivre dans un milieu essentiellement afrikaner. Le changement sociologique est radical, d'autant que ses membres n'y sont pas préparés.
Hendrik va côtoyer la vie monotone des fermiers afrikaners pauvres du « *platteland* », le pays profond, où la seule véritable « *structure structurante* »[38] est la NGK, l'Eglise réformée néerlandaise (calviniste) de son père, ultramajoritaire chez les Afrikaners. Des fermiers prolifiques[39], au bas niveau d'instruction –qui se résume souvent à la seule lecture de la Bible et à son interprétation littérale par les chefs de famille- et aux distractions intellectuelles réduites, souvent empreints d'un profond complexe d'infériorité culturelle et sociale, dont le malaise face à la mauvaise maîtrise du néerlandais et de l'anglais constitue un des symptômes. Plongeon pour Hendrik dans un espace vraiment communautaire, enraciné, en rupture avec la vie quelque peu décousue de la famille qu'il a connue jusque là. Il va se familiariser avec la vitalité culturelle de base, qui s'exprime –jaillit- durant les fêtes communautaires paysannes, les « *Volkspele* » (« jeux populaires », en fait des danses traditionnelles) rythmés par la « *Boeremusiek* », la musique folk afrikaans, des fêtes

---

[37] A environ 70 km au nord de Bloemfontein. Dans cette ville, baptisée ainsi en l'honneur de l'ancien Président de l'Etat Libre d'Orange, Johannes Henricus Brand (1823-1888), les Britanniques avaient bâti en 1900 un camp de concentration de sinistre mémoire. Hendrik s'est rendu à de nombreuses reprises avec son père dans ce haut lieu de mémoire pour se recueillir et se ressourcer idéologiquement.
[38] L'expression est du sociologue Pierre Bourdieu, in « *Questions de sociologie* », Coll. Documents, Ed de Minuit, Paris, 1984, 277 p.
[39] Les familles nombreuses sont la règle chez les Afrikaners de la campagne. BJ Vorster, futur Premier ministre sera, par exemple, le 13è enfant d'une fratrie de 14 « *kinders* ».

communautaires que l'on peut aisément comparer aux festivités traditionnelles basques, corses ou flamandes.

A Brandfort, Wilhelm Johannes ouvre une petite librairie d'ouvrages religieux (qui lui permet tout juste de nourrir sa famille, du reste) et s'assimile d'autant mieux à la petite communauté locale que son accent néerlandais lui donne un air « distingué », auquel sont assez sensibles ses nouveaux concitoyens, dont beaucoup maîtrisent mal le néerlandais, pourtant encore langue officielle dans l'Union. Par contre, au lycée, Hendrik reste souvent pour ses condisciples « *Die Hollander* », « Le Hollandais », sujet de moqueries et de vexations quant à ses origines étrangères. Ce complexe de l'étranger accentuera son zèle à s'assimiler, à se sentir plus afrikaner que les Afrikaners, à en rajouter, quasiment comme une forme d'expiation. A devenir le meilleur parmi son peuple d'adoption. Il n'en est pas encore conscient, mais le fait que sa famille ne partage pas l'héritage historique des Afrikaners (l'héritage colonial et esclavagiste, la coexistence ambivalente avec les Kleurlinge, le Grand Trek ou les camps de concentration britanniques) lui donne un détachement et une hauteur de vue historique différente des Afrikaners, notamment vis-à-vis de la question raciale.

L'Etat Libre d'Orange (*Oranje Vrystaat* ou OVS, en afrikaans) est encore un monde rural, passéiste, patriarcal, autoritaire et paternaliste, où les conditions de vie sont rudes et les structures scolaires sont quasi inexistantes, un monde au sein duquel la structuration sociale est toujours celle du « *Baasskap* », la domination[40] du Blanc sur le Noir, dans une optique de « *pater familias* » romain. Un monde figé sur les schémas mentaux des « *Voortrekkers* » -les pionniers boers du « Grand Trek » qui ont conquis et mis en valeur le pays à partir des années 1840- mais en pleine détresse sociale après le désastre de la Guerre des Boers.

Dans ce « *platteland* », si l'on rejette naturellement l'idée d'égalité raciale, on exècre par-dessus tout le « *Kafferboetie* », le « petit frère des Nègres », le Blanc anglophone de la Ville, volontiers hautain envers les « ploucs », et donneur de leçons. La haine de classe et la xénophobie qui s'expriment envers ces Blancs étrangers à l'univers mental boer est

---

[40] Le « *Baas* » est litt. le « patron » ou le « chef », en afrikaans. « *Baasskap* » peut donc être traduit en français par « domination » ou « suprématie », avec une idée de paternalisme.

souvent bien plus profonde que les sentiments de supériorité exprimés envers les « *Kaffers* »[41], les Noirs. Des sentiments d'ailleurs ambivalents, car entre Afrikaners et « *Kaffers* », on est « entre Africains ». Plus encore que le Noir, figure familière du quotidien rural, à la fois voisin tribal[42], ouvrier agricole et domestique, le « *Kafferboetie* » représente l'Altérité destructrice, le Négateur de l'ordre social naturel que Dieu a offert à son « *uitverkorene Volk* », son « *peuple élu* », afrikaner[43]. La notion calviniste individuelle de « prédestination », c'est à dire la Grâce de Dieu accordée seulement à quelques méritants, est vécue et interprétée par les Afrikaners de façon collective, le peuple afrikaner tout entier étant prédestiné au Salut, ce qui se traduit dans le domaine terrestre par le droit spécial à diriger les autres pour le bien-être de tous, comme un père sévère mais juste avec ses enfants.
Pour ces ruraux orangiens, Johannesburg[44], cité cosmopolite dirigée par le « *big business* » capitaliste anglophone, c'est à la fois « *Duiwelstad* » (la ville du Diable) et Babylone, la « Grande Prostituée »[45], un monde de corruption et de perdition morales pour les Afrikaners.

En 1917, la Première Guerre mondiale fait toujours rage, et l'armée sud-africaine (organisée sous la forme bien rôdée, et localement très efficace, des Kommandos boers), aux côtés des Britanniques et sous les ordres du Général Smuts, futur Premier ministre, a démontré ses pleines capacités, dans les combats au Tanganyika et dans le Sud-Ouest Africain, alors colonies allemandes[46], mais également sur le front français, où la 1ère Brigade

[41] On trouve également ce mot d'argot afrikaans, fortement péjoratif, écrit « *Kaffir* », mais se prononçant de la même manière.
[42] Dans cette partie de l'Etat Libre d'Orange, les Noirs sont essentiellement des Sothos, les mêmes que ceux qui peuplent le protectorat britannique voisin du Basutoland.
[43] Sur l'idée de « peuple élu » afrikaner, on peut consulter Bruce Cauthen « *The myth of divine election and Afrikaner ethnogenesis* », in George Hosking et George Schöpflin (s.l.d.d.) « *Myths and Nationhood* », Ed. Routeledge, New York, 1997, pp 107-139
[44] Fondée en 1886, au moment de la « ruée vers l'or », elle voit affluer des masses d'aventuriers étrangers, essentiellement européens, les « *Uitlanders* », après la découverte d'immenses filons d'or au Transvaal. Les « *Uitlanders* » s'installent en masse dans le Witwatersrand, et Johannesburg, ville champignon, regroupe alors près de 100.000 habitants en 1896.
[45] C'est ainsi que Paul Kruger, (bigot) Président du Transvaal entre 1883 et 1902, surnommait la ville.
[46] Il faut noter que quelques volontaires afrikaners aux ordres de l'ex Général Salomon Gerhardus « Manie » Maritz (héros de la Guerre des Boers qui s'était achevée à peine une douzaine d'années auparavant) entrèrent en rébellion contre le pouvoir central, puis se

sud-africaine essuya de lourdes pertes, lors de la Bataille de la Somme, en 1916. A l'époque, le service militaire est encore volontaire dans l'Union[47], et la conscription ne sera établie officiellement qu'en 1922, suite aux grandes grèves quasi-insurrectionnelles des mineurs blancs du Witwatersrand, que le Premier Ministre Jan Christiaan Smuts fera briser par l'armée. Un service militaire obligatoire de quatre ans (service actif et périodes de réserve régulières) sera donc organisé pour tout citoyen blanc âgé de plus de 21 ans.

Dans l'Etat Libre d'Orange, loin de l'agitation patriotique et bruyante des « Anglos », les volontaires pour la guerre sont rares. Le pays panse encore ses plaies…

retirèrent dans la colonie du Sud-Ouest Africain où ils combattirent aux côtés des troupes allemandes (« *Schutztruppen* ») du général Erich Franke, jusqu'en septembre 1915.

[47] Quelque 231.500 Sud-Africains (dont 146.000 Blancs) participeront à la Première Guerre mondiale, qui coûtera la vie à 12.500 d'entre eux.

II - UNIVERSITES / UNIVERS - CITÉS

Au lycée de Brandfort, Hendrik Frensch obtient brillamment son *Matriek* (équivalent du baccalauréat) en février 1919[48], après un retard de trois mois dû à la fermeture de l'établissement, quarantaine administrative imposée par les autorités provinciales en raison d'une flambée de grippe espagnole[49].

Il s'inscrit naturellement à l'Université de Stellenbosch, la prestigieuse Université afrikaansophone de la région du Cap[50], berceau de l'élite intellectuelle nationaliste afrikaner. En son sein ont été formées des générations de dirigeants et hommes d'Etat afrikaners, que ce soient des théologiens (Jozua François Naudé, Daniel François Malan, Beyers Naudé, Andries Petrus Treurnicht …), des avocats (James Barry Munnik Hertzog, Theophilus Ebenhaezer Dönges, Balthazar Johannes Vorster …), des hommes de lettres (Jan Christiaan Smuts, Cornelis Jacobus Langenhoven, auteur des paroles de l'hymne national afrikaner, « *Die Stem van Suid-Afrika* », Elsa Joubert…), voire des sportifs (Danie Craven…), dont bon

---

48 Obtenant des notes qui le classent premier au niveau provincial (Etat Libre d'Orange) et quatrième au niveau national.

49 La pandémie, due à une souche particulièrement pathogène du virus (H1N1) a pris naissance en Chine au début de l'année 1918, s'est étendue peu à peu aux Etats-Unis, transportée par des vagues d'oiseaux migrateurs, puis s'est ensuite propagée en Europe à partir de juillet 1918, lorsque les soldats américains –dont bon nombre étaient déjà contaminés- ont débarqué sur le sol européen, durant les derniers mois de la Première Guerre mondiale. Ce sont ces soldats qui, à leur tour, ont contaminé leurs camarades de combat, parmi lesquels des Sud-Africains, qui ramèneront la maladie à leur retour au pays. A l'échelle mondiale, entre 1918 et 1920, l'épidémie causa la mort de 30 à 40 millions de personnes, soit 4 à 5 fois plus que la Première Guerre mondiale elle-même.

50 Située à 50 km du Cap, la ville de Stellenbosch fut fondée en 1679 par Simon Van der Stel, le second Gouverneur de la Colonie du Cap, et baptisée d'après son nom (« *Le Bois de Stel* »). Elle est encore de nos jours un exemple de l'architecture « *Cape Dutch* », si caractéristique de la période coloniale néerlandaise. L'Université de la ville, fondée en 1874, a toujours depuis cette date dispensé son enseignement en afrikaans. En 1910, à la création de l'Union sud-africaine, le pays ne compte que trois Universités, celle du Cap (la plus ancienne, fondée en 1829, où l'enseignement se fait en anglais), celle de Pretoria (la plus récente, majoritairement afrikaansophone, fondée en 1908), et celle de Stellenbosch. Le « réseau » universitaire s'étoffera ensuite très rapidement jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Au moment où Verwoerd devient enseignant, l'Université de Stellenbosch compte six facultés (Art et sciences sociales, droit, théologie, éducation, agronomie et ingénierie), regroupant environ 2.000 étudiants, ainsi qu'une très riche bibliothèque universitaire, la Bibliothèque Christian Marais.

nombre ont embrassé par la suite une carrière militaire et/ou politique. Au-delà de l'enseignement qui y est dispensé, Stellenbosch incarne une forme de *reconnaissance sociale* pour la petite bourgeoisie afrikaner.

Le jeune Verwoerd va poursuivre de brillantes études supérieures, en théologie, en psychologie, en sociologie et en philosophie. Il croise dans les cours de philologie -obligatoire dans le cursus de théologie- Johannes du Plessis Scholtz (1900-1990), futur Professeur de linguistique et dialectologie néerlandaises et historien de la langue afrikaans. Parallèlement, il suit des cours d'allemand, langue de culture qu'apprennent de nombreux étudiants afrikaners souhaitant poursuivre des formations complémentaires en Europe, et qui lui permet de lire les « classiques » de sociologie et de philosophie « dans le texte ».

Dans l'univers intellectuel de ce lieu historique empreint de culture, situé dans la vaste zone viticole du Boland, qui lui rappelle ses années passées à Wynberg, il semble s'épanouir. Il décroche rapidement sa licence en 1921, puis sa maîtrise de psychologie en 1922, avec un sujet de mémoire portant sur « la double tâche »[51], la résolution des contradictions lorsque deux tâches, deux devoirs contradictoires, se présentent en même temps à l'individu. Il obtient alors un poste d'assistant au sein du département de philosophie, le temps de terminer sa thèse de doctorat. De l'avis de tous, et à commencer par ses professeurs, il est un étudiant exceptionnel, promis à un brillant avenir, un « *Matie* »[52] actif, sportif –tennisman émérite, il représente fièrement Stellenbosch dans plusieurs tournois interuniversitaires. Inscrit à l'« *Afrikaanse Studente-bond* » (l'ASB, le syndicat étudiant afrikaner de tendance nationaliste, créé en 1916)[53], il écrit

[51] Hendrik Frensch Verwoerd « *Die dubbele taak* », mémoire de maîtrise de psychologie, Université de Stellenbosch, 1922, 164 feuillets.

[52] Surnom des étudiants de Stellenbosch. Dérive du mot afrikaans « *tamatie* », la « *tomate* », en référence à la couleur du maillot marron/brun de l'équipe de rugby de l'Université. Le campus est considéré comme le berceau de l'équipe nationale de rugby, les fameux « *Springbokke* », vainqueurs à deux reprises (1995 et 2007) de la Coupe du Monde de rugby. Depuis 1902, les « *Springbokke* » ont leur siège central au sein de l'Université, où se situe également leur centre d'entraînement. Le terme s'est télescopé avec le mot « *matie* » qui signifie « pote » ou « copain », dans un afrikaans plus familier.

[53] En 1924, l'ASB se dissout dans un syndicat étudiant unique, le NUSAS (*National Union of South African Students*). En 1933, des étudiants nationalistes, dirigés par Piet Meyer, quitteront le NUSAS, devenu trop libéral à leurs yeux, pour fonder un nouveau syndicat nationaliste afrikaner, concurrent du du NUSAS, l'ANS (*Afrikaanse Nasionale Studentebond*), qui reprendra le nom de *Afrikaanse Studentebond* en août 1948 .

régulièrement dans la revue du syndicat, puis devient membre du SR, le *Studenteraad* (Conseil des Etudiants) en 1922, dont il devient président l'année suivante.

C'est au Conseil qu'il rencontre, toujours en en 1922, celle qui allait devenir sa femme, Elisabeth « Betsie » Schoombee, une jeune étudiante en maîtrise de lettres néerlandaises/afrikaans et en sciences de l'éducation, troisième fille de Wynand Johannes Schoombee, un fermier aisé de Middelburg, dans l'Est de la Province du Cap. Une jeune femme de caractère, vive, et comme lui déjà totalement acquise à l'idéologie nationaliste. Ils deviennent vite amis, puis amoureux l'un de l'autre, devenant rapidement inséparables. Une paire fusionnelle…

Charismatique, Verwoerd se transforme rapidement en orateur expérimenté, aimant le débat et la confrontation d'idées. Très croyant, il est également très présent au sein de l'aumônerie étudiante, animée par la « *Christelike Studente-Vereniging* », l'Association des étudiants chrétiens, où il mène une vie sociale intense, ravivant la foi de ses condisciples, et dirige un groupe de réflexion religieuse, qui organise des réunions à thème régulières. Par le biais de la CSV, il obtient de l'aumônerie étudiante que les offices aient lieu uniquement en afrikaans.

A l'Université, Verwoerd travaille beaucoup, se distrait peu et rentre fréquemment en famille. Tout au cours de son cursus universitaire, il se plonge dans de grandes lectures, lit Kuyper, Tönnies, Fichte, Herder, Weber, Marx, Hegel, Nietzsche, Freud… Un véritable boulimique… La philosophie, l'histoire, la sociologie et l'anthropologie allemandes le passionnent. C'est pour lui une sorte de matrice idéologique, car la puissante notion de « *Volk* », une notion quasi magnétique, englobe un ensemble de *Sens*, *de mêmes Sens*, en allemand et en afrikaans. Il est capable de citer de mémoire des passages entiers de Fichte et de son « *Discours à la Nation allemande* », texte qui le fascine, où il retrouve incarnées les aspirations à la libération et à l'unité du *Volk* afrikaner, croupissant sous la domination étrangère.

Il abandonne son cursus en théologie après sa maîtrise en 1922, et devient, en 1924, docteur en sociologie et psychologie -le premier en Afrique du Sud... Et le premier étudiant de Stellenbosch à avoir rédigé sa thèse en afrikaans… Le sujet de celle-ci, « *Afstomping van*

Gemoedsaandoeninge »[54], dirigée par le Professeur Reymond William Wilcocks[55], porte sur les effets psychologiques de la tristesse émotionnelle chez l'individu et il obtient les félicitations du jury lors de sa soutenance. Ses tous premiers travaux universitaires ne s'intéresseront d'ailleurs pas directement aux sujets politiques ni au thème racial, sans doute plus par prudence tactique pour sa carrière que par manque d'intérêt réel pour ce type de sujets, notamment sur les conseils de son père, car Verwoerd est déjà depuis longtemps un nationaliste convaincu. C'est pourquoi il convient de nuancer quelque peu les affirmations de Roberta Milstad Miller[56], puis Shireen Ally[57] pour qui Hendrik Frensch Verwoerd n'exprime pas autre chose qu'une vague forme de « nationalisme linguistique ». En fait, celui-ci se « lâchera » peu à peu publiquement dans ses publications et communications universitaires à partir de 1932, puis totalement dans ses écrits politiques à partir de 1937.

Par convictions et principes, il refuse avec orgueil une bourse d'études à Oxford, proposée par la Fondation du magnat Sir Abraham « Abe » Bailey, mais en obtient une –certes moins conséquente- pour terminer ses études en Allemagne, dans les Universités de Leipzig, Hambourg et Berlin. Il part en Allemagne en 1925 avec une recommandation de Wilcocks, et il y est rejoint par Betsie[58], avec qui il se marie à Hambourg le 7 janvier 1927. Il n'a alors qu'un peu plus de 25 ans...
Les époux Verwoerd auront sept enfants –dont les prénoms font directement référence à des parents proches du couple ; cinq garçons, Wilhelm

---

[54] Hendrik Frensch Verwoerd, « *Die Afstomping van gemoedsaandoeninge* », Thèse de psychologie, Université de Stellenbosch, 1924, IV + 317 p

[55] Reymond William Wilcocks, né en 1892, psychologue, suit ses études à Berlin, où il soutient en 1916 sa thèse de philosophie (« *Zur Erkenntnistheorie Hegels in der Phänomenologie des Geistes* », consacrée à Hegel), publiée l'année suivante sous forme de résumé, qui servira de support à ses cours et conférences universitaires. Recteur de l'Université de Stellenbosch, entre 1935 et 1954. Il fera éditer la thèse de Verwoerd en décembre 1925, par la revue des annales de l'Université.

[56] Roberta Balstad Miller, « *Science and Society in the Early Career of H.F. Verwoerd* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol.19, N°4, pp 637-638.

[57] Ally Shireen, Mooney Katie & Stewart Paul « *The State-sponsored and centralised institutionalisation of a academic discipline: Sociology in South Africa 1920-1970* », Séminaire du WISER (Wits Institute for Social and Economic Research), University of Witwatersrand, avril 2003, p. 16

[58] Elisabeth (dite « Betsie ») Schoombee, née le 17 mai 1901, décèdera à Orania le 29 février 2000, presque centenaire.

Johannes Sr[59] (né le 5 septembre 1929), Daniël Wynand (19 novembre 1933), Hendrik Frans (11 août 1940), Christiaan Andries (10 septembre 1942) et Wijnand Schoombee (28 juin 1947) ; ainsi que deux filles : Anna (la femme du Pr Carel Boshoff, ancien dirigeant du « Broederbond » et fondateur du Projet de Volkstaat à Orania), née le 9 mars 1932[60], et Elsabet (26 juillet 1936). Les garçons seront tous membres du « *Voortrekkerbeweging* », le mouvement scout afrikaner, créé en 1931 pour faire pièce au mouvement scout sud-africain officiel, la « *South African Scout Association* », fondée par le colonel Lord Robert Baden-Powell lui-même en 1908, mais qui apparaît trop « anglaise », trop « étrangère », aux responsables afrikaners.

Hendrik Frensch suit alors des cours et des conférences complémentaires en Grande Bretagne et aux Etats-Unis, où il découvre la politique de ségrégation raciale, en vigueur de façon stricte à cette époque dans les vieux Etats du « *Deep South* », le Sud profond. Il en revient profondément impressionné, même si l'efficacité réelle de la ségrégation -le slogan « *séparés mais égaux* »[61] résumant la politique ségrégationniste américaine-ne lui paraît pas complètement adaptée au contexte sud-africain, dans lequel le poids démographique respectif des Blancs et des Noirs est inversé par rapport à celui des deux populations dans le Sud des Etats-Unis. Il lui faudra donc penser la gestion des relations sociales et politiques entre les deux populations en Afrique du Sud même dans des termes quelque peu différents, d'autant plus que les Noirs sud-africains n'ont pas non plus le vécu de l'esclavage[62], celui partagé par les Noirs d'Amérique, eux-mêmes largement métissés depuis le XVIIIè siècle et durablement intégrés dans un mode de vie inspiré de celui des Blancs, et que les Noirs américains ne possèdent pas de zones tribales « historiques », comme ceux d'Afrique du Sud, dans lesquelles ces derniers constituent une écrasante majorité numérique. Sur un plan culturel et historique, la

---

[59] Le fils aîné de Wilhelm Johannes Sr, Wilhelm Johannes Jr, né à Stellenbosch en 1960, Professeur de sciences politiques à Stellenbosch, a rejoint l'ANC en 1992, et a épousé une de ses étudiantes, Mélanie Fourrie, devenue députée de l'ANC de 1994 à 2003, puis ambassadrice d'Afrique du Sud en Irlande entre 2003 et 2007. Le couple, divorcé depuis, a été rejeté par une grande partie de la famille Verwoerd.

[60] Anna décèdera à Orania, le 9 juillet 2007.

[61] « *Separate, but equal* », expression formulée par la Cour suprême américaine dans l'arrêt historique « *Plessy contre Fergusson* », légitimant constitutionnellement la ségrégation raciale, le 18 mai 1896.

[62] Rappelons que la grande majorité des esclaves de l'époque néerlandaise étaient issus des colonies néerlandaises d'Asie et non d'Afrique noire.

comparaison serait sans doute plus judicieuse entre Noirs américains et Kleurlinge sud-africains.
C'est la synthèse entre ses cours en Allemagne et son observation du vécu ségrégationniste américain –y compris dans ses limites quant à sa transcription dans le contexte sud-africain- qui forgera plus tard sa réflexion, puis son action, « raciale-séparatiste ».

Revenu en Afrique du Sud avec son épouse en 1928, il devient Professeur de psychologie appliquée et de psychotechnique à l'Université de Stellenbosch, d'où il publie désormais régulièrement des articles dans des revues sud-africaines et américaines, notamment en 1928, « *'N bydrae tot die metodiek en probleemstelling vir die psigologiese ondersoek van koerante-advertensies* »[63], concernant la méthodologie psychologique appliquée au marketing journalistique, dont il saura s'inspirer plus tard, au « *Transvaler* »… Professeur charismatique et très pédagogue, il attire de nombreux étudiants venus écouter ses cours qu'il dispense sans notes –tant sa mémoire est exceptionnelle- et devient rapidement un enseignant populaire parmi ses élèves. Il s'installe avec Betsie à Stellenbosch même, au calme près des allées de chênes centenaires. Un cadre idéal pour la réflexion et l'étude…

Professeur, Verwoerd est d'abord et avant tout un père de famille épanoui, la famille –comme structure de base de la société- étant centrale à ses yeux. Il éduque ses enfants de façon très traditionnelle, leur inculquant de fortes convictions à base religieuse et morale. Des *valeurs*… Des valeurs d'honneur, de fidélité, de probité, de travail, d'effort. Betsie a décidé ne pas travailler et de se consacrer à son rôle d'épouse et de mère. Son rôle de « *Boerevrou* » traditionnelle semble lui convenir et la combler. Femme au caractère trempé, elle sera toujours une inspiratrice, une muse, pour son mari, qui la consulte à chaque décision d'importance qu'il doit prendre, y compris sur le plan politique[64]…
Quoique toujours très pris par ses occupations professionnelles, puis par

---

[63] « *'N Bydrae tot die metodiek en probleemstelling vir die psigologiese ondersoek van koerante-advertensies* » (« Une contribution à la méthodologie psychologique de la publicité journalistique »), in « *South African Journal of Science* » N°25, South African Association for the Advancement of Science, Pretoria, 1928, pp. 469-480
[64] La sœur aînée de Carel Boshoff, Annatjie Boshoff, qui fut sa secrétaire, lui consacre un livre plein de tendresse, « *Betsie Verwoerd, die vrou* », Ed. Afrikanervolkswag, Pretoria, Ed. 1993, 425 p

ses activités politiques, il essaie néanmoins de préserver des moments où il reste un père accessible et disponible. Betsie et lui forment une famille heureuse, unie, un cadre stable et sain, où enfants et petits-enfants (ils en auront 28 en tout…) aiment à se ressourcer. Ses sept enfants seront toujours une source d'immense fierté pour Verwoerd, et il tentera – même durant la Seconde Guerre mondiale, où il se retrouve en première ligne face à l'hystérie politico-médiatique et judiciaire antinationaliste orchestrée par l'Etat-UP- de les préserver autant que faire se peut de ce monde impitoyable dans lequel ses activités d'homme public l'ont projeté.

Au sein du corps enseignant, Verwoerd se lie très rapidement avec Werner Willi Max Eiselen, Professeur d'anthropologie sociale, fondateur en 1926 du Département d'anthropologie de l'Université[65]. Eiselen, né le 13 juin 1899 à Botshabelo, dans le Transvaal oriental, était le fils d'un missionnaire luthérien allemand de la BMS, la *Berlin Mission Station*, chargée d'évangéliser les Noirs, et dont l'antenne de Botshabelo (située en pays pedi) avait été fondée en 1865. Il partage avec Verwoerd la condition de fils d'immigré, étranger au vécu historique, culturel et sociopolitique des Afrikaners, mais également une très profonde germanophilie.
Les deux professeurs partagent surtout une large convergence de vues concernant la « question indigène », et sur la nécessité absolue d'empêcher tout métissage, porteur de destruction irréversible du substrat racial des peuples qui en sont victimes, Noirs comme Blancs, du reste. Verwoerd fait d'ailleurs lui-même une recension enthousiaste d'un petit opuscule d'Eiselen, publié en 1929, « *Die naturelle vraagstuk* »[66], « La question indigène », dans lequel l'auteur analyse avec précision les effets acculturants de l'urbanisation et du travail migrant sur les structures traditionnelles africaines. Eiselen estime que seule une séparation raciale complètement étanche peut préserver les Noirs de la « contamination » sociale engendrée par l'intégration dans la société industrielle et le monde des Blancs. Eiselen incarnera tout au long de sa carrière politique une aile « ethno-différencialiste » au sein du NP, demandant « *que les cultures africaines soient traitées avec le même respect que n'importe quelle*

---

[65] Werner Eiselen sera un des fondateurs du SABRA, en 1947. Sur Werner Eiselen, voir David Hammond-Tooke « *Imperfect Interpreters: South Africa's Anthropologists, 1920-1990* », Witwatersrand University, Johannesburg, 1997, 239 p

[66] Werner Willi Max Eiselen « *Die naturelle vraagstuk* », Nasionale Pers, Le Cap, 1929, 16 p. Verwoerd conseillait vivement à ses étudiants la lecture de l'opuscule.

autre dans le monde », comme le précise Ivan Evans[67]. Il sera à l'origine de l'utilisation et de la popularisation du terme « Bantou », moins péjoratif et plus valorisant que « Indigène », dans les discours officiels du Parti national[68], d'autant que le terme « Indigène » est empreint d'ambigüité, car sur un plan historique, les véritables Indigènes sud-africains sont les Khoisan (qui constituent le noyau du peuple kleurling, et sont présents dans le pays depuis au moins 20 000 ans) et non les Noirs, eux-mêmes envahisseurs venus du Nord et entrés en Afrique du Sud à la fin du Moyen Âge, étape finale d'un processus d'expansion des peuples bantouphones, initié à partir du « deuxième âge du fer » africain, au début du VIIIè siècle apr. JC[69].
Verwoerd devient également un proche de deux professeurs pourtant bien plus âgés que lui : Gustav Bernhard August Gerdener (1881-1967), Professeur de théologie ; et Eduard Christiaan Pienaar (1882-1949), Directeur du Département d'Etudes néerlandaises, inlassable militant de l'utilisation universitaire de l'afrikaans à la place du néerlandais, et poète reconnu.

Comme Professeur, Verwoerd s'intéresse spécialement aux problématiques de pauvreté de la population blanche, orientant plusieurs de ses étudiants vers des sujets de thèse ayant trait à ce domaine[70]. Parmi les étudiants qui suivent assidûment ses cours, Pieter Johannes Schoeman, spécialiste de grammaire bantoue, deviendra Professeur d'ethnologie également à Stellenbosch ; mais également Beyers Naudé[71] ; Danie Craven ; Erika Theron ; et surtout Balthazar Johannes Vorster, à cette époque étudiant en droit, comme le rappelle le journal « *Le Monde* », dans un portrait de Vorster, publié le 14 septembre 1966[72] .

---

[67] In « *Bureaucracy and Race. Native Administration in South Africa* », p.126
[68] Ibid.
[69] Bernard Lugan, in « *Histoire de l'Afrique du Sud, de l'Antiquité à nos jours* », Ed. Perrin, Paris, 1995, pp.33-49
[70] Cf. l'excellent Saul Dubow in « *Scientific Racism in Modern South Africa* ».
[71] Beyers Naudé est le fils du pasteur Jozua François Naudé, cofondateur du Broederbond, puis Ministre des Finances de 1956 à 1961, et Président de la République de juin 1967 à avril 1968. Beyers Naudé deviendra en 1940, à l'âge de 25 ans, le plus jeune membre de la « Fraternité ». Il finira ensuite comme opposant radical à la politique d'apartheid.
[72] Dans l'article « *Portrait : M. BJ Vorster, un Super Verwoerd* », publié le 14 septembre 1966 en page 4, le journal « *Le Monde* », rappelle que « *A l'Université de Stellenbosch, il [Vorster] était l'élève à la fois du Dr Verwoerd, en psychologie appliquée, et de M. Dönges, à la faculté de droit* ». Pour une étude plus approfondie de la vie étudiante de Vorster,

Il s'intéresse d'autant plus à ces problématiques que la crise de 1929 éclate sous ses yeux, et qu'elle frappe d'autant plus fermement l'Union sud-africaine que les principales monnaies de l'époque, livre sterling, franc Poincaré et dollar américain, sont liées à l'étalon or, métal dont l'Afrique du Sud est déjà le plus important producteur mondial. L'industrie minière nationale est frappée de plein fouet, l'*Anglo American Corporation*, principal conglomérat du secteur, fondé en 1917 par le magnat juif Ernest Oppenheimer, licencie de nombreux ouvriers, y compris des Blancs, qui s'estiment trahis, car le « *colour bar* »[73], la barrière de couleur, qui dans le monde du travail les protège de la concurrence des travailleurs noirs ou kleurlinge et leur assure des emplois réservés, semble ne plus être suffisante.
En 1928, la « Carnegie Corporation », une association philanthropique américaine basée à Washington, met en place une commission d'enquête sur la pauvreté au sein de la population blanche sud-africaine et fait appel à des universitaires, sous la direction du Pr Ernest Gideon Malherbe. Son rapport, le « *The Poor White Problem in South Africa: Report of the Carnegie Commission* », publié dans un premier temps à New York par l'Université de Columbia en 1931, puis l'année suivante en Afrique du Sud, constate que sur les 1,8 million de Blancs (dont 1 million d'Afrikaners) que compte le pays, quelque 300.000 sont des « *Poor Whites* » ou « Blancs pauvres », soit 1 Blanc sur 6. Ce volumineux rapport est organisé de façon thématique ; et le deuxième volume, axé sur un aspect psychologique, est rédigé par l'ancien directeur de thèse de Verwoerd, le Pr Reymond William Wilcocks[74]. Le rapport préconise, entre autres, la création de départements de sociologie au sein des universités sud-africaines, afin d'approfondir le sujet et de mettre en forme de possibles solutions. Ainsi, se créé un tel Département à l'Université de Pretoria fin 1931, sous la direction

---

Jacobus Petrus Christiaan Mostert « *BJ Vorster, die student, 1934-1938* », in « *Acta Diurna historica* », (revue de l'INEG), UOVS, Vol. 9, N°1, avril 1980.

[73] Plusieurs grandes lois définissent le « *Colour bar* » ségrégationniste, avant 1948. Le « *Bantu Labour Regulation Act* » (1911) oblige les travailleurs noirs à accepter un emploi sous peine de poursuites pénales ; le « *Mines and Works Amendment Act* » (1927) prévoit que certains emplois spécialisés et semi-spécialisés du secteur minier sont réservés aux Blancs et interdit la délivrance de certificats d'aptitude aux Noirs et aux Asiatiques ; l'« *Apprenticeship Act N°37* » (1944) refuse aux Noirs la possibilité de recevoir une formation technique ; le « *Bantu Consolidation Act* » (1945) habilite les inspecteurs du Travail à délivrer et révoquer les permis de travail aux Noirs.

[74] Le rapport, dans son intégralité, comprend 5 volumes, édités en Afrique du Sud en 1932, par les Editions Pro Ecclesia Drukkery, liées à l'Université de Stellenbosch.

du Pr Geoffrey Cronjé, puis, après des mois d'efforts, Verwoerd obtient de l'Université de Stellenbosch la création d'un Département de Sociologie en 1932, dont il prend lui-même la direction.

La crise monétaire est telle que l'augmentation de l'inflation oblige le Ministre des Finances, Klaas Havenga[75], à abandonner l'étalon-or en décembre 1932[76], et à laisser flotter la livre sud-africaine[77], aveu de l'impuissance de la politique d'orthodoxie budgétaire défendue par ces modérés. Les difficultés économiques et monétaires sont directement à l'origine du rapprochement politique, souhaité par Havenga, entre le NP de Hertzog, alors Premier Ministre, et le *South African Party* de son rival Jan Christiaan Smuts (alors dans l'opposition), qui aboutit au rapprochement politique des deux partis en juillet 1934, puis à leur fusion formelle en un grand « *United Party* »[78], le « Parti Uni », le 5 décembre 1934.

Mais Verwoerd n'est pas seulement un Professeur réfugié et isolé dans sa tour d'ivoire. « *Die Hollander* », comme le surnomment à leur tour, et désormais affectueusement, ses collègues enseignants, est l'un des organisateurs et des intervenants les plus dynamiques du « *Volkskongres oor die Armblanke Vraagstuk* »[79], mis en place par le Broederbond et la FAK[80], qui se déroule à Kimberley, dans le centre du pays, du 2 au 5 octobre 1934, en écho aux conclusions du rapport de la Commission Carnegie. Il intervient comme conférencier sur le constat de la montée régulière de la pauvreté économique chez les Blancs, et propose des solutions pour y remédier : une forme de « *discrimination positive* » en faveur des Afrikaners, une action volontariste inspirée de celle que met en place et au

---

[75] Nicolaas Christiaan « Klaas » Havenga, (1882–1957), nationaliste afrikaner modéré, originaire de l'Etat Libre d'Orange, Ministre des Finances entre 1924 et 1939, puis entre 1948 et 1954.
[76] Sous la pression notamment de Tielman Roos, ancien Ministre de la Justice sous Hertzog (1924-1929), devenu Juge à la Cour d'Appel de Bloemfontein en 1930.
[77] De 1910 à 1961, l'Union sud-africaine utilise la livre sud-africaine, décalque local de la livre sterling. La double adoption d'une monnaie vraiment nationale, le rand (ZAR), et du système décimal, par un décret du 14 février 1961, souhaitée et mise en place par Verwoerd, marquera une étape supplémentaire dans la marche vers l'indépendance totale vis à vis de la puissance coloniale britannique.
[78] Le nom exact de ce nouveau parti est « *United South African National Party / Verenigde Suid-Afrikaanse Nasionale Party* ».
[79] Le « *Congrès populaire sur la question des Blancs pauvres* ».
[80] Voir infra, le chapitre III, « Maturation idéologique ».

même moment aux Etats-Unis le Président Franklin Delano Roosevelt, dans le cadre de sa politique de « New Deal ». Il propose notamment une politique de travaux publics pour développer le réseau de chemin de fer[81], alors même que vient de se créer l'ISCOR[82], et que le pays regorge de charbon, nécessaire aux locomotives ; mais également un accroissement des effectifs de la fonction publique, avec la création d'emplois peu qualifiés réservés aux Blancs. Il n'hésite pas durant ses interventions à mettre en avant ses propres travaux ou ceux des étudiants en thèse qu'il dirige[83].

Ce premier « Congrès populaire » est une réelle réussite pour ses organisateurs. La qualité des débats et surtout l'écho qu'il a suscité dans la presse, et pas seulement la presse nationaliste, incite le Broederbond à envisager la tenue d'autres congrès de ce type, sur le même modèle (avec des intervenants de qualité, issus de l'Université), mais sur des thèmes différents. Rédacteur du « *Kongres* », puis Secrétaire au sein du Comité de suivi[84], Verwoerd rédige à cette occasion ses premiers écrits de type journalistique, qui synthétisent les propositions évoquées au cours du Congrès. Cette synthèse des travaux est publiée in extenso en novembre 1934 par le Broederbond, sous la direction du Dr Pieter Du Toit[85]. Et

---

[81] Le chemin de fer est un mode pratique de maillage de l'espace et de réduction des vastes distances. Ouvertes dans les dernières années du XIXè siècle, quatre grandes lignes stratégiques relient les principales villes. Entre 1924 et 1931, le nombre de cheminots blancs, essentiellement afrikaners, passe de 4.750 à 14.551, chiffres cités par Johan Fourie, in « *The South African poor white problem in the early 20th century* », p.1287

[82] Société du secteur public, la *« Iron and Steel Industrial Corporation »* a été créée par le gouvernement au travers du « *Iron and Steel Industry Act, No. 11* », du 5 juin 1928, pour permettre à l'Afrique du Sud de produire elle-même du fer et de l'acier et de créer des emplois industriels qualifiés et semi-qualifiés. Après la construction de ses premières usines, à Pretoria, l'entreprise commença à produire de l'acier en avril 1934.

[83] Ainsi, les travaux de son étudiante Erika Theron (1907-1990), sur les conditions de vie des ouvrières blanches et kleurlinge dans quelque 500 usines du Cap. Sa thèse, « *Fabriekswerkersters in Kaapstad* », dirigée par Verwoerd, sera publiée en librairie en 1944. Femme exceptionnelle, Theron deviendra Professeure de sociologie à Stellenbosch entre 1955 et 1972, puis dirigera la « *Commission Theron* » entre 1973 et 1976, sur l'impact des réformes politiques et économiques en cours concernant la communauté kleurling.

[84] Qui comprend également le Dr Theophilus Ebenhaezer Dönges –alors Professeur de Droit à Stellenbosch- et GSS Schumann, professeur à la Faculté de Commerce de l'Université de Stellenbosch.

[85] Pieter Du Toit (s.l.d.d.) « *Verslag van die volkskongres oor die armblankevraagstuk gehou te Kimberley, 2 tot 5 Oktober, 1934* », Nasionale Pers, Le Cap, 1934, 317 p. L'intervention de Verwoerd s'intitule « *Die bestryding van armoede en die herorganisasie van welvaartswerk* », (« La bataille de la pauvreté et la réorganisation de la sécurité sociale »), pp. 30-40.

comme le rappelle son biographe Henry Kenney[86], Verwoerd assure que « *When some of the economic proposals contain a discrimination in favor of the white workers, it must be realized that it is not only what is beneficial to our problem group –the white poors- that is considered, but to the country (…) What is good for the Afrikaner is good for South Africa* »[87]. Suite à ce Congrès, son Comité de suivi décide la création en 1936 d'un « *Instituut van Volkswelstand* », l'« Institut pour le Bien-être social du peuple »[88], dont Dr Johannes Cornelis Van Rooy, Professeur de droit à l'Université de Potchefstroom, et futur Président du Broederbond, prend la direction…

[86] Henry Kenney «*Architect of apartheid: H.F. Verwoerd, an appraisal* », p. 82

[87] « *Quand bien même certaines des propositions économiques contiennent une discrimination en faveur des travailleurs blancs, elle doivent être réalisées, car ce n'est pas seulement au bénéfice de notre groupe à problèmes –les pauvres Blancs- qu'elles s'adressent, mais au pays tout entier ! (…) Ce qui est bon pour l'Afrikaner est bon pour l'Afrique du Sud* ».

[88] Cité par John Lazar, in « *Verwoerd versus 'Visionaries' : the South African Bureau of Racial Affairs (SABRA) and Apartheid, 1948-1962* », in Philip Bonner, Peter Delius & Deborah Posel « *Apartheid Genesis* », Ravan Press and Wits University, Johannesburg, 1993, pp. 382

III - MATURATION IDEOLOGIQUE

Les années 30 et 40 se caractérisent par une profonde maturation idéologique au sein des élites afrikaners, notamment à Stellenbosch, qui devient un véritable « laboratoire d'idées » pour la mouvance nationaliste. Sous l'impulsion volontariste du Broederbond, se met peu à peu en place, sous forme de cercles excentriques, comme une sorte de « *galaxie métapolitique* » nationaliste afrikaner, qui ordonne l'ensemble de la vie sociale, économique, politique, religieuse et culturelle des Afrikaners.

Le point de départ de cette marche en avant fut la création le 5 juin 1918 à Kensington, un quartier de Johannesburg, de l'association « *Jong Zuid-Afrika* », « Jeune Afrique du Sud », par quatre jeunes Afrikaners, Henning Johannes Klopper, Werner van der Merwe, Daniel HC Du Plessis[89] et Jozua François Naudé. Une association qui prend le nom de « *Afrikaner Broederbond* » (« Ligue des Frères afrikaners ») en 1920, et qui se transforme en société secrète le 26 août 1921. Henning Klopper dirige le groupe jusqu'au 26 juin 1924.

Le Broederbond est une sorte de franc-maçonnerie nationaliste afrikaner, fortement élitiste, une sorte d'« *avant-garde éclairée* » du Volk. Les 14, 20 et 30 décembre 1944, et le 3 janvier 1945, dans une série d'articles publiés dans « *Die Transvaler* », son Secrétaire général de l'époque, Ivanhoe Makepeace Lombard, rappellera les « sept idéaux » des Boers que défend officiellement la Ligue : « *suppression de tout ce qui entre en conflit avec la pleine indépendance internationale de l'Afrique du Sud ; fin de l'infériorité des Afrikaners et de leur langue dans l'organisation de l'Etat ; séparation de toutes les races non blanches en Afrique du Sud, en les laissant libres de se développer indépendamment sous la tutelle des Blancs ; arrêt de l'exploitation des ressources et de la population sud-africaines par des étrangers, de concert avec un développement industriel plus intensif ; réhabilitation de la communauté paysanne et la garantie des moyens de vie civilisée procurés par le travail pour tous les citoyens blancs ; nationalisation du marché financier et coordination systématique de la politique économique ; afrikanérisation de la vie publique, de l'enseignement et de l'éducation dans un esprit chrétien-national, tout en*

[89] A ne pas confondre avec Lodewicus Johannes « Wikus » Du Plessis, futur Président du Bond.

laissant libre le développement interne de toutes les sections de la nation pour autant que cela ne soit pas dangereux pour l'Etat »[90].

C'est à l'occasion du «*Volkskongres* » d'octobre 1934 que Verwoerd rencontre Johannes Gerhardus Strijdom, un avocat né en 1893, député depuis 1929 de la très vaste circonscription rurale/conservatrice de Waterberg, dans le Nord Transvaal, qui deviendra son ami et son futur mentor politique. Les deux hommes sympathisent très rapidement, et deviennent intimes, l'inflexibilité idéologique (la rigidité, même…) de Strijdom dans ses conceptions raciales impressionnant très fortement le jeune universitaire. Sous la protection de Strijdom, Verwoerd deviendra officiellement un « *Broeder* »[91], un « Frère », le 17 février 1937, membre numéro 1.596 ; puis membre du « *Uitvoerende Raad* », le Conseil Exécutif, instance suprême de la Ligue, en octobre 1940, fonction qu'il occupera jusqu'à sa nomination au Ministère des Affaires indigènes en octobre 1950. Le « *Uitvoerende Raad* » est du reste organisé de façon symbolique, puisqu'il comprend toujours douze membres, sensés représenter les Douze Apôtres (« *die Twaalf Apostels* »), avec à sa tête trois responsables, le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier, qui forment une Trinité (« *Drievuldigheid* »), comme les Trois Personnes du Christ. Ivor Wilkins et Hans Strydom rappellent que durant ses dix années de présence au sein du « *Uitvoerende Raad* », Verwoerd assistera à 51 réunions du Conseil, ne sera absent que deux fois, en s'excusant à ces deux reprises ; et qu'il échangera en 1950 « *le Cabinet de l'Afrikaner Broederbond pour le Cabinet de la Nation* »[92].

N'entre pas qui veut au Broederbond, car les critères d'admission sont stricts : être Blanc, âgé de plus de vingt-cinq ans, de langue maternelle afrikaans, calviniste pratiquant, disposer d'un revenu confortable, et être parrainé par au moins deux membres de la Ligue. Sur un plan sociologique, s'y côtoient des théologiens et des pasteurs, des enseignants (instituteurs[93] autant qu'universitaires), des avocats, des économistes, des

---

[90] Cité par Gwendolen Carter, in « *From protest to challenge a documentary history of African politics in South Africa 1882 – 1964* », volume II (1935-1952), p. 253.

[91] « *Broer* », en afrikaans moderne.

[92] Cf. Ivor Wilkins & Hans Strydom « *The Super-Afrikaners. Inside the Afrikaner Broederbond* », Ed. Jonathan Balls Publishers, Johannesburg, 1978, pp. 4-5

[93] Il est intéressant de noter que, dans le Tiers Monde, nombre de partis politiques nationalistes ou de confréries religieuses anticolonialistes, ont été fondées puis encadrées par des instituteurs, qui véhiculent un enseignement idéologique au sein de masses

fonctionnaires (notamment des employés des chemins de fer), des cadres de la police et de l'Armée, des chefs d'entreprise, de gros fermiers et, évidemment, des hommes politiques. Pour désigner cette élite du peuple afrikaner, Ivor Wilkins et Hans Strydom parlent avec justesse de « *Super-Afrikaners* ».

La montée en puissance de la Fraternité, tant qualitative que quantitative, sera d'ailleurs très progressive. Wilkins et Strydom[94] donnent les chiffres suivants : 1920 : 1 cellule (et 37 Frères) ; 1930 : 23 (512) ; 1940 :135 (1.980) ; 1950 : 260 (3.662) ; 1960 : 409 (5.760) ; 1965 : 484 (6.966) ; 1968 : 560 cellules (237 dans le Transvaal, 191 au Cap, 97 dans l'Etat Libre d'Orange, 18 au Natal, 11 dans le Sud-Ouest Africain, 5 en Rhodésie et 1 en Zambie) regroupant 8.154 Frères. Cette implantation, d'abord ciblée au Transvaal, se diffuse peu à peu à l'ensemble du pays, notamment via le réseau scolaire et universitaire, mais garde sa coloration idéologique radicale initiale, celle des « Nordistes » transvaaliens.

L'action du Broederbond va se développer dans toutes les directions de la vie politique, sociale, culturelle et économique des Afrikaners, créant une sorte de « *galaxie métapolitique* » nationaliste, totalisante, synthétisée sous le vocable d'« *Afrikanerdom* », l'« *Afrikanerité* ». Un « *Afrikanerdom* » pensé comme un ensemble idéologique cohérent, à la fois Communauté des Afrikaners conscients de leur unicité ethnique (la « *Volksgemeenskap* »), valeurs traditionnelles contenues par la société et la langue, ainsi que mouvement historico-politique qui vise à rendre indépendance et souveraineté à ce même peuple.

Sur le plan idéologique, le Bond est en effervescence. Sa réflexion idéologique s'articule autour d'une définition philosophique et religieuse essentialiste du nationalisme, une « *conception de la vie* », pour reprendre le titre d'un livre de Nicolaas Johannes Diederichs[95] -Professeur de philosophie et de sciences politiques à l'Université de Bloemfontein, et lui-même

---

populaires culturellement arriérées. Ainsi dans le monde arabe, c'est le cas du *Parti Ba'ath* (fondé officiellement en 1947 par les Syriens Michel Aflaq et Salah al Din Bitar), ou des *Frères musulmans* (fondés en 1929 par l'Egyptien Hassan al Banna, grand-père du très charismatique Tariq Ramadan).

[94] In «*The Super-Afrikaners. Inside the Afrikaner Broederbond* », op. cit., p. 47.

[95] « *Die nasionalisme as lewensbeskouing* », Nasionale Pers, Le Cap et Bloemfontein, 1936, 186 p.

Président de la Fraternité d'octobre 1938 à octobre 1942[96]- que les nationalistes baptisent eux-mêmes « national-christianisme ». Un christianisme plus biblique qu'évangélique… Dans les années 30, les néologismes intégrant le mot « Nation » sont fréquents dans les références idéologiques des nationalistes de tout le monde occidental : « nationalisme révolutionnaire » d'abord en Allemagne avec Ernst Jünger et sa revue « *Der Tat* », « national-bolchevisme » toujours en Allemagne avec Ernest Niekisch, « national-syndicalisme » de la Phalange en Espagne, « national-catholicisme » chez Léon Bloy en France, et bien sûr le « national-socialisme » hitlérien[97]. Quoique profondément différents et spécifiques à chaque pays concerné, voire opposés l'un à l'autre, ces mouvements se rattachent à une même grande « famille » idéologique, en particulier dans leur rejet commun des valeurs « antinationales » : marxisme, libéralisme, xénophilie et -souvent- judaïsme. Le « national-christianisme » afrikaner s'inscrit donc dans un mouvement de réflexion intellectuelle plus général au sein du monde occidental. Il est d'autant plus ancré au cœur du « vécu » nationaliste que la NGK, l'Eglise réformée, a toujours été le seul vrai rempart contre l'angli-cisation culturelle et politique durant les années les plus difficiles, entre 1820 et 1880 dans la Province du Cap, puis dans l'ensemble du pays, entre 1902 et 1925 ; un peu comme l'Eglise catholique en Pologne, rempart de l'identité polonaise quand le pays était partagé entre Russie, Autriche et Prusse entre 1795 et 1918, puis sous le régime communiste, entre 1946 et 1989.

Cette « conception de la vie » débouche sur des applications pratiques.
Sur le plan culturel, d'innombrables associations mobilisent et encadrent les Afrikaners, sur des thématiques segmentées : défense et illustration de la langue afrikaans, épanouissement de la jeunesse et scoutisme, cours de catéchisme, musique et chants traditionnels, entraide paysanne, jeux boers, camps de vacances… En 1929, le Bond rationalise cette galaxie

---

[96] Issu d'une famille d'origine allemande, Diederichs (1903-1978) a suivi ses études en Allemagne au début des années 20, à Munich, Cologne, Berlin (notamment auprès du Professeur Max Scheler, spécialiste de phénoménologie) et aux Pays-Bas, à Leyde. Il fut, lui, fortement influencé par la philosophie nationale-socialiste et notamment par le philosophe « officiel » du NSDAP, le Balte Alfred Rosenberg.

[97] Reprenant la formule de l'historien des religions Mircea Eliade, Corneliu Zelea Codreanu, fondateur de la « Garde de fer » en Roumanie, parle quant à lui de « christianisme cosmique », mais l'esprit reste proche, d'autant que le christianisme orthodoxe est organisé sur des bases nationales, celles d'Eglises autocéphales… Et que Codreanu exalte l'esprit de sacrifice et de martyre dans l'action politico-militaire…

éparpillée en fondant la FAK, la *Federasie van Afrikaanse Kultuur Vereniginge*, la « Fédération des Associations culturelles afrikaans », lors d'un congrès à Bloemfontein, qui se tient les 18 et 19 décembre 1929. A la FAK s'affilient plus de 4.000 associations, dans lesquelles le Bond infiltre ses propres cadres et dirigeants. Une forme de cohérence dans l'action prend alors forme, en vue de réaliser les aspirations nationalistes. Ce but est d'autant facilité que les membres du Bond, de par même son mode élitiste de recrutement, sont des cadres motivés de haut niveau, porteurs d'un fort « capital culturel »[98], et membres de « réseaux sociaux » connectés entre eux. Parmi les membres fondateurs de la FAK, on retrouve Ernest George Jansen ; le Dr Nicolaas Johannes van der Merwe, qui sera également le Premier Président, à partir de sa fondation en 1931, du « *Voortrekkerbeweging* », le mouvement scout afrikaner ; mais également Willem Jacobus du Plooy Erlank (1901-1984), Professeur de néerlandais dans les Universités de Pretoria, puis de Stellenbosch.

Parallèlement, le 19 août 1930, douze[99] employés et cadres de la compagnie nationale de chemin de fer (la *South Africa Railways and Harbours*, SARH), militants du Bond, fondent au Cap l'ATKV (*Afrikaanse Taal en Kultuur Vereniging*[100]). L'un deux, Sybrand Jacobus van der Spuy, en devient le premier président. En 1931, l'Association créé le mensuel « *Die Taalgenoot* »[101], qui existe toujours aujourd'hui. En novembre 1936, l'ATKV acquiert une vaste ferme à Hartenbos, près de Mosselbaai, située sur un immense terrain désaffecté appartement à la SARH, qu'elle transforme en vaste espace culturel afrikaans. Depuis 1938, dans le grand amphithéâtre de plein air qui y a été construit, se déroule chaque année un grand festival culturel. Le complexe organise des activités culturelles permanentes, et comprend un centre aéré, ainsi qu'un ensemble « familial » de résidences de vacances. D'autres centres aérés et parcs à thèmes (du type « *Center Parks* ») seront fondés plus tard, en 1956 à Natalia (Natal), en 1973 à Klein Kariba, au Nord de Pretoria, en 1993 à Buffalspoort (Sud-Ouest du Transvaal), et à Goudini (près du Cap) ; enfin à Drakensville (Est de l'Etat Libre d'Orange) en 2006. L'ATKV organise régulièrement des commémorations culturelles (notamment tous les 16 décembre au Voortrekkermonument de Pretoria) et offre des bourses d'études à des élèves afrikaansophones de condition modeste.

---

[98] Pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, op. cit.

[99] Encore une fois le nombre « douze », plus mystique que politique.

[100] « L'Association de la langue et de la culture afrikaans ».

[101] Litt. « Le sociétaire de la langue ».

Non seulement le Bond entend « chapeauter » tous les aspects de la vie des Afrikaners, mais il va plus loin. Les Anglophones locaux étant pour lui des étrangers, il convient de les assimiler à l'« *Afrikaner way of life* ». Ainsi, le Broederbond va donc définir comme un de ses objectifs majeurs à moyen ou long terme le *Verafrikaansing*, l'« *afrikanerisation* » totale de la vie sociale, culturelle et politique du pays. Chez les Blancs, le *Verafrikaansing* se traduit par l'acculturation des Anglophones sud-africains en vue d'unifier culturellement et politiquement les deux « nations blanches » autour de la *Weltanschauung* nationaliste afrikaner. Un renversement historique par rapport à la politique coloniale britannique : les Afrikaners étaient menacés de disparaître en tant que peuple, victimes de l'anglicisation officielle, les Anglophones seront à leur tour menacés d'afrikanerisation par le Parti national et le Bond…

Le domaine de l'enseignement, et la formation des futurs cadres nationalistes, est un autre axe privilégié de l'action du Bond. Celui-ci définit pour la jeunesse un enseignement orthodoxe de *valeurs* à forte tonalité calviniste qu'il entend diffuser dans le réseau scolaire, aussi bien privé que public. Les membres de la NGK –pasteurs de l'Eglise comme Malan ou JF Naudé, ou laïcs- sont légion au sein du Bond, et l'enseignement qu'ils entendent dispenser est donc naturellement désigné dans les publications de la Fraternité sous le vocable de « *Christlike Nasionale Onderwys* », l'« Enseignement chrétien-national », ou CNO.
A Potchefstroom[102], la « *Potchefstroom Universiteitkollege voor Christelike Onderwys* »[103], la faculté libre de théologie et centre de formation/séminaire pour pasteurs de la NGK, les professeurs de philosophie afrikaners formés aux Pays-Bas et favorables au CNO vont justifier sur le plan théologique la politique de développement séparé durant des décennies. En juillet 1939, est créé à Bloemfontein l'« *Instituut vir Christelike Nasionale Onderwys »,* chargé de mettre en place un programme d'action éducatif en direction de la jeunesse afrikaner. L'ossature d'un nouvel enseignement, encadré, se met en place.

[102] Plus ancienne ville du Transvaal, fondée en 1838, elle sera capitale de ce pays de 1852 à 1860, avant d'être remplacée par Pretoria (elle-même fondée en 1855) en 1860.
[103] Parmi les étudiants célèbres de la « PUK », on note l'ex-Président Frederik Willem De Klerk…

Le Bond s'intéresse également beaucoup à l'économie, car dans ce domaine, les Afrikaners sont absents des responsabilités, et l'économie sud-africaine est entièrement dominée par les Anglophones ou des étrangers. Mais dans ce domaine, son action sera progressive, car les structures mises en place sur un modèle communautariste demandent de la préparation pour être vraiment efficientes. Ces structures constituent le « *Volkskapitalisme* », le « capitalisme du peuple », un capitalisme politique organisé, contrôlé et dirigé par l'autorité politique et au service du Volk[104]. Il existe depuis 1918, une compagnie d'assurance nationaliste afrikaner, le réseau SANTAM[105] / SANLAM[106], lié aux nationalistes (plus modérés) qui possèdent le journal du Cap « *Die Burger* », et qui draine les capitaux afrikaners vers une structure dirigée par des membres de la mouvance nationaliste[107]. Après de nombreuses péripéties, le Bond réussira finalement par en prendre le contrôle en 1939[108]. La lutte pour la suprématie entre les capitalistes du Nord et ceux du Sud s'inscrit dans la rivalité historique et politique entre les deux courants du nationalisme afrikaner, qui constitue une des lignes de fracture au sein du Parti national. Cette rivalité s'étend aussi au monde la presse nationaliste, divisé entre « Nordistes » (« *Die Vaderland* » de Bloemfontein, puis surtout « *Die Transvaler* », ainsi que les maisons d'édition « *Voortrekkerpers* », puis « *Perskor* » à Johannesburg) et « Sudistes » (« *Die Burger* » et « *Nasionale Pers* » au Cap, « *Die Volksblad* » à Bloemfontein), les Orangiens, partagés, formant un groupe de transition, présent dans les deux courants.

En août 1931, durant un congrès de la FAK, l'idée de créer une banque spécifiquement afrikaner est lancée, une banque « *uit die volk, vir die volk* »[109], comme le proclame fièrement le Bond sous forme de slogan. Le

---

[104] Voir l'étude assez exhaustive de l'économiste (philomarxiste) Dan O'Meara, in «*Volkskapitalisme. Class, capital and ideology in the development of Afrikaner nationalism, 1934-1948* », Cambridge University Press, Cambridge, 1983, 304 p.

[105] « *Suid-Afrikaanse Nasionale Trust Maatskappy* », compagnie qui gère l'assurance à moyen et long terme pour proposer des crédits à court terme aux agriculteurs.

[106] « *Suid-Afrikaanse Nasionale Lewensassuransie Maatskappy* », qui gère des contrats d'assurance-vie.

[107] Cf. Grietjie Verhoef, in « *Afrikaner Nationalism in Business: United White Front? The Relationship between Afrikaner Business in the North and Afrikaner Business in the South, 1934 – 1950* », in « *Workshop on South Africa in the 1940s* », in Southern African Research Center, Kingston, Canada, 2003, 12 p

[108] Dan O'Meara, in « *The Afrikaner Broederbond 1927-1948: class vanguard of Afrikaner nationalism* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol.3, N°2, 1977, pp. 156-184.

[109] Litt. « *(Qui vient) du peuple, pour le peuple* ».

9 avril 1934, 60 « *Broeders* » fondent à Pretoria la « *Volkskas* », la « caisse du peuple », une banque de forme coopérative, qui va peu à peu s'imposer comme une des principales banques du pays et gagner la « guerre économique ». Parmi eux on retrouve notamment Albert Hertzog[110], mais surtout Lodewicus Johannes « Wikus » Du Plessis, alors Professeur de droit et de sciences politiques à Potchefstroom, Président du Broederbond entre septembre 1930 et août 1932[111].

Parallèlement aux efforts du Bond en vue de pénétrer les milieux patronaux et afin de « noyauter » le monde syndical –en particulier dans le stratégique secteur minier- Albert Hertzog, Piet Meyer, Frikkie de Wet et Nicolaas Johannes Diederichs fondent le 4 octobre 1936 le *Nasionale Raad van Trustees* (NRT), le Conseil National des Administrateurs, chargé de piloter les initiatives visant à rallier les ouvriers afrikaners au courant nationaliste[112]. Cette offensive se concrétise par la fondation à Krugersdorp, le 24 novembre suivant, de l'*Afrikanerbond van Mynwerkers*, la Ligue afrikaner des mineurs, rivale de la *Mine Workers' Union*, organisation syndicale dominée par les travaillistes anglophones[113].
De même, en écho au succès remporté par le « *Volkskongres* » de 1934, le Bond et la FAK organisent un « *Eerste Ekononomiese Volkskongres* »[114], qui se déroule à Bloemfontein, du 3 au 5 octobre 1939, cinq ans presque jour pour jour après le Congrès de Kimberley, et qui concerne la mise en place de mesures concrètes pour venir en aide aux Pauvres Blancs. Au cours de ce Congrès, le Broederbond décide la création -effective dès le 8 décembre 1939- du « *Reddingsdaadbond* », le « Fonds de secours populaire », ou RDB, sous forme d'association coopérative. Nicolaas Johannes Diederichs, Président du Broederbond depuis le 6 octobre 1938, prend lui-même la direction du RDB, signe de l'importance qu'accorde le Bond à cette nouvelle structure, qui organise des soupes populaires, des listes

---

110 Fils du Premier ministre JBM Hertzog, et infatigable Broeder.

111 La Volkskas constitue aujourd'hui le cœur du groupe ABSA, premier groupe bancaire sud-africain.

112 Sur cette offensive des nationalistes envers le monde syndical, Dan O'Meara « *Analysing Afrikaner nationalism: the 'Christian-national' assault on white trade unionism in South Africa, 1934-1948 »*, in « *African Affairs »*, Oxford, Vol.77, N°306, 1978, pp. 45-72

113 Sur l'action déterminante d'Albert Hertzog, on peut consulter Louis Naudé (pseudonyme de Beaumont Schoeman) : « *Dr A.Hertzog, die Nasionale Party en die Mynwerkers* », édité par Nasionale Raad van Trustees, Pretoria, 1969,

114 « *Premier Congrès populaire sur le thème économique* ». La FAK a publié l'intégralité des interventions in « *Verslag van die Tweede Ekonomiese Volkskongres, 1950 : 4,5 en 6 Oktober 1950, Bloemfontein* », Voortrekkerpers, Johannesburg, 1950, 176 p

d'emploi communautaristes, des journées d'entraide et des cours de soutien scolaire. Des prêts à taux zéro sont également accordés à des familles afrikaners nécessiteuses, en s'adossant au réseau de la SANLAM pour en assurer le financement.
En avril 1942, sous la direction du Dr Piet Meyer et de Charles Robberts Swart, une Chambre de commerce purement afrikaner voit même le jour, l'AHI, ou « *Afrikaanse Handelsinstituut* », destinée à coordonner les activités des entrepreneurs et hommes d'affaires afrikaners et les organiser en lobby, en groupe de pression, pesant d'un poids plus important dans le monde économique. A l'initiative de Meyer, l'Institut prend possession d'une revue, « *Volkshandel* » (« Commerce populaire »), qui existe depuis 1940, et la transforme en un luxueux magazine à destination du grand public.

Enfin, sur le plan politique, le Bond se prononce clairement sur deux questions-clés : un républicanisme strict impliquant le rejet total et définitif de la domination coloniale britannique et de ses symboles ; ainsi qu'une volonté de séparation raciale complète d'avec les éléments non-blancs de la société sud-africaine. Pour approfondir sa réflexion idéologique dans ce dernier domaine, le Bond fonde le 29 août 1947 le « *Suid-Afrikaanse Buro vir Rasse Angeleenthede* », ou SABRA, le Bureau Sud-Africain pour les Affaires Raciales[115]. Ce « *think tank* » nationaliste est créé lui aussi au sein de l'Université de Stellenbosch. Parmi ses membres fondateurs, on trouve les Professeurs Werner Willi Max Eiselen, Gustav Bernhard August Gerdener (tous deux vieux amis de Verwoerd) et Andries Charles Cilliers (1898-1980), Professeur de physique théorique et Doyen de la Faculté des sciences. Le SABRA est d'abord conçu comme une réponse au SAIRR, l'« Institut sud-africain des relations raciales », un centre de recherches et d'études fondé en 1929 à l'Université du Cap par des universitaires libéraux blancs anglophones et kleurlinge, hostiles à la ségrégation raciale en vigueur depuis la création de l'Union. Multipliant colloques (notamment son colloque thématique annuel) et conférences partout dans le pays, le SABRA va développer et rendre cohérents tout un ensemble de concepts liés à la problématique de « séparation » raciale (développement séparé, racial-séparatisme, classification raciale, Bantoustans / Homelands, éducation bantoue, autodétermination, décolonisation

[115] Il faut noter que le SABRA se déclare officiellement et légalement le 23 septembre 1948, soit treize mois après sa fondation officieuse et quatre mois seulement après la victoire nationaliste aux élections générales.

intérieure, « *detente policy* »…) et définitivement populariser le terme « *apartheid* » (apparu vers 1935[116]) au sein du grand public. La revue bimensuelle éditée par les « sabristes », le « *Journal of Racial Affairs* » et sa propre maison d'édition, permettent une diffusion à grande échelle, en particulier à destination des publics de décideurs, mais également de lobbies hors des frontières du pays, chargés de présenter une vision plus positive de la politique raciale sud-africaine à l'étranger. Au carrefour de l'anthropologie (« *Volkekunde* »), de l'ethnologie, de la sociologie et de la philologie, nombreux sont les Professeurs d'Université spécialistes du monde bantou, que ce soient Eiselen, PJ Schoeman[117], Nicolaas Johannes Jacobus Olivier, Francis Joseph Language[118]… qui développent la « *bantoulogie* », une matière à part entière et semi-officielle au sein de l'Université de Stellenbosch, intégrée au corpus doctrinal préalable nécessaire à la mise en pratique de la politique des « Bantoustans ». Parmi ces « *bantoulogues* », on relève le Dr Philippus Petrus Rudolph van Coller, auteur – entre autres- d'une étonnante petite biographie du roi Shaka (1787-1828), retraçant sous forme de « récits », la grandiose épopée de « l'Attila noir », fondateur de la Nation zulu[119]…

Bien qu'il soit donc déjà fortement impliqué dans la réflexion nationaliste au travers de ses activités aux côtés puis au sein du Bond, c'est la crise économique des années 30, la « Grande Dépression », qui touche de plein fouet le pays, qui fait prendre à Verwoerd des responsabilités politiques, au sein de l'aile radicale du « *Gesuiwerde Nasionale Party* ».

---

[116] Paul Coquerel l'attribue au Pr P. van Biljoen, membre du Broederbond, in « *L'Afrique du Sud des Afrikaners* », p. 163.

[117] Qui fut, rappelons-le, élève de Verwoerd à Stellenbosch…

[118] Professeur d'anthropologie

[119] Philippus Petrus Rudolph Van Coller « *Die swart Attila: verhale van Shaka* », Unie-Boekhandel, Pretoria, 1946, 95 p.

Il faut noter que ces "bantoulogues" (Nic Olivier, Daan De Wet Nel, Jan Hendrik Moolman et Hendrik Bernardus Thom), seront à l'origine d'un « *Volkskongres oor die Toekoms van die Bantoe* » (« Congrès populaire sur l'avenir des Bantous » ; sur le modèle des « Congrès populaires sur le thème économique » de 1939 et de 1950 ; qui se déroule à Bloemfontein du 28 au 30 juin 1956. Les interventions de ce Congrès sont publiées à Stellebosch par les Editions Pro Ecclesia (liées au SABRA), en 1956 sous le titre « *Referate en besluite : Volkskongres, Bloemfontein, 28-30 Junie 1956.* », un livre de 140 pages.

Le G/NP ou « Parti National Purifié »[120] dirigé par le Dr Daniel François Malan, nait de la scission en juillet 1934 au sein du NP, organisée par les députés qui refusent le rapprochement du parti (voulu et réalisé par des éléments modérés, groupés derrière le Premier ministre J.B.M. Hertzog), avec les libéraux de Smuts, rapprochement politique qui aboutit à la fusion des deux partis, et à la fondation du UP, le « *United Party* », sur un programme de large union nationale pour faire face à la crise économique.
Dix-neuf députés nationalistes, dont Malan, Strijdom et Swart, se considèrent désormais comme les seuls représentants d'un NP « maintenu »[121], un NP authentique, et constituent alors un groupe parlementaire G/NP à l'Assemblée. La plupart des élus de ce nouveau groupe (14 sur 19[122]) sont issus de la Province du Cap ; les députés orangiens et transvaaliens de l'ex NP restant pour la plupart fidèles à Hertzog. Parmi ces derniers, Oswald Pirow, constitue un cas emblématique. Né en 1890, ce fils d'immigrants allemands devient avocat, député de Gezina[123], puis Ministre de la Justice dans le gouvernement Hertzog, entre 1929 et 1933 et Ministre de la Défense entre 1933 et 1939[124]. Pirow refuse comme tant d'autres de rejoindre le nouveau parti nationaliste, mais quoique politiquement très extrémiste, il devient membre du UP par fidélité personnelle envers Hertzog et conserve donc son poste stratégique de Ministre de la Défense.

---

[120] « Purifié », purgé, des modérés et des quelques anglophones réactionnaires membres du défunt NP. Le terme de « Purifié » vient d'ailleurs de leurs adversaires, et ce qualificatif ironique et péjoratif n'apparaît pas dans les textes et affiches du parti. Cependant, comme souvent, un terme péjoratif ou méprisant est repris par ceux sensés être dénigrés, qui se l'approprient alors, comme un défi. Nous utiliserons donc bien l'expression « *Gesuiwerde Nasionale Party* », que nous noterons sous les initiales G/NP, pour désigner l'aile se voulant « maintenue » du NP, entre 1934 et 1940.
[121] « *Gehandhaafde Nasionale Party* ». C'est, du reste, le nom que prend officiellement le parti dans la Province du Transvaal.
[122] Les dix neuf parlementaires G/NP se répartissent en 14 Capiens, 4 Orangiens et … 1 Transvaalien, JG Strijdom lui-même…
[123] Proche banlieue du nord de Pretoria.
[124] Oswald Pirow, féru d'aviation, souhaite créer une compagnie aérienne nationale. Celle-ci voit le jour le 1er février 1934, sous le nom de « *South African Airways / Suid-Afrikaanse Lugdiens* », et commande ses premiers appareils, des Junkers, en Allemagne. Cf. RL MacCormack « *Man with a Mission: Oswald Pirow and South African Airways, 1933-1939* », in « *The Journal of African History* », Vol. 20, N°4: « *White Presence and Power in Africa* », Cambridge, 1979, pp. 543-557.

Se présentant comme la vraie opposition au « Système », le groupe parlementaire G/NP est donc un groupe radical, débarrassé des « mous » et des attentistes de l'ex NP et entièrement contrôlé par le Broederbond. Le G/NP incarne donc réellement et pour la première fois dans l'histoire politique sud-africaine, un véritable « *nationalisme des nationalistes* », pour reprendre l'heureuse expression du Professeur Raoul Girardet.[125] Le G/NP s'organise en quatre partis indépendants, sur le même modèle organisationnel que le défunt NP[126], chaque province ayant « son » G/NP, distinct des autres, avec parfois de fortes divergences politiques d'une province à l'autre. Les sections locales, très largement autonomes sont fédérées au niveau provincial. Un modèle organisationnel souple, permettant de concilier à la fois le débat et l'émulation des cadres au niveau local (ce sont les sections elles-mêmes qui désignent leurs candidats et refusent tout « parachutage » technocratique), et la cohérence idéologique au niveau national, assurée par la mainmise intellectuelle des « *Broeders* » sur les instances dirigeantes.

Fin 1936, Johannes Gerhardus Strijdom est donc naturellement le « *Leier* »[127] incontesté du G/NP du Transvaal, car lors de la scission de 1934, la plupart des cadres et militants du défunt NP du Transvaal ont suivi leurs députés et sont restés fidèles à Hertzog, laissant à un Strijdom déjà *Leier* du NP transvaalien un parti presque vide. Aussi, depuis sa base de Waterberg, en reconquérant inlassablement et presque un à un militants et cadres -multipliant rencontres personnelles et « réunions Tupperware »- ce dernier a eu le temps de façonner le G/NP transvaalien à son image, une image radicale et inflexible, vivement marquée par l'esprit républicain des ancêtres voortrekkers et qui lui est totalement fidèle et

---

[125] In Raoul Girardet, « *Le nationalisme français (1871-1914)* », Ed. Seuil, Paris, 1983, p. 18

[126] Sur les structures et le mode de fonctionnement du NP, puis du G/NP, cf. Gwendolen Carter, in « *From protest to challenge : a documentary history of African politics in South Africa 1935 – 1952* », (volume II), pp. 21 et suiv.

Sur l'historique du G/NP, Pieter Willem Coetzer et Jan Hendrik Le Roux, « *Die « Gesuiwerde » Nasionale Party, 1934-1940* », IVè et avant-dernier tome de « *Die Nasionale Party* », s.l.d.d. Ockert Geyser et Abraham Hendrik Marais, publié par l'INEG.

[127] Litt. « Guide », « Leader ». Titre du dirigeant du Parti au niveau provincial.

Au niveau national, le dirigeant du Parti est le « *Hoofleier* », litt., le « Guide supérieur », titre que porte Daniel François Malan à cette époque. Un Malan qui refusera toujours le titre de « *Volksleier* », le « Leader du peuple », que le journal « *Die Transvaler* », alors dirigé par le Dr Gert Daniël Scholtz, décernera à Verwoerd en mai 1960, et que ce dernier assumera jusqu'à sa mort.

dévouée[128]. Un parti à base encore rurale, resserrant peu à peu les mailles du filet vers les quartiers populaires afrikaners périphériques des villes ; des villes qui votent encore majoritairement pour le UP. Une stratégie quasiment « maoïste », avant l'heure…

Fin 1936, Strijdom parle donc à Verwoerd de son projet de création d'un grand quotidien nationaliste radical à Johannesburg, qui serait l'organe officiel du Parti du Transvaal, et lui demande d'en devenir le rédacteur en chef. Un grand quotidien populaire, touchant le lectorat populaire urbanisé, pendant nordiste de « *Die Burger* », l'historique journal nationaliste afrikaner du Cap, fondé en 1915, peu avant les élections législatives du 21 octobre 1915, et qui soutient Malan. Verwoerd n'a aucune expérience journalistique, et malgré les réserves formulées par son père, peu enclin à le voir abandonner la carrière universitaire pour une « aventure » incertaine, il accepte immédiatement de saisir la chance d'être projeté dans l'arène politique, par le haut, sous la protection de son puissant ami. Il est homme à relever les défis, et celui-ci lui apparaît vraiment taillé à sa mesure.

Après un accord entre Strijdom et Malan, il suit en février 1937 un court stage à « *Die Burger* », où il apprend les rudiments de ce nouveau métier. Homme curieux d'esprit, Verwoerd s'enthousiasme immédiatement pour les immenses possibilités que peut offrir une telle tribune pour la diffusion des idées d'un intellectuel ambitieux et avide de reconnaissance officielle, au-delà du petit cercle universitaire.
Verwoerd et sa famille déménagent alors à Johannesburg en août 1937[129], s'installant dans le quartier de Parkview, et Hendrik Frensch adhère officiellement au G/NP du Transvaal. Une page se tourne pour lui et une nouvelle carrière s'ouvre alors devant lui…

A partir du 1er octobre 1937, et malgré les appréhensions de certains proches de Strijdom, qui redoutent –à tort- l'arrivée de cet intellectuel « sudiste », il devient donc rédacteur en chef et éditorialiste à « *Die Transvaler* », le nom que Strijdom a naturellement choisi pour le quotidien. Il

---

[128] Sur l'(intense) activité politique et militante de JG Strijdom avant la victoire de 1948, et en particulier sur la période cruciale 1934-1939, cf. Dr Jacques Louis Basson « *Strijdom, sy politieke loopbaan, van 1929 tot 1948* », thèse de philosophie, Université de Pretoria, 1980, 622 p

[129] Les trois derniers garçons, Hendrik Frans, Christiaan Andries et Wijnand Schoombee naîtront donc au Transvaal.

est d'ailleurs intéressant de noter que même le nom du journal (litt. « *Le Transvaalien* »), qui se fonde sur une appartenance ethno-géographique, enracinée, s'oppose ainsi nettement au nom même du journal du Cap, (litt. « *Le Citoyen* »), qui indique clairement une appartenance politique, à la limite presque désethnicisée, une appartenance dont pourraient également se réclamer les Kleurlinge, eux-aussi afrikaansophones… Etonnamment, cette distinction recoupe la différence entre la définition française et rationaliste de la Nation, vécue comme un « *vouloir vivre collectif* » de citoyens selon des critères juridiques et politiques ; et la définition allemande, romantique, herderienne et fichtienne, qui se base sur l'unité ethnique et culturelle du *Volk*. Il faut du reste noter que le nom même de « *Die Burger* » s'inscrit dans une tradition « patriotique » et révolutionnaire des habitants blancs du Cap, qui s'exprima en 1795 par leur révolte contre l'autorité coloniale néerlandaise, en se revendiquant expressément des idéaux patriotiques défendus par les révolutionnaires français de 1789. Deux traditions politiques différentes, Nord contre Sud, qui s'exprime jusque dans les noms des publications…

Très confiant dans les immenses capacités d'organisateur de son protégé, Strijdom lui a donné carte blanche pour organiser le journal comme un *organe de combat*. Les mains libres, Verwoerd y impulse immédiatement une ligne nationaliste radicale, républicaine, antibritannique, anti-impérialiste, antisémite et proallemande, une ligne beaucoup plus extrémiste que celle du quotidien « *Die Burger* ». Ainsi, lors du lancement du premier numéro, le 1er octobre 1937, signant l'éditorial, Verwoerd annonce quelle sera l'utilité politique du journal. Il écrit « … *the paper will serve a people by making the voice of true and sublime nationalism resound whenever that voice can reach* »[130].

Après son entrée au « *Transvaler* », il abandonne définitivement la carrière universitaire, avec une certaine nostalgie, mais sans aucun regret. Une nouvelle étape dans sa vie… Verwoerd semble avoir trouvé sa voie dans le journalisme politique, au point que même son style d'écriture (encore très « universitaire » et formel, voire ampoulé) s'en trouve modifié. Ce n'est plus « *Die Doktor* » qui s'exprime dans les colonnes du quotidien, c'est un autre Verwoerd, aux accents populistes, dans un afrikaans plus

---

[130] «… *le journal servira un peuple en se faisant la voix du nationalisme vrai et sublime, résonnant chaque fois que cette voix peut s'étendre* », cité par Roberta Balstad Miller, in « *Science and Society in the Early Career of H.F. Verwoerd* », op. cit., p 634.

accessible. Il donne l'impression de se décomplexer, de se « lâcher » réellement.

Ayant suivi en Allemagne[131] certains cours d'hygiène raciale du Professeur d'anthropologie Eugen Fischer, il applique à l'Afrique du Sud le schéma anthropologique de ségrégation raciale radicale, non seulement entre Blancs (en 1936, environ 21% de la population sud-africaine, contre à peine 10% aujourd'hui...) et Noirs ; mais aussi entre Blancs, Kleurlinge (qui sont, pour la plupart d'entre eux, et comme les Afrikaners, afrikaansophones et calvinistes) et Asiatiques. Dans ses articles et éditoriaux, il dénonce inlassablement le « *Swart Gevaar* », le « péril noir » qui menace de submerger l'Afrique du Sud blanche et que les politiques, nationaliste modérée de Hertzog, puis libérale de Smuts, semblent incapables d'endiguer. Il s'en prend particulièrement à Smuts, en février 1940 et dénonce une situation qu'il juge inacceptable : « *What is the situation as it exists ? Europeans and-non-Europeans travelling mixed in the trams and the trains, Europeans and non-Europeans mixing are already in the hotels and place where meals are served; engaged more and more in taking possession of the theatres and the streets… [Non-Europeans] engaged in seeking learning which they do not use in the service of their own people, but… to try to cross the border line to European life, to become traitors to their own people* »[132]. L'essence d'une grande partie des lois futures est contenue dans cet article de fond.

Il dénonce également fermement l'immigration de Juifs allemands (fuyant la politique hitlérienne) en Afrique du Sud, qu'il assimile à une forme de déséquilibre démographique pour amoindrir le poids des Afrikaners au sein de la population blanche, et à une totale prise de contrôle

---

[131] A l'Institut Kaiser-Wilhelm d'Anthropologie, Hérédité humaine et eugénique, à Berlin, au début de 1927 dès la création de la structure. Sur cet Institut, cf. Hans-Walter Schmuhl, « *The Kaiser Wilhelm Institute for Anthropology, Human Heredity and Eugenics, 1927-1945: Crossing Boundaries* », Boston Studies in the Philosophy of Science, N°259,Springer, Boston, 2008, 467 p

[132] *« Quelle est la situation telle qu'elle se présente? Européens et Non-Européens voyageant mêlés dans les trams et les trains ; Européens et Non-Européens mêlés dans les hôtels et les lieux où des repas sont servis ; engagés de plus en plus dans la prise de la possession des théâtres et les rues, … [Non-Européens] engagés dans la recherche de la connaissance qu'ils ne mettront pas au service de leur propre peuple, mais … pour essayer de franchir la frontière vers la vie européenne, pour devenir des traîtres à leur propre peuple* ». Cité par Ian Loveland, in « *By Due Process of Law ? Racial Discrimination and the Right to Vote in South Africa, 1855-1960* », p. 234

économique du pays par des intérêts étrangers totalement inassimilables. Des Juifs allemands qui s'agrègent rapidement aux Juifs locaux, d'origine britannique ou russo-balte, qui dirigent les secteurs-clés (industries, mines...) de l'économie du pays, depuis la fin du XIX^è siècle. Le vendredi 1er octobre 1937, le jour même de son entrée en fonction au sein du quotidien, il expose dans un long article « *Die Joodse vraagstuk besien, vanuit die Nasionale Standpunt :'n moontlike oplossing* » et condamne « *la démocratie simulacre du Système anglo-juif* ».[133]
Des Juifs[134] qui, comme partout ailleurs à cette époque, représentent aux yeux de beaucoup la double face de la Modernité, à la fois capitaliste[135] et communiste, et sont perçus comme tels par les Afrikaners, puisque les fondateurs du Parti communiste sud-africain (créé au Cap le 30 juillet 1921) sont en majorité juifs, et qu'en 1938 le CPSA est dirigé par Sam Kahn (né en 1911), élu municipal du Cap. La flambée d'antisémitisme qui secoue l'Afrique du Sud durant l'entre deux guerres est remarquablement analysée par le Professeur Milton Shain.[136]

Le 1er février 1937, le gouvernement Hertzog / Smuts fait adopter le « *Aliens Act N°1* », une loi imposant le critère de l'assimilation de l'immigrant à la communauté nationale, sans donner d'autres critères précis. Le G/NP, dans l'opposition depuis juillet 1934, n'est pas satisfait et propose notamment l'interdiction de l'immigration juive et l'interdiction de certaines branches professionnelles aux Sud-Africains juifs. En février 1939, le député nationaliste Eric Hendrik Louw dépose une proposition de loi durcissant encore les conditions d'immigration, une loi proposant également des quotas pour les Juifs à l'entrée de certaines professions. Cette vision idéologique antisémite s'inscrit dans un courant plus général de « nativisme », réaction xénophobe venue comme une lame de fond des Etats-Unis, où les mouvements extrémistes protestants dénoncent entre

---

[133] « *La Question juive d'un point de vue nationaliste : une solution possible* », in « *Die Transvaler* », 1er octobre 1937, p. 2. La solution développée par Verwoerd est l'arrêt complet de toute immigration juive et l'expulsion d'Afrique du Sud de tous les Juifs refusant l'assimilation culturelle et politique.
[134] Qui représentent environ 4% de la population blanche en 1939.
[135] Dans les colonnes de «*Die Burger* », le caricaturiste Daniel Cornelis Boonzaier invente le personnage de *Hoggenheimer* (sur le modèle du Président de l'Anglo-American, Ernest Oppenheimer), stéréotype répugnant du capitaliste juif au nez crochu, assoiffé de sang et d'or, version locale des caricatures publiées en France par des journaux comme « *Gringoire* » ou « *Je suis partout* ». Ces caricatures amusaient beaucoup Verwoerd…
[136] In Milton Shain « *The Roots of Antisemitism in South Africa* », University Press of Virginia, Charlottesville et Londres, 1994, X + 203 p.

1925 et 1940 l'immigration venue d'Europe du Sud et de l'Est, regardée comme peu assimilable, dans laquelle l'élément juif est numériquement important, comme facteur de désagrégation sociale et nationale. Aux Etats-Unis, la résurrection du Ku Klux Klan dans les années 1920, sous la direction du pasteur William J. Simmons, puis son ascension rapide comme mouvement de masse (en 1925, le Klan compte 5 millions de membres…), illustre cette poussée idéologique –passablement épidermique et vite retombée- de droite.

La proposition de Louw n'est finalement pas adoptée, mais le G/NP flirte ainsi pour l'heure ouvertement avec les petits groupes pronazis ou inspirés par la politique hitlérienne, qui se développent dans le pays après 1935, mais cela ne durera guère. Il y a trop de divergences de fond entre le G/NP et ces groupes –rivaux- que ce soit les « *Gryshemde* », les « chemises grises », les militants en uniforme du « *South African Christian National Socialist Movement* » de Louis Theodor Weichardt[137] ; ou les partisans du remuant Oswald Pirow. Ce dernier, ayant démissionné de son poste de Ministre de la Défense et rejoint le G/NP avec ses amis en 1939, finira par trouver l'attitude de son nouveau parti beaucoup trop tiède -voire hostile- envers le régime nazi et publiera un programme politique directement inspiré de l'idéologie hitlérienne[138], puis fera scission avec seize autres députés en fondant DNO, « *Die Nuwe Orde* » (« L'Ordre Nouveau ») en janvier 1942[139], siphonnant littéralement le groupe parlementaire nationaliste, qui s'est entretemps transformé en HNP.

---

[137] Louis Theodor Weichardt (1894-1985). Né à Paarl dans une famille d'origine allemande. Il fonde le SACNSM au Cap le 26 octobre 1933. Interné durant la Seconde Guerre mondiale pour sympathies nazies, il se ralliera à Malan en 1948 et deviendra sénateur du Natal de 1956 à 1970.

[138] Oswald Pirow « *Nuwe Orde vir Suid-Afrika* », Christelike Republikeinse Nasionaal-Sosialistiese Studiekring, Pretoria, 1940, 40 p. Le slogan du groupe, rassemblé autour de Pirow était « *dink rewolusioner, leef gevaarlik !* », « penser révolutionnaire, vivre dangereusement ! ».

[139] Pour des éléments biographiques plus précis concernant Oswald Pirow, on peut consulter l'article « *Oswald Pirow* », écrit par Noel George Garson, in « *Oxford Dictionary of National Biography* », dans l'édition publiée à Londres en 2004, par l'Oxford University Press.

IV - LE CONTEXTE DE 1938

L'année 1938 se présente sous de bons auspices pour la galaxie métapolitique nationaliste, qui se prépare activement aux élections législatives du mois de mai. Le G/NP est en ordre de bataille, la presse nationaliste relayant inlassablement les idées et slogans du parti au sein des couches populaires, que l'on sent remobilisées, contrairement aux élections de 1933, où l'abstention avait atteint le chiffre record et sans appel de 66,2%[140]... Le 18 mai 1938, sur une ligne politique dure et intransigeante, une ligne « décomplexée » et sans compromissions, débarrassée des « mous » et des attentistes, le G/NP obtient 259.543 voix, soit 31,31% des suffrages exprimés, un excellent score face à la lourde machine électorale du United Party et de ses deux ténors, Hertzog et Smuts. Le Parti obtient 27 élus, soit 8 de plus que ceux dont il disposait au Parlement depuis la scission du NP et sa propre création en juillet 1934, alors même qu'il ne présente que 102 candidats, dans les 150 circonscriptions « blanches » mises en jeu[141]. Au final, sur les 153 élus, le UP obtient 111 députés ; le Dominion Party, anglophone et antinationaliste, 8 ; les travaillistes du SALP de David Curry (qui a succédé à ce poste à Frederic Creswell, qui a pris sa retraite politique en 1933) 3 ; le Socialist Party (cryptocommuniste) 1 ; et les indépendants qui représentent des Noirs de la Province du Cap 3. Le G/NP confirme alors son statut d'Opposition officielle au sein de l'Assemblée, dans la plus pure tradition parlementaire britannique. Les principaux dirigeants du parti (Malan, Strijdom, Swart, Louw…) sont élus assez confortablement ; des dirigeants presque tous membres du Broederbond, qui s'est impliqué en profondeur dans cette campagne électorale, mobilisant l'ensemble de ses associations affiliées, à commencer par la FAK, très active au niveau local. Les résultats sont donc très encourageants pour le Bond, qui accroit ainsi son emprise au sein du monde politique.

Peu à peu, la fin de l'année approche, et avec elle de grandes commémorations historiques… Imaginées par le Broederbond depuis 1934, puis organisées au cours de l'année 1938, les célébrations du centenaire de la

---

[140] Démoralisés par la crise économique et ses conséquences sociales, seuls 323.417 électeurs sur 957.636 s'étaient rendus aux urnes, le 17 mai 1933.

[141] L'Assemblée compte 150 députés blancs, plus trois représentants des Noirs de la Province du Cap, eux aussi de race blanche, élus à la proportionnelle, lors d'un vote séparé.

victoire de Bloedrivier sur les Zulus du roi Dingaan[142], épisode grandiose de l'épopée boer lors du Grand Trek[143], constituent un énorme électro-choc au sein de la communauté afrikaner, rassemblée dans une sorte de communion politico-spirituelle et patriotique, le « *Volkseenheid* », « l'unité du peuple », à forte résonnance religieuse. Le Bond décide de placer cette célébration, ce « *Tweede Groot Trek* » (Second Grand Trek) comme le qualifie Malan, au service des intérêts économiques afrikaners, eu égard à la situation de détresse des « *Poor whites* », qui constituent une part importante du Volk. Verwoerd rappelle que « *les 300.000 'pauvres Blancs' sont les descendants des Voortrekkers* »[144] et exige qu'ils occupent une place centrale dans le commerce et l'industrie.

Presque spontanément, traversant villes et villages en fête, d'immenses colonnes d'Afrikaners en costume d'époque, brandissant fièrement les drapeaux des anciennes républiques du Transvaal[145] et de l'Orange, convergent à cheval ou en chariots à bœufs vers Pretoria et reforment le « Laager » le soir, à la veillée. Ils redécouvrent ainsi instinctivement la force et l'énergie vitale dégagées par le groupe. Les hommes ressortent les larges chapeaux de feutre coloré et se laissent pousser la barbe (Verwoerd lui-même s'affublant à cette occasion d'un collier de barbe lui donnant un aspect de patriarche biblique… Un collier « folklorique » qu'il

---

[142] Le « *Voortrekker Eeufees* », en afrikaans.

[143] Le 16 décembre 1838, environ 500 Boers conduits par le chef voortrekker Andries Pretorius écrasèrent 15.000 Zulus menés par le roi Dingaan. Le sang des 3.000 Zulus tués ce jour-là colora de rouge la rivière Ncome qui fut dorénavant appelée Bloedrivier, le fleuve de sang. Dans l'imaginaire politique afrikaner, cette bataille marque l'Alliance de Dieu envers les Boers, « peuple élu » de l'Afrique australe, et ce jour est un jour sacré dans le calendrier afrikaner, le « *Geloftedag* », ou « Jour du Vœu », férié depuis la fondation de l'Union, en 1910. Après 1994, le 16 décembre est resté férié, transformé en « Jour de la Réconciliation ».
Ces fortes résonances bibliques, dans lesquelles les Boers se comparent aux Hébreux guidés par Moïse face aux armées impies de Pharaon / Roi d'Angleterre, et aux Cananéens / Zulus, sont à mettre en parallèle (comme le rappelle fort justement Bernard Lugan, in « *Histoire de l'Afrique du Sud* », op.cit., pp. 87-88) avec la « Conquête de l'Ouest » aux Etats-Unis, qui est contemporaine du Grand Trek, où les chariots à bœufs d'autres pionniers blancs protestants, se frayent eux aussi un chemin à la conquête de grands espaces, une Bible dans une main, un fusil dans l'autre…

[144] Cité par Dan O'Meara, op. cit.

[145] Le « *Vierkleur* », litt. « les quatre couleurs », vert, rouge, blanc et bleu. Le Dr Philippe Rault revient en détail sur l'ensemble des drapeaux utilisés et brandis par ces colonnes, de même que sur ceux utilisés par l'Ossewabrandwag, in « *Afrikaner political flags* », pp. 6-9 et 16-21.

rasera rapidement, d'ailleurs…), les femmes et les jeunes filles se couvrent la tête du chaste « *kappie* » traditionnel (l'équivalent du « béguin » flamand), comme au siècle précédent. Les feux de camps se rallument tout au long du trajet et les chants de la « *Boeremusiek* », résonnent sous les étoiles du ciel d'été austral. Un peuple en marche vers son avenir, sur les traces de son passé…
La première pierre du « *Voortrekkermonument* » -dessiné par l'architecte nationaliste Gerard Leendert Pieter Moerdijk au cours de l'année 1936- est posée le 16 décembre 1938 sur les hauteurs de la capitale, les « *Voortrekkerhoogte* », en présence de Malan et de Verwoerd, devant quelque 250.000 Afrikaners en liesse[146]. Les orateurs qui se succèdent devant la foule en délire promettent à celle-ci le retour de l'esprit pionnier qui animait les Républiques boers vaincues en 1902 et la revanche sur la défaite. Exalté, et empli de fierté, Verwoerd écrit, le lendemain, dans « *Die Transvaler* » : « *Ce jour marque une étape nouvelle sur le chemin de la reconquête de notre indépendance… Ce jour est celui de l'unité retrouvée de notre peuple* [147]». Quant à « *Die Burger* », il annonce à la une, le 16 décembre : « *Die Groot Dag !* », « le Grand Jour ! ».

Pour conserver cet esprit enfiévré, cette unité (mythique) du peuple enfin retrouvée, le colonel Jan Christiaan Laas et l'avocat pronazi -ancien Secrétaire à la Justice sous Hertzog- Johannes Frederik Janse « Hans » van Rensburg, fondent (en deux temps, fin 1938, puis, officiellement à Bloemfontein le 4 février 1939) l'« *Ossewabrandwag* » (la « Sentinelle du Chariot à Bœufs », ou OB), une organisation culturelle et politique afrikaner de masse, qui va peu à peu s'aligner totalement sur le NSDAP allemand, y compris en créant une troupe d'assaut paramilitaire, les « *Stormjaers* », sur le modèle de la SA. Une troupe d'assaut en uniforme, avec son encadrement et ses grades propres, prête à passer à l'action violente sur ordre de son nouveau chef, en l'occurrence Van Rensburg, qui remplace le

[146] Le Mémorial sera inauguré en grande pompe le 16 décembre 1949, en présence de DF Malan, Premier Ministre depuis déjà dix-huit mois. Rappelons qu'en 1938, la population afrikaner totale s'élève à environ 1,1 million de personnes et que le chiffre de 250.000 est donc énorme… Présenté par le Dr Willem Jacobus du Plooy Erlank, les Editions IIS de Johannesburg publient en 1949 un petit livre de 98 pages (édité à la fois en anglais et en afrikaans) : « *Historical record of the opening of Voortrekker Monument, Pretoria, Transvaal, South Africa, December 16th, 1949* », qui est une sorte de compte rendu de la journée d'inauguration du Monument.
[147] HF Verwoerd, éditorial du 17 décembre 1938, in « *Die Transvaler* », p.1

colonel Laas comme « *Kommandant-Generaal* » de l'Organisation, le 15 janvier 1941.

L'universitaire allemand Christoph Marx, professeur d'histoire à Fribourg, est l'auteur de la meilleure et plus complète étude consacrée à l'OB (non traduite en français), dans son « *Im Zwischen des Ochsenwagens: der radikale Afrikaaner-Nationalismus im Südafrika und die Geschichte des Ossewabrandwag* »[148], qui est un résumé de sa thèse universitaire. Il consacre spécifiquement la troisième et dernière partie, fort exhaustive, de son ouvrage, à l'Organisation[149]. Il écrit également, dans un article publié par le « *Journal of Southern African Studies* »[150], « (…) *suite à sa fondation en février 1939, il [l'OB] se développa rapidement –se propageant comme un feu de brousse (veldbrand)- pour se transformer en la plus importante organisation afrikaner, un mouvement de masse de 300.000 membres* ».

L'OB compte parmi ses membres de nombreux jeunes politiciens en vue, notamment Charles Robberts Swart, Nicolaas Johannes Diederichs, Theophilus Ebenhaezer Dönges, Frans Christiaan Erasmus, Eric Hendrik Louw, Paul Oliver Sauer, Wikus Du Plessis, ou le journaliste Nicolaas Gerhardus Stefanus van der Walt[151], presque tous également membres éminents du Broederbond, qui ne fait aucune distinction entre ses membres militant à l'OB et ceux fidèles au G/NP-HNP. D'autant que pour l'heure, le G/NP ne s'oppose pas à la double appartenance de ses propres militants. Dès le début, le philosophe « officiel » de l'OB est incontestablement le Dr Pieter Johannes « Piet » Meyer, personnage haut en couleur, né en 1909. Ancien étudiant du Dr Diederichs, fondateur de l'*Afrikaanse Nasionale Studentebond*, Président de la FAK de Johannesburg et infatigable militant du Broederbond (membre N°787), il avait (pour l'anecdote…) déjà protesté dans les colonnes de « *Wapenskou* » contre l'interdiction et la dissolution par le gouvernement Hertzog, le 9 juillet 1936, de la section sud-ouest-africaine (semi-clandestine) de la *Hitlerjugend*… Piet

---

148 Publiée par les éditions universitaires LIT Verlag, Münster, 1998, VI+579 p.

149 Pages 273 à 516.

150 Christoph Marx « *The Ossewabrandwag as a Mass movement 1939-1941* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol. 20, N°2 (juin 1994), Rhodes University, Grahamstown, p. 195

151 Ancien élève du Professeur « Wikus » Du Plessis, journaliste au quotidien de Bloemfontein « *Die Volksblad* », Van der Walt devient Secrétaire général de l'OB. Il est l'auteur du deuxième emblème de l'OB, la roue du Chariot à bœufs surmontée d'un aigle aux ailes déployées d'inspiration nazie, cf. Philippe Rault, op. cit., p.8

Meyer publie à Stellenbosch en mai 1944 un petit ouvrage à forte tonalité pronazie, « *La lutte du travailleur afrikaner* »[152], où il affirme se rattacher à la « Figure » jüngerienne du « Travailleur »[153] et expose sa vision d'un « socialisme afrikaner » en définissant une sorte de « *voie nationale vers le socialisme* »… Il sera un des fondateurs de l'AHI, puis le Président du Conseil d'Administration de la SABC (à partir d'août 1959) et enfin Administrateur de la RAU, la *Randse Afrikaanse Universiteit*, dès 1968, puis Chancelier de cette même université, en avril 1979. Mais il sera surtout Président du Broederbond de 1960 à 1972.

L'OB se dote également, en 1941, de plusieurs organisation satellites, inspirée de celles du NSDAP : pour les garçons et adolescents le « *Jeugfront* », le Front de la Jeunesse, calqué sur le modèle de la *Hitlerjugend* ; pour les femmes la « *Vrouevereniging* » ; et pour les jeunes filles, les « *Boerenooi* », organisation équivalente au BDM allemand. Ces organisations satellites permettent à l'OB de « mailler » de façon systématique les différents segments de la population afrikaner. Van Rensburg, enthousiasmé par l'esprit de discipline des Allemands, entend insuffler aux Afrikaners un élan de même type.

Fin 1941, afin de soutenir l'effort de guerre allemand, démoraliser les Sud-Africains pro-Alliés, et déstabiliser le gouvernement, Van Rensburg donne l'ordre à ses *Stormjaers* de passer à l'action militaire clandestine, et de multiplier attentats et sabotages contre les installations militaires du pays. Des coups de main nombreux et spectaculaires (qui évoquent chez certains les opérations commandos de la guérilla boer entre 1900 et 1902), mais qui ne font pourtant pas de victimes, si ce n'est un poseur de bombe lui-même en 1942. Pour briser cette campagne de sabotages, le gouvernement interdit l'OB en septembre 1942, en vertu du « *Rule 18B of the Emergency Powers Act* » (simplement nommée « *Loi 18B* »), voté au parlement britannique le 24 août 1939, et applicable telle quelle dans les Dominions, une loi spécialement destinée à permettre l'internement administratif de toute personne suspecte de sympathies nazies,

[152] « *Die Stryd van die Afrikanerwerker: die vooraand van ons sosiale vrywording* », Stellenbosch, Pro Ecclesia Drukkery, 1944, 164 feuillets.

[153] Ernst Jünger « *Der Arbeiter, Herrschaft und Gestalt* », Hanseatische Verlagsanstalt, Hambourg, 1932,300 p

suspendant le traditionnel *habeas corpus*. Une loi qui ne fut abolie qu'à la mi-mai 1945[154].

Le gouvernement de Smuts fera donc interner plusieurs milliers de membres de l'OB, jusqu'en 1944, dans des camps de concentration, notamment à Koffiefontein, dans l'Etat Libre d'Orange, où comme quelque 800 autres Afrikaners, sera détenu pendant 14 mois Balthazar Johannes Vorster, futur Premier ministre, sous le numéro matricule 2229-42. Vorster, devenu membre du Conseil Exécutif de l'OB de la Province du Cap, puis Général des *Stormjaers* en août 1940[155], était le plus jeune général de l'organisation. Arrêté à Port Elizabeth le 23 avril 1942, il entama une grève de la faim en septembre et fut finalement transféré au Camp N°1 de Koffiefontein en novembre 1942. Il sera libéré en janvier 1944 et placé en résidence surveillée à Robertson, petite ville essentiellement vinicole, près du Cap, puis s'installera à Brakpan, ville proche de Johannesburg. Parmi les détenus de Koffiefontein, on trouve également l'officier de police Hendrik Johan Van den Bergh, futur chef des services secrets sud-africains, emprisonné dans le même Camp N°1 que Vorster, avec qui il deviendra rapidement ami intime[156]. On trouve aussi le Dr Gerhardus Eloff, à l'époque chargé de cours à l'Université du Witwatersrand (Université anglophone de Johannesburg), qui sera plus tard le Directeur du Département de Génétique de l'Université de l'Etat Libre d'Orange, à Bloemfontein[157].

Quant au jeune Pieter Willem Botha, déjà responsable des Jeunesses du G/NP de la Province du Cap, et membre de l'OB depuis fin 1939, il préfère de façon prudente se retirer publiquement du mouvement en décembre

---

[154] Parmi les internés les plus célèbres, Sir Oswald Mosley, chef de la « *British Union of Fascists* », du 23 mai 1940 au 23 novembre 1943.

[155] Sur les activités de Vorster comme général de l'OB, Otto Terblanche « *Vorster : OG-Generaal en Afrikanervegter* », CUM Boeke, Roodepoort, 1983, XII+235 p

[156] Dans ce camp de Koffiefontein, Van den Bergh, âgé de 28 ans, gagnera le surnom affectueux de « *Lang Hendrik* » (« Hendrik le Grand »), en raison de sa haute taille, 1m95…

[157] Eloff passait une large partie de son temps d'internement à effectuer des mesures physiques sur d'autres prisonniers, et il incorpora ces résultats à d'autres, dans sa thèse intitulée « *Die Antropogenetika van die Afrikaner* » (« *L'anthropogénétique de l'Afrikaner* »). Le livre tentait de démontrer que la métissage entre Blancs et Non-Blancs aboutissait à des résultats négatifs; que les différences psychologiques entre Blancs et non-Blancs, spécialement en ce qui concerne les plus hautes valeurs spirituelles comme le caractère et l'intelligence, étaient héréditaires; que le plus fort pourcentage de criminalité se trouvait -dans l'ordre- parmi les Kleurlinge, puis parmi les Noirs, les Blancs et enfin les Asiatiques ; et que contrairement à une idée reçue, pas plus de 5% de sang non-blanc coulait dans les veines des Afrikaners de son époque. Sur l'épisode de Koffiefontein, cf. Brian Percy Bunting, in « *The Rise of the South African Reich* », pp 98-99

1941 et se rallier officiellement au HNP, dans une lettre ouverte qu'il adresse au journal « *Die Burger* », et évite ainsi l'incarcération. Il faut noter que Vorster, Botha et Van den Bergh, respectivement membres N° 3.737, 4.487 et 6.745 du Broederbond, étaient issus de la même génération, puisque nés respectivement en 1915, 1916 et 1914. Et sur un plan sociologique, tous trois étaient nés dans des familles nombreuses de paysans afrikaners pauvres, les deux premiers dans la Province du Cap, le troisième dans l'Etat Libre d'Orange.

Pour l'heure, les relations se tendent assez rapidement entre l'OB et le G/NP-HNP. Les stratégies et les méthodes d'action sont trop différentes. La rupture publique sera consommée dès fin 1941 entre l'OB et le parti de Malan, lorsque par prudence tactique, ce dernier interdira la double appartenance à ses militants, ce qui provoquera une hémorragie de cadres au sein de l'OB et leur retour progressif dans le giron du HNP. Après que la répression se soit abattue sur l'*Ossewabrandwag*, beaucoup de ses anciens membres reprocheront cependant à Malan, Strijdom et Verwoerd –favorables à une conquête légale du pouvoir, et non par l'action violente- leur manque de soutien, et bon nombre de dirigeants voueront même une haine tenace à Verwoerd, considéré comme un des principaux responsables du « lâchage » officiel de l'organisation, au point de s'en prendre physiquement à lui et à sa famille[158]. Marx rappelle également les petites phrases assassines et les blagues vexantes que Van Rensburg lui-même faisait régulièrement circuler sur Verwoerd, en insistant lourdement sur les origines étrangères et sur le manque d'humour présumé de celui-ci[159].

Les cadres de l'OB reprochent également –et surtout- aux dirigeants du G/NP leur refus d'*alignement idéologique* sur le modèle national-socialiste. Car si Verwoerd est incontestablement et profondément antisémite, il n'est pas nazi, ni admirateur du III^{è} Reich. Son antisémitisme est -du reste- de forme plus « maurrassienne » que nazie, plus « politique » qu'idéologique. Verwoerd était antisémite de la même manière qu'il était antibritannique, considérant les intérêts juifs et britanniques étrangers à l'Afrique du Sud et potentiellement hostiles à elle.

---

158 Ces évènements tragiques sont narrés par David Goodman, dans son chapitre « *The Odyssey of the Verwoerds* » in « « *Fault lines, journeys into the new South Africa* », p. 145

159 Christoph Marx, in « *Im Zwischen des Ochsenwagens: der radikale Afrikaaner-Nationalismus im Südafrika und die Geschichte des Ossewabrandwag* », op. cit., p. 394

En fait, son orientation est « proallemande », pas « pronazie », et du reste, s'il a vécu en Allemagne, c'était à l'époque où il était étudiant, avant la mise en place du régime national-socialiste. Contrairement à Oswald Pirow ou Janse van Rensburg, il ne connaît pas personnellement de dirigeants nazis et ne s'est jamais déplacé pour en rencontrer[160]. Verwoerd pense que « *the National Socialist system can have great value for Germany, but we cannot conceivably help to transfer it, or any related system, to our country*[161] ».
Il pense également que la victoire politico-militaire du « *Broedervolk* », le « Peuple-frère » allemand, signifie surtout la défaite de l'Empire britannique, et donc l'opportunité pour les nationalistes afrikaners de s'émanciper encore plus rapidement de la Grande Bretagne. C'est donc une alliance tactique, que les cadres du G/NP (devenu entre-temps HNP) finiront par rejeter à partir de fin 1942, au fur et à mesure des défaites allemandes. L'universitaire américain David Goodman[162], dans son chapitre consacré à « *l'Odyssée des Verwoerd* »[163], lorsqu'il interviewe Wilhelm Johannes Verwoerd Sr, fils aîné de Hendrik Frensch, Professeur émérite de géologie à l'Université de Stellenbosch, écrit : « *Verwoerd rejected Nazism for South Africa because, like English culture, he felt it was foreign to the Afrikaner way* »[164].

De même, la vision globale que le G/NP a de la société blanche pour le futur n'est pas totalitaire, même si elle est profondément holiste et organique. Issu d'une tradition parlementaire de type britannique, fortement décentralisé dans ses structures et son mode de fonctionnement, le G/NP n'est pas un Parti unique qui entend imposer un endoctrinement idéologique coercitif ou une organisation hiérarchique centralisée à la population blanche. Serge Thion[165] résume assez bien cette vision, « … *au sein du NP, ce sont des bosses ou des apparatchiks qui contrôlent le pouvoir,*

---

[160] Oswald Pirow avait rencontré Hitler à deux reprises, en 1933 et 1938, au cours de deux voyages en Allemagne, l'un officiel, l'autre privé. Il avait également rencontré Hermann Göring, avec qui il s'était lié.

[161] « *Le système national-socialiste peut être de grand intérêt pour l'Allemagne, mais nous ne pouvons convenablement adapter celui-ci, ou un autre système de même type, dans notre pays* ». Cité par David Goodman, op. cit., p. 144.

[162] D'origine juive –comme il rappelle lui-même dans sa préface- et donc peu suspect de sympathies antisémites…

[163] David Goodman, op. cit., pp. 131-205

[164] « *Verwoerd rejetait le nazisme pour l'Afrique du Sud car, comme la culture anglaise, il sentait qu'il était étranger à la voie afrikaner* ». David Goodman, op. cit., p. 144.

[165] In « *Le pouvoir pâle, essai sur le système sud-africain* », p. 155

jamais un Führer ». Le NP se définirait sur un plan politique comme une coalition d'intérêts et de stratégies d'individus et de petits clans, dont les alliances se font et se défont en fonction de variables à la fois géographiques et idéologiques et de la personnalité de leurs dirigeants, mais non comme une machine monolithique régie par le « *Führerprinzip* ». Verwoerd est incontestablement ancré dans ce vécu politique. Et ce, d'autant plus qu'il n'aura jamais été un militant de base, qu'il n'aura pas connu les sections de jeunesse du Parti. Son entrée en politique se fera par le haut, sans avoir jamais été désigné par une quelconque assemblée de militants… Il ne trainera pas le poids de la démagogie inhérente aux structures pyramidales dans lesquelles le culte du chef tient lieu de réflexion idéologique.

L'idéologie nationale-chrétienne, développée par les nationalistes, est tussioriste. Elle place en effet Dieu, ce Dieu calviniste de la Prédestination, qui a « choisi » le peuple afrikaner, au centre du principe de souveraineté, dont les hommes ne sont que les dépositaires temporaires et non les propriétaires légitimes –les gouvernants devant organiser l'espace social et politique uniquement pour préserver l'ordre divin, évidemment parfait... Différents de leurs voisins de couleur et élus par Dieu pour diriger, ou mieux encore, guider, ceux-ci ; les Afrikaners ne constituent pas un « *Herrenvolk* » entouré d'« *Untermenschen* » destinés à être éliminés, le national-christianisme afrikaner refusant l'idée du « *matérialisme biologique* »[166] comme fondement du corpus idéologique et de la lutte des races comme moteur de l'Histoire…

[166] Cf. Dr Claude Soas « *Vers un matérialisme biologique* », compte d'auteur, Bruxelles, 1981, 423 p

V - LA SECONDE GUERRE MONDIALE

En septembre 1939, face aux évènements dramatiques qui se déroulent en Europe, Verwoerd prend violemment parti dans les colonnes du « *Transvaler* » contre l'entrée en guerre de l'Afrique du Sud et appelle les jeunes Afrikaners à refuser la conscription au sein de l'armée britannique, un appel qui trouve un écho puissant dans la population afrikaner, fortement réticente envers l'envoi de ses enfants outre-mer.
Pour amadouer les récalcitrants et favoriser le recrutement, un système est rapidement mis en place par le gouvernement, les « *rooi linte* » ou « *rubans rouges* », que portent sur les épaulettes de leurs uniformes les conscrits volontaires acceptant de servir et se battre hors du territoire de l'Union. Les autres sont mobilisés sur le sol sud-africain même, en appui, que ce soit dans des affectations logistiques, ou de surveillances des installations stratégiques, notamment en renforçant la sécurité contre les sabotages organisés par l'OB. De même dans le Sud-Ouest Africain, et à titre préventif, la plupart des Allemands locaux de sexe masculin de plus de 16 ans sont rapidement internés durant l'été austral 1939-1940, ce qui provoque de vives protestations de la part des nationalistes, tant G/NP-HNP que OB.

Au Parlement, Hertzog s'oppose à l'entrée en guerre aux côtés de la Grande Bretagne contre l'Allemagne en se déclarant favorable à la neutralité, estimant que les intérêts vitaux du pays ne sont pas menacés par le conflit, ce qui est du reste conforme à son attitude en 1914, une attitude déjà neutraliste. Les débats sont très vifs, houleux, déchirant le UP entre partisans d'Hertzog et de Smuts, favorables aux Britanniques. Le 4 septembre, lors du vote solennel au cours d'une session extraordinaire de l'Assemblée, et malgré l'appoint à Hertzog des 27 parlementaires du G/NP de Malan, l'entrée en guerre est approuvée par la majorité des élus, par 80 voix contre 67. Mis en minorité, Hertzog cède son poste de Premier ministre à Smuts, qui déclare la guerre à l'Allemagne[167]. Dans les colonnes du « *Transvaler* », Verwoerd ne trouve pas de mots assez durs pour fustiger cet alignement complet de Smuts sur la puissance coloniale britannique, et ce pour la seconde fois depuis 1914. Car devenant ainsi Premier Ministre pour la seconde fois, Smuts se révèle de nouveau un très loyal serviteur de la Couronne britannique.

[167] Environ 334.000 Sud-Africains (dont 211.000 Blancs) seront mobilisés, parmi lesquels environ 11.000 trouveront la mort.

Il avait déjà servi sous les ordres de Winston Churchill durant la première Guerre mondiale et avait fini par nouer avec lui de très bons rapports personnels et professionnels. Il est alors invité dans le Cabinet de Guerre impérial en octobre 1939. Le 28 mai 1941, il est même fait Maréchal de l'Armée britannique, devenant le premier Sud-Africain à atteindre ce grade. Des soldats sud-africains aux « rubans rouges » vont participer aux combats sur tous les fronts, aux côtés des Britanniques, que ce soit à Madagascar, en Libye, en Afrique orientale italienne, en Italie même, ou sur le théâtre Pacifique, contre les Japonais… Smuts (surnommé « *Slim Janie* » - « Jeannot le biaiseur » - par « *Die Transvaler* », qui dénonce son désintérêt apparent pour les problèmes internes à l'Union et sa concentration exclusive sur les affaires liées à la Grande Bretagne) cristallise sur sa personne les frustrations et le ressentiment des Afrikaners, pour qui il incarne la trahison des intérêts essentiels du Volk.

Pour l'heure, discrédité, Hertzog laisse alors le champ libre à Malan pour représenter les aspirations afrikaners. Au cours de l'année 1940, la plupart des partisans de Hertzog, qui s'étaient regroupés (après le remplacement de ce dernier comme Premier ministre par Smuts le 4 septembre 1939, et leur retrait du UP) en un éphémère « *Volksparty* »[168], privés de vrai chef, entrent massivement au G/NP, qui se transforme officiellement le 12 décembre 1940 en *Herenigde Nasionale Party* ou « Parti national réunifié » (HNP). Les treize députés hertzogistes les plus modérés du VP, qui refusent d'entrer au HNP et d'y côtoyer les cadres du Broederbond qui y sont massivement présents, fondent le 30 janvier 1941 un « *Afrikanerparty* » ou « Parti afrikaner », qui se donne pour leader le Général Edwin Alfred Conroy[169], remplacé l'année suivante par l'ancien Ministre des Finances de Hertzog, Klaas Havenga, alors même qu'apparait –également en 1941- à l'autre extrême de l'échiquier politique, une nouvelle force, non-parlementaire et totalement hostile aux nationalistes, la « *Springbok Legion* », ou SL. Cette organisation paramilitaire est mise sur pied par le Parti communiste et comprend des dizaines de milliers d'anciens combattants blancs et kleurlinge, de tendance « progressiste », vétérans blessés

---

[168] Le « Parti du Peuple » ou VP. Il faut noter que ce parti, uniquement composé d'une trentaine de parlementaires, élus en 1938 sous l'étiquette « United Party », et sans aucune base électorale ou militante, conserve les initiales « VP », qui sont les mêmes que celles, en afrikaans, du « United Party » (« *Verenigde Party* »).

[169] EA Conroy (1878-1947), lui aussi héros de la Guerre des Boers. On peut consulter à son sujet Adriaan Roodt « *Die Kaapse rebel: die oorlogsavonture van kommandant Edwin Conroy tydens die Tweede Vryheidsoorlog* », Ed. JP van der Walt, Pretoria, 1998, 232 p.

du conflit et de retour au pays, ainsi que des « rubans rouges » démobilisés, bien décidés à en découdre physiquement avec ceux qu'ils considèrent comme des relais locaux des forces de l'Axe, contre lesquelles ils viennent de combattre durement sur divers théâtres d'opération (Afrique du Nord, Madagascar, front éthiopien/somalien, Italie, Sud-Est asiatique...) dans les rangs des Alliés anglo-américains.

En fait, les Afrikaners nationalistes ne sont pas tout à fait les seuls à être hostiles à la guerre contre l'Axe. Si Noirs, Kleurlinge et Blancs anglophones soutiennent unanimement les Alliés et leur effort de guerre (pas forcément pour les mêmes raisons, du reste), il faut noter que la situation est plus nuancée au sein de la population d'origine indienne du Natal, dont une fraction, travaillée par la propagande nationaliste venue d'Inde, est plutôt sensible au message anticolonialiste panasiatique des Japonais, par hostilité envers le colonialisme britannique, sans pour autant être favorable à la domination blanche locale. Certains ultras de l'*Hindutva*, sont même fascinés par le message panaryen d'Hitler, à l'ombre du svastika[170]. En Afrique du Sud, il existe depuis 1912 une organisation, la « *South African Hindu Maha Sabha* » (SAHMS), fondée par Swami Shankaranadji, un Brahmane missionnaire venu d'Inde, pour diffuser l'idéologie revivaliste hindoue au sein des communautés immigrées dans l'Océan Indien[171]. Principalement implantée dans la région de Durban, cette organisation est fortement liée à l'un des partis nationalistes d'Inde, l'« *Arya Samaj* »[172], et plusieurs militants du SAHMS vont donc soutenir politiquement l'Axe dans son combat contre les Britanniques, notamment, sur le terrain, par la résistance passive à l'effort de guerre gouvernemental…
Cependant, les nationalistes afrikaners, et en particulier les dirigeants de l'OB, rechignent fortement à s'allier à ces Hindous, par condescendance envers ces derniers. Sur le fond, leurs combats et leurs objectifs politiques ne sont tout simplement pas les mêmes, même si tactiquement ils peuvent se réclamer des mêmes alliés.

---

[170] Sur les sympathies hitlériennes d'une partie de l'intelligentsia indienne entre 1935 et 1945, on peut consulter le Pr Nicholas Goodrick-Clarke « *Savitri Devi, la prêtresse de Hitler* », Ed. Akribeia, Saint-Genis-Laval, 2000, pp. 63-128

[171] Ranji S. Nowbath, Sookraj Chotai & BD Lalla, « *Durban: The South African Hindu Maha Sabha* », in « *The Hindu Heritage in South Africa* », Ed. South African Hindu Maha Sabha, Durban, 1ère edition, 1960, pp 15-22

[172] Cf. Thillayvel Naidu « *The Arya Samaj Movement in South Africa* », Motilal Banarsidass Publishing, Delhi,1992, 194 p

D'ailleurs, au fur et à mesure des défaites allemandes, et des échos qui parviennent sur place, le climat s'alourdit entre les nationalistes et leurs ennemis. Une campagne quasi-hystérique de désinformation, de mensonges et de mauvaise foi s'abat à l'encontre du HNP. Et elle touche également Verwoerd lui-même, démontrant l'évidente partialité d'une Justice sud-africaine aux ordres de l'Etat-UP. En effet, dans un éditorial d'octobre 1941, intitulé « *Speaking up for Hitler* » (« le porte-voix d'Hitler »), « *The Star* », le journal libéral anglophone de Johannesburg, hostile au HNP, accuse directement Verwoerd de diffusion de fausses nouvelles et de propagande nazie. Verwoerd intente alors un procès en diffamation mais il est débouté, le Juge Philip Millin affirmant dans l'attendu de son jugement que « *Verwoerd défend la propagande nazie, fait de son journal un outil des nazis en Afrique du Sud, et il le sait* »[173]. Verwoerd, qui a la rancune tenace, saura se souvenir de cet épisode, quand viendra le temps de réformer l'institution judiciaire et de châtrer la Cour suprême, en la purgeant des éléments politiquement hostiles…
De même, dans les rues, les affrontements physiques deviennent de plus en plus fréquents entre 1942 et 1944, entre les militants du HNP et les (crypto)communistes de la *Springbok Legion*, qui n'hésitent pas à s'en prendre de façon systématique aux premiers. Les rues de Johannesburg, du Cap et de Durban deviennent le théâtre de véritables scènes de chasse aux sorcières à l'encontre des militants du HNP. Seules Pretoria et Bloemfontein -où la population, très majoritairement afrikaner, est sociologiquement très favorable aux nationalistes, et où la SL a du mal à s'implanter- semblent à peu près épargnées par cette ambiance de quasi-guerre civile.

Dans ce climat très tendu, les élections générales du 17 juillet 1943 donnent sans surprise une large victoire à la coalition dirigée par le UP de Smuts. Cette coalition (UP / travaillistes du SALP / unionistes du Dominion Party) emporte 107 des 153 sièges et conserve sa majorité absolue (les 111 sièges détenus par le UP aux élections du 18 mai 1938), loin devant le HNP (43 sièges, pourtant en progression, qui gagne 16 sièges par rapport aux 27 élus obtenus en 1938 par son prédécesseur, le G/NP), et les indépendants (2 sièges). Une défaite que le HNP peut cependant relativiser, car non seulement la « famille » nationaliste est éparpillée[174], mais

[173] Episode relaté par David Goodman, op. cit., pp. 144-145.
[174] L'*Afrikanerparty* présente localement des candidats qui grappillent des voix au HNP ; et de nombreux militants de l'ex-OB, par rancœur, refusent même de voter pour le HNP et

surtout parce que de très nombreux Afrikaners récemment urbanisés[175] (et a priori plutôt favorables aux nationalistes) ne sont pas encore inscrits sur les listes électorales et que des milliers d'autres, internés en camp de concentration pour sympathies envers l'Allemagne, sont exclus du vote. Ces 43 élus[176] constituent donc un niveau plancher, à partir duquel le Parti pourra s'élancer à la conquête du pouvoir et préparer les élections suivantes. DNO d'Oswald Pirow perd ses dix-sept élus et disparait rapidement de la scène politique sud-africaine.

Smuts, vainqueur, n'hésite pas alors à s'en prendre directement au Broederbond. Lors du Congrès du UP, qui se tient fin décembre 1944 à Bloemfontein, il décrit le Bond comme « *une organisation politique fasciste, rusée, dangereuse, de laquelle aucun fonctionnaire ne peut être membre, s'il veut conserver sa fidélité à l'Etat et à son administration* »[177], et n'hésite pas à mettre à pied plusieurs dizaines de fonctionnaires notoirement membres de la Fraternité, lors d'une vaste campagne de purge, que l'on pourrait qualifier de « *débroederbondisation* », dès janvier 1945. Pour le Bond, c'est une déclaration de guerre…

Sur un plan économique, l'Afrique du Sud connaît durant la guerre une forte croissance, soutenue par la demande de produits et de biens d'équipement par l'Armée. Dans cette période, c'est un véritable « boom » qui secoue le Witwatersrand, mais également Le Cap et la région de Port Elizabeth, ports qui permettent l'exportation à destination de la Grande Bretagne et de ses colonies asiatiques, menacées par les Japonais. Ainsi le nombre de navires (civils et militaires), qui font escale au Cap, passe de 1.785 en 1938 à 2.810 en 1941, puis à 2.899 en 1942 (soit + 62,4% en 4ans) ; pour Durban, les chiffres sont de 1.550, 2.047 et 2.243 (+44,7%)[178].

---

s'abstiennent, ou reportent leurs suffrages sur l'AP, un parti qui se veut pourtant plus modéré que le HNP, une coquille vide qu'investissent certains anciens militants de l'OB...

[175] L'exode rural fait passer le taux d'urbanisation des Blancs passe de 54 à 73%, entre 1918 et 1946. Herman Giliomee qualifie d'ailleurs cette urbanisation de « *processus rapide, chaotique et traumatisant* », in « *The Afrikaners, Biography of a People* », p.274

[176] Essentiellement élus dans les zones rurales. Dans les villes, le prolétariat afrikaner n'a pas suffi à faire élire les candidats du HNP. Cependant, les dizaines de milliers d'Afrikaners exclus du vote ou non inscrits sur les listes électorales, seront un réservoir disponible pour les nationalistes en 1948, quand leur situation administrative sera réglée.

[177] Cité par Wilkins et Strydom, op. cit., p. 83

[178] Chiffres cités par Andre Wessels, in « *South Africa and war against Japan 1941-1945* », in « *Military History Journal* », Vol. 10, N°3, The South African Military History Society, Johannesburg, juin 1996

L'armée a besoin de tout et il faut répondre à la demande. André Ulpat rappelle que durant les années quarante, « *le taux réel de croissance annuel de l'économie sud-africaine fut de 4,5%* »[179]. Les bateaux militaires étrangers qui viennent faire escale et se ravitailler au Cap, à Durban et à Richards'Bay, le port industriel en eaux profondes du Natal qui commence alors à se développer, n'apportent cependant pas avec eux qu'une manne financière. Ils déversent également des idées nouvelles, profondément subversives aux yeux des nationalistes…
Toutefois, cette croissance importante et continue ne profite que peu aux Afrikaners, mais plutôt aux capitalistes anglophones, voire aux immigrés blancs récemment installés dans le pays, ce qui accroît les sentiments de frustration des premiers et l'exaspération du Broederbond (dirigé entre 1938 et 1942 par Diederichs, puis entre 1942 et 1952 par le Dr Johannes Cornelis Van Rooy), qui s'est fait plus discret depuis le début de la guerre. Elle ne profite guère non plus du reste aux Noirs ; des Noirs sans qualification professionnelle qui affluent par milliers vers les grandes villes industrielles (notamment dans l'agglomération de Johannesburg), attirés par l'embauche facile promise par les agents recruteurs d'un patronat qui exalte la fibre patriotique et l'esprit de sacrifice collectif pour refuser toute augmentation des salaires. C'est du reste dans ce cadre que l'ANC créé à Johannesburg sa « *Youth League* » (la YL ou « Ligue de Jeunesse ») en juillet 1944, une organisation plus radicale que le Congrès lui-même, confiée aux jeunes Nelson Mandela et Govan Mbeki. Une organisation de combat qui est une forme de pari sur l'avenir.

Entre avril et juin 1945, vieux guerrier auréolé de sa participation à l'effort de guerre britannique, Smuts représente l'Afrique du Sud à la Conférence de San Francisco, qui élabore la « Charte des Nations-Unies ». L'Union sud-africaine sera du reste un des membres fondateurs de cette nouvelle Organisation. Comme il l'avait déjà fait en 1919, Smuts presse les délégués de créer un puissant corps international de maintien de la paix. Il semble déterminé à ce que, contrairement à la défunte Société des Nations, la future Organisation des Nations-Unies puisse effectivement empêcher toute guerre dans le futur. Et, cette fois-ci, il est entendu…
Smuts fait ensuite partie des signataires du traité d'armistice, signé le 8 mai, qui met fin à la guerre en Europe (devenant ainsi le seul signataire

---

[179] André Ulpat, in « *Les grandes étapes du développement industriel sud-africain* », in « *Australes* », p. 44

des deux traités mettant fin aux deux conflits mondiaux) alors même que la guerre se poursuit encore dramatiquement sur le théâtre Asie / Pacifique, et que les Etats-Unis s'apprêtent à vitrifier Hiroshima et Nagasaki. En Afrique du Sud même, la fin de la guerre est un immense soulagement pour tous, car une page lourde et pesante se tourne… Smuts, fier de son œuvre, est certain que le pays lui donnera les moyens de poursuivre sa politique, désormais essentiellement centrée sur les affaires intérieures…

Le 9 mai 1945, le centre-ville de Johannesburg est le théâtre d'une manifestation plutôt inhabituelle : plusieurs milliers de militants de l'ANC et de la YL, dans la joie, se pressent devant l'hôtel de ville en scandant des slogans hostiles au HNP et demandent des armes pour « finir le travail », sous entendu écraser les ennemis « fascistes » de l'intérieur… Un jaillissement de haine des Noirs au grand jour, un soutien qui se révèle particulièrement encombrant pour Smuts… Celui-ci, déjà profondément haï par la majorité des Afrikaners pour son alignement sur la Grande Bretagne durant la guerre, devient LE traître vendu aux « *Kaffers* », le « collabo » N°1, l'homme qu'il faut abattre avant que le pays ne sombre dans la catastrophe…

Pour les nationalistes, Smuts (né en 1870), est un homme d'un autre âge, qui a fait son temps. Ses conceptions libérales figées sur une vision idéologique datant des années 20, sont totalement dépassées et inadaptées pour faire face aux défis gigantesques qu'annonce la deuxième moitié du XXè siècle, à commencer par le règlement définitif de la « *Rassevraagstuk* », la « question raciale », à laquelle le Premier ministre –bien qu'Afrikaner lui-même- n'accorde pas une place essentielle.

VI - LA VICTOIRE DE 1948

Après la guerre, le HNP, enfin débarrassé du fardeau des années de guerre, est convaincu de sa victoire finale (qu'il ne prévoit pourtant qu'aux élections de… 1953 !) et prépare activement les élections de mai 1948. En novembre 1946, Malan décide de créer une Commission de réflexion, chargée de définir les grandes lignes de la mise en pratique de la politique d'apartheid. En janvier 1947, une Commission est effectivement constituée, la « *Commission Sauer* ». Dirigée par le Professeur Paul Oliver Sauer[180], elle comprend Gustav Bernhard August Gerdener, Jan J. Serfontein et Michiel Daniël Christiaan « Daan » De Wet Nel[181], tous quatre universitaires membres du Broederbond, ainsi que Ernest George Jansen, avocat et ancien Ministre aux Affaires indigènes sous Hertzog. La Commission procède par des envois massifs de questionnaires auprès d'habitants blancs, puis dépouille et analyse les résultats obtenus. La Commission effectue alors une synthèse, qu'elle rend cohérente et qui s'articule autour de trois axes : le maintien d'une race blanche pure et l'interdiction de tout mélange racial ; le développement d'une conscience ethnique chez chacun des peuples de couleur ; et l'encouragement au respect mutuel entre chaque groupe racial[182].

La « Commission Sauer » publie officiellement son rapport le 10 mars 1948, un rapport qui est immédiatement intégré à la plate-forme électorale du HNP, Malan ayant insisté pour que la somme des travaux soit prête suffisamment tôt pour être utilisable politiquement. Grâce à l'appui du petit BWP (« *Blanke Werkersparty* » ou « Parti des travailleurs blancs » de Louis Theodor Weichardt, qui a pris la suite –de façon plus discrète- des « Chemises grises » d'avant-guerre) ; à la disparition de l'hypothèque droitiste constituée par DNO ; à une alliance électorale avec l'*Afrikanerparty* (AP), plus modéré[183] et le soutien officiel du puissant syndicat « *Afrikanerbond van die Mynwerkers* » (la « Ligue afrikaner des mineurs ») ; le HNP a enfin coalisé autour de lui toutes les forces vives de l'*Afrikanerdom*, créant une vraie dynamique électorale, et s'est mobilisé pour affronter

---

[180] Qui deviendra Ministre des Transports sous Malan et Verwoerd, et assurera l'intérim au poste de Premier ministre durant un mois et demi, après l'attentat contre Verwoerd, le 9 avril 1960.

[181] Futur Ministre de l'Administration et du développement bantous.

[182] Aletta J. Norval commente ce rapport de façon assez exhaustive, in « *Deconstructing Apartheid Discourse* », pp. 115-124

[183] HNP et AP signent un « Pacte » d'alliance le 27 mars 1947.

les élections législatives de 1948. Même les anciens membres de l'OB – dont la quasi-totalité sont enfin sortis de prison et sont retournés à l'action politique- ont surmonté leurs rancœurs et se sont ralliés à la coalition, notamment grâce à l'action (ré)conciliatrice du Professeur Lodewicus Johannes « Wikus » Du Plessis, ancien Président du Broederbond (entre septembre 1930 et août 1932) et membre du Conseil suprême de l'OB entre 1939 et 1946.

Le 26 mai 1948, à la surprise générale, et avec moins de voix que son adversaire UP[184], la coalition nationaliste remporte les élections avec 79 sièges sur 153. Le mode de scrutin en vigueur, uninominal à un tour, le même que celui qui prévaut en Grande Bretagne, permet ce type de résultats ; de même que le découpage des circonscriptions, où les campagnes –majoritairement conservatrices sur le plan politique- sont surreprésentées, car il n'y a pas eu de redécoupage électoral depuis vingt ans, alors même que l'exode rural massif depuis les années 30 a modifié en profondeur la géographie électorale.
Le nombre de députés élus à l'Assemblée du Cap sera modifié à plusieurs reprises entre 1948 et 1966. En 1948, 150 députés sont élus par les Blancs et certains Kleurlinge du Cap, auxquels s'ajoutent trois députés blancs élus séparément et représentant les Noirs urbanisés de la province du Cap (total 153). En 1949, s'ajoutent six députés représentant la population blanche du Sud-Ouest Africain (159), mais en 1951, les trois sièges de députés (blancs) représentant les Noirs du Cap sont supprimés (total 156). En 1956, les Kleurlinge électeurs finissent par perdre leur droit de vote mais obtiennent d'élire, par un vote séparé, quatre députés blancs les représentant (160). Enfin, en 1965, pour tenir compte de l'évolution démographique, les circonscriptions électorales sont remodelées par la loi, et dix sièges sont créés (total 170).

Cette victoire constitue en tous cas une « divine surprise » pour les nationalistes, et dans un élan presque mystique, Malan la commente ainsi, le 28 mai, deux jours après la victoire[185], dans les colonnes de « *Die Burger* » : « *Today, South Africa belongs to us once more. For the first time since Union, South Africa is our own. My God grant that it will always*

[184] 443.719 voix pour le HNP et l'AP, contre 524.230 pour le UP et ses alliés.

[185] Malan s'exprime le 28 mai, juste après avoir pris connaissance des résultats définitifs, publiés par la Commission électorale.

remain so »[186]. La stratégie légaliste et attentiste, portée contre vents et marées, a porté ses fruits, face aux tentations extrémistes et terroristes qu'avait incarnées l'OB quelques années plus tôt. Face à la tempête du conflit mondial qui vient de s'achever et à la répression organisée contre les militants nationalistes, le « navire » HNP, fermement dirigé par Malan et soutenu par le Broederbond et sa galaxie métapolitique, a tenu fixement le cap.

Même si elle est fort mince en termes de majorité législative (les nationalistes ne détiennent que 51,6% des sièges et seulement trois voix de majorité à l'Assemblée), cette victoire électorale constitue symboliquement un véritable triomphe pour les nationalistes afrikaners, la grande revanche sur le pouvoir détenu par les Anglophones et leurs « collabos » afrikaners libéraux. Le 4 juin, Daniel François Malan remplace Smuts au poste de Premier Ministre et prête serment devant le Gouverneur-Général, Gideon Brand van Zyl, un Afrikaner du Cap hostile aux nationalistes, hautain et profondément imprégné du mépris de classe envers les Afrikaners pauvres, qu'il tient pour des reliquats dégénérés[187].
Smuts, battu dans sa propre circonscription de Standerton (Est du Transvaal)[188], reste cependant le chef d'un UP sonné par la défaite électorale. Il est réélu peu après lors d'une législative partielle (provoquée par la démission d'un élu UP qui lui « cède » ainsi la circonscription), mais meurt chez lui, à Irene [189], près de Pretoria, le 11 septembre 1950, à l'âge de 80 ans, emporté par une thrombose coronarienne. Il laisse alors un Parti Uni désemparé et sans véritable leader charismatique incontestable, puisque

---

[186] « *Aujourd'hui, l'Afrique du Sud nous appartient encore une fois. Pour la première fois depuis (la création de) l'Union, l'Afrique du Sud est entre nos propres mains. Je supplie Dieu qu'il en demeure toujours ainsi »,* cité par David Goodman, op.cit., p.146

[187] Brand van Zyl, né en 1873 au sein d'une famille de la haute bourgeoisie afrikaner anglophile du Cap (que l'on pourrait comparer dans un autre contexte aux « Fransquillons » flamands), fut membre du « *Unionist Party* », un parti fondé par Starr Jameson, totalement acquis aux intérêts de l'impérialisme britannique. Parlementaire, il fut ensuite Gouverneur-Général de l'Union, entre 1945 et 1950.

[188] Battu de 224 voix par Wentzel Christoffel Du Plessis, un ancien fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, limogé par Smuts lui-même en février 1945, lors de la campagne de « débroederbondisation »… Ironie de l'histoire ...

[189] Il est piquant de noter que cette commune d'Irene, située dans la banlieue sud de Pretoria, fusionnera en 1962 avec les communes de Lyttleton et de Doornkloof, pour donner naissance à une nouvelle commune, baptisée Lyttletown, qui prendra le nom de « Verwoerdburg » en 1967…

son dauphin désigné, le Professeur Jan Hendrik Hofmeyr [190]; Ministre des Finances sortant, un Afrikaner libéral du Cap, antiségrégationniste viscéralement hostile au HNP ; est mort le 3 décembre 1948, à l'âge de 54 ans. Après une période de flottement qui suit le décès de Smuts, le UP élit un nouveau dirigeant le 22 novembre 1950, en la personne de Jacobus Gideon Nel Strauss, un avocat sans grand relief, qui ne fait pas le poids face aux dirigeants du HNP.

Le premier gouvernement formé par Malan, depuis longtemps préparé sous forme de « *Shadow Cabinet* », sur le modèle britannique, est entièrement dominé par les « Frères » du Broederbond, puisque sur les douze membres d'une équipe resserrée[191], seuls deux ministres (Eric Hendrik Louw aux Affaires économiques et Klaas Havenga, aux Finances) ne sont pas membres de la Ligue[192]. A plusieurs postes-clés, on trouve pour l'heure des « durs », que ce soit Theophilus Ebenhaezer Dönges à l'Intérieur et aux Mines ou Charles Robberts Swart, Ministre de la Justice, de l'Education, des Arts et Sciences. Ce sont ces deux ministres qui auront la responsabilité de faire voter la plupart des grandes lois de 1949-1950.
Entre 1948 et 1966, le pays connaîtra une « valse des portefeuilles » au sein des grands Ministères régaliens (Affaires Etrangères, Finances, Intérieur, Justice, Défense), mais également aux Affaires Indigènes ; des ministères-clés occupés à tour de rôle par les principaux ténors du parti nationaliste, Diederichs, Dönges, Erasmus, Fouché, Havenga, Louw, Naudé, Strijdom, Swart, Verwoerd, Vorster[193] …, en fonction des rapports de force mouvants entre les différentes factions (géographiques et/ou idéologiques) du *Nasionale Party*. Cette « valse des portefeuilles » n'est pas sans évoquer la Quatrième République en France, à la même époque…
Le programme du Parti est prêt, rendu cohérent par une quinzaine

---

[190] A ne pas confondre avec son oncle, Jan Hendrik Hofmeyr (1845-1909), surnommé « Onze Jan », (« *Notre Jan* »), cofondateur et dirigeant historique de l'Afrikaner Bond (AB), le plus ancien parti politique d'Afrique du Sud, fondé en 1881, et qui défendit les intérêts des Afrikaners de la Colonie du Cap entre 1880 et 1910. En 1911, l'AB fusionna avec les partis *Het Volk* (du Transvaal), *Orangia Unie* (de l'Etat Libre d'Orange) et *Volksvereniging* (du Natal), pour donner naissance au *South African Party* (SAP), sous la direction du Général Louis Botha, premier Premier Ministre de l'Union sud-africaine.

[191] Le chiffre « douze », là encore, reste d'abord symbolique…

[192] De 1948 à1994, tous les Premiers ministres, puis Présidents de la République, nationalistes, Malan, Strijdom, Verwoerd, Vorster, Botha et De Klerk, seront membres de la Fraternité.

[193] Cf. Tableau 1 de l'Annexe V du présent ouvrage.

d'années de maturation idéologique, et il ne va pas tarder à être mis en place, de façon systématique…

Se présentant aux urnes pour la première fois, Verwoerd est quant à lui battu (à une faible majorité) par le candidat UP, Stephanus Jacobus Marais Steyn, dans la circonscription d'Alberton, une banlieue de la classe moyenne située à 15 km de Johannesburg, mais il est nommé au Sénat[194], le 1er juillet 1948, sur proposition de Malan, comme représentant du Transvaal. A l'époque, les 49 Sénateurs étaient désignés par un système mixte : 41 élus par un collège électoral de « Grands électeurs », comprenant des membres de chacune des quatre Assemblées provinciales, et des membres de la Chambre des Députés du Cap ; et 8 (deux pour chaque province) nommés par le Gouverneur-Général, sur proposition du Premier Ministre. Dans les institutions de l'Union sud-africaine de 1948, le Sénat représente les provinces, et son rôle n'est pas seulement de façade. Au contraire, il participe, même si c'est à un degré moindre que pour l'Assemblée, au processus législatif, et surtout au contrôle de l'action gouvernementale. De même, toute réforme constitutionnelle doit être votée par les deux-tiers des parlementaires spécialement réunis pour l'occasion.
C'est en tout cas le premier mandat parlementaire dont peut s'enorgueillir Verwoerd, même s'il n'a pas été élu. Ce poste de Sénateur constitue pour lui un tremplin politique, et il va pouvoir modeler un groupe parlementaire sénatorial (dont il devient Président en 1950) à la hauteur de ses ambitions, un groupe parlementaire totalement acquis à la cause radicale. Il devient ainsi également et très rapidement un membre très influent de la Commission des Affaires indigènes de ce même Sénat.
Dans quelques années, les sénateurs pèseront de tout leur poids dans les « *koukusse* » (caucus) parlementaires du parti. Et comme à chaque fois, Verwoerd va avoir à cœur de donner le meilleur de lui-même dans ses nouvelles fonctions.

Le nouveau sénateur abandonne alors ses responsabilités au « *Transvaler* » le 31 décembre 1948, après onze années intenses[195]. Son successeur

---

[194] Le Sénat sera supprimé le 1er janvier 1981 par PW Botha, dans le cadre de ses réformes constitutionnelles.
[195] Ses articles politiques majeurs concernant sa contribution à l'idée républicaine, ont été étudiés par Ockert Geyser, in « *Dr Verwoerd, die Republikein : hoofartikels uit Die Transvaler, 1937-1948* », Ed. Tafelberg, le Cap, 1972, 100 p. ; puis par Willem Adriaan Muller,

au poste de rédacteur en chef, le Dr Gert Daniël Scholtz (1905-1982), sera son futur biographe, et un verwoerdiste inconditionnel.

Parallèlement à ses activités parlementaires, Verwoerd reste un dirigeant actif du Broederbond. Il participe ainsi activement (même s'il n'intervient pas directement comme conférencier) à la mise en place du « *Tweede Ekonomiese Volkskongres* », le « deuxième congrès populaire sur le thème économique », qui se tient à Bloemfontein du 4 au 6 octobre 1950, un *Volkskongres* organisé conjointement par la FAK, le RDB et l'AHI. Ce Congrès est l'occasion pour le Broederbond de faire le point sur l'évolution économique en cours et le processus de réappropriation par les Afrikaners des secteurs–clés de l'économie sud-africaine, onze ans après le « *Eerste Volkskongres* » et vingt-huit mois après l'arrivée au pouvoir des nationalistes. Des appels sont lancés par les intervenants à une large nationalisation de l'économie, une économie qui doit être mise au service de la Volonté politique.

Etoile montante du puissant Parti National du Transvaal, adjoint direct de Strijdom, Verwoerd est nommé le 19 octobre 1950 Ministre des Affaires Indigènes au sein d'un cabinet Malan remanié, avec comme mission de mettre en place une véritable politique de « développement séparé » (signification exacte de l'expression « *aparte ontwikkeling* », qui se substitue presque définitivement au mot « *apartheid* » dans la terminologie officielle à partir de 1956, sous l'influence de Verwoerd et d'Eiselen)[196] telle qu'elle a été définie par le Parti et le Broederbond depuis le milieu des années 30. Il remplace à ce poste l'avocat Ernest George Jansen, nationaliste modéré (quoique membre du Broederbond), qui avait déjà occupé ce ministère sous Hertzog, entre 1929 et 1933, puis depuis le 4 juin 1948, sous Malan. Pragmatique et assez peu versé sur l'idéologie, Jansen a vite été considéré par les Transvaaliens comme trop timoré et inefficace pour mettre en place la politique nouvelle, qui demande une vision idéologique d'ensemble. Son éviction, sous la pression de membres influents de la Commission des Affaires indigènes du Parlement, est donc un signal fort adressé à l'aile nordiste et radicale du Parti. Créatif et méthodique,

---

dans sa thèse d'Histoire, intitulée « *Dr HF Verwoerd se joernalistieke bydrae tot die republikeinse idee* », Université de Pretoria, 1973, 180 p.

[196] Le terme « *apartheid* », à peu près disparu sous Verwoerd, sera de nouveau réutilisé par le NP durant les années Vorster (1966-1978), puis Botha (1978-1989), marquant ainsi symboliquement la rupture progressive avec l'héritage idéologique ethno-différencialiste verwoerdien, un héritage revendiqué fièrement par le HNP depuis 1969.

ne manquant pas d'imagination, Verwoerd va alors s'employer à créer un cadre juridique systémique nouveau, dans une optique ethno-différencialiste. Peu de temps après sa nomination comme sénateur, il avait ainsi déclaré au Sénat : « *The present government adopts the attitude that it concedes and wishes to give to others precisely what it demands for itself. It believes in the supremacy of the European in his sphere, but, then, it also believes equally in the supremacy of the Bantu in his sphere* »[197].

Verwoerd est bien conscient que la politique de ségrégation raciale, telle qu'elle est officiellement pratiquée depuis la naissance de l'Union en 1910, n'est pas une bonne solution aux problèmes liés à l'hétérogénéité raciale du pays. Il a tiré les leçons de son expérience américaine, lors de son séjour aux Etats-Unis, en 1927. La ségrégation est une solution bancale, issue de compromis politiques dont les contradictions commencent à s'étaler au grand jour. Historiquement, la *ségrégation* ne peut être qu'une solution transitoire, imparfaite et injuste, préparant la voie aux deux possibilités *réelles* : soit l'*intégration* raciale définitive, soit la *séparation* raciale, complète, et elle aussi définitive. L'apartheid est donc une *alternative idéologique et politique* à la ségrégation, la seule possible même, dès lors que l'on refuse la logique de l'intégration. Une alternative conçue et théorisée en tant que telle, même si, dans un premier temps, la législation du développement séparé utilisera celle, préexistante, de l'époque ségrégationniste, comme le soulignait René Binet, théoricien de la race et du racisme : « *Notre message d'aujourd'hui utilise encore certains mots de l'homme d'hier, dans la mesure où les valeurs nouvelles encore en gestation n'ont pas encore créé leur propre langue. Déjà pourtant le anciens mots pour nous s'emplissent d'une substance nouvelle* »[198]. Cette logique n'est pas figée. Au contraire, Verwoerd la perçoit comme une dynamique, en perpétuelle mutation. Comme un élan…

Entre 1949 et 1958, les grandes lois sont votées, se renforçant mutuellement les unes les autres, selon une mécanique bien huilée. Des lois qui vaudront à Verwoerd le surnom définitif de « *Groot Argitek van*

---

[197] « *Le gouvernement actuel adopte l'attitude qu'il concède et souhaite donner aux autres précisément ce qu'il réclame pour lui-même. Il croit à la suprématie de l'Européen dans sa sphère, mais il croit également à la suprématie du Bantou dans sa sphère* ». Cité par ANP Pelzer, in « *Verwoerd speaks: Speeches 1948-1966* », p.25.

[198] In « *Contribution à une éthique raciste* », texte de décembre 1946, Editions Celtiques, Montréal, 1975, p 22.

Apartheid »[199] et une immense popularité auprès des Afrikaners, qui votent à plus de 75% pour le parti (qui reprend officiellement son appellation historique de *Nasionale Party* en 1951, après la fusion du HNP et de l'AP d'Havenga, le 26 juin) aux élections législatives du 15 avril 1953, renforçant encore la majorité nationaliste à l'Assemblée du Cap. Ces élections modifient d'ailleurs la composition interne des élus du NP, puisque pour la première fois depuis 1934, les députés nationalistes élus au Transvaal sont plus nombreux que ceux élus dans les circonscriptions de la Province du Cap.

Depuis sa fondation le 8 janvier 1912 à Bloemfontein, par des cadres essentiellement xhosas –et dans une moindre mesure, sothos- le SANNC (« *South African Native National Congress »),* rebaptisé ANC (« *African National Congress* ») en 1923, est devenu progressivement le principal mouvement noir d'opposition à la domination blanche. Dès la mise en place du système d'apartheid, en 1948, l'ANC entend devenir la seule force alternative au pouvoir blanc, en s'inspirant de la politique de non-violence et de désobéissance civile de masse, définie en Inde par Gandhi, un Gandhi qui débuta sa carrière d'avocat en Afrique du Sud, entre 1893 et 1915, en défendant les droits de la minorité indienne au Natal.
Mais l'ANC ne constitue pas la seule force politique noire, et encore moins la seule force hostile à la politique de séparation raciale.
Fondée en 1920 par le roi Solomon kaDinizulu, en tant qu'association culturelle de renaissance zulu, puis peu à peu transformée en parti politique, l'Inkatha[200] s'affirme comme principale force politique en pays zulu, essentiellement au Natal, mais également dans le Witwatersrand, la région de Johannesburg / Pretoria, où les travailleurs zulus sont nombreux dans les townships des villes blanches et où ils se heurtent aux Xhosas, leurs ennemis héréditaires[201], mais également aux Sothos. Les rixes entre Noirs dans les « *hostels* », les foyers pour migrants célibataires, situés dans les townships, sont fréquentes et souvent sanglantes.

Entre le 13 et le 15 janvier 1949, quelques mois seulement après la prise du pouvoir par le HNP, de violentes émeutes éclatent à Durban, au Natal, les Zulus en colère s'en prenant avec rage et détermination aux

---

[199] « *Grand Architecte de l'Apartheid* ».

[200] « *Inkatha* » désigne en isizulu le bandeau que l'on ajuste sur sa tête afin de pouvoir transporter des chargements divers.

[201] Ennemis héréditaires, mêmes si Zulus et Xhosas appartiennent à la même famille linguistique nguni.

commerces tenus par des Indiens, nombreux dans la province[202]. Le bilan de ces véritables pogroms anti-indiens, provoqués par la frustration des Zulus envers une minorité indienne qu'ils accusent (à tort, d'ailleurs…) de collusion avec le pouvoir blanc, s'élèvera officiellement à quelque 142 morts et 1.087 blessés. Ces pogroms, en traumatisant la communauté indienne, contribueront d'ailleurs à provoquer une ouverture politique entre les dirigeants du NIU *(le Natal Indian Union*, parti défendant les intérêts indiens au Natal) et l'ANC, perçu –non sans raison, du reste- comme hostile au particularisme ethnoculturel et politique zulu.

Le 1er mai 1950, l'ANC déclenche la première grande grève générale de l'histoire du pays, appuyé par les cadres d'un parti communiste en phase d'interdiction, qui choisissent symboliquement la journée des travailleurs pour lancer leur action. Le mouvement, peu suivi, est brisé par la police, les grévistes immédiatement mis à pied, les leaders poursuivis devant les tribunaux. La stratégie de l'ANC en ce domaine consistera alors plutôt à favoriser une forme de « guérilla économique », par l'organisation de boycotts et de grèves politiques tournantes, de basse intensité, notamment au sein du secteur minier, grand employeur de Noirs, afin de saboter la puissance économique détenue par les Blancs et de faire prendre conscience à ces derniers de leur dépendance envers la main d'œuvre noire. Pour paraphraser Clausewitz, on pourrait presque dire ici que la « guérilla économique » est la continuation de la politique par d'autres moyens…

Le 11 juillet 1952, le « *Pass Laws Act (Abolition of Passes and Co-ordination of Documents) N°67* » oblige tous les Noirs de plus de 16 ans travaillant en zone blanche à porter en permanence un « *reference book* »[203], un passeport intérieur de 96 pages, comportant données anthropométriques (empreintes digitales, photographie, origine tribale…) et

---

[202] Immigrés en Afrique du Sud après 1860 pour travailler dans les champs de canne à sucre du Natal –ce que rechignent à faire les fiers Zulus de la province- les Indiens constituent en 1950 environ 3% de la population sud-africaine, essentiellement regroupés dans les grandes villes de cette province, comme Durban ou Pietermaritzburg, où ils sont fréquemment artisans, commerçants ou membres de professions libérales, et constituent une classe moyenne, intermédiaire entre Blancs et Zulus. Le « *Population Registration Act* » de 1950 les classe officiellement comme « *Asiatiques* », un des quatre groupes raciaux légalement définis, un groupe « élastique » dans lequel on trouve également les quelques Chinois du Transvaal.

[203] « *Bewysboek* », en afrikaans.

références socioprofessionnelles (livret de travail, certificat d'embauche, quittances de loyers et d'impôts,…) consultable à tout moment par la police ; et leur interdit de séjourner plus de 3 jours en zone urbaine sans autorisation spéciale.

La généralisation du « *reference book* » est permise, à grande échelle, par la mise en place, par un décret discret du Ministère des Affaires indigènes, signé par Verwoerd le 1er avril 1952, sur les conseils de Eiselen, créant un « *Bewysburostelsel* » ou « Régime du bureau de la preuve », chargé de la mise en place d'un immense fichier centralisé comprenant l'ensemble des données biométriques pour la totalité des Noirs d'Afrique du Sud et des Bantoustans[204]. Le programme de développement de ce fichier est confié à l'adjoint direct d'Eiselen, AJ Turton, un bureaucrate anglophone conservateur, Directeur des Affaires urbaines, au sein du Ministère, qui sera en contact à partir de 1954 avec Edgar J Hoover, le Directeur du FBI américain[205]. Le fichier entre en application début mars 1953, mais l'ampleur de la tâche, faute de mécanisation performante des supports de l'information, va finir par avoir raison de l'initiative. Début 1960, le constat est simple, c'est un échec, le Bureau a seulement réussi à ficher partiellement 2,5 millions de Noirs, il sera dissous peu de temps après, les fiches accumulées étant transférées au Ministère de l'Intérieur. L'arrivée d'ordinateurs de nouvelle génération, importés des Etats-Unis à partir des années 1965 (même de façon limitée, à cause de l'embargo décrété par l'ONU, dans sa résolution N° 183 du 4 décembre 1963), aurait pu permettre le fichage définitif souhaité par Verwoerd[206]. Mais à l'époque de l'importation de ce type de matériels performants, fournis notamment par IBM (installée en Afrique du Sud depuis 1952), le projet de « *Bewysburo* » est déjà enterré et les successeurs de Verwoerd ne seront pas à la hauteur de cette immense tâche. Manque de ténacité, manque d'ambition, manque de hauteur… Pour le projet de « *Bewysburo* », ce sera déjà trop tard…

---

204 Cf. Breckenridge Keith Derek « *Verwoerd's Bureau of Proof: Total Information in the Making of Apartheid* », in « *History Workshop Journal* », Oxford, Vol. 59, N°1, printemps 2005, pp. 83-108

205 *Ibid*, p. 99

206 Cf. Philippe Guillaume, in « *Big Brother en Afrique du Sud ?* », in « *L'Afrique du Sud, 10 ans après : transition accomplie ?* », pp. 84-87

Le 26 juin 1952, quelques semaines après les célébrations officielles du 300ème anniversaire de l'arrivée de Jan Van Riebeeck au Cap[207], l'ANC lance sa première journée de désobéissance civile, et organise notamment un boycott économique des commerces blancs et des sociétés de transports en commun, largement financées et subventionnées par le gouvernement[208]. Cette « *Defiance Campaign* » est une tactique visant à ce que le maximum de Noirs se placent délibérément en infraction et se fassent arrêter par la police, afin d'engorger et d'asphyxier le système judiciaire et policier, notamment par la non-détention permanente volontaire et le refus de présentation du « *reference book* » à la police. Une tactique efficace, puisqu'en 1962, le Ministère de l'Intérieur annonce le chiffre impressionnant de 384.497 Noirs verbalisés pour infraction au port du « *reference book* »[209]. Cependant, malgré le nombre hallucinant de Noirs arrêtés, la machine ne s'enraye pas. La « *Defiance Campaign* » se solde par un échec politique pour l'ANC.

Dans le même temps, organiquement liée au CPSA, l'ANC tente de nouer des alliances avec des mouvements d'opposition kleurlinge et indiens, comme eux hostiles à la politique d'apartheid, entre 1949 et 1952, afin d'ouvrir de nouveaux fronts de lutte et les unifier sous sa direction.
Ainsi, le 26 juin 1955, l'ANC, le Congrès indien, le Congrès des démocrates (progressistes cryptocommunistes blancs), l'Organisation du peuple coloured (SACPO) et le Congrès des Syndicats (SACTU) adoptent la « Charte de la Liberté », document qui sert de base à leur action commune et prône l'établissement d'une société multiraciale, démocratique et progressiste, malgré l'hostilité de la branche « panafricaniste » de l'ANC, hostile à la coopération politique avec les Non-Noirs et viscéralement anti-blanche. Cette branche, dominée par Robert Sobukwe, chef de la « *Youth League* », la Ligue de la Jeunesse de l'ANC, fondée en 1944 par Nelson Mandela, fait scission en avril 1959[210] et se transforme en un « *Pan Africanist Congress of Azania* », (PAC) sur une ligne politique raciste

---

[207] Le 6 avril 1652. Ce Tricentenaire, célébré avec emphase par le NP, provoquera une nouvelle flambée de nationalisme au sein de la population afrikaner.

[208] Sur le réseau ferré de transports en commun dans les townships, on peut consulter G H Pirie « *African township railways and the South African State, 1902-1963* », in « *Journal of Historical Geography* », Vol.13, N°3, University of Witwatersrand, Johannesburg, 1987, pp. 283-295

[209] Cité par Marie-Claude Roussel-Abeille in « *L'Afrique du Sud et le problème de l'apartheid* », f.11

[210] Durant le Congrès d'Orlando de la YL, du 4 au 6 avril 1959.

violemment antiblanche[211], qui rêve de transformer par la force et dans le sang l'Afrique du Sud en une « *République d'Azanie* », noire à 100%.

[211] Leurs slogans et chants militants se passent de commentaires : « *One settler, one bullet !* » et « *Kill the Boer, kill the farmer !* »…

VII - LES GRANDES LOIS DE L'APARTHEID

Dès 1949, conformément à la plate-forme électorale du HNP, de grandes lois vont être votées et constituer l'ossature du « Grand Apartheid », qui s'oppose au « Petit Apartheid » ou « apartheid mesquin », celui qui régit la vie de tous les jours dans les zones blanches, là où les Non-Blancs ne sont tolérés que comme étrangers à statut temporaire (bancs et toilettes publiques séparés, transports en commun distincts selon l'origine raciale, obligation du « passeport intérieur » pour les Noirs, etc.)[212]. Les deux plus importantes de ces lois sont le « *Reservation of Separate Amenities Act No 49* », du 9 octobre 1953, qui instaure une séparation stricte entre races différentes dans les lieux publics (gares, hôpitaux, bureaux de poste, cinémas, hôtels, piscines, plages et bancs publics) en multipliant les fameuses pancartes « *Whites Only / Slegs Blankes* » et le « *Motor Carrier Transportation Amendment Act N°44* », du 6 mai 1955, qui étend son champ d'application aux transports publics (autobus, avions, taxis, trains, tramways).

Ces « grandes lois de l'apartheid » resteront en vigueur jusqu'à leur abolition durant la séquence 1990 / 1991 par le Président Frederik Willem De Klerk, vu par de nombreux Afrikaners comme un traître fossoyeur du système... Un FW De Klerk pourtant lui-même fils de Jan De Klerk (Ministre de l'Intérieur entre 1961 et 1966), et neveu de l'ancien Premier ministre JG Strijdom, prédécesseur de Verwoerd à ce poste… Ironie de l'Histoire…

Afin de fixer définitivement des barrières biologiques et figer les structures raciales, le « *Prohibition of Mixed Marriages Act N°55* » (8 juillet 1949) interdit les mariages entre Blancs et non-Blancs et est renforcé par l'« *Immorality Act N°21* » (12 mai 1950) qui interdit les relations sexuelles entre Blancs et Non-Blancs. Ces deux lois sont largement inspirées par l'idée que le métissage n'est pas seulement une destruction irréversible des substrats biologiques, mais également une forme de « péché originel », celui qui a « pollué » le peuple afrikaner au début de la colonisation néerlandaise, à l'époque où –manquant de femmes blanches- les colons européens se mélangèrent avec des femmes khoi ou avec certaines de

[212] Les deux principales lois régissant le « Petit Apartheid » seront peu à peu assouplies, puis abolies par le Président Pieter Willem Botha (1978-1989), ancien Ministre de la Défense de Vorster.

leurs esclaves d'origine malaise/indonésienne, donnant naissance au peuple « *kleurling* » du Cap. Pour les théologiens de la NGK qui ont légitimé la politique de séparation raciale[213] en instrumentalisant politiquement le corpus religieux, Dieu a créé les hommes différents, avec des substrats raciaux distincts, et ce serait donc un blasphème sans nom que de les mélanger[214]. Mélanger les groupes raciaux pourrait se comparer à l'érection d'une nouvelle Tour de Babel, une tentative sacrilège d'unification des hommes, un défi lancé au commandement divin de diversité.
Le nom même de « *Immorality Act* », choisi pour le texte, illustre d'ailleurs bien cette vision morale et religieuse sous-jacente.

Le « *Suppression of Communism Act N°44* » (voté le 26 juin 1950 et promulgué le 17 juillet 1950) dissout et interdit toutes les organisations politiques et syndicales hostiles à la séparation raciale, et notamment le CPSA, le Parti communiste[215]. Le texte, préparé avec soin par les juristes du Ministère de la Justice, sous la direction de Charles Robberts Swart, avocat et Ministre depuis juin 1948, est particulièrement large. En effet, il définit comme communiste toute personne « *qui vise à susciter un changement politique, industriel, social ou économique quelconque à l'intérieur de l'Union en provoquant des troubles ou des désordres, en ignorant ou en enfreignant la loi, ou en menaçant de le faire, ou par des moyens qui incluent la provocation de troubles ou de désordres, ou de telles infractions, de telles ignorances ou leur menace* ».

Le « *Population Registration Act N°30* » (7 juillet 1950) définit juridiquement quatre groupes de population en fonction des critères biologiques (Blancs, Noirs, Kleurlinge et Asiatiques) et reconnaît officiellement les neuf différents peuples noirs du pays de façon juridique. Des procédures parfois complexes de classification permettent à la Direction de la Statistique, le *Sentrale Statistikdiens* (SSD), qui dépend du Ministère de l'Intérieur, de donner une identité raciale à chaque Sud-Africain, une origine

---

213 Il faut rappeler que Daniel François Malan était Docteur en théologie… En 1949, un Synode de la NGK justifie la mise en place de la politique de développement séparé.

214 JG Strijdom disait « *Dieu a créé des Noirs et des Blancs, pour qu'on ne les mélange pas* », cité in « *Le Monde* », 26 août 1958, p.7

215 Durant les années 30, les nationalistes dénonçaient sans relâche le « *Swart Gevaar* », le « péril noir ». Dès la prise du pouvoir par le HNP en 1948, par analogie, un « *Rooi Gevaar* » (« péril rouge ») sera mis en avant, un péril rouge aussi bien intérieur qu'extérieur (en pleine Guerre froide) qui menace l'ordre social racial-séparatiste dans ses fondements mêmes.

raciale figurant dans les documents d'identité, y compris les passeports, mais également sur les documents de l'Administration fiscale[216]. Strijdom et Verwoerd avaient proposé que soit notée une mention complémentaire, précisant l'origine religieuse, afin notamment de pouvoir distinguer les Blancs de confession juive, mais l'idée n'avait pas été retenue, Malan ayant mis en sourdine toute initiative à connotation antisémite depuis 1942.

Le même jour, est promulgué le « *Group Areas Act N°41* », largement initié par le Ministre de l'Intérieur, Theophilus Ebenhaezer Dönges, qui divise le pays en zones de résidence des habitants en fonction de leur origine raciale et assigne chaque groupe racial à des aires urbaines spécifiques, séparées et clairement définies (les zones blanches, où vivent Blancs, Kleurlinge et Asiatiques, regroupant 86,3% du territoire total). Dans les zones blanches, la présence des Noirs est strictement contrôlée et leurs déplacements sévèrement encadrés.
Le *« Group Areas Act* » systématise le « *Native Urban Areas Consolidation Act No 25* » ou « *Influx Control Act* » (voté le 1er juin 1945) qui encadrait déjà le déplacement des hommes noirs en zones blanches. L'« *Influx Control* », ou contrôle des flux migratoires noirs par l'administration, sera étendu aux femmes noires par le « *Native Laws Amendment Act N°54* », voté le 27 juin 1952. Ce contrôle administratif permet au pays la maîtrise du processus d'urbanisation des Noirs, mais également des Kleurlinge, alors même que le chaos social règne en ce domaine dans le reste de

---

216 L'ensemble de la population sud-africaine a ainsi été enregistrée au sein de quatre grands groupes raciaux légalement définis, l'origine raciale étant mentionnée sur tous les documents d'identité, ainsi le numéro de sécurité sociale commençait par une lettre, « W », comme « White » ou « Wit » pour les Blancs. Cependant, des cas limites –Afrikaners au teint basané ou Kleurlinge au teint clair, Xhosas métissés de Khoi, notamment- furent traités par le Ministère de l'Intérieur, puis devant les tribunaux administratifs, avec parfois des conséquences dramatiques de déchirement des familles. Paul Coquerel écrit, in « *L'Afrique du Sud des Afrikaners* », p. 186, « *pour Dönges, Ministre de l'Intérieur, sur 12 millions d'habitants, 10.000 personnes échappent à la nouvelle grille ethnique. (…) En fait, en 1956, le Ministère de l'Intérieur annonce que les fonctionnaires ont déjà traité près de 18.500 cas litigieux* ». Soit, au final, à peine 0,15% de la population totale en litige, ce qui démontre une réussite quasi-complète du système mis en place, en à peine quelques années…
Une branche spécifique du droit sud-africain se créa donc, chargée spécialement de l'étude de la jurisprudence en droit de l'enregistrement racial. L'ensemble complexe des procédures de reclassification, prévues par le « *Population Registration Act* », est examinée par Laurent Benoiton, in « *Le droit sud-africain de l'apartheid : un exemple d'anti-droit* », pp. 25-49

l'Afrique noire. Après l'abolition de l'« *Influx Control* »à la fin des années 80, le pays connaîtra un afflux anarchique de Noirs –squatters ou immigrés- s'entassant en périphérie des grandes villes, transformant plusieurs townships en vrais bidonvilles, comme dans le reste des grandes capitales du Continent.

Préparé avec soin au sein du Ministère des Affaires indigènes, le « *Bantu Authorities Act N°68* » (17 juillet 1951) reconnaît aux réserves noires issues de la colonisation britannique le droit à l'auto-administration. Ce texte va servir de point de départ à l'ensemble de la complexe / complète législation progressive ultérieure concernant les Bantoustans. Verwoerd prononce à cette occasion un discours cadre, dans lequel il annonce le nouveau cap qu'entend maintenir le gouvernement nationaliste, celui de l'évolution des Autorités territoriales bantoues vers l'autonomie administrative et politique, sous la direction d'élites noires issues en grande partie des élites tribales traditionnelles.[217].

En 1949, le Dr Werner Eiselen, un des cofondateurs du SABRA, qui est à l'époque Directeur de la « *Inspection of Native Education* » du Transvaal, est chargé par Malan de réfléchir à la mise en place d'un système adapté d'éducation pour les Noirs. Sur les bases du rapport de la « *Commission Eiselen* », rendu public en 1951[218], Verwoerd fait voter le 17 août 1953 le « *Bantu Education Act N°47* », qui créé un système éducatif spécifique pour les Noirs, afin de les retirer du système scolaire performant réservé aux Blancs et leur donner une conscience tribale suffisante pour qu'ils s'épanouissent culturellement au sein des espaces qui leur sont réservés et qui deviendront plus tard les « Bantoustans » ou « Homelands », dans lesquels l'éducation occidentale est acculturante et inadaptée aux réalités tribales. Dans ce système spécifique, les cours destinés aux élèves noirs seront dispensés essentiellement dans leur langue d'origine, et

---

[217] Ce discours a été édité l'année suivante, sous le nom de « *Native policy of the Union of South Africa* », Ed. Government Printer, Pretoria, 1952, 16 p

[218] Werner Willi Max Eiselen (s.l.d.d.) « *Report of the Commission on Native Education 1949-1951* », Ed. Government Printer, Pretoria, 1953, 233 p. Lors de la présentation du rapport, Eiselen explique « *We realise that in this connection we will have to face great difficulties and that public opinion, especially among the Bantu, is to a large extent still unenlightened, and that it would consequently be hostile to any drastic change in the use of the medium of instruction* », Eiselen Commission Report, 1951, p. 145, cité in Ken Hartshrone « *Language policy in African education : a background to the future »,* in « *Language and Social History : Studies in South African Sociolinguistics* », p 310.

partiellement dans l'une des deux langues « blanches » officielles, anglais ou afrikaans, selon la région. A partir de cette date, l'enseignement dispensé aux Noirs ne dépendra plus du Ministère de l'Education, mais de celui des Affaires indigènes.
Il prononce à cette occasion un discours au Parlement où il explicite cette différenciation éducative : « *What is the use of subjecting a native child to a curriculum which is, in the first instance, traditionally European? What is the use of teaching the Bantu child mathematics when it cannot be used in practice? (…) If the native is being taught to expect that he will live his adult life under a policy of equal rights, he is making a big mistake*[219] ». Cette différenciation éducative est d'autant plus nécessaire pour lui que le système alors en vigueur (et que souhaitait encore assouplir le « *big business* » anglophone) créait une petite couche sociale de Noirs qualifiés (notamment dans la Province du Cap), frustrés de ne pouvoir trouver d'emplois à la hauteur de leurs qualifications et naturellement enclins à devenir des cadres au sein d'organisations politiques hostiles à la séparation raciale.
Cette loi essentielle, révisée en 1954, 1956, 1959 et 1961, sera complétée le 19 juin 1959 par le « *Extension of University Education Act N°45* », créant des universités séparées pour Noirs, Kleurlinge et Asiatiques. Ainsi, se créé en 1960 la « *Universiteit van die Weskaap* », l'Université du Cap-Occidental, réservée aux Kleurlinge, qui s'installe à Belville, une banlieue kleurling située près du Cap, et dont l'enseignement –assuré dans un premier temps par des professeurs blancs- est presque uniquement dispensé en afrikaans. En 1960, le pays compte environ 32.000 étudiants blancs, 800 kleurlinge, 1.400 indiens et 2.000 noirs.
Un peu plus tard, le 3 juillet 1963, le « *Coloured Persons Education Act N°67* » place l'éducation des Kleurlinge sous la responsabilité du Département des affaires coloureds, dépendant du Ministère du développement communautaire. Il en sera de même pour les Indiens, le « *Indian Education Act* » du 30 mars 1965, transférant l'éducation des Indiens au « Département des affaires indiennes », dépendant lui aussi du Ministère du développement communautaire.

---

[219] « *Quelle est l'utilité de soumettre à un enfant indigène à un cursus scolaire qui est, au final, traditionnellement européen ? Quelle est l'utilité d'apprendre à un enfant bantou les mathématiques alors même qu'il ne pourra pas les mettre en pratique au quotidien? (…) Si l'on apprend à l'indigène à s'attendre à ce qu'il vive sa vie adulte sous une politique de droits égaux, on commet une grande erreur* », in « *House of Assembly Debates* », Vol.83, Coll. 3576-3586.

Le 22 décembre 1953, le Ministre du Travail, Barend Jacobus « Ben » Schoeman, fait voter le « *Natives Labour (Settlement of Disputes) Act* » qui entre en vigueur (non sans une certaine ironie, d'ailleurs…) le 1er mai 1954, et interdit le droit de grève aux Noirs sous peine de licenciement immédiat et de poursuites pénales. Cette loi est une réponse politique radicale à la « *Defiance Campaign* » lancée par l'ANC et le COD[220] depuis le début de l'année et qui se traduit dans les entreprises des secteurs minier et textile par des grèves de basse intensité -mais à répétition- des ouvriers noirs, ce qui exaspère le patronat et les cadres blancs. Les syndicats blancs sont d'ailleurs bien conscients du caractère politique des grèves des Noirs et soutiennent activement la politique gouvernementale.

Le 1er août 1954 est voté le « *Natives Resettlement Act N° 19* », qui permet au gouvernement de pratiquer des déplacements administratifs de Non-Blancs vers des zones d'habitation qui leur sont réservées dans des endroits spécifiques au sein des zones blanches, afin de séparer définitivement les quartiers à peuplement mixte dans les grandes villes, notamment Johannesburg et Le Cap. Ne visant au départ que les Noirs, le champ d'application de la loi va rapidement s'étendre aux Kleurlinge, notamment dans le Boland, ainsi qu'aux Asiatiques à Durban et Pietermaritzburg.

Ben Schoeman fait également voter le « *Industrial Conciliation Act N°28* », le 7 mai 1956. Le texte est ouvertement soutenu par les puissants syndicats afrikaners comme le « *Blankewerkersberkermingsbond* » (BWBB, « Ligue de protection des travailleurs blancs ») ou l'« *Afrikanerbond van die Mynwerkers* » (« Ligue afrikaner des mineurs »), deux organisations créées à l'initiative des dirigeants du Bond, interdit tout syndicat ouvrier non-blanc ou racialement mixte. Cette loi, qui interdit aux Non-Blancs de se syndiquer, donne aux syndicats blancs un monopole de représentativité au sein des entreprises, notamment dans les négociations salariales. Elle complète ainsi judicieusement le « *Natives Labour Act* »de 1953. Cette loi réaffirme également deux principes de fond concernant l'embauche de salariés au sein des entreprises : un Non-Blanc ne peut remplacer un Blanc pour un emploi équivalent, et un Non-Blanc ne peut jamais occuper un poste hiérarchiquement supérieur à celui d'un Blanc.

[220] « *Congress of Democrats* », cf. infra, Chapitre X, « Les Années Strijdom ».

Le « *Bantu Investment Corporation Act N°34* » (3 juin 1959), créé le « *Bantu Investment Corporation of S.A. Ltd* », organisme public chargé de la mise en place des mécanismes de transfert financiers et bancaires vers les « Bantoustans » afin d'y créer des emplois stables et d'y fixer les Noirs concernés. Un fonds d'investissement étatique spécifique est mis en place afin de donner au gouvernement une autonomie de gestion et de contribuer aux budgets annuels (y compris en payant les salaires des futurs fonctionnaires noirs) des administrations locales en gestation.

Afin de maîtriser la croissance de la population noire urbanisée en zone blanche et d'en encadrer le développement sur le plan administratif, le « *Urban Blacks Council Act N°79* », voté le 30 juin 1961, permet la création d'autorités locales d'autoadministration, élus par les résidents noirs des townships concernés, embryon de Conseils municipaux autonomes. L'objectif est clair : développer une élite politique urbaine noire intermédiaire, sinon favorable au gouvernement du moins neutre à son égard, gérant à son échelle les problèmes quotidiens ; et de « fixer » une population à la croissance plus faible et mieux maîtrisée, qui deviendra hostile à l'arrivée de nouveaux éléments, vecteurs de baisse de son propre niveau de vie.

Enfin, publié quelques mois après la mort du Premier ministre (mais déjà largement préparé alors que Verwoerd était encore en vie), le « *Physical Planning and Utilization of Resources Act N°88* » (17 juin 1967) permet au gouvernement de promouvoir le développement industriel des Bantoustans par la « délocalisation » d'industries situées en zone blanche, mais proche de la frontière des Bantoustans et la préemption par l'Etat de terres aux fermiers blancs établis aux abords des Bantoustans (des fermiers pas forcément enthousiastes, d'ailleurs, et qui trouvent des oreilles attentives parmi les députés de l'aile réactionnaire du Parti…), pour les rétrocéder à ces derniers.[221] L'objectif est de développer ainsi les zones

[221] L'hebdomadaire américain « *Time* », peu suspect de sympathie envers Verwoerd, publie dans son édition du 26 août 1966 un gros dossier synthétique sur le « *Great White Laager* », et constate que « *Verwoerd accepts the responsibility for helping the Bantustans get on their feet. He has already spent millions of dollars to develop their agriculture and improve their roads. He is also encouraging white industrialists to build factories on their borders. That way, he explains, African workers can work for the whites by day, return to their homelands at night, and have the best of both possible worlds.* ».

noires frontalières, pour les rendre auto-suffisantes afin là encore d'y « fixer » les Noirs qui en sont originaires et de contrôler l'exode rural. Cette politique n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle des « *maquiladoras* » que les Américains mettent en place à partir de 1964 : plutôt que d'importer de la main d'œuvre mexicaine en Californie ou au Texas et d'augmenter le nombre d'immigrés, les industriels délocalisent leurs usines dans les villes frontalières situées côté mexicain, ce qui permet également d'aligner les salaires qu'ils versent à leurs employés et les conditions de travail qu'ils leur imposent, sur le modèle mexicain, nettement moins protecteur que celui en vigueur du côté américain de la frontière. Toutes proportions gardées, on peut donc comparer King William's Town / Bisho avec San Diego / Tijuana, et Mafeking / Mmabatho avec El Paso / Ciudad Juarez…

Parallèlement à ces lois fondamentales, les nationalistes vont s'attacher, entre 1951 et 1956, à retirer progressivement aux quelque 46.000 électeurs non-blancs de l'ouest de la Province du Cap[222] les droits politiques dérogatoires dont ils jouissent depuis la création de l'Union en 1910[223]. Une politique qui leur permet, d'ailleurs, mécaniquement, de renforcer leur poids électoral, puisque ces Non-Blancs votent presque tous pour leurs adversaires du UP[224]. Cette politique va constituer un véritable

---

Avec cette loi, Verwoerd avait déjà en tête la future extension territoriale des Bantoustans, qu'il comptait mettre en chantier au cours des années 70, cf. le « *New speech vision* » de 1959.

[222] Environ 3% du corps électoral national, mais regroupés localement dans des circonscriptions-clés. En fait, en mai 1948, 46.051 électeurs kleurlinge se rendirent aux urnes, 47.849 en mai 1953. Cependant, certains estimaient le poids électoral kleurling à environ 120.000 électeurs potentiels.

[223] La Constitution sud-africaine, le « *South African Act* » du 20 septembre 1909, donnant naissance à l'Union le 31 mai 1910, est un compromis constitutionnel. En effet, durant les négociations à la « Conférence de Durban », menées entre octobre 1908 et l'été 1909 par les représentants des quatre futures provinces du pays, se posa le problème des droits politiques des Non-Blancs, car la législation était différente selon les provinces. Transvaal, Orange et Natal réservaient le droit de vote aux seuls Blancs, tandis dans que la Province du Cap un certain nombre de Kleurlinge urbanisés jouissaient depuis plus de 50 ans de l'égalité politique avec les Blancs. Pour éviter que les négociations finales n'échouent, Jan Christiaan Smuts, alors représentant du Transvaal, proposa que chaque province conserve sa propre législation en ce domaine sensible. Non résolue par ce compromis, la question des droits politiques resta donc en suspens jusqu'au début des années 1950.

[224] Paul Oliver Sauer, par exemple, quoique « malaniste » bon teint, était fermement opposé au droit de vote des Kleurlinge, qui avaient assuré sa défaite aux élections législatives de 1924 dans la circonscription de Stellenbosch, en votant massivement pour son adversaire du *South African Party*…

« bras de fer » politico-constitutionnel de quelque cinq années entre le NP et la Cour Suprême.
Ainsi le 18 juin 1951[225] est voté le « *Separate Representation of Voters Act N°46* » qui supprime le droit de vote des électeurs kleurlinge du Cap, mais également la représentation des Noirs de la même Province, assurée jusque-là par trois députés blancs additionnels. Quatre électeurs kleurlinge victimes de la nouvelle loi et rayés des listes, G Harris, WD Franklin, WD Collins et Edgar Deane, soutenus officiellement par le UP, vont alors contester la validité constitutionnelle de la loi devant la Cour Suprême[226].
La Division provinciale du Cap valide la loi, mais en appel, la Cour de Bloemfontein la déclare inconstitutionnelle car, modifiant la Constitution, elle aurait du être votée par les deux-tiers des membres des deux Chambres –Assemblée et Sénat- réunies en séance extraordinaire.
En riposte, le gouvernement fait alors voter le 22 avril 1952, le « *High Court of Parliament Bill* », qui donne au Parlement le pouvoir de passer outre les décisions de la Cour. La division provinciale du Cap de la Cour Suprême, puis la Cour d'Appel déclarent inconstitutionnelle cette nouvelle loi.
Le 13 mai 1955 le gouvernement de Strijdom, qui a entretemps succédé à Malan, fait voter le « *Appellate Division Quorum Act N°27* », qui fait passer le nombre de juges à la Cour d'Appel de cinq à onze, et les six juges supplémentaires qu'il nomme sont tous favorables à la cause nationaliste. Peu après, le 11 mai 1955, est voté le « *Senate Act N°53* », qui augmente le nombre de sièges au Sénat de 49 à 89. La tactique est habile : elle permet au NP de détenir 77 de ces sièges (avec Verwoerd toujours Président du groupe parlementaire), et donc d'obtenir ainsi la majorité des 2/3 au sein des deux Chambres, afin de modifier des lois de nature constitutionnelle. Le gouvernement peut donc alors retirer à la Cour Suprême toute compétence en matière constitutionnelle et faire voter au sein du Parlement réuni et à la majorité des 2/3 le 2 mars 1956 le « *South Africa Act Amendment Act N°9* » qui reprend presque mot à mot les termes du « *Separate Representation of Voters Act* » de 1951 et supprime le droit de vote à ceux des Kleurlinge du Cap qui le possédaient, mais leur

---

[225] Contre l'avis de Havenga, hostile au projet, mais qui le vote tout de même par « *discipline nationale* ».
[226] Instituée par le « *South African Act* », la Cour suprême siège à Bloemfontein, mais possède des instances locales, appelées « Divisions provinciales », dans les quatre capitales provinciales. En 1956, le gouvernement nationaliste lui retirant toute compétence de nature constitutionnelle, la Cour suprême n'est plus compétente qu'en matière de droit commun, cf. Charles Cadoux « *L'Afrique du Sud* », pp 133-141.

permet, par un vote séparé, de désigner quatre élus blancs qui les représentent à l'Assemblée.

Finalement vainqueur de la Cour suprême, le NP a profondément modifié la nature du cadre constitutionnel de l'Union et ainsi réaffirmé que la légitimité du vote populaire et de ses représentants est supérieure à celle des juges, qui eux, ne sont pas élus. Sur un plan philosophique, pour le NP, le système démocratique tribal afrikaner, la « *dermocratie* », a moins besoin de séparation des pouvoirs que de hiérarchisation stricte et d'articulation organique de ceux-ci. Moins besoin de Montesquieu que de Robespierre…

VIII - TRANSFORMATIONS SOCIOLOGIQUES

Membre du Broederbond comme la quasi-totalité des ministres de Malan, puis de Strijdom, Verwoerd va placer des « Frères » à tous les échelons de l'appareil administratif et économique de l'Etat. C'est l'application directe du concept de « *Volkskapitalisme* », le « capitalisme populaire », défini avant-guerre par les intellectuels du Broederbond.

Peu à peu, par un jeu d'embauches réservées -non seulement dans un premier temps dans le secteur public ou parapublic en plein développement, mais ensuite directement au sein des entreprises privées, par des aides financières aux créateurs d'entreprise et des quotas d'Afrikaners au sein des conseils d'administration- une sorte de « discrimination positive » se met en place en faveur des Afrikaners. Une forme de « *socialisme ethnique* », qui éradique en quelques années le chômage massif des Afrikaners pauvres, chassés de leurs fermes du « *Platteland* » après la crise de 1929 et entassés dans des banlieues misérables, où ils sont exploités par le capitalisme anglophone local, en grande partie juif. L'obligation du bilinguisme dans la fonction publique favorise d'ailleurs la promotion sociale des Afrikaners des classes populaires, puisque les Anglophones rechignent souvent à apprendre l'afrikaans. T. Rodney Davenport et Christopher Saunders parlent avec justesse de « *l'Âge des ingénieurs sociaux* » pour qualifier la politique sociale volontariste menée par les nationalistes entre 1948 et 1960[227].

Le Professeur Johan Fourie[228] rappelle les principales causes spécifiques -et cumulatives- de la pauvreté de ces « *Poor Whites* » : insuffisance d'accumulation du capital humain et manque de qualification professionnelle faute de structures éducatives suffisantes dans les campagnes, faibles investissements (et donc faible production) dans les fermes par des possibilités restreintes d'accès au crédit bancaire, faible diffusion de la langue afrikaans dans les emplois qualifiés en ville et mauvaise maîtrise de l'anglais par les couches les plus défavorisées de la population afrikaner (liée au faible niveau éducatif), concurrence professionnelle avec les immigrés blancs récents.

---

[227] « *The Age of the Social Engineers* », in « *South Africa: A modern history* », Toronto University Press, Toronto, 1987, pp. 361 et suiv.

[228] In « *The South African poor white problem in the early 20th century: Lessons for poverty today* », pp. 1280-1285.

La mise en place progressive du « *socialisme ethnique* », qui s'inspire dans les grandes lignes des idées développées au cours du *Volkskongres* de 1934 -mais aussi de la thématique socio-politique de Piet Meyer- permet ainsi aux Afrikaners de se réapproprier peu à peu politiquement et économiquement leur propre pays et Verwoerd déclare en 1953 que « *l'Afrique du Sud est un pays de Blancs peuplé temporairement par une majorité de Noirs* ». Là encore, la « purge » dans le secteur public et parapublic des éléments les moins favorables au gouvernement, permet la libération de centaines d'emplois de fonctionnaires, qui sont réattribués à des Afrikaners, plus dociles. De même, la politique de séparation raciale implique le « dédoublement » de nombreuses administrations, puisque les Non-Blancs ne peuvent plus se mêler aux Blancs dans les lieux publics et qu'il leur faut des guichets séparés, « *Slegs Blankes* » d'un côté, « *Slegs Nie-Blankes* » de l'autre. Ce « dédoublement » permet là encore la création de nombreux emplois, tant dans la fonction publique d'Etat que dans les collectivités locales, qui seront critiqués plus tard comme « surnuméraires » et coûteux par le patronat (y compris, et peu à peu, afrikaansophone, d'ailleurs…), soucieux avant tout d'opti-misation de ses profits et de baisse d'impôts et non d'entretien d'administrations jugées inefficaces, aux effectifs pléthoriques.

Un peu sur le modèle soviétique[229], une nouvelle classe moyenne afrikaner de fonctionnaires et de cadres (qui doit son évolution sociale aux réformes menées par Verwoerd) émerge alors, consciente de la précarité politique de sa situation. Une classe moyenne de bureaucrates et d'« apparatchiki » aux costumes sombres qui constituera au cours des années 80 une assise électorale majeure pour les partisans de l'application la plus stricte de la séparation raciale, « *verkrampte* » (« crispés ») au sein même

[229] Il est frappant de noter que l'effondrement final du pouvoir blanc en Afrique du Sud soit concomitant à l'effondrement du système soviétique et à la fin de la Guerre froide, comme si l'Afrique du Sud blanche n'avait plus dès lors de légitimité historique et d'utilité stratégique pratique aux yeux des Occidentaux. Evoquant les réformes de FW De Klerk à partir de 1989, le mensuel « *Le Monde diplomatique* » les comparait à celles de Mikhaïl Gorbatchev en URSS et parlait de « *pretoriastroïka* », in P. Chelet, « *Perestroïka en Afrique du Sud* », « *Le Monde diplomatique* » N°427, octobre 1989, p.10. Le parallèle (aussi bien sociologique que politique) entre les conservateurs du PCUS (nostalgiques de Staline et de Brejnev) et les « *verkrampte* » sud-africains, hostiles à la liquidation des « acquis » de leurs systèmes respectifs, est saisissant.

du NP, ou militants du KP (« *Konserwatiewe Party* »[230]) et de l'AWB (l'« *Afrikaner Weerstandsbeweging* », ou « Mouvement de Résistance Afrikaner » d'Eugène Terre'Blanche[231]), hostiles aux réformes de démantèlement progressif du système. Au cours des années 60 à 80, cette nouvelle classe moyenne urbaine va peu à peu aligner son standard de vie sur les normes « occidentales », sacrifiant progressivement une partie des valeurs propres à l'« *Afrikanerdom* », cette forme originale d'égalitarisme sociologique d'origine vétérotestamentaire, sur l'autel de la société de consommation de masse, par une sorte d'« *embourgeoisement* », ou mieux encore, de « *petit-embourgeoisement* », aboutissant au creusement de différences et d'inégalités –voire de compétition- de classes entre Afrikaners eux-mêmes[232]… Le schéma de développement économique linéaire en cinq étapes défini par Rostow (société traditionnelle, transition, décollage, marche vers la maturité, puis enfin consommation de masse) [233] s'applique parfaitement aux Afrikaners, et en un délai record, à peine cinquante ans, avec toutes les conséquences en termes de déstructuration que peut impliquer un tel rythme… Comme souhaité et encouragé par l'autorité publique, l'écart de revenu entre Afrikaners entre Anglophones se réduit progressivement, par une forme de rattrapage, même s'il est encore important entre les deux communautés. Ainsi, comme le rappelle Robert Britt Horwitz[234], la répartition de la part du PIB dévolue aux Blancs, entre Afrikaners et Anglophones, est de 40%/60% en 1946 ; puis 47%/53% en 1960, et 50%/50% en 1976. Le revenu moyen par tête des Anglophones est 2,11 fois supérieur à celui des Afrikaners en 1946 ; 1,56 fois en 1960 ; et il n'est plus que de 1,41 fois en 1976.

---

[230] Fondé en mars 1982 par l'ancien Ministre Andries Treurnicht, le KP constituera l'opposition parlementaire officielle au NP, à droite de celui-ci, entre 1987 et 1993.

[231] Fondée le 6 juillet 1973 à Heidelberg (ville dont Verwoerd fut député de 1958 à 1966…) par Eugène Terre'Blanche et six autres ex-militants radicaux afrikaners du HNP, l'AWB ressemblait étrangement à l'ex *Ossewabrandwag*, aussi bien par ses références explicites au national-socialisme, que dans ses structures, ses méthodes, sa violence, voire sa symbolique. À son apogée au début des années 90, l'AWB compta aux environs de 70 000 militants. Mis en sommeil après l'incarcération de Terre'Blanche entre 2001 et 2004, le mouvement a été officiellement réactivé en mars 2008.

[232] Ce « petit-embourgeoisement » est magistralement analysé par Albert Grundlingh, in « *Are We Afrikaners getting too Rich ? Cornucopia and Change in Afrikanerdom in the 1960s* », in « *Journal of historical Sociology* », Vol.21, N° 2/3, Juin-Septembre 2008, Oxford, pp.143-165

[233] Walt Whitman Rostow, in « *Les étapes de la croissance économique* », Le Seuil, coll. « Points », Paris, 1960, 201 p.

[234] In « *Communication and Democratic Reform in South Africa* », Cambridge University Press, Cambridge, 2001, p.94.

La consommation des ménages blancs est d'ailleurs l'un des moteurs essentiels de la formidable croissance économique que connait le pays durant les « Années Verwoerd », qui conduira d'ailleurs à partir de 1963 à de légers déficits de la balance commerciale, car les importations augmentent de façon sensible. Non seulement les foyers blancs s'équipent massivement en appareils électroménagers, mais ils investissent également dans la primo-accession immobilière et l'achat de véhicules particuliers, les taux d'intérêts étant faibles et l'accession populaire au crédit, facile et encouragée par les autorités. « *Dans les années 60, le taux de possession de véhicules particuliers par les Sud-Africains blancs était parmi les plus important dans le monde, après des pays comme les Etats-Unis, le Canada, et l'Australie* »[235].

Au cours de ces mêmes années 60, de grands centres commerciaux –des « *Malls* », sur le modèle nord-américain- commencent à voir le jour, comme le « *Rosebank Mall* » à Johannesburg ou le « *Sandton City Centre* » dans la commune de Sandton, la plus riche d'Afrique du Sud, située à 20 km au nord de Johannesburg. Symboles de la réussite économique du pays, ces centres commerciaux sont des lieux de travail, de rencontres, de brassage même, où se côtoient les Blancs au-delà de leurs différences linguistiques et sociales. Leur émergence dans le quotidien social accentue l'ancrage d'un mode de vie consumériste totalement étranger aux valeurs de l'*Afrikanerdom*. La réappropriation de leur propre pays par les Afrikaners est finalement bancale et biaisée, car elle va de plus en plus reposer sur une *praxis* destructurante à terme pour leur identité. Un effet « *hétérotélique* », aurait dit Jules Monnerot… Seule une minorité de chefs d'entreprise et de dirigeants de l'AHI, comme Willem Tobias « Willie » Marais (1928-2007), président fondateur de *Omnia Holdings Beperk*, pour qui les valeurs politiques doivent toujours primer sur les considérations « réalistes » économiques et financières, resteront fidèles à l'esprit de « *Verafrikaansing* » de l'économie[236]. Au fil du temps,

---

[235] Cité in South African Democracy Education Trust (en ouvrage collectif), « *The Road to Democracy in South Africa* », Vol.1 (1960-1970), Ed. Zebra, 2004, p. 46

[236] Elu à l'Assemblée le 30 mars 1966, dans la circonscription de Wonderboom, près de Pretoria, Willie Marais, hostile aux réformes initiées par Vorster, sera l'un des fondateurs du HNP, le *Parti national refondé*, le 24 octobre 1969, aux côtés de Albert Hertzog, Louis Stofberg et Jaap Marais, avant d'en devenir le « *Leier* » (« Guide »), de 2000 à sa mort. Après la mort de Willie Marais, le HNP s'est contenté d'une direction collégiale, avant

la plupart des membres du patronat afrikaner finiront par se convertir aux valeurs du capitalisme financier cosmopolite et renieront l'idéologie nationaliste, luttant même contre la politique d'*aparte ontwikkeling*, jugée anti-économique et contre-productive pour la santé financière des entreprises, car trop bureaucratique et trop onéreuse dans le cadre du marché…

L'amélioration générale du niveau de vie matériel des Afrikaners va donc trop bien réussir et, finalement, émousser leur réelle combativité dans un futur proche, y compris en alignant leur « natalité de combat » -qui leur avait permis de soutenir le choc jusqu'au années 70 face à la poussée démographique des Non-Blancs et face à l'immigration européenne renforçant la communauté anglophone- sur celle des Blancs anglophones et celle plus générale des peuples blancs de l'ensemble de la sphère occidentalocentrée…
Lorsqu'un groupe dominant (que ce soit un peuple tout entier ou une fraction de ce peuple, accrochée au pouvoir), moralement épuisé, n'a plus la force et l'envie de se battre -et refuse les sacrifices nécessaires pour préserver son mode de vie et ses valeurs originales, ainsi que ses privilèges- il disparait de la scène de l'Histoire, que ce soit sur un plan politique, en abandonnant son pouvoir, soit physiquement par expulsion ou génocide… L'Histoire, ce combat permanent, et d'abord contre soi-même, est impitoyable pour les faibles ou pour ceux qui ont relâché leurs efforts… *Vae Victis*…

Mais le gouvernement nationaliste ne se contente pas d'initier et d'encadrer le processus de transformation sociologique en cours. Conformément à la vision anagogique du Bond, *il entend surtout lui donner une légitimité idéologique*, inscrite au cœur de l'histoire du *Volk*. S'appuyant sur les travaux préparatoires des enseignants du Broederbond et de la FAK, vecteurs du CNO, les fonctionnaires du Ministère de l'Education réécrivent l'Histoire officielle sur les bases des mythes politiques afrikaners[237], et la diffusent dans le système éducatif. Les programmes scolaires sont modifiés, les livres réécrits. Par le biais de l'enseignement reçu à l'école, puis à l'Université, toute une génération de Blancs –on les surnommera

d'élire le Dr Japie Theart comme nouveau *Leier*, lors de son 40è congrès, en 2007, puis Andries Engelbertus Breytehbach en mars 2010.

[237] Voir Paul Coquerel, « *Les mythes afrikaners* », in « *Politique africaine* », N°25 : « *Afrique du Sud ambigüe* », Karthala, Paris, 1987, pp. 7-13.

clairement « *die Kinders van Verwoerd* »[238]- va être ainsi façonnée, « formatée », par l'idéologie nationaliste. Verwoerd, l'ancien professeur, même s'il n'a probablement pas lu les écrits du communiste italien Antonio Gramsci et ne connait sans doute pas sa théorie du « pouvoir culturel », est toutefois conscient que la réussite à moyen terme du projet de développement séparé passe par le conditionnement idéologique des Blancs. L'enseignement public, aux mains des nationalistes, est également le vecteur idéal du « *Verafrikaansing* », l'« *afrikanerisation* », vieil objectif politique et culturel du Broederbond. Apprendre l'Histoire officielle, l'intérioriser dès son plus jeune âge, c'est se préparer à accepter la politique du Parti à l'âge adulte, et de faire bloc autour de lui…
Les effets de la réécriture de l'Histoire sont d'autant plus importants et amplifiés que la plupart des recteurs ayant en charge les écoles publiques blanches sont membres du Broederbond, et que ceux hostiles à la *doxa* nationaliste, ou simplement suspectés de tiédeur idéologique envers celle-ci, seront rapidement remerciés.

Dans ce cadre, le gouvernement décide la création d'une nouvelle université entièrement afrikaansophone dans le Transvaal, pour y diffuser l'idéologie nationaliste dans le milieu étudiant et faire pièce à la *Witwatersrand University* (« *Wits* »), de Johannesburg, fondée en 1922, majoritairement anglophone et libérale. Le projet est notamment initié par NJ Diederichs, l'infatigable Ministre des Finances et par l'insubmersible Piet Meyer, à l'époque Président du Conseil d'Administration de la SABC, la chaîne de radio nationale, qui dépend depuis 1948 du Département de l'Information du Ministère de l'Intérieur.
Par la volonté expresse de Verwoerd, une loi du 4 août 1965 créé donc officiellement la *Randse Afrikaanse Universiteit* à Johannesburg[239], une RAU conçue d'emblée comme hypermoderne dans les moyens matériels utilisés, et au travers de laquelle une élite intellectuelle afrikaner acquise politiquement aux thèses nationalistes se développe au cours des années 70 et 80 dans la région économique stratégique du Witwatersrand, hors du cadre « sudiste » et « *sabriste* » de Stellenbosch. Comme si se rouvrait

---

[238] « *Les enfants de Verwoerd* »…

[239] La RAU ouvre officiellement ses portes le 24 février 1968, sur le site d'Auckland Park, avec ses 700 premiers étudiants et le Dr Gerrit van Niekerk Viljoen (qui sera Président du Broederbond de 1974 à 1980), comme premier Recteur. Elle sera finalement intégrée le 1er janvier 2005 à la nouvelle Université de Johannesburg, en fusionnant avec les anciens Technikon Witwatersrand et Vista University. Là encore, sous couvert de rationalisation des moyens, c'est une tentative de « gommage » des symboles et des acquis afrikaners.

la vieille ligne de fracture entre Afrikaners du Nord et du Sud. Une élite de cadres et de technocrates zélés dont le Parti a besoin pour coloniser définitivement l'appareil d'Etat, diriger les grands conglomérats industriels semi-publics et remplacer légalement les Anglophones au sein des Conseils d'administration de grands groupes privés. La RAU, émanation de la volonté politique de façonnage définitif de la société afrikaner, devient rapidement emblématique de l'*Afrikanermag*, le pouvoir, la puissance, afrikaner. Comme un des piliers du système, et perçu comme tel par les ennemis du régime de développement séparé.
Lorsque le SABRA implosera et que Stellenbosch basculera au tout début des années 80 dans la ligne « *verlig* » , c'est-à-dire réformiste (sous l'influence en particulier de Nic Olivier, Stephanus Cilliers, Piet Cillié, Beyers Naudé, Frederik Van Zyl Slabbert[240], puis plus tard de Wilhelm Johannes Verwoerd Jr) ; la *Randse Afrikaanse Universiteit* restera un bastion des conservateurs, avant d'être contrainte de s'ouvrir à son tour à partir de 1987 aux Anglophones et aux Non-Blancs, sous la pression du gouvernement de PW Botha, même si les étudiants afrikaners du campus, bien encadrés par l'*Afrikaanse Studentebond*[241], et plus encore par l'*Afrikaner Studente Front*[242], restent en grande majorité favorables au système et aux privilèges qui y sont attachés…

A partir du milieu des années 60, l'enseignement « alternatif », non nationaliste, ne se maintiendra plus guère que dans les écoles anglophones privées[243], puis dans quelques universités (Le Cap, Wits ou Rhodes, essentiellement), qui cristallisent également l'opposition blanche intellectuelle à la politique gouvernementale, que celle-ci vienne des enseignants ou des étudiants du NUSAS, même si Wits n'est pas Berkeley ou Nanterre… Et dans ce domaine, s'appuyant sur la séquence contestataire 1965-1975, aussi bien en Occident (Afrique du Sud incluse) que dans la soviétosphère, on pourrait sans doute, du reste, tenter d'établir une typologie des modes de contestation politique d'origine universitaire, comme un des éléments

---

[240] Un Slabbert qui ira encore plus loin en devenant député du *Progressive Party* en 1974, puis un des dirigeants du *Progressive Federal Party* (issu du PP et opposition parlementaire de gauche au NP), parallèlement à sa carrière universitaire à Stellenbosch.
[241] L'ASB, qui a succédé à l'historique *Afrikaanse Nasionale Studentebond* le 14 août 1948, lors d'un congrès extraordinaire qui s'est déroulé à Bloemfontein.
[242] ASF, syndicat proche de l'opposition de droite au NP (HNP et KP), apparu au début des années 80.
[243] Entre Blancs, les écoles « afrikaans » et « anglaises » sont restées séparées *de facto* jusqu'à l'effondrement final du Système.

de base d'une « *théorie générale de la relativité du positionnement des forces politiques* »… Les contestations étudiantes au sein du monde universitaire blanc, ne commenceront réellement à prendre de l'importance qu'à partir des années 75, essentiellement pour protester contre l'envoi de conscrits sur les théâtres d'opération militaires liés à la « guerre des frontières », en Angola et dans le Sud-Ouest Africain, puis -à l'époque Botha- contre la répression, par l'armée, de la résistance noire dans les townships. Un type de contestation –symptôme de malaise, voire de malvivre, idéologique- à mettre en parallèle avec celle des étudiants « refuzniks » juifs israéliens, refusant d'effectuer dans le cadre d'un service militaire de plus en plus long, des opérations de police et de répression dans les Territoires occupés palestiniens ; américains « *Flower Power* » refusant la conscription durant la Guerre du Vietnam ; ou encore soviétiques durant la Guerre d'Afghanistan. Mais contrairement à celle de leurs camarades de l'hémisphère Nord, au cours de la décennie « cruciale » 1975-1985, cette contestation n'aboutira pas à l'autodestruction par la consommation massive de produits psychotropes, ce que souligne le Pr Brian M. du Toit, qui note que les consommations autodestructrices chez les étudiants sud-africains ne seront le fait que d'une toute petite minorité, la grande majorité conformiste rejetant ces pratiques[244]. Les « *Kinders van Verwoerd* », éduqués dix ans auparavant, constitueront plutôt un rempart imperméable contre la diffusion de ce fléau social dissolvant.

[244] Brian M. Du Toit, in « *Cannabis, Alcohol, and the South African Student. Adolescent Drug Use 1974-1985* », Research International Studies, Africa Series N°59, Ohio University Press & Swallow Press, Athens, 1991, 177 p

IX - LA DECOLONISATION INTERIEURE : LES BANTOUSTANS

Le formidable travail législatif et réglementaire -sorte de *boulimie législative*- effectué à un rythme quasi-stakhanoviste par les nationalistes, suit une logique, clairement progressiste et anticolonialiste. Car l'Afrique du Sud est bel est bien, tout comme le Kenya, la Tanzanie ou le Nigeria, une création coloniale artificielle des Britanniques dans laquelle des peuples indigènes (y compris les Afrikaners) subissent le pouvoir économique et politique d'une minorité coloniale, les Britanniques.

Pour Verwoerd, ce pays doit être divisé entre les peuples qui le constituent, sur une base ethnique, entre Afrikaners, Zulus, Xhosas, Tswanas, Sothos…, afin que chacun puisse obtenir son indépendance politique dans une Afrique alors en pleine mutation et que la « tribu afrikaner »[245] puisse être maîtresse de son destin sur son territoire propre. Il définit simplement cette volonté dans un discours qu'il prononce au Sénat, en juillet 1948 : *« South Africa is a white man's country and he must remain the master here. In the reserves we are prepared to allow the Natives to be the masters: we are not the masters there. But within the European areas, we, the white people in South Africa, are and shall remain the masters*[246]… »

Verwoerd développe l'idée centrale de « développement séparé » en référence à l'expression « *Soewereiniteit in eie Kring* », (la « souveraineté dans chaque sphère »), une référence -laïcisée et transcrite dans le contexte sud-africain- aux idées du théologien calviniste « dopper » et politicien réactionnaire néerlandais Abraham Kuyper (1837-1920)[247], fondateur de l'Université libre d'Amsterdam, dont le père de Verwoerd était un fidèle disciple (aussi bien sur le plan religieux que sur le plan politique) à l'époque d'avant son émigration en Afrique. Cette notion sera enseignée dans les années 20 et 30 à la Faculté de théologie (afrikaansophone) de

---

[245] « *The White Tribe of Africa* », selon l'expression heureuse de l'universitaire américain David Harrison.

[246] « *L'Afrique du Sud est un pays de l'homme blanc et celui-ci doit en rester le maître. Dans les réserves, nous sommes préparés à permettre aux indigènes à être les maîtres : nous n'y sommes pas les maîtres. Mais dans les zones européennes, nous, le peuple blanc d'Afrique du Sud, nous sommes et nous resterons les maîtres* », cité par Adriaan Nicolaas Pelzer, in « *Verwoerd speaks : Speeches 1948-1966* », p.16

[247] Un de ses ouvrages majeurs, réédité en anglais par des presbytériens américains, reste « *Calvinism, Six Stone Foundation Lectures* ».

Potchefstroom, par les professeurs de philosophie Hendrik Gerhardus Stoker et Wikus Du Plessis –formés à l'université libre d'Amsterdam et dans celle de Leyde- et intégrée à un corpus idéologique cohérent, le « néo-calvinisme », adapté aux réalités locales.
Un des concepts politiques les plus importants de Kuyper, est le « *verzuiling* », la « segmentation », ou « pilarisation », expression par laquelle il rend compte de la juxtaposition des couches sociales et religieuses néerlandaises (calvinistes, catholiques et laïques) distinctes et totalement autonomes les unes par rapport aux autres. Quatre sphères sont autonomes au sein de la société civile: la sphère sociale (au niveau individuel), la sphère corporative (université, associations, corporations professionnelles…), la sphère domestique et familiale et la sphère communale (plus petit échelon démocratique où peuvent se prendre de vraies décisions impliquant des personnes). Cette vision est donc retranscrite dans le contexte sud-africain, au sein duquel chacun peuple, dont aucun n'est majoritaire au niveau national, constitue un « segment » particulier et irréductible aux autres, appelé à devenir totalement indépendant de l'ensemble, chaque segment devant s'organiser puis se développer culturellement, économiquement et politiquement, de façon séparée, à son rythme propre, sans interférence avec les autres, dans le respect et la valorisation des différences, pour le bien et l'harmonie de l'ensemble.

Pour cela, l'Etat colonial créé par le colonisateur britannique doit progressivement disparaître et l'Afrique du Sud blanche se préparer à une « *décolonisation intérieure* », donnant naissance à des Etats noirs indépendants, évoluant et se développant à leurs propres rythmes, des rythmes différents de celui d'une nouvelle Afrique du Sud devant à terme devenir un Etat à majorité blanche, dans une optique d'interdépendance économique et de bon voisinage politique. Cette idée centrale du « *développement séparé* » (en afrikaans, « *aparte ontwikkeling* »), l'idée ethno-différencialiste que s'en fait Verwoerd, est donc une idée neuve, une idée révolutionnaire, celle de l'« Afrique des peuples », opposée à l'Afrique des « Etats-Nations » illégitimes, issus de la (dé)colonisation européenne. L'intangibilité des frontières, pourtant illégitimes en Afrique, car complètement artificielles, est le premier principe que l'OUA, l'Organisation de l'Unité Africaine, à peine créée le 25 mai 1963, s'est empressée d'affirmer, pour ne pas ouvrir la Boîte de Pandore ethnique…
La « *Weltanschauung* » de Verwoerd exprime l'idée que les « Deux

Mondes »[248] sont différents et souhaitables en tant que tels car ils constituent des richesses en soi ; et que le véritable racisme est celui de l'universalisation, celui du métissage généralisé qui entend réduire les différences à l'Unique, un Unique évidemment défini en termes démocratiques égalitaristes libéraux et consuméristes occidentaux, accrochés à un « *American Way of Life* » destructeur des identités historiques. C'est donc en fait une vision bien plus racialiste que réellement raciste, d'une hauteur de vue peu courante dans son entourage. Du reste, Verwoerd est parfaitement conscient que la séparation définitive aura des conséquences également négatives pour le confort au quotidien des Blancs, et que ceux-ci devront réaliser des efforts et des sacrifices pour la mener à terme. C'est ce qu'il explique dans une interview qu'il accorde au « *Transvaler* », son ancien journal, le 6 septembre 1955 : « *La séparation territoriale (…) aura pour conséquence que les Européens devront exécuter tout leur travail eux-mêmes… Elle implique que les Européens devront se résigner à de grands sacrifices... C'est la seule façon de préserver notre civilisation ici… La conception des Européens qu'ils sont au-dessus de telles formes de travail et que les Non-Européens sont justement destinés à les exécuter est si profondément enracinée en eux après trois siècles, qu'ils ne peuvent pas apparemment imaginer un autre état de fait…* »[249]. Luimême, d'ailleurs, cohérent avec ses idées, refusera toujours d'embaucher le moindre personnel –y compris domestique- non-blanc, que ce soit dans ses fonctions officielles ou à son service familial et privé, ainsi que le rappelle fort justement Fred Barnard, qui fut son secrétaire personnel entre 1950 et 1963, dans le livre qu'il consacre à Verwoerd[250].

Ces Etats noirs appelés à devenir indépendants, ces « Bantoustans » ou « Homelands »[251] (« Foyers nationaux ») seront issus des « réserves » ancestrales, que les Britanniques ont mises en place pour les Noirs vaincus (la dernière grande révolte sera celle des Zulus du chef Afrika Bambatha

---

[248] The « *Both Worlds* », comme il aime à le répéter. Blancs et Noirs, séparés, chacun maître sur son propre espace de développement.

[249] Cité par Brian Percy Bunting, op.cit., p. 478

[250] Fred Barnard, « *13 years with Dr H Verwoerd* », Voortrekkerpers, Johannesburg, 1967, 154 p

[251] Dans les documents officiels, on trouve souvent la forme afrikaans du mot : « *Tuislande* ».

en février/avril 1906[252]), sur le modèle de celles crées au Canada, en Australie ou en Nouvelle Zélande (et sur le modèle des « réserves indiennes » créées aux Etats-Unis…), afin d'y parquer les populations indigènes vaincues (Amérindiens, Aborigènes ou Maoris) et de laisser les colons s'approprier les meilleures terres. En mai 1910, à la naissance de l'Union sud-africaine, les plus vastes sont la « Cafrerie britannique », le Temboland et le East Griqualand réservées aux Xhosas vaincus et refoulés durant les « guerres cafres » tout au long du XIXè siècle[253] ; ainsi que le Zululand, peuplé de Zulus, battus au Natal à la fois par les Boers (Bataille de Bloedrivier en 1838) et par les Britanniques (annexion progressive de la colonie du Natal à la Couronne entre 1843 et 1880, malgré leur défaite –plus symbolique que réellement stratégique- à la Bataille d'Isandhlawana, 22 janvier le 1879).

La superficie de ces réserves est officiellement reconnue sur 8,9 millions d'ha (7,6% du territoire de l'Union), par le vote à l'Assemblée, le 19 juin 1913, du « *Natives' Land Act N°27* », loi ségrégationniste majeure qui interdit aux Noirs toute propriété foncière en dehors de ces réserves ; puis portée à 16,7 millions d'ha, soit 13,7% de l'ensemble de la superficie de l'Union, le 31 août 1936, avec le vote du « *Development Trust and Land Act N°18* ». L'augmentation de la superficie dévolue aux réserves permet de « fixer » davantage de Noirs au sein de celles-ci, sur des terres confisquées par l'autorité coloniale britannique au moment de la conquête militaire, dans la deuxième moitié du XIXè siècle. Ces terres n'avaient pas été distribuées à des colons blancs, mais conservées par l'Administration britannique, comme « gelées ». Cette consolidation territoriale permet de rationaliser la gestion et l'administration physique de ces territoires en réglant (partiellement et pour un temps) le problème de l'éparpillement des réserves en parcelles éclatées. Un problème qui se posera de façon de plus en plus douloureuse au fur et à mesure de la croissance démographique noire, soutenue par la baisse continue du taux de mortalité, conséquence de la mise en place par l'Etat blanc d'un réseau dense d'hôpitaux et de dispensaires chargés d'améliorer le suivi sanitaire et médical des populations en zones rurales.

---

[252] Une révolte noyée dans le sang. Nancy N. Clark et William H. Worger citent le chiffre de 3.000 Zulus tués, contre 30 Blancs blessés, in « *South Africa: The Rise and Fall of Apartheid* », p. 19

[253] Huit « guerres cafres » entre 1779 et 1853. Sur le territoire de la « *Cafrerie britannique* », intégré administrativement à la Province du Cap, naîtront les deux futurs Bantoustans xhosaphones du Transkei et du Ciskei.

Il faut cependant noter que les terres arables ne représentent que 28% de l'espace total sud-africain, essentiellement composé de déserts (Kalahari, Karoo), d'un vaste plateau central aride et peu fertile où se développe une économie d'élevage extensif et de nomadisme, d'un Transvaal largement constitué de savanes (le « Veld », encore sauvage) et d'une vaste barrière montagneuse, le Drakensberg ; et que les réserves (propriétés inaliénables des peuples noirs, où les Blancs ne peuvent acquérir aucun titre de propriété, en vertu de la loi de 1913) sont entièrement situées sur des terres arables. De même, elles sont toutes situées au-delà de la « ligne d'aridité » -500 mm de précipitations annuelles-, qui coupe de pays en deux, du Nord au Sud. A l'inverse, les vastes territoires de la progression du « front pionnier blanc » de 1652 à 1778, sont toutes situés à l'Ouest de cette ligne, sur des territoires arides. Une zone de faible densité de peuplement, quasi uniquement afrikaansophone, afrikaner et kleurling.

Ces réserves noires, en forme de fer à cheval, situées sur les périphéries du « Centre » blanc, ne sont d'ailleurs pas forcément dénuées de potentiel économique (le sous-sol de l'espace dévolu au futur Bophuthatswana contient les 2è plus grandes réserves de platine du monde et de vastes zones d'extraction de diamant, par exemple). De plus, celles situées sur les zones frontalières sud-africaines (actuels Botswana, Zimbabwe, Mozambique, Swaziland, Lesotho) permettent un trafic transfrontalier important avec les pays voisins dénués. Ces zones peuvent donc être vues comme des sas, des « zones-tampon » entre le pouvoir blanc et l'Afrique noire, zones de relations commerciales profitant à leurs habitants eux-mêmes.
Enfin, des *« border industries »*, des industries frontalières se sont installées dans les villes blanches industrielles qui jouxtent les réserves, notamment dans le sud-est de la Province du Cap : Grahamstown, Queenstown, East London[254]… et emploient de la main d'œuvre noire issue des réserves, faiblement qualifiée et peu payée, d'hommes célibataires, qui effectuent les allers et retours quotidiens vers les réserves, grâce notamment à des services d'autobus bon marché subventionnées par l'Administration sud-africaine.

[254] Ainsi, à Uitenhage, dans la banlieue (afrikaansophone) de Port Elizabeth, Volkswagen construit au début des années 1960 son plus important complexe de production automobile d'Afrique.

Même si elle est profondément inégalitaire, la répartition de l'espace est donc moins défavorable aux Noirs que ce qu'il apparaît à première vue, puisque les zones blanches n'occupent donc à partir de 1936 que 52% de l'espace agricole utile et les « réserves » 48%. Et ce, d'autant plus qu'à la veille de 1948 l'urbanisation des Noirs est faible (et presque entièrement dans les villes des « zones blanches »), la gestion du sol étant essentiellement agricole au sein des réserves. En 1948, compte tenu de ces éléments structurels, le Parti national a donc des atouts réels pour mettre en place la politique nouvelle qu'il a théorisée depuis de nombreuses années, à condition qu'il y mette les moyens…

X - LES ANNEES STRIJDOM

C’est dans un contexte lourd qu’en 1953 se déroule la dernière année de pouvoir de Malan, au moment où Staline, incarnation quasi-diabolique du « *Rooi Gevaar* » aux yeux des nationalistes, décède. La « Guerre froide » est à son comble, le communisme s’étend progressivement en Asie (Chine, Vietnam du Nord, Corée du Nord[255]), après s’être étendu en Europe de l’Est. Pour le NP, la lutte contre le communisme est devenue aussi importante que le règlement de la question raciale, parce que dans l’esprit des nationalistes, les deux problèmes sont intimement liés[256], et que les thématiques d’égalité raciale et de droit de vote pour tous, développées par les communistes, menacent les fondements mêmes de l’idéologie raciale-séparatiste. Tout un arsenal législatif répressif et rétroactif est alors mis en place, qui sera encore renforcé jusqu’à la mort de Verwoerd. Un arsenal « cumulatif », chaque loi renforçant la précédente ou élargissant son champ d’application.

Le 24 février 1953 est voté le « *Public Safety Act N°3* », qui autorise le gouvernement à déclarer l’état d’urgence et à agir par voie de décret, en dehors de tout contrôle parlementaire pendant une période pouvant aller jusqu’à douze mois; et de faire intervenir l’armée (soldats d’active aussi bien que réservistes), en complément des forces de police, sur le territoire sud-africain même. Cette procédure sera utilisée en 1960, après les évènements de Sharpeville, par Verwoerd lui-même, puis à partir de 1986, par PW Botha, alors Président de la République, pour une durée indéterminée.

Quelques jours plus tard, le 4 mars 1953, le « *Criminal Amendment Act N°8* » impose une forme de censure a posteriori aux publications paraissant sur le territoire de l’Union et qui incitent à modifier la politique du

[255] Il faut rappeler que l’Afrique du Sud fut l’un des 51 membres fondateurs de l’ONU, le 2 juin 1945, et qu’un escadron sud-africain d’appui aérien (les fameux « *Flying Cheetahs* », qui se couvrent de gloire) s’est battu en Corée, entre 1950 et 1953, sous le commandement de l’ONU.

[256] Idéologiquement, le lien entre les deux périls est fait dès avant la Seconde Guerre mondiale par Diederichs lui-même, dans son ouvrage « *Die Kommunisme, sy teorie en taktiek* », Le Cap et Bloemfontein, Nasionale Pers, 1938, 176 p. Diederichs affirme –entre autres- que le communisme « travaille » politiquement les masses de couleur en Afrique et aux USA pour semer ses graines révolutionnaires, et saper les bases de la civilisation occidentale.

gouvernement. Cette loi autorise la création, mi-1954, de la « *Commission of Inquiry into Undesirable Literature* », la « *Commission d'Enquête sur de Littérature Indésirable*», dirigée par le Dr Geoffrey Cronjé, Professeur de sociologie à l'Université de Pretoria, membre du Broederbond et du SABRA, et ami de longue date de Verwoerd[257]. Cette Commission s'inspire explicitement des méthodes du sénateur américain Joseph McCarthy, qui purge à la même époque les Etats-Unis des intellectuels et les fonctionnaires suspectés de sympathies communistes.
En octobre 1957, celle-ci rend son rapport, dont les conclusions seront à l'origine directe en 1963 du « *Publications and Entertainment Act N°26* », loi qui met en place un organisme officiel de censure, le « *Publications Control Board* » destiné à prévenir toute forme de pornographie, d'offense aux bonnes mœurs et aux convictions religieuses, et de promotion du communisme (tel que celui-ci a été défini en 1950).

Le 30 novembre 1954, Malan, âgé de 80 ans et malade, se retire de la vie politique, laissant son fauteuil de Premier ministre à Johannes Gerhardus Strijdom, son Ministre des Territoires et de l'Irrigation depuis 1948[258]. Les conditions de cette succession sont dignes d'un roman d'espionnage, où l'on voit Verwoerd -qui s'est imposé au fil du temps comme l'homme-clé du NP au Sénat et qui dirige d'une main de fer le groupe parlementaire sénatorial- servir d'agent de renseignement à Strijdom (alors en Europe où il est soigné) tout au long des tractations et des débats au sein du Cabinet, débats et tractations qui propulsent ce dernier au poste de Premier ministre, et peser de tout son poids pour faire basculer les élus vers son ami et mentor. L'universitaire américain Robert McIntosh écrit que « *Verwoerd a orchestré la campagne de Strijdom pour la primauté en 1954, contre Havenga, préféré par Malan, et s'est aliéné l'Establishment du*

---

[257] Pour une étude plus poussée concernant l'apport universitaire de Cronjé au corpus idéologique de l'apartheid, on peut consulter John Maxwell Coetzee « *The mind of apartheid: Geoffrey Cronjé* », in « *Social Dynamics* », Université du Cap, Vol. 17, N°1, juin 1991, pp 1-35

[258] Peu aimé de Malan, et surtout, semble-t-il, de l'épouse de celui-ci, Strijdom, élu de la région agricole du Waterberg, dans le Nord Transvaal, se voit donc confier un poste dans le domaine de l'Agriculture, une forme de mise à l'écart politique pour le « *Leier* » du HNP transvaalien, mal récompensé des efforts fournis. Malan préférait nettement le modéré Havenga, le « *Leier* » orangien, chef de l'AP en 1948, et surtout homme de sa génération. Il est également possible qu'un accord secret ait été passé entre Malan et Havenga en 1947, lors de la signature du Pacte d'alliance entre HNP et AP, Malan s'engageant à céder son fauteuil à Havenga le jour venu, en contrepartie de l'alliance entre les deux partis.

parti du Cap »[259]. Ce n'est pas formellement un putsch, mais cela y ressemble beaucoup… Havenga, battu, se retire de la vie politique en décembre 1954, suivant Malan de peu, et décède, aigri en 1957. Quant à l'« Establishment » du parti du Cap, les réticences envers Verwoerd dureront longtemps, et il faudra à ce dernier de longues années avant de faire rentrer les apparatchiki capiens dans le rang, au moins jusqu'en 1961, malgré son poids au sein du Broederbond.

Strijdom est un avocat rigoriste, plus organisateur méthodique que vraiment charismatique, de 61 ans, « *Leier* » inflexible du Parti National du Transvaal depuis les années 30. Il place des hommes de sa région, plus radicaux que ceux du Cap (amis de Malan), aux postes clés de l'Etat. Les « années Strijdom » seront à l'image du nouveau premier ministre, un homme renfermé, autoritaire, qui n'a voyagé hors d'Afrique du Sud que pour la première fois seulement en 1954, lors de courtes vacances privées en Europe, en partie motivées par des soins médicaux. Un raciste complet, passéiste, partisan de la répression politique comme mode de gouvernement, coupé des réalités socio-économiques et des mutations en cours, mais également des vrais enjeux et rapports de force internationaux. Un républicain obstiné, têtu, qui ne perd pas une occasion de rabaisser symboliquement le pouvoir colonial britannique et d'humilier publiquement ceux qu'il tient pour ses collaborateurs. Jusqu'en 1955, traditionnellement, le Premier ministre est également titulaire du portefeuille des Affaires étrangères. Mais Strijdom qui ne s'intéresse que peu au monde extérieur à l'Afrique du Sud, rompt rapidement avec cette pratique. Il nomme donc en janvier 1955 le député Eric Hendrik Louw, vétéran des relations internationales[260], Ministre des Affaires étrangères de l'Union. Ce n'est qu'atteint par la limite d'âge (74 ans…) que Louw cèdera

[259] Robert McIntosh, in Kevin Shillington (s.l.d.d.) « *Encyclopedia of African History*», vol. 3, p. 1649.

[260] Né en 1890 à Jakobsdal, dans l'Etat Libre d'Orange, diplômé de Stellenbosch, Eric Hendrik Louw est deputé de Beaufort West (Est de la province du Cap) entre 1924 et 1929, puis entre 1938 et 1949. En 1929, il est nommé par Hertzog Haut commissaire de l'Union à Londres, puis toujours en 1929, représentant de l'Afrique du Sud à la Société des Nations. Il organise l'ouverture de représentations diplomatiques sud-africaines à Paris et à Rome en 1934, puis à Lisbonne en 1937. Ministre des Affaires étrangères de 1955 à 1964, il représente également à huit reprises son pays à l'ONU, entre 1948 et 1962. Pour une histoire de la politique étrangère sud-africaine de 1910 à 1965, on peut consulter Edwin S. Munger « *Notes on the Formation of the South African Foreign Policy* », Grant Dahlstrom / The Castle Press, Pasadena, 1965, 102 p

son poste le 9 janvier 1964 au Dr Hilgard Muller, alors Ambassadeur à Londres et verwoerdiste convaincu, né en 1914.
Ce remaniement indique clairement l'orientation politique et le choix des priorités pour Strijdom. Celui-ci entend se consacrer pleinement et uniquement aux affaires « domestiques », les seules qui comptent réellement à ses yeux. Un exemple de ce redéploiement des priorités sera le retrait –symbolique- de l'Afrique du Sud de l'UNESCO en juin 1955. Un autre sera la fermeture du consulat soviétique de Pretoria, le 1er février 1956…

Ces années seront marquées essentiellement par l'accentuation de la répression politique et policière, mais également par de vastes mouvements de transfert de populations, afin de réaménager l'espace d'habitat réservé en zone blanche, conformément au « *Group Areas Act N°41* », voté en 1950.

Le 1er juillet 1955 est voté le « *Criminal Procedure Act N°56* », qui autorise l'internement administratif provisoire d'une durée de 90 jours sans jugement, pour tout suspect en relation avec la loi sur la suppression du communisme. Dans la pratique, les avocats n'auront guère la possibilité de défendre leurs clients et les cas de tortures de suspects par la police seront fréquents, jusqu'au aux années 1990. Cette loi, révisée tout au long des années 70 et 80, sert de base juridique à l'établissement par la police d'un Centre spécialisé dans la lutte contre la guérilla urbaine, situé dans une ancienne et vaste ferme à *Vlakplaas*, près de Pretoria, un Centre qui deviendra plus tard la fameuse « Unité C10 » (puis « Unité C1 »), centre de torture systématique contre les militants antiapartheid[261]. Elle est rapidement complétée par le « *General Law Amendment Act N°37* », du 2 mai 1963, qui officialise la fin de la pratique –héritée du système judiciaire britannique- de l'*habeas corpus* (l'inviolabilité corporelle des prévenus et gardés à vue) et par le « *Criminal Procedure Amendment Act N°96* », du 5 juin 1965 qui prolonge à 180 jours l'autorisation de détention administrative sans jugement, ni possibilité de contact avec un avocat.

Le 16 mars 1956, est voté le « *Riotous Assembly Act N°17* », qui permet l'interdiction de toute réunion publique que le Ministère de la Justice est appelé à considérer comme portant atteinte à l'ordre public. Ce texte

---

[261] Cf. le « *Truth and Reconciliation Commission of South Africa Report* », Le Cap, 1998, volume 2, pp. 165 à 324.

autorise le « *banning* »[262], l'exil obligatoire comme forme de condamnation pénale, et permet au gouvernement d'interdire tout journal ou toute autre « information documentaire » susceptible de susciter des sentiments d'hostilité entre Blancs et Noirs. Symboliquement, par un décret qui suit immédiatement cette loi, Strijdom autorise la police à utiliser le « *sjambok* », le grand fouet traditionnel des Boers, destiné à faire avancer le bétail, en guise de matraque pour disperser les manifestants. Les images de dispersion de manifestants noirs à coups de fouet par de grands policiers blonds en « tenue coloniale » ont un effet désastreux sur l'opinion internationale, mais Strijdom s'en moque. Le « *sjambok* » est le symbole de sa vision raciste des rapports sociaux et politiques entre Afrikaners et Noirs…

Conformément au « *Group Areas Act* » de 1950, les années 50 voient la création en zones blanches de vastes banlieues réservées aux Non-Blancs, éloignées des centres-villes et dans lesquelles la police est censée pouvoir intervenir rapidement pour mater tout éventuel mouvement de contestation. Ces banlieues ; dont certaines sont modernes et bien équipées en infrastructures urbaines, y compris par rapport aux standards occidentaux, et d'autres plus proches des banlieues des grandes villes d'Afrique noire ; vont être universellement connues sous le nom de « townships ». Ce terme de « township » (comme « side ») désigne au départ une aire urbaine, ce que l'on pourrait traduire en français par « quartier ». C'est par un glissement sémantique postérieur que le terme va acquérir le sens de « quartier à problèmes », ou « ghetto », exactement comme l'on parle de « quartiers » aujourd'hui en France pour parler des banlieues sensibles…
Toutes les grandes villes vont donc posséder des cités-satellites (noires et/ou kleurlinge), réservoirs de main d'œuvre : Johannesburg (townships de Soweto et d'Alexandra), Pretoria (Mamelodi), Le Cap (Crossroads, Khayelitsha et Guguletu), Vereeniging (Sharpeville), Port Elizabeth (New Brighton)… Tout comme « *apartheid* », le terme de « *township* » fera le tour du monde, au point que certains jeunes sociologues, comme Moussa Khedimellah[263], l'utilisent désormais aujourd'hui pour évoquer les

[262] Litt., le « *bannissement* ». En juillet 1966, la dernière mise à jour de la liste des « bannis » fait apparaître les noms de 936 personnes.
[263] Chercheur au CADIS (rattaché à l'EHESS), spécialiste de l'islam au sein des « banlieues » françaises, et auteur, en particulier, d'un excellent « *La transhumance identitaire des jeunes prédicateurs du mouvement « tabligh ». De nouveaux acteurs émergents dans les*

banlieues et cités périphériques des grandes villes d'Europe occidentale, où se concentrent des populations de couleur issues de l'immigration de travail post-coloniale et leurs descendants...

Dans ces banlieues excentrées et sans âme, conformément au « *Natives Resettlement Act N° 19* » de 1954, vont être réinstallés les Non-Blancs qui n'ont désormais plus le droit de vivre dans les quartiers déclarés blancs par l'autorité administrative. De grands mouvements de réinstallation vont affecter les principales villes du pays. A partir du 9 février 1955, environ 60.000 Noirs sont ainsi évacués de Sophiatown, vieux quartier noir[264] à sept kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, qui –rasé puis reconstruit- devient le quartier blanc de « Triomf »[265], et sont réinstallés à « Soweto » (« South Western Townships »), un ensemble d'une trentaine de quartiers situés à une quinzaine de km au sud-ouest de Johannesburg, qui devient donc en 1955 une aire communale à part entière. Le township devait initialement porter le nom de « *Verwoerdville* », mais un nom plus « neutre » fut finalement choisi par les autorités. Une autre réinstallation d'envergure touchera en février 1966 -à l'époque de Verwoerd, donc- le « District Six » du Cap, un vieux quartier populaire situé sur les hauteurs du centre-ville, peuplé de quelque 800 Blancs, 61.000 Kleurlinge (notamment des « Cape Malays ») et 600 Asiatiques[266], déclaré « zone blanche » par la « *Proclamation 43* », un décret signé par PW Botha, toujours Ministre du développement communautaire, daté du 11 février 1966[267]. Le quartier sera rasé et ses occupants kleurlinge réinstallés dans les « Kaap Vlakte » et à « Mitchell's Plains », deux banlieues situées à une vingtaine de kilomètres du Cap même.

Une opposition extraparlementaire blanche de gauche se construit pour lutter contre la politique de Malan, puis surtout de Strijdom. Deux forces

---

cités », in Manuel Boucher (s.l.d.d.) « *Emergence culturelle et jeunesse populaire. Turbulences ou médiations ?* », L'Harmattan, Paris, 2003, pp. 199-214

[264] Haut lieu, comme les quartiers « centraux» et « mixtes » (à forte implantation juive, d'ailleurs) de Yeoville et de Hillbrow, de vie culturelle de la bourgeoisie noire et d'implantation du Parti communiste.

[265] « Triomphe » en afrikaans. Dans ce quartier, les Noirs sont remplacés par des familles afrikaners de la classe ouvrière.

[266] Chiffres du Ministère du Logement de juin 1964, cités par Brian Percy Bunting, op. cit., p. 162

[267] Pour le détail de cette réinstallation, on peut consulter Kay McCormick « *Language in Cape Town's District Six* », Oxford University Press, Oxford, 2002, pp. 40-47.

se mettent en place, un faisceau d'organisations d'anciens combattants progressistes, piloté en sous-main par le parti communiste et son cache sexe après sa propre interdiction, le « *Congress of Democrats* » ; ainsi qu'une organisation spécifiquement féminine, le « *Blash Sash »,* ou « Echarpe noire ».
Dissous en juin 1950 après le vote du « *Suppression of Communism Act N°44* », le Parti communiste (CPSA) refait légalement surface quelques mois plus tard, sous la forme d'un « *Congress of Democrats* », le COD ou « Congrès des Démocrates », qui l'unit au *South African Indian Congress* (SAIC, parti indien) et qui s'autodéfinit comme « progressiste », avant d'abandonner cette vitrine cache-sexe et de se reformer lui-même de manière clandestine en adoptant le nom de SACP en 1953[268]. Piloté par ce « Congrès », une association d'anciens combattants est fondée en juillet 1951 par l'avocat et député anglophone transvaalien Harry Schwarz, pour protester contre la politique de suppression du droit de vote aux Kleurlinge et soutenir la Cour Suprême dans son bras de fer contre les nationalistes. Prenant le relais de la « *Springbok Legion* » de la décennie précédente (qui avait fini par apparaître comme trop à gauche aux yeux de l'électorat blanc), l'organisation de Schwarz recrute elle aussi des vétérans de la Seconde Guerre mondiale et organise des retraites aux flambeaux dans les grandes villes du pays, ce qui lui vaudra le nom de « *Torch Commando* ». Durant ses cinq années d'existence, avant d'être finalement dissous par un décret gouvernemental en 1956, le « Commando » comptera jusqu'à 250.000 membres, blancs et kleurlinge, y compris Adolf « Sailor » Malan, ex pilote de la Royal Air Force et héros de la guerre –et lointain cousin de Daniel François, puisque tous les Malan d'Afrique du Sud descendent du même ancêtre, Jacques Malan, un Huguenot provençal arrivé au Cap en 1688[269]…

En réponse à la « *Defiance Campaign* », puis à l'adoption de la « Charte de Liberté », le 26 juin 1955, le gouvernement réagit fermement, par la

[268] Le « Congrès des démocrates » finira par être lui aussi déclaré illégal, en vertu de la loi sur la suppression du communisme, par un décret du Ministère de la Justice, le 7 septembre 1962.
[269] Cf. l'autobiographie de Rian Malan, « Mon *cœur de traître* », Plon, Paris, 1991, 392 p. Le journaliste et polémiste anti-apartheid se plaint du fardeau de son nom, mais il décrit en termes attachants les origines de la famille Malan en Afrique du Sud, depuis le premier ancêtre… Pour une vision d'ensemble de l'apport huguenot au *Volk*, on peut consulter Bernard Lugan « *Huguenots et Français, ils ont fait l'Afrique du Sud* », La Table Ronde, Paris, 1988, 296 p.

répression. Le 5 décembre 1956, la police arrête 144 personnes dans des opérations qui se déroulent dans l'ensemble du pays, y compris le Président de l'ANC, Albert Luthuli, et Nelson Mandela. La semaine suivante, 12 autres personnes, dont Walter Sisulu, sont arrêtées. La plupart des leaders de l'ANC, du SACP clandestin et du COD, sont ainsi entre les mains de la Justice. Au total, en vertu du « *Suppression of Communism Act* », 156 personnes, dont 23 Blancs, sont inculpées pour « Haute trahison », mais malgré l'acharnement du Parquet, et les quelque 12.000 pièces que celui-ci présente, les preuves de leur culpabilité ne sont pas réunies. Le procès proprement dit –le « *Treason Trial* »- s'ouvre devant la Cour suprême de Pretoria[270] le 3 août 1958, et se transforme très vite en une formidable tribune politique pour les accusés, défendus avec acharnement par l'avocat « communisant » (d'origine afrikaner…) Bram Fischer, qui finit lui-même par être inculpé… Peu à peu, la Cour abandonne les charges contre les accusés, les uns après les autres, et le 29 mars 1961, les 61 derniers prévenus sont acquittés… Ce procès-fleuve s'achève en camouflet majeur pour le gouvernement, au point que Verwoerd, furieux, limoge le 24 août 1961 son Ministre de la Justice, Frans Christiaan Erasmus (qui prend alors sa retraite politique) au cours d'un remaniement ministériel et nomme à sa place un homme « à poigne », BJ Vorster, pour lui succéder… Au cours de ce même remaniement, PW Botha, alors simple Secrétaire d'Etat au Affaires intérieures, est nommé Ministre du Développement communautaire et des Affaires coloureds.

Une autre forme d'opposition blanche à la politique du NP se développe lorsqu'est fondé le « *Black Sash* » (BS) en mai 1955 par Jean Sinclair, une militante féministe, pour protester contre le « *Senate Act* » et une politique supposée liberticide envers les droits de l'opposition blanche, parlementaire ou non. Sinclair organise meetings et sit-in, au cours desquels les militantes arborent chacune une écharpe noire en guise de signe de ralliement, mobilise étudiantes et journalistes, mais anime également un réseau semi-clandestin de soutien aux victimes non-blanches du système, que ce soit par la mise à disposition gratuite d'avocats ou de lieux de cache pour les militants recherchés ou en instance de départ pour l'étranger. Bon nombre de personnes recherchées par la police pour leurs activités politiques (militants de l'ANC ou communistes, syndicalistes,

[270] Le siège de la nouvelle Cour suprême de Pretoria se situe dans les locaux de l'ancienne « *Old Synagogue* » de la ville (inaugurée en 1898), locaux expropriés par le gouvernement en 1952.

objecteurs de conscience blancs, immigrés clandestins, voire femmes de détenus), passeront par les structures du « Black Sash », Sinclair avouant elle-même s'inspirer (toujours dans une optique « philanthropique », marquée par le moralisme religieux des Eglises anglicanes[271] et évangéliques) du réseau de l'écrivain Harriet Beecher-Stowe[272], qui facilitait la fuite des esclaves noirs américains vers le Canada, avant la Guerre de Sécession. Des femmes comme Ruth Hayman, Mary Renault, Sandra Botha ou Helen Zille[273], vont inlassablement lutter de l'intérieur contre le système, entre 1955 et 1994, date à laquelle l'organisation se transformera en organisation humanitaire non-raciale, placée sous le haut patronage du président Mandela lui-même.

Quant à Strijdom, homme rude aux valeurs patriarcales, il éprouve un mépris souverain pour ces femmes qu'il juge trop « gâtées », féministes bourgeoises et gauchistes, renégates du système. Il ne les prend pas au sérieux, d'autant que la montée en puissance du BS est lente, et que son action commencera à être réellement efficace à partir de 1960, après les évènements de Sharpeville. C'est cette marque de mépris qui explique que, au final, très peu de militantes du BS seront poursuivies devant les tribunaux et condamnées par la justice. Il n'y aura donc pas de martyrs au sein de cette organisation…

Finalement, on peut considérer que Strijdom aura été une sorte de Premier ministre de transition, au cours des quatre années qu'il aura passées à la tête du Gouvernement, quatre années au cours desquelles Verwoerd, qui apparaît de plus en plus comme son dauphin naturel, accroît de façon systématique sa mainmise sur les secteurs-clés de l'appareil idéologico-répressif d'Etat en y plaçant de nouveaux cadres, des « jeunes loups » qui lui sont fidèles.

Une transition presque en douceur entre les Sudistes malanistes du Cap (ségrégationnistes « modérés » ou partisans déclarés du « Baasskap ») et

---

[271] L'Eglise anglicane a toujours été très minoritaire en Afrique du Sud, loin derrière les Eglises calvinistes, presbytériennes, pentecôtistes, et plus récemment noires indépendantes (comme la ZCC, la « *Zion Christian Church* », fondée en 1924) compensant sa faiblesse numérique par un discours politique activiste à soubassement moralisateur.

[272] L'auteur en 1852 du fameux « *La Case de l'Oncle Tom* ».

[273] Maire du Cap de 2006 à 2009, puis Premier ministre de la province du Cap-Occidental depuis mai 2009, Helen Zille, d'origine juive allemande née à Johannesburg en 1951, est Présidente de la « *Democratic Alliance* », principal parti d'opposition (majoritairement blanc et kleurling) à l'ANC, depuis 2007.

les « raciaux-séparatistes » transvaaliens groupés autour de Verwoerd, qui s'apprête à prendre le relais. Il est intéressant de noter que le glissement géographique de l'axe politique vers le Nord au sein des instances dirigeantes du NP a été parallèle à l'évolution démographique : en 1904 la Province du Cap regroupait 46,6% de la population totale de l'Union, contre 24,5% pour le Transvaal, alors qu'en 1985, la province du Cap ne regroupait plus que 21,6% de la population sud-africaine, contre 32,2% pour le Transvaal[274].

[274] En 1985, il faut cependant tenir compte d'un cinquième ensemble, qui n'apparait pas dans le décompte des quatre provinces en 1904, les quatre Bantoustans indépendants (les « TVBC », voir infra, chapitre XI, « L'arrivée au pouvoir »), qui regroupent alors 5,8 millions d'habitants, soit 16,9% des cinq ensembles, les six Bantoustans autonomes étant compris dans les quatre provinces.

XI - L'ARRIVEE AU POUVOIR

Dans l'optique des prochaines élections, Strijdom fait abaisser à la mi-mars 1958 l'âge du droit de vote de 21 à 18 ans. Ce changement renforce mécaniquement la majorité afrikaner, car dans les classes d'âge les plus jeunes, la proportion des Afrikaners est plus importante que dans l'ensemble de la population blanche totale, compte tenu de l'existence d'un différentiel démographique lié à une natalité plus vigoureuse des Afrikaners par rapport aux autres Blancs. En un mois, des milliers de jeunes Afrikaners –garçons comme filles- s'inscrivent sur les listes électorales, s'enthousiasmant ainsi pour un nouveau droit qu'ils doivent à la volonté des nationalistes d'intégrer les jeunes au processus électoral.
Il faut noter que la « *dermocratie* » sud-africaine a été en avance en ce domaine sur d'autres Etats démocratiques occidentaux. Ainsi, le droit de vote fut accordé aux femmes (blanches) en Afrique du Sud en 1930 (en France, la loi date du 5octobre 1944, en Italie en 1946, en Belgique en 1948), et la majorité électorale abaissée de 21 à 18 ans en 1958 (en France, loi du 5 juillet 1974)…

Quelques semaines plus tard, les élections législatives du 16 avril 1958 sont un triomphe pour le NP, qui obtient 103 élus (+9), contre 53 au UP. Les quatre élus indépendants représentant les Kleurlinge du Cap s'assimilent au groupe UP. Un tel triomphe que le journal « *Le Monde* » titre à la une « *Victoire des ultras en Afrique du Sud* »[275]. Le Parti travailliste, le SALP, qui disposait encore de cinq sièges, perd toute représentation parlementaire. Il n'y a plus à l'Assemblée que des députés NP et UP. Défait de peu en 1948, Verwoerd, de nouveau candidat, est cette fois-ci élu député, dans la circonscription de Heidelberg (50 km au sud-est de Johannesburg), dont il sera le représentant jusqu'à sa mort. Il abandonne son siège de Sénateur quelques jours plus tard.

Mais le Premier Ministre n'aura guère le temps de savourer sa victoire. Victime d'une lésion cardiaque et d'un caillot au poumon, ultimes avatars d'un long cancer qui le rongeait depuis déjà plusieurs mois, et l'avait rendu physiquement méconnaissable, épuisé, Strijdom meurt le 24 août 1958.[276] Un caucus parlementaire du NP, députés et sénateurs ensemble,

---

[275] « *Le Monde* », 19 avril 1958, p. 1
[276] Strijdom était surnommé par ses partisans « *Die Leeu van die Noorde* », « Le Lion du Nord ». A l'occasion de son décès, l'ANC remit au goût du jour une chanson, écrite et

se réunit au Cap durant une dizaine de jours, pour désigner un successeur à Strijdom, et nombre de regards se tournent alors vers son fidèle lieutenant, le Ministre des Affaires indigènes, qui est en compétition avec deux autres « durs » du gouvernement : Swart, soutenu par les Orangiens et qui assure l'intérim, et Dönges, à qui de nombreux députés de la Province du Cap –faute de mieux- apportent leur appui.

Le mardi 2 septembre, Verwoerd -porté par les plus radicaux du Parti, et notamment ceux de la branche transvaalienne, en pleine expansion- devient le septième Premier ministre du Dominion, six jours avant son cinquante-septième anniversaire… Pour un enfant d'immigrés, lui-même né à l'étranger, le cas n'est pas courant au cours du XX^{è} siècle…
Ce sont les sénateurs, qui depuis le « le *Senate Act* » de 1955 constituent 35% du total des élus des deux Assemblées et chez qui les verwoerdistes sont très majoritaires, qui ont fait basculer le caucus en faveur de Verwoerd. Celui-ci va donc enfin pouvoir mettre en pratique la vision grandiose qu'il se fait de l'avenir du pays, ce pays qui l'a adopté... Et il compte bien s'en donner les moyens rapidement. Dans son discours d'investiture, devant le Parlement, le 3 septembre 1958, il explique: « *I am absolutely convinced that integration in a country like South Africa cannot possibly succeed… I am seeking justice for all groups…The policy of separate development is designed for the happiness, security and stability provided by their home language and administration for the Bantu as well as the Whites* »[277]. Pour l'heure, il doit vraiment d'imposer comme le « *Leier* » naturel du Parti. Certains élus ne manquent pas d'ailleurs, en privé, d'ironiser sur ses origines étrangères. Aussi, pour s'imposer, choisit-il de réaffirmer très rapidement son orientation républicaine. Le 8 septembre 1958, soit cinq jours seulement après son discours d'investiture devant le Parlement, il affirme lors d'une conférence de presse devant des journalistes étrangers : « *Je désire faire de l'Union sud-africaine une république*

composée en 1939 par le musicien zulu Salomon Linda (1909-1962), « Mbube » (le « lion », en isizulu), traduite et chantée en français comme « *Le lion est mort ce soir* ». Le lion, identifié au pouvoir blanc était bien mort ce soir-là… Une chanson éminemment politique…

[277] « *Je suis absolument convaincu que l'intégration dans un pays comme l'Afrique du Sud ne peut pas réellement réussir… Je cherche la justice pour tous les groupes… La politique de développement séparé est conçue pour le bonheur, la stabilité et la sécurité fournie dans leur propres langues et administrations aux Bantous comme aux Blancs* », in HAD, (House Assembly Debates), col. 5971, 3 septembre 1958.

aussi vite que possible »[278]. Cette annonce n'est d'ailleurs pas fortuite, et elle s'inscrit dans une logique de faits accomplis successifs, calculés et dont il soupèse à chaque fois les conséquences politiques. Car jusqu'au référendum de 1960, Verwoerd sera en liaison permanente et discrète avec le Broederbond, dont le républicanisme a toujours été un des piliers politiques. Wilkins et Strydom rapportent ainsi que le Premier Ministre avait encore consulté la Fraternité sur le sujet en juillet 1959, six mois avant d'annoncer au Parlement la tenue d'un référendum sur la question, le 20 janvier 1960[279]. Et il sait qu'en ce domaine, il peut compter sur la pleine coopération des Frères.

Début novembre 1950, Verwoerd, à peine nommé Ministre des Affaires indigènes, avait créé une Commission, dirigée par le Professeur Frederik Rothman Tomlinson[280], chargée de réfléchir à la mise en place d'une forme d'autosuffisance économique et d'autonomie politique poussée pour les réserves où les Noirs pourraient s'auto-administrer[281]. En 1954, les conclusions du rapport de la Commission (un rapport de quelque 3.755 pages…) serviront de base à la création des Bantoustans, que Verwoerd entend mener progressivement à l'autonomie, puis à l'indépendance, afin de vider de ses Non-Blancs une République blanche réduite en superficie. Il aimait à le répéter : « *Separation does not envision oppression* », « *la séparation n'implique pas l'oppression* »… Lors de la présentation du rapport au Parlement, en février 1954, les débats sont vifs, et Verwoerd s'oppose violemment au leader de l'opposition UP, Jacobus Gideon Nel Strauss, qui craint la naissance de foyers noirs politiquement hostiles à l'Union[282]. En 1969, son successeur à la tête du UP, Sir David

[278] Cité in « *Le Monde* », 9 septembre 1958, p.5.
[279] Op. cit., p.4
[280] Professeur à la Faculté d'Agriculture à Stellenbosch, il devient en 1939 Directeur du « *Department of Agricultural Economics* » à l'Université de Pretoria, poste qu'il occupera jusqu'en 1956. Verwoerd et lui s'étaient connus à l'Université de Stellenbosch, mais ne s'appréciaient guère, même si Verwoerd lui reconnaissait une grande compétence professionnelle. Broeder, Tomlinson est membre du SABRA depuis 1948.
[281] La « *Commission for the Socio-Economic Development of the Bantu Areas* », novembre 1950 – février 1954.
[282] Une partie des débats a été publiée en 1956, par le South African Digest : « *The Tomlinson Debate* », State Information Office, Pretoria, 1956, 31 p. Dans cette publication, on retrouve des extraits des interventions de Hendrik Frensch Verwoerd et de Jacobus Gideon Nel Strauss.

Pieter De Villiers Graaff, lui aussi hostile aux Bantoustans, qualifiera même ces derniers de « petits Cuba en puissance »…

Lorsqu'il devient Premier Ministre, Verwoerd met donc en chantier son « grand œuvre », en s'appuyant sur ce rapport et sur la base légale du « *Group Areas Act* » qu'il a contribué à faire voter en 1950, alors qu'il était encore Sénateur et membre de la Commission des Affaires indigènes. Dans une Afrique en pleine phase de décolonisation, il entend décoloniser les territoires noirs, *« indépendance dans l'interdé-pendance* », dans une optique clairement ethno-différencialiste, souvent mal comprise par les députés et cadres de base du Parti, qui accordent cependant une très grande confiance à leur chef, cet intellectuel brillant. Ce chef qui incarne si bien le « *kragdadigheid* », l'« esprit combattant », qui sommeille au cœur de chaque Afrikaner. Verwoerd abandonne son poste de Ministre des Affaires indigènes, et pour plus d'efficacité opérationnelle, le Ministère est partagé en deux, par décret, le 3 septembre 1958, au lendemain de sa désignation au poste de Premier ministre. Sont ainsi créés un Ministère de l'Administration et du développement bantous (BAD), confié à Michiel Daniel Christiaan De Wet Nel (puis au verwoerdiste zélé Michiel Coenraad Botha à partir de 1963) ; et un Ministère de l'Education bantoue (BE), que va occuper Willem Adriaan Maree (puis Punt Janson, à partir de 1964).

Dans un grand discours prononcé au Parlement, le 18 mai 1959, Verwoerd explique que le pays est à la croisée des chemins et décrit de façon inspirée la vision qu'il a des « Homelands » pour les 20 années à venir, « *The new vision* »[283]… Il est clair avec les députés : « *If it is within the power of the Bantu, the reserves could develop towards full independance* ».[284] A terme donc, l'indépendance complète pour les peuples noirs, une indépendance qui doit être menée progressivement, par étapes, au fur et à mesure de dévolutions successives, dans l'intérêt de tous, et en premier lieu des Noirs eux-mêmes.
Et il passe aux actes. Le 19 juin 1959, il fait voter le « *Promotion of Bantu Self-Government Act N°46* » qui regroupe les 264 réserves africaines existantes et définit des « Autorités territoriales » compétentes sur les plans politique et économique. Dans les semaines qui suivent, le gouvernement

[283] Ce discours célèbre et visionnaire est connu sous le nom de « *New vision speech* ».
[284] « *Si il en est dans le pouvoir des Bantous, les réserves se développeront jusqu'à la complète indépendance* », in HAD (House Assembly Debates), col. 6221, 18 mai 1959.

crée les premiers Bantoustans, le Ciskei et le Transkei, réservés au peuple xhosa (en fait le Ciskei est réservé aux Xhosas occidentaux, en partie métissés de Khoi[285] et plus clairs de peau, tandis que le Transkei est réservé aux Xhosas orientaux, non métissés). Les deux entités sont séparées par le « Couloir du Kei », le Grand Kei, fleuve qui marqua longtemps la frontière entre la Colonie du Cap et la « Cafrerie britannique ». Dans ce « Couloir » sont situées les deux villes blanches (à majorité anglophone) de East London et de Queenstown.
Le 30 mai 1963, le « *Transkei Constitution Act N°48* » permet au Transkei, Bantoustan le plus vaste en superficie (43.654 km^2, soit plus que les Pays-Bas…) et le plus homogène territorialement, de devenir autonome, sous la houlette de son « Chief Minister », Kaiser Daliwonga Matanzima[286] (et il deviendra indépendant le 26 octobre 1976, à l'époque de Vorster). L'élan est donné, vers la grande aventure… La « *décolonisation intérieure* »…

Huit autres Bantoustans seront créés, sous Verwoerd, puis après sa mort (*Bophuthatswana* pour les Tswanas, *Gazankulu* pour les Tsongas-Shangaans, *KaNgwane* pour les Swazis, *KwaNdebele* pour les Ndebeles, *Kwazulu* pour les Zulus, *Lebowa* pour les Pedis, *QwaQwa* pour les Sothos et *Venda* pour les Vendas), toujours par étapes, afin de former et d'impliquer graduellement de nouvelles élites noires dans cette politique. Parallèlement, la SABC créé le 1er juin 1960 « *Radio Bantu* », une branche spécialisée qui émet en direction des Bantoustans des programmes à la fois éducatifs, culturels et de divertissement, en sesotho, isizulu, isixhosa et setswana. *Radio Bantu* émet également et dans les mêmes langues, d'autres programmes, en direction des Noirs vivant dans les townships des zones blanches, des variétés, du jazz, de la musique traditionnelle,

[285] Les Khoi, (autrefois appelés « Hottentots », et encore présents aujourd'hui en tant que tels en RSA, en Namibie et au Botswana) sont les premiers habitants de l'Afrique du Sud et n'appartiennent pas, sur un plan anthropologique, à la race noire. Ils parlent des langues dites « à clics », où plusieurs consonnes sont remplacées par des claquements de langue. On retrouve dans le vocabulaire isixhosa de très nombreux mots (dont le mot « Xhosa » lui-même) prononcés avec des clics, traces de l'influence partielle des Khoi absorbés par les Xhosas occidentaux. Dans la Colonie du Cap, à l'époque de la colonisation néerlandaise (1652-1795) les mélanges raciaux sont fréquents entre les Khoi, les Blancs et les esclaves de ces derniers, d'origines diverses (Indonésie, Malaisie, Madagascar et quelques Noirs achetés aux négriers portugais sur la côte angolaise), ce qui donnera naissance au peuple « métis » actuel, les « *Kleurlinge* » ou « *Coloureds* ».

[286] Neveu de Nelson Mandela, lui-même né dans une lignée xhosa de sang royal, les Thembu.

des informations concernant leurs régions d'origine, avec comme objectif la conservation pour ces Noirs en voie de « détribalisation » de leur conscience ethnique, et la pratique culturelle dans leurs propres langues, alors même que dans les townships se note une tendance de fond à l'acculturation, en anglais ou afrikaans selon les régions, mais aussi en fanakalo, la « lingua franca » des mineurs, largement dérivée de l'isizulu[287]. Ces émissions de Radio Bantu produiront une conséquence inattendue par les autorités : la diffusion à large échelle, et par des canaux officiels, de la musique jazz et « underground » des Noirs, y compris dans les pays voisins de l'Afrique du Sud, et la reconnaissance internationale de musiciens et d'artistes, comme le pianiste kleurling Abdullah Ibrahim, la chanteuse zulu Margaret Singana, ou le groupe vocal, lui aussi zulu, « *Ladysmith Black Mambazo* ».

Quatre des dix Bantoustans (Transkei, Venda, Bophuthastwana et Ciskei, les « TVBC ») obtiendront leur indépendance, reconnue par la seule Afrique du Sud. Vorster, successeur de Verwoerd, n'a ni osé ni voulu aller vraiment au bout de la logique des Bantoustans, comme le souhaitait Verwoerd, à la fois par des investissements massifs permettant l'autosuffisance économique et l'élargissement de l'espace dévolu aux Etats noirs, par un vrai partage spatial du territoire. Vorster se contentera pour les Bantoustans de l'espace déjà (provisoirement) défini sous son prédécesseur, alors que l'un des handicaps essentiels des « Homelands » est justement leur émiettement territorial et leur enclavement sur le sol même de la République blanche : si le Ciskei, le Transkei et le Venda sont relativement homogènes territorialement (respectivement 1, 3 et 3 parcelles sans continuité territoriale), les autres sont éclatés, le Bophutatswana (pourtant indépendant depuis 1977) comptant 7 parcelles, le KwaZulu 8[288]… De même, quatre des Bantoustans (Venda, Lebowa, Gazankulu et

---

[287] Cf. Charles Hamm « *The Constant companion of Man: Separate Development, Radio Bantu and music* », in « *Popular Music* », Vol.10, N°2, Mai 1991, University of Cambridge Press, Londres, pp. 147 – 173.

[288] Cette attitude timorée, et au final largement suicidaire, démontre bien la permanence des mentalités rétrogrades du « Baasskap » au plus haut sommet de l'appareil d'Etat et la vision dominatrice à courte vue d'une grande partie des élites politiques du *Nasionale Party*.

L'exemple de juin 1976 est caractéristique à cet égard. Andries Treurnicht, le très conservateur et ségrégationniste Ministre de l'Education de Vorster (et Président du Broederbond de 1972 à 1974), fait voter le « *Afrikaans Medium Decree* » afin d'imposer aux écoliers noirs des townships l'afrikaans comme langue exclusive d'enseignement. Cet impérialisme ethnoculturel et linguistique que Verwoerd aurait justement considéré comme

KwaNdebele) sont totalement enclavés au sein de la République, sans accès à la mer où à une frontière extérieure…

La même politique de « Foyers nationaux » est rigoureusement appliquée au Sud-Ouest Africain (actuelle Namibie, colonie sud-africaine entre 1919 et 1990), où seront créés dix Bantoustans ente 1967 et 1976, conformément aux recommandations du rapport de la « Commission Odendaal », (voulue et créée par Verwoerd et dirigée par l'ancien Administrateur du Transvaal, Frans Hendrik « Fox » Odendaal), publié début 1964 et dont les conclusions sont rapidement mises en application.
Dans le Sud-Ouest Africain, un de ces Bantoustans (le « *Rehoboth Gebiet* », situé dans le Centre du territoire, au sud de Windhoek), sera même destiné aux « *Basters de Rehoboth* », un peuple original de Métis locaux, afrikaansophones et totalement hostiles aux Noirs[289], alors qu'il n'existe pas encore à l'époque de « Homeland », de Foyer national, pour les Kleurlinge sud-africains eux-mêmes.

Peu à peu, se mettent en place des classes dirigeantes noires dans les Bantoustans, des élites politico-économiques souvent issues des familles princières et coutumières traditionnelles, dont certains de leurs membres ont poursuivi des études supérieures, notamment à l'Université « historique » de Fort-Hare, à Alice, dans le Cap oriental[290]. Des classes

« inadapté » aux Bantous, débouche sur des journées de protestation de la part d'adolescents noirs, soutenus en sous-main par le « *Black Consciousness* » de Steve Biko. Le 26 juin 1976 débordées, les forces de police ouvrent le feu à Soweto sur ces adolescents. La semaine d'émeutes se soldera par la mort de quelque 575 personnes, ce qui contribuera à définitivement discréditer le régime de Vorster aux yeux de l'opinion publique mondiale. Ces dramatiques évènements illustrent également les luttes internes qui déchirent le Broederbond, entre ségrégationnistes (présidence Andries Treurnicht 1972-1974), raciaux-séparatistes (présidence Carel Boshoff, 1980-1983), et « *verligte* » (Gerrit van Niekerk Viljoen, 1974-1980 et Jan Pieter De Lange, 1983-1993). Sur ces luttes internes, Brian M. du Toit « *The Far Right in Current South African Politics* », in « *The Journal of Modern African Studies* », Vol. 29, No. 4 (décembre 1991), Cambridge University Press, Cambridge, pp. 627-667

289 Y compris sur le plan militaire. Dans les années 70, l'armée sud-africaine créera des commandos anti-SWAPO composés de membres d'ethnies non-ovambos, au sein desquels de nombreux « Basters » se distingueront par leur bravoure et leur intrépidité dans les combats de brousse.

290 Fondée par des missionnaires britanniques en 1916, pour y accueillir des étudiants non-blancs de toutes les colonies d'Afrique anglophone, Fort-Hare a formé des générations de cadres africains, y compris nombre de dirigeants de l'ANC. Nelson Mandela, Oliver Tambo, Robert Sobukwe, Gatsha Mangosuthu Buthelezi et Robert Mugabe y furent

dirigeantes, passablement corrompues et affairistes, qui doivent directement leur maintien au pouvoir -et les privilèges qui vont avec- à la politique de Verwoerd et qui sauront souvent se montrer conciliantes avec le pouvoir de Pretoria. Les leaders Lennox Leslie Wongamu Sebe (Président du Ciskei entre 1981 et 1990), Patrick Ramaano Mphephu (Président du Venda entre 1974 et 1988) et Kgosi Lucas Manyane Mangope (Président du Bophuthatswana de 1977 à 1994), opposants farouches à l'ANC et à sa volonté centraliste hégémonique, en seront plus tard des exemples flagrants. D'autres dirigeants, dans les Bantoustans autonomes, comme Cedric Namedi Phatudi au Lebowa (de 1967 à 1993) et Enos John Mabuza au KaNgwane (de 1977 à 1991, avec un court intermède entre juin et décembre 1982, durant duquel l'Afrique du Sud nomme un administrateur, suite à de graves émeutes), seront également accusés par l'ANC et le PAC de collusion avec le pouvoir blanc.
A peine installées, ces élites reproduisent cependant de façon presque caricaturale les pratiques politiques de leurs confrères zaïrois, nigérians, gabonais ou ougandais. C'est d'ailleurs plus cette corruption endémique (et les frustrations qu'elle engendre au sein de la population) que leur politique « étrangère » vis-à-vis du pouvoir de Pretoria, qui leur vaudra une forte impopularité de la part de leurs administrés.

---

notamment étudiants. Sur le campus, les rivalités idéologiques étaient intenses entre les « progressistes » influencés par le communisme européen et la pensée de Frantz Fanon ; et les « africanistes », y compris radicaux (dont ceux de la lignée du PAC puis du « *Black Consciousness* » de Steve Biko), même si tous étaient profondément hostiles à la politique d'apartheid.

XII - LE TOURNANT DE 1960 / 1961

Début 1960, les dirigeants du PAC et de sa branche armée, le « *Poqo* »[291], dirigé par Potlako Leballo, déclenchent une campagne de provocations publiques spectaculaires contre l'obligation du port permanent du « *reference book* » et brûlent publiquement leurs livrets devant les commissariats de police, afin de prendre l'ANC de vitesse et accroître leur popularité naissante parmi les couches les plus actives des townships. Dans cette stratégie, le PAC recherche sciemment l'affrontement, afin de se présenter en martyr et d'enclencher une logique d'affrontements / répression / recrutement. De graves émeutes éclatent, et le 21 mars à Sharpeville, township de Vereeniging (au Sud de Johannesburg)[292], une foule hostile – plus de 3.000 personnes- encadrée et excitée par le PAC, marche sur le commissariat central de la ville. Les policiers, débordés et pris de panique, ouvrent le feu sur les manifestants désarmés. Le bilan de la journée est lourd : 69 morts et plus de 180 blessés.

C'est l'engrenage, la spirale de violence. En protestation contre les évènements de Sharpeville, le 28 mars, l'ANC -désormais dirigé par Nelson Mandela[293]- et le PAC décrètent une grève générale, brisée par la police. En réponse, le 30 mars, Verwoerd, qui fait face avec sang-froid en ces heures graves, proclame l'état d'urgence[294], impose le couvre-feu, mobilise quatre régiments de réservistes de la « *Citizens Force* » et organise une répression impitoyable contre le PAC et l'ANC. Le 8 avril, par 128 voix contre 16, le Parlement vote le « *Unlawful Organizations Act N°34* », une

---

[291] Le « Pur », en isixhosa. Prendra le nom de APLA, « *Azanian People's Liberation Army* » en 1967.

[292] Sharpeville, créé en 1942, était considéré par la municipalité attenante de Vereeniging comme un modèle du genre : sa population avait toujours échappé à l'influence de l'ANC et n'avait jamais participé à aucun des grands mouvements anti-apartheid des années 1950. Pour cette raison, un poste de police avait été construit au centre du *township* avec une petite trentaine d'agents affectés. On sait depuis, grâce aux archives de la police, qu'un nombre non négligeable d'individus dans le *township* étaient des fonctionnaires de police affectés à la surveillance de la population sous couverture.

[293] Né le 18 juillet 1918 à Mvezo, près d'Umtata, au Transkei, originaire d'une famille princière xhosa, les Thembu. Fondateur de la « *Youth League* » (la « Ligue de Jeunesse » de l'ANC) en 1944, il créé le MK fin 1960 et devient Président de l'ANC de 1961 à 1963. Emprisonné (puis placé en résidence surveillée) de 1963 à 1990. Redevenu Président de l'ANC, il est élu 1er Président non-blanc du pays, entre 1994 et 1999.

[294] Comme l'y autorise le « *Public Safety Act* », voté en 1953.

loi qui permet au gouvernement de déclarer illégales et terroristes certaines organisations, et de les dissoudre par décret.
L'application de ce texte rétroactif entraîne l'interdiction immédiate du PAC et de l'ANC, dont la direction désormais clandestine (organisée autour d'Oliver Tambo, qui échappe de peu à la vague d'arrestations) s'exile rapidement à Londres, puis en Tanzanie, et enfin à Lusaka, en Zambie, à partir de 1975.
Plus de 12.000 personnes sont arrêtées par la police, des milliers d'autres prennent le chemin de l'exil. Parmi les exilés, environ 10.000 hommes constitueront des unités paramilitaires du MK, en allant s'entraîner dans des camps militaires en Libye, en Tanzanie, en Ouganda, en Ethiopie et au Ghana. L'état d'urgence est finalement levé par Verwoerd le 31 août 1960, après que le calme soit revenu dans les townships. Le rapport de force est désormais écrasant en faveur des autorités, animées de la « volonté de puissance » et qui montrent leur détermination sans faille à briser la contestation par tous les moyens.

Devant la gravité de la situation, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies est alors saisi par 29 Etats dont plusieurs africains (notamment Ethiopie, Ghana, Libéria et Guinée) et adopte la Résolution 134 le 1er avril 1960, qui exprime sa sympathie aux familles des victimes, déplore la politique d'apartheid et demande à l'Afrique du Sud d'abandonner sa politique de discrimination raciale. Elle mandate le Secrétaire Général, « *en consultation avec le gouvernement de l'Union sud-africaine, à prendre les dispositions qui contribueraient efficacement et respect et principes de la Charte et de faire rapport au Conseil chaque fois que cela sera nécessaire et approprié* ». La Résolution est votée par 9 voix contre 2 abstentions (France et Grande Bretagne). Dag Hammarskjöld –Monsieur H.- se prépare donc à une tournée de consultations en Afrique australe, et des contacts à haut niveau sont pris avec le gouvernement sud-africain, via le Ministre des Affaires étrangères, Eric Hendrik Louw.

Jointes aux récits de massacres raciaux de Blancs sans défense que font les Belges traumatisés, chassés du Congo par la décolonisation chaotique de ce pays et réfugiés en Afrique du Sud ; ces semaines dramatiques font resurgir dans l'inconscient collectif afrikaner la hantise historique de l'« *Oorstroming* », le déferlement des masses de couleur comme des vagues venant écraser leur îlot de civilisation blanche. Cette terreur ancestrale de la submersion (et à partir des années 60, celle-ci prend forme au travers de la baisse tendancielle et qui s'accélère de la proportion des

Blancs dans la population totale)[295] leur fait retrouver le vieux réflexe du « *laager* », le camp retranché constitué des chariots à bœufs établis en cercle défensif autour du feu de camp. La réponse de Verwoerd à cette angoisse existentielle sera simple : le renforcement considérable des moyens des services de sécurité intérieurs. Il sait pertinemment que pour préserver leur mode de vie, les Blancs devront en payer le prix : accélération du partage du territoire et Etat policier en République blanche elle-même, pour que le processus de partage se déroule dans l'ordre. En politique, la fin justifie *toujours* les moyens... Et ce, même si cela doit parfois susciter l'incompréhension de sa base électorale et de nombreux cadres du Parti, qui ne saisissent pas toujours les enjeux réels et la portée radicale de la politique du Premier ministre. Verwoerd ne veut pas d'une « Afrique du Sud de papa », celle dont certains se seraient volontiers contentés. Celle d'une « bonne vieille » politique de ségrégation traditionnelle, basée sur la répression, sans ce côté méthodique, presque mécanique, de la praxis purificatrice verwoerdienne. Il n'y a bien qu'un étranger d'origine (et qui se sent investi d'une Mission par la Providence) qui puisse imposer aux Afrikaners ce type de choix, eux-mêmes n'en ayant eu ni l'imagination ni le courage… Imagination et courage qu'ils n'auront plus après 1966, lorsque la « fenêtre » idéologique et politique verwoerdienne se sera refermée de façon tragique. Ils ne saisiront plus ensuite, leur chance historique…

Car étranger de par ses origines au processus de l'*ethnogenesis* afrikaner, Verwoerd est un prosélyte, un converti à l'Afrikanerdom. Avec tout ce que cela implique en termes de volontarisme, d'existentialisme, mais aussi en termes de capacités à assumer un vécu auquel il est extérieur. Au sens plein du mot –autant mystique et religieux que politique- Verwoerd est un *Croisé*.

---

295 Alors même qu'une démographie vigoureuse avait permis aux Afrikaners de maintenir la proportion des Blancs dans la population totale, celle-ci passe de 20,9% en 1936 à 19,4% en 1960, puis à 17,3% en 1970. La tendance s'accélèrera encore plus par la suite, parallèlement à la baisse du taux de natalité afrikaner, lui-même lié en partie à l'effondrement de la pratique religieuse (la NGK est historiquement la principale « *structure structurante* » afrikaner et encourage ses fidèles à la vitalité démographique), un phénomène à mettre en parallèle avec l'exemple québécois, où les Francophones voient leur natalité s'effondrer en même temps que leur taux de pratique religieuse catholique, face au déferlement anglophone. ***La chute finale de l'apartheid au début des années 1990 a comme cause essentielle la diminution structurelle de la proportion de la population blanche dans l'ensemble sud-africain***, liée à la fois à l'évolution de son mode de vie et aux modifications des structures économiques, cf. Pierre-Olivier Sabalot, in « *Urbanisation et citadinité en Afrique du Sud* », in « *Australes* », p. 66

Le 9 avril 1960, un fermier déséquilibré d'origine britannique, hostile à l'apartheid, David Beresford Pratt, ouvre le feu sur le Premier ministre, à l'occasion de l'ouverture du Rand Easter Show, au Milner Park de Johannesburg, qui rassemble quelque 30.000 visiteurs ce jour-là. Ce Salon agricole annuel, qui se déroule aux environs de Pâques, marquait en 1960 le début des festivités officielles du jubilé de l'Union sud-africaine, créée cinquante ans plus tôt. Grièvement blessé de deux balles, dont l'une à la tête, Verwoerd est emmené aux urgences de l'hôpital de Pretoria. Il survit à l'attentat, et réaffirme sa volonté de poursuivre sa politique, puisque telle semble être la volonté de la Providence, qui l'a épargné. Sur son lit d'hôpital, il confie à Betsie : « *I heard the shots and then I realized that I could still think, and I knew that I had been spared to complete my life's work*. » [296]

Il revient sur la scène publique dès le 29 mai, à peine sept semaines après l'attentat et le 31 mai, au cours du « Festival de l'Union », à Bloemfontein, et appelle « *… les Sud-Africains anglophones à saisir la main tendue par les Afrikaners et à dépasser les antagonismes des deux nations blanches* »[297].

Premier attentat, première alerte…

Le climat est d'autant plus tendu que, quelques semaines auparavant, le 20 janvier 1960, au cours d'un discours dans lequel il pose la question de confiance aux députés, Verwoerd demande au peuple blanc de se prononcer directement sur son avenir institutionnel, en annonçant l'organisation prochaine d'un référendum sur la transformation du pays en République. Ce discours poignant, dans lequel Verwoerd en appelle à la conscience nationale, sera publié par les éditions du NP sous le titre « *Last steps to the Republic of South Africa* »[298]. En toile de fond, se réveille la question du choix d'un nouveau drapeau national, débarrassé de toute référence à l'héritage colonial britannique, que le Bond entend donner à la future République, une idée sur laquelle la Fraternité travaille depuis au moins 1942.

---

[296] « *J'ai entendu les tirs et je me suis ensuite rendu compte que je pouvais toujours penser et je savais que j'avais été épargné pour achever le travail de ma vie* ». Cité in « *Death of The Architect* », in « *Time* », édition du 16 septembre 1966.

[297] Discours repris in « *Die Burger* », Le Cap, 1er juin 1960.

[298] Hendrik Frensch Verwoerd « *Last steps to the Republic of South Africa* », Information Office of the National Party, Pretoria, 1960, 8 p

Deux semaines plus tard, le 3 février 1960, le Premier Ministre conservateur britannique Harold Macmillan, en tournée en Afrique australe, dénonce au Parlement du Cap le système sud-africain, qu'il juge rétrograde dans le contexte de la décolonisation, constatant qu'un « vent de changement » (« *a wind of change* ») soufflait sur le Continent. La réponse de Verwoerd, quelques minutes seulement après l'intervention de Macmillan, fut cinglante : « *The tendency in Africa for nations to become independent, and at the same time to do justice to all, does not only mean being just to the black man of Africa, but also to be just to the white man of Africa.*
We call ourselves European, but actually we represent the white men of Africa. They are the people not only in the Union but through major portions of Africa who brought civilization here, who made the present developments of black nationalists possible. By bringing them education, by showing them this way of life, by bringing in industrial development, by bringing in the ideals which western civilization has developed itself.
And the white man came to Africa, perhaps to trade, in some cases, perhaps to bring the gospel; has remained to stay. And particularly we in this southern most portion of Africa, have such a stake here that this is our only motherland, we have nowhere else to go. We set up a country bare, and the Bantu came in this country and settled certain portions for themselves, and it is in line with the thinking of Africa, to grant those fullest rights which we also with you admit all people should have and believe providing those rights for those people in the fullest degree in that part of southern Africa which their forefathers found for themselves and settled in. But similarly, we believe in balance, we believe in allowing exactly those same full opportunities to remain within the grasp of the white man who has made all this possible. »[299]. Ce discours, prononcé sans note, de

[299] « *La tendance en Afrique, pour les nations, à devenir indépendantes, et dans le même temps, de rendre la justice pour tous, ne signifie pas seulement être justes envers les Noirs d'Afrique, mais aussi être justes envers les Blancs d'Afrique. Nous nous appelons nous-mêmes Européens, mais nous représentons actuellement les Blancs d'Afrique. Ceux-ci sont le peuple qui, non seulement de l'Union, mais au travers de la majeure partie de l'Afrique, a construit la civilisation, et qui rend aujourd'hui possible le développement des nationalistes noirs. En leur apportant la civilisation, en leur montrant un mode de vie, en leur apportant un développement industriel, en leur apportant les idéaux au travers desquels la civilisation occidentale s'est développée elle-même. Et l'homme blanc est arrivé en Afrique, peut-être pour commercer, dans certains cas, peut être aussi pour apporter l'Evangile ; et il y est resté. Et nous avons, en particulier dans cette plus grande partie du sud de l'Afrique, planté nos racines dans ce qui est notre seule Mère-Patrie, nous n'avons nul endroit ailleurs où aller. Nous avons mis en valeur un pays nu, et les Bantous sont venus dans ce pays*

façon improvisée, reste pourtant l'un des plus importants qu'ait prononcé Verwoerd. Il résume une grande partie de sa pensée, surgie du fond de lui-même, et les positions ethno-différencialistes qu'il a toujours défendues.

Cette immixtion publique de la puissance coloniale[300] avait exaspéré Verwoerd et les nationalistes afrikaners et redonné des arguments aux partisans de la République, à peine quelques jours après l'annonce de la tenue du référendum… Une véritable provocation… Au Broederbond, Hendrik Bernardus Thom (Professeur d'histoire et ancien recteur de l'Université de Stellenbosch), puis Piet Meyer, qui lui succède comme Président le 24 novembre 1960, réaffirment bruyamment le républicanisme de la Ligue, accordant leur total soutien au « Frère » Verwoerd. Malgré leur opposition frontale durant les années 1938-1944, lorsque Meyer était un haut responsable de l'OB, les deux hommes se sont réconciliés en 1948 et même s'ils en sont pas spécialement proches, ils s'apprécient, ne serait-ce que parce qu'ils se reconnaissent mutuellement des qualités de meneurs d'hommes et d'organisateurs, des qualités intellectuelles, aussi. Et que définir et mener une politique avec inflexibilité demande que les adversaires ou les rivaux d'hier s'entendent aujourd'hui pour être efficaces. Verwoerd au gouvernement, au grand jour ; Meyer au Broederbond, dans l'ombre : le « politique » et l'« administrateur », deux fauves traquant le gibier ensemble...

---

et en ont peuplé certaines parties, et c'est dans la ligne de pensée africaine que de leur accorder les droits les plus complets ; alors nous admettons avec vous que tout ces gens devraient croire en la dévolution des droits les plus complets possibles dans cette partie de l'Afrique du Sud que leurs ancêtres ont découvert pour eux et dans laquelle ils se sont installés.

Mais de la même manière, nous croyons en l'équilibre, nous croyons exactement aux mêmes opportunités de rester sous la direction de l'homme blanc qui a rendu tout cela possible », cité par Adriaan Nicolaas Pelzer, op. cit.

[300] Rappelons que depuis le « *Statut de Westminster* », entériné le 11 décembre 1931, la Grande Bretagne a reconnu officiellement l'indépendance législative de tous les dominions (territoires d'Outre-Mer à forte population et/ou à domination politique blanche) faisant partie de l'Empire britannique ; le Canada, l'État libre d'Irlande, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Afrique du Sud et le Territoire de Terre-Neuve -ce dernier renonçant en 1949 à son statut de dominion pour rejoindre la Fédération canadienne. Le Souverain du Royaume-Uni reste Chef de l'Etat des dominions, en étant représenté sur place par des « Gouverneurs-Généraux ».

Verwoerd saisit l'opportunité née du discours de Macmillan et accélère alors le processus d'émancipation du pays. Le 3 août 1960, au cours d'une allocution radiodiffusée, il annonce la date qu'il a choisie pour la tenue du référendum, le 5 octobre. Compte tenu du faible délai, les militants du NP et les cadres du Bond se jettent dans la bataille avec une énergie redoublée, multipliant meetings, réunions et conférences. Le Premier ministre sait qu'il joue à quitte ou double, mais ces efforts sont finalement largement récompensés.

Le 5 octobre 1960, convoqués aux urnes, 52,29 % des électeurs blancs (y compris ceux du Sud-Ouest Africain, également appelés à se prononcer[301]) approuvent la transformation de l'Union sud-africaine (qui est une Monarchie dont le Chef d'Etat est la Reine d'Angleterre) en République sud-africaine (RSA). Ainsi, 850.458 électeurs répondent « Oui », et 775.878 « Non ». Sur un plan géographique, le « Non » n'est majoritaire que dans la Province du Natal, province où les Blancs sont anglophones pour leur plus grande majorité, et traditionnellement loyalistes envers la Couronne d'Angleterre, avec 76% de « Non »[302]. Verwoerd en profite pour reparler de la question du drapeau national, comme symbole majeur et ciment d'une nouvelle conscience nationale, et déclarer devant le Parlement, le 30 janvier 1961, en mettant des formes, pour ménager les susceptibilités : *I want to refer, for example, to the symbol of independence, the flag. There was an idea in the minds of many people that another flag would be accepted, not necessarily the flag of one of the former Republics, but something quite new, something that would symbolize not the past, but the changes to come. It was, however, realized that the flag we have was born out of strife and concessions made by the one to the other, and that it is a flag which has, as the only national flag, already become part of the South African tradition. Il was also realized that to bring about changes in that respect now would resulted in renewed strife (...). Therefore it was accepted as a fact –and it certainly caused pain in the heart of many and still does- that the flag which was born through*

[301] Il faut noter que la population blanche du Sud-Ouest Africain, qui constitue à l'époque environ 10% de la population totale, se répartit entre Afrikaners (installés depuis 1920, environ 62%), Allemands (30%), Anglophones sud-africains (7%), et divers (Portugais, Italiens…, environ 1%).

[302] Par Province : *Transvaal* : 406.632 Oui/325.041 Non ; *Cap* : 271.418 Oui/269.784 Non ; *Natal* : 42.299 Oui/135.598 Non ; *Orange* : 110.171 Oui/33.438 Non ; *Sud-Ouest Africain* : 19.938 Oui/12.017 Non. Cf. infra, Annexe III tableau 4.

suffering here in South Africa should be retained»[303]. Et pour lui, en dépit des craintes ou des risques de conflit sur cette question, un nouveau drapeau doit être créé. Cette « question du drapeau », ne sera finalement jamais effectivement tranchée, malgré une nouvelle tentative durant les années Vorster, et le « *Republiekvlag* » restera emblème national jusqu'à la disparition finale du pouvoir blanc, en avril 1994.

Du 6 au 12 janvier 1961, suite au vote de la Résolution N°134 et à l'invitation du Ministre sud-africain des Affaires étrangères, le Secrétaire Général des Nations-Unies, Dag Hammarskjöld, se déplace finalement en Afrique du Sud et rencontre le Premier Ministre le 7 janvier, à Pretoria. L'ambiance est étonnamment cordiale, entre « gentlemen » qui se respectent, et l'entrevue est relativement longue, même si le Sud-Africain et le Suédois ne peuvent que constater leur désaccord total sur le fond. Cette « tournée » est donc globalement un échec pour Hammarskjöld, même si les canaux de négociation restent ouverts, ce qui dénote une politique de « bonne volonté » des deux côtés. Dans son rapport lu devant l'Assemblée Générale de l'ONU le 23 janvier, Hammarskjöld fait part de son constat de blocage complet dans les discussions concernant l'évolution de la politique raciale suivie à Pretoria[304]. Du reste, dans un vaste *Kriegspiel* où tous les coups (bas) sont permis, le Secrétaire Général de l'ONU n'aura guère le temps de méditer cet échec, l'avion DC-6 qui le transporte en direction du Katanga, où il doit rencontrer Moïse Tschombé, le leader sécessionniste congolo-katangais soutenu par les Sud-Africains, s'écrasant le 18 septembre 1961, près de l'aéroport de Ndola, en Rhodésie du Nord, l'actuelle Zambie… Sur la base des travaux

---

[303] « *Je veux me référer, par exemple, au symbole de l'indépendance, le drapeau. C'était une idée dans l'esprit de beaucoup qu'un autre drapeau pourrait être accepté, pas nécessairement le drapeau de l'une des anciennes Républiques, mais quelque chose de tout à fait nouveau, quelque chose qui ne symbolise pas le passé, mais les changements à venir. On pouvait, toutefois, réaliser que le drapeau que nous avons était issu des conflits et des concessions mutuellement, and que c'était un drapeau qui est, comme seul drapeau national, déjà devenu une part de la tradition sud-africaine. On pouvait toutefois se rendre compte que provoquer des changements dans ce domaine entraîneraient de nouveaux conflits (…) C'est pourquoi il a été accepté comme un fait – et celui cl a certainement provoqué de la douleur dans le coeur de beaucoup et le provoque toujours - que le drapeau qui est né par la souffrance ici en Afrique du Sud devrait être conservé.*», Rappelé in ANP Pelzer, « *Verwoerd speaks : Speeches 1948-1966* », op. cit., pp. 437-438.

[304] Pour la tournée d'Hammarskjöld en Afrique du Sud, on peut consulter Jeremy Brown Shearar, « *Against the World, South Africa and the Human Rights at the United Nations, 1945-1961* », Thèse de droit public, University of South Africa, Pretoria, 2007, pp. 275-287

de la TRC, la presse belge[305] a récemment mis en avant la thèse d'un détournement raté de l'avion et d'un tir de missile de la part de mercenaires belges, les « Affreux », largement soutenus à l'époque par les services spéciaux sud-africains, le DMI[306]. La disparition d'Hammarskjöld n'est d'ailleurs pas forcément une bonne nouvelle pour Verwoerd, car le nouveau Secrétaire Général, le Birman Maha Thray Sithu U Thant, qui ne cache pas son hostilité totale envers la politique de développement séparé, aura, vis-à-vis des Sud-Africains, une attitude globalement plus sèche et beaucoup moins conciliante sur la forme, que son prédécesseur.

Sur le fond, Verwoerd se moque bien de l'activité diplomatique du Secrétaire Général, qu'il estime être sans grandes conséquences sur le plan politique intérieur. Il a d'autres priorités. Ainsi, accompagné du fidèle Eric Hendrik Louw, il se déplace à Londres, du 13 au 20 mars 1961, pour expliquer sa position lors de la Conférence Impériale du Commonwealth. Au cours de son séjour londonien, il prononce un grand discours, devant le *South African Club* de Londres, le 17 mars 1961, intitulé « *The truth about South Africa* ». Il explique: « *We want each of our population groups to control and govern themselves, as is the case with other nations. I perceive the development of a Commonwealth of South Africa in which the white state and the black states can co-operate together as separate and independent states. In such an association, no state will lord it over any other*»[307] . Une forme de CEI, de « Communauté des Etats Indépendants », avant l'heure…
En butte à l'hostilité des nations non-blanches, menées par l'Inde de Nehru et le Ghana de Nkrumah, mais également à celle du Premier Ministre du Canada, John George Diefenbaker[308], Verwoerd annonce le 15 mars que son pays se retire du Commonwealth, « *in the interests of South*

[305] Voir l'article « *Des mercenaires belges responsables de la mort d'Hammarskjöld* », dans l'hebdomadaire bruxellois « *Le Vif /L'Express* », édition du 27 septembre 2007.
[306] Sur la TRC, la « *Commission Vérité et Réconciliation* » et sur le DMI, les services secrets militaires sud-africains, cf. infra, chapitre XVI, « L'Assassinat ».
[307] « *Nous voulons que chaque groupe de notre population puisse se contrôler et se gouverner lui-même, comme c'est le cas avec les autres nations. Je perçois le développement d'un Commonwealth d'Afrique du Sud dans lequel l'Etat blanc et les Etats noirs peuvent coopérer ensemble en tant qu'Etats séparés et indépendants. Dans une telle association, aucun Etat ne dominera les autres.* », in Hendrik Frensch Verwoerd « *The truth about South Africa, before the South Africa Club in the Savoy Hotel, London, on Friday, 17th March, 1961* », National Party's Information Service, Pretoria, 1961, p. 10
[308] John George Diefenbaker, (1895–1979). Leader charismatique du « *Parti progressiste conservateur* » (sic) canadien, Premier ministre de 1957 à 1963.

Africa's honour and dignity », ce qui soulève de nombreuses protestations en Afrique du Sud même, de la part de Blancs anglophones, inquiets d'une coupure aussi sèche des liens culturels et politiques avec la Mère-Patrie britannique[309]. Il ajoute que ce retrait prendra effet le 15 mai 1961.

Suite au référendum du 5 octobre 1960, le « *Republic of South Africa Constitution Act N° 32* », qui transforme officiellement l'Union en République sud-africaine, entre en vigueur le 31 mai 1961, jour anniversaire du Traité de Vereeniging (1902, qui mit fin à la Guerre des Boers) et de la création de l'Union (1910). Verwoerd, triomphant, proclame officiellement à Pretoria la République, une République désormais totalement affranchie du colonialisme britannique et qui reprend définitivement son destin en main. Historiquement, c'est la revanche sur la défaite de 1902, la recréation des Républiques boers, le triomphe du nationalisme afrikaner le plus authentique. Malgré la surenchère des partis noirs d'opposition, dont l'ANC interdite qui proclame la grève générale nationale le 29 mai, les festivités célébrant la naissance de la République se déroule de manière exemplaire dans l'ensemble du pays. Cette grève générale ne touche finalement que 10 à 15% des travailleurs noirs, ce qui constitue un échec pour l'ANC, même si dans les mines, le taux de grévistes atteint les 40%.

Charles Robberts « Blackie »[310] Swart, républicain historique, Ministre de la Justice entre 1948 et 1959, puis Gouverneur-général de l'Union depuis 1959, devient le premier Président de la nouvelle République, charge qu'il assumera jusqu'en mai 1967, date à laquelle il prendra sa retraite politique.

Le Commonwealth et les opinions hostiles à sa politique qui s'expriment en son sein comptent peu pour Verwoerd. Pour lui, les vrais enjeux, les vrais problèmes se situent ailleurs. Il est réaliste et sait parfaitement que l'Histoire est un rapport de forces permanent, une lutte quotidienne et d'abord contre sa propre faiblesse. Et que le temps ne joue pas forcément en faveur des nationalistes, qui doivent conserver le cap, même au sein

---

309 Sur ces inquiétudes, et plus généralement sur les attitudes des intellectuels anglophones concernant l'évolution politique et sociale du pays, on peut consulter Paul B. Rich « *Hope and Despair. English-speaking Intellectuals and South Africa, 1896-1976* », British Academy Press, Londres, 1993, 251 p

310 Son surnom de « Blackie » vient du fait que « Swart » signifie « noir », en afrikaans...

de la tempête. Dans un discours qu'il prononce devant le Parlement, le 8 juin 1961, il réaffirme : « … *What is our problem for the future? It is to ensure that this White Republic of South Africa remains White* »[311].

En politique intérieure, après avoir largement contribué à leur avoir fait perdre tout droit politique, Verwoerd accentue la séparation avec les Kleurlinge. En dépit de l'opposition d'une partie importante de l'intelligentsia nationaliste -pour qui les Kleurlinge font partie de la « sphère »[312] des Blancs, car ils partagent avec les Afrikaners un même vécu culturel, linguistique et religieux- Verwoerd fait voter le 3 mars 1961 le « *Coloured Persons Communal Reserves Act No. 3* » et le « *Preservation of Coloured Areas Act N°31* ». Ces deux lois permettent de recenser et de réserver aux Kleurlinge des zones traditionnelles d'habitat dans l'Ouest et le Nord-Ouest de la Province du Cap, là où ils sont majoritaires sur le plan démographique, le « *Kaapland* ». Dans ces zones traditionnelles, les Kleurlinge d'ailleurs sont parfois des Khoisan préservés de tout métissage, et vivant en marge de la société blanche.
C'est un premier pas qui se dessine vers la création d'un « Homeland » pour les Kleurlinge, cette part de la population sud-africaine qui représente pour Verwoerd quelque chose d'ontologiquement criminel, la marque même du péché originel, le métissage. Ils sont une forme de souillure, l'incarnation de la Faute, de ce que les Afrikaners doivent expier pour atteindre la rédemption. Une rédemption vécue en termes politiques, dans le domaine temporel. La séparation est d'autant plus urgente que les Kleurlinge connaissent des taux de croissance démographique très soutenus, certaines années supérieurs même à ceux des Noirs[313], et que leur proportion dans la population totale passe de 8 à 9,4% entre 1946 et 1960.
Dans l'esprit du Premier Ministre ; et contre notamment l'avis du SABRA, hostile à la création d'un éventuel « Homeland » kleurling, ainsi que le souligne le rapport d'une Commission de réflexion dirigée par le Pr. Stephanus Petrus Cilliers (Professeur de psychologie à l'Université de

---

[311] « *Quel est notre problème pour le futur ? Il est de nous assurer que cette République blanche d'Afrique du Sud reste blanche.* », cité par C F J Muller, in « *Five Hundred years: a history of South Africa* », p. 508

[312] « *Kring* ». Cf. l'expression « *Soewereiniteit in eie Kring* ».

[313] Cf. le Tableau 3 de l'Annexe V du présent ouvrage. Cependant, on peut imaginer également qu'une partie de cette croissance exceptionnelle des Kleurlinge soit liée à une plus stricte classification raciale, qui a conduit à reclassifier des Blancs, voire des Xhosas métissés, en Kleurlinge.

Stellenbosch entre 1959 et 1990, plus tard favorable au courant « *verlig* »), consacrée à la « *Kleurlinge vraagstuk* » en janvier 1961[314] ; il faut à terme aller au bout de la logique du développement séparé en brisant les derniers liens (parfois ambivalents) entre Afrikaners et « *Kleurlinge* ». Pour Verwoerd, le partage s'impose : aux Afrikaners l'Afrique du Sud blanche, aux Kleurlinge le Kaapland. Deux Etats distincts, deux Etats afrikaansophones et calvinistes. Dans cette optique, une loi du 28 février 1964 créé un « Conseil représentatif Coloured » (CRC), composé de 30 membres élus et de 16 nommés par le Gouvernement, qui doit progressivement pouvoir légiférer (par dévolution du Président de la République) sur les affaires intéressant la communauté kleurling dans les domaines des finances et de l'administration locales, ainsi que de l'éducation, du bien-être social et des pensions. Le CRC est donc conçu comme un embryon d'autorité politico-territoriale, sur le même principe que le « *Promotion of Bantu Self-Government Act N°46* », du 19 juin 1959, qui créait le cadre juridique donnant naissance au Transkei.

La « question coloured », la « *Kleurlinge vraagstuk* » constituera dès le début des années 1960 la première grande ligne de fracture au sein de la galaxie intellectuelle nationaliste, initiant le débat futur entre « crispés » ou « *verkrampte* » (eux-mêmes divisés entre « raciaux-séparatistes » nostalgiques de Verwoerd et ségrégationnistes partisans de Vorster) et « éclairés » ou « *verligte* »[315] ; opposés à l'époque de BJ Vorster, puis, surtout, de PW Botha, quant à l'évolution politique du pays. Une ligne de fracture s'adossant à celle, plus ancienne, de la différence entre « Nord » et « Sud », entre la vision radicale des nationalistes du Transvaal, et celle, plus policée (mais pas forcément beaucoup plus modérée), des politiciens du Cap. Une troisième ligne de fracture, la « fracture intergénérationnelle » s'étant dessinée dès la prise du pouvoir par le HNP en 1948, la génération 1890/1905 (à laquelle appartient Verwoerd), plus radicale et plus centrée sur le problème racial, s'opposant à la génération précédente (née avant 1885 et qui avait vécu la Guerre des Boers), plus préoccupée par la lutte contre l'impérialisme britannique. La « troisième génération » des politiciens nationalistes, celle née à partir de 1914, se déchirera à l'époque Vorster.

---

[314] Atella J. Norval rappelle cette hostilité du SABRA à l'idée d'un Homeland kleurling, in « *Deconstructing Apartheid Discourse* », op.cit., p.193

[315] A commencer par Piet Cillié (1917-1999), fils de Gabriel Gideon Cillié, ancien Recteur de l'Université de Stellenbosch. Rédacteur en chef de *Die Burger*, entre 1954 et 1977, Piet Cillié fut le fondateur du Département de Journalisme à Stellenbosch en 1978, dont il sera le Directeur jusqu'en 1983.

Du reste, après cette publication du SABRA de janvier 1961, Verwoerd fait procéder quelques semaines plus tard à une « *purge* »[316] au sein du Bureau, qui élimine les éléments les moins favorables à sa politique. Le Professeur Nic JJ Olivier[317], ethno-différencialiste « de gauche » et figure de proue du Bureau, en fera notamment les frais ; tout comme Albert L. Geyer, ancien directeur de *Die Burger* et malaniste notoire.

Par contre, concernant la minorité indienne du Natal, Verwoerd s'en tient à une vision fort orthodoxe, telle qu'elle a été présentée dès les années 40 par Malan lui-même[318] : le rapatriement un jour ou l'autre vers le sous-continent indien d'une minorité allogène récente et inassimilable dans un contexte africain[319], également en accroissement démographique rapide, noyée dans un Natal appelé dans le futur à se séparer de l'Afrique du Sud blanche pour constituer un grand Kwazulu indépendant sous souveraineté zulu.

Des discussions – rapidement infructueuses, d'ailleurs- concernant le sort de la minorité indienne furent même menées en marge de la Session 1948/1949 de l'Assemblée Générale de l'ONU, sous forme d'une « Table ronde » entre L'Afrique du Sud (représentée par Eric Hendrik Louw, alors Ministre du Développement économique), l'Inde et le Pakistan, tous juste indépendants[320]. L'Inde de Nehru (Premier ministre de 1948 à 1964) n'aura de cesse de dénoncer le sort de la minorité du Natal, au sein de diverses organisations internationales, l'ONU, le Commonwealth ou l'UNESCO[321].

---

[316] Le mot de « *purge* » est utilisé par John Lazar, op. cit, p.386, lorsqu'il évoque la crise de 1961 entre Verwoerd et les membres du SABRA.

[317] Pourtant auteur en janvier 1954 d'un très orthodoxe et ethno-différencialiste petit « *Apartheid: A Slogan or a Solution* », de 12 pages, publié par le « *Journal of Racial Affairs* », l'organe du SABRA.

[318] Geoffrey Cronjé publie sur ce sujet « *Afrika sonder die Asiaat. Die blywende oplossing van Suid-Afrika se Asiaatvragstuk* », Ed. Boek en Kunssentrum, Johannesburg, 1946, 206 p. En 1975, dans l'une de ses publications en afrikaans, le SABRA refera le point sur l'historique du peuplement indien en Afrique du Sud et le point de vue nationaliste : « *Die Indiërbevolking van Suid-Afrika : 'n publikasie* », 28 p.

[319] Les pogroms de 1949 ne furent pas les seuls visant des Indiens dans des colonies britanniques d'Afrique. D'autres émeutes raciales eurent lieu au Kenya (1953), à Zanzibar (1963), et en Ouganda (1971), visant des Indiens là encore accusés de collusion avec le pouvoir colonial blanc et d'exploitation commerciale de la misère des Noirs, provoquant la mort de centaines de personnes.

[320] Comme rappelle un article de synthèse publié par le « *Indian News Chronicle* » de New Delhi, sous le titre « *India, South Africa and U.N.O.* », le 25 septembre 1949, p.4

[321] UNESCO dont l'Afrique du Sud s'est retirée en juin 1955, excédée par les critiques.

Pour l'heure, il s'agit de confiner strictement les Indiens pour éviter une extension spatiale du « problème indien »[322], et préparer sa résolution ultérieure, mais de manière réfléchie et systématique. Ainsi, le gouvernement créé le 1er septembre 1961 un « *Department of Indian Affairs* », dépendant du ministère du développement communautaire, spécifiquement chargé des structures éducatives, sociales et politiques intéressant la minorité indienne.
Laissée en instance, la « question indienne » ne sera finalement jamais résolue par les successeurs de Verwoerd…

Pour faire taire les critiques, Verwoerd demande alors au peuple blanc de lui réaffirmer sa confiance par des élections législatives anticipées. Le 1er août 1961, il annonce la tenue d'élections législatives anticipées et demande au Président de la République, Charles Robberts Swart, de dissoudre l'Assemblée. La campagne électorale, courte, est une sorte de référendum pour ou contre la ligne suivie par le Premier ministre. Le 18 octobre 1961, le Parti national remporte 105 des 156 sièges réservés aux Blancs, le UP (qui pris de vitesse, s'est allié en catastrophe à la petite *Nasionale Unie* de Japie Basson[323], le 15 août) 49, le Parti progressiste 1 (Helen Suzman). Un indépendant est élu et les quatre représentants des Kleurlinge se joignent aux Unionistes. De nouveau légitimé, et très clairement, par le suffrage populaire, Verwoerd a les mains libres pour poursuivre l'application de son programme.

[322] Voir l'excellent Fred Alexander « *South Africa's Indian Problem* », in « *Far Eastern Survey* », Vol 19, N°21, 6 décembre 1950, pp. 230-232

[323] Jacob Daniel du Plessis Basson (né en 1918), journaliste proche du UP. Il est député indépendant de Namib (Sud-Ouest Africain) entre 1950 et 1961, puis de Bezuidenhout (est de Johannesburg), entre 1961 et 1980. La *Nasionale Unie* (« Union nationale »), qui regroupe des indépendants, d'origine afrikaner, ne dure que de 1960 à 1962, avant de fusionner avec le UP.

XIII - RELATIONS EXTERIEURES ET STRUCTURES MILITAIRES

Sous Strijdom, puis sous Verwoerd, la préoccupation sécuritaire des dirigeants nationalistes se concrétise aussi par la volonté d'indé-pendance vis-à-vis de la Grande Bretagne et d'une ouverture à d'autres pays anticommunistes partenaires, pour s'intégrer à un vaste « réseau » mondial, dont l'Afrique du Sud serait la sentinelle australe, en s'affran-chissant du poids exclusif de la puissance coloniale. L'Afrique du Sud entend se donner les moyens extérieurs de ses ambitions. Pour ce faire, le pays va s'attacher à développer des structures militaires modernes et autonomes, et déployer une activité diplomatique intense en direction des Etats-Unis, puis de la France gaulliste (qui mène également une politique d'indépendance et de « grandeur » nationales). Initiées de façon enthousiaste sous Malan, les relations avec Israël seront mises en sourdine. Par contre, les dirigeants sud-africains tentent une ouverture en direction de pays asiatiques comme le Japon ou Taïwan, en pointe contre l'expansionnisme communiste chinois.

L'affirmation de la volonté d'indépendance stratégique par les nationalistes est d'abord symbolique, puisque l'Union sud-africaine commence par annexer les modestes Îles du Prince Edouard et Marion, situées à quelque 1.770 km au sud-est de Port Elizabeth en direction de l'Antarctique, par le « *Prince Edward Islands Act N°43* » du 1er octobre 1948.
Cette annexion marque une étape importante, car elle constitue l'élément fondateur –*mythique*, au sens premier du mot- du processus de réappropriation de la puissance. La base permanente installée sur place par la *South African Navy* servira d'ailleurs de point de départ à l'expédition « SANAE »[324], menée en Antarctique en 1960[325], sous la direction de Hannes Le Grange, pour affirmer de façon effective la souveraineté sud-africaine dans une partie de la région du Territoire de la Reine Maud que la Norvège vient de céder à l'Union, et y installer une station scientifique permanente, qui existe toujours aujourd'hui[326]. Verwoerd décorera lui-

[324] « *South African National Antarctic Expedition* ».

[325] L'expédition « SANAE » se déroule donc entre le moment où le « Traité de l'Antarctique » (qui suspend les revendications territoriales sur sol antarctique et le démilitarise totalement) est signé à Washington par 12 Etats (dont l'Union sud-africaine) le 1er décembre 1959 et son entrée en vigueur effective le 23 juin 1961. Partie du Cap le 16 décembre 1959 (jour de fête nationale), sur le brise-glaces norvégien « *Polarbjorn* », l'expédition sud-africaine atteint l'Antarctique le 8 janvier 1960.

[326] Des expéditions SANAE 2, 3, et 4, se sont succédées depuis.

même au Cap l'ensemble des membres de cette expédition de l'« *Antarctic Medal* », lors de leur retour triomphal en janvier 1961, après une année complète passée sur le Continent glacial.

Fin 1948, sur le modèle de la prestigieuse Académie américaine de West Point, Frans Christiaan Erasmus, Ministre de la Défense, décide la création d'une Académie militaire nationale chargée de la formation des officiers de carrière sud-africains, hors du système britannique de Sandhurst. Cette Académie militaire est symboliquement située sur les « *Voortrekkerhoogte* », tout proche du *Voortrekkermonument*, à Pretoria. Elle ouvre ses portes à la première promotion d'élèves-officiers le 1er avril 1950, et les élèves ont le choix entre deux filières, une « scientifique militaire », l'autre « littéraire militaire », sanctionnées par une licence, délivrée par l'Université de Pretoria.[327] Les enseignants sont aussi bien des militaires que des universitaires civils. Plus tard, en 1958, l'Académie militaire sera délocalisée à Malgaskop, près de Saldanha, ville située sur l'Océan Atlantique, et dépendra alors administrativement de l'Université de Stellenbosch.
Au sein de ce « Saint-Cyr sud-africain », l'accent est mis sur le *Verafrikaansing*, l'afrikaans devenant la langue de travail et d'étude favorisée par les dirigeants de l'institution. Peu à peu, les instructeurs militaires anglophones sont remplacés par des Afrikaners, et la caste des officiers s'afrikanerise progressivement. Au fur et à mesure de la formation militaire des officiers, les éléments anglophones ou afrikaners tièdes envers le gouvernement nationaliste sont purgés des structures de commandement, mis à la retraite anticipée ou mutés dans des postes « placards ». Erasmus entend faire de l'armée et de son encadrement en particulier, à la fois une vitrine et un bastion inexpugnable de l'*Afrikanerdom*. « L'Afrique du Sud des Afrikaners », promue et défendue par des Afrikaners…

Le 30 juin 1955 est signé le « *Simonstown Agreement* », entre l'Union et la Grande Bretagne, un accord de coopération navale entre les deux pays, qui rétrocède à l'Afrique du Sud la base de Simonstown, près du Cap que les Britanniques occupent depuis 1806. Une base mixte, à la fois point de

[327] Deon Visser (lieutenant-colonel), « *A brief History of the South African Military Academy, 1950-1999* », in « *Scientia Militaria. South African Journal of Military Studies* », Vol. 49, N°2, Novembre 2004, Faculté de Science militaire, Université de Stellenbosch, Saldanha, pp. 129-146

mouillage extrêmement moderne pour les bâtiments de la SAN, la *South African Navy*, et centre d'écoute radar majeur de l'Atlantique Sud, contrôlant les mouvements des navires tant civils que militaires, qui empruntent la « Route du Cap », en direction de l'Océan Indien et de l'Asie[328]. En vertu de cet accord, la marine britannique aura le droit d'utiliser de façon autonome une partie de la base pour les escales de ses propres bâtiments.

La politique d'accroissement des dépenses militaires va alors s'accélérer, en partie aussi parce que le budget du Ministère de la Défense permet d'investir massivement dans la « Recherche et Développement » et donc de soutenir des projets industriels et les technologies de pointe d'utilisation mixte, civile et militaire, que ce soit dans l'aérospatial, en médecine ou en recherche fondamentale dans le domaine scientifique. Homme de Malan, et quoique finalement assez compétent à son poste, Erasmus est remplacé en 1959[329] par Johannes Jacobus « Jim » Fouché, un technocrate verwoerdiste fervent, né en 1898[330]. Avec Fouché, qui occupe le Ministère de 1959 à 1966, la politique de militarisation de la société sud-africaine devient systématique. Le Budget de la Défense passe de 7% à 17% du Budget de l'Etat entre 1960 et 1964[331], le service militaire actif, obligatoire pour les Blancs, passe de trois mois à deux ans, Fouché appelant « *les mères à abandonner leurs fils pour la défense de leur pays* » , conscient qu'il est du « *formidable prix que nous sommes appelés à payer pour notre protection contre l'agression* »[332]. Le service militaire, comme creuset social où les jeunes Blancs se côtoient au-delà de leurs différences sociales et linguistiques, est également un vecteur idéal d'endoctrinement patriotique et d'explication du sens du devoir envers l'Etat et le peuple. La jeunesse blanche sud-africaine se forme, trempe son

---

[328] Le Dr Raoul Delcorde revient sur l'intérêt stratégique de la « Route du Cap », et sur sa surveillance par la South African Navy, in « *Le jeu des grandes puissances dans l'Océan Indien* », 1993, pp. 24-26.
[329] Pour une vision d'ensemble des « années Erasmus », cf. Roger S. Boulter, « *Afrikaner nationalism in Action : FC Erasmus and South Africa's Defence Forces, 1948-1959* », in « *Nations and Nationalism* », Blackwell Publishing, Oxford, Vol.6, N°3, juillet 2000, pp. 437-459
[330] Homme de même génération que Verwoerd, JJ Fouché sera Président de la République entre 1968 et 1975.
[331] Cité par Paul Coquerel, in « *L'Afrique du Sud des Afrikaners* », p. 229.
[332] Cité par James Barber et John Barratt, in « *South African Foreign Policy. The search for status and security, 1945-1988* », Cambridge Studies in International Relations, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p. 101

caractère, dans l'expérience martiale, dans une ambiance de camaraderie d'autant plus authentique que l'armée sud-africaine sera placée en état d'urgence après les évènements de Sharpeville en 1960, et que les interventions militaires au-delà des strictes frontières du pays vont se multiplier à partir du milieu des années 60, que ce soit au Sud-Ouest Africain pour combattre le SWAPO, au Lesotho pour détruire les bases de l'ANC, ou plus tard en Angola contre le régime marxiste du MPLA, soutenu par les Cubains.
Le 11 mars 1963, Fouché annonce au Parlement que le budget militaire augmentera de 50% au cours de l'année à venir. Son successeur, Pieter Willem Botha accentuera encore cette militarisation de la société, notamment sous le gouvernement Vorster, dont il sera le numéro deux quasi-officiel.

Le 30 janvier 1957, en assemblée plénière, l'Assemblée Générale de l'ONU condamne explicitement pour la 1ère fois l'Afrique du Sud pour sa politique d'apartheid par sa résolution 1016 (XI). Cette condamnation, initiée par des Etats africains comme le Libéria et l'Ethiopie, est un élément accélérateur pour Strijdom, qui fulmine contre une Assemblée Générale où les pays communistes sont en passe de devenir majoritaires. Le « *Rooi Gevaar* » allié au « *Swart Gevaar* », à l'extérieur comme à l'intérieur du pays… Le Ghana de Kwame Nkrumah, entré à l'ONU le 8 mars 1957, soit seulement deux jours après son indépendance, s'ajoute immédiatement à la liste des pays hostiles et s'affirme rapidement comme un des pays des plus en pointe dans la dénonciation de l'apartheid. Un Ghana qui s'aligne sur le bloc soviétique dès juillet 1961, confortant dans leurs certitudes -parfois paranoïaques- les idéologues du NP…

Politiquement, le gouvernement nationaliste effectue au cours de la même année 1957 deux modifications symboliques qui affectent les attributs de l'Etat, et renforcent la marche vers l'indépendance complète du Dominion.
Premièrement, suite à une motion déposée au Parlement le 2 mai 1957 par le député anglophone Arthur Barlow, le drapeau sud-africain, le « *Unievlag* »[333] orange/blanc/bleu, devient le seul emblème national, le seul qui soit désormais habilité à flotter sur les façades des bâtiments publics et dans les cérémonies officielles, alors que depuis la loi du 31 mai

[333] Après la proclamation de la République, 4 ans plus tard, le « Drapeau de l'Union » sera rebaptisé « *Republiekvlag* » ou « Drapeau de la République ».

1928 le drapeau britannique était à égalité avec lui[334]. De même, l'hymne britannique, le « *God saves the Queen* » ne doit plus être joué, le « *Stem van Suid-Afrika* », « l'appel de l'Afrique du Sud »[335], devenant le seul hymne officiel national.
Deuxième modification majeure, l'Armée sud-africaine, l'« *Union Defence Force* », comprenant de façon permanente quelque 11.500 hommes (42.000 en 1967) et environ 180.000 réservistes, est rebaptisée « *South African Defence Force* », ou SADF[336], par le « *Defence Act N° 44* », du 4 juillet 1957. Le Général d'infanterie Hendrik Balzaser Klopper, Chef d'Etat-Major des Armées depuis 1956 et nationaliste convaincu, est confirmé à son poste par le Ministre de la Défense.

Parallèlement au désengagement d'avec la Grande Bretagne, les nationalistes entretiennent de bonnes relations avec les Etats-Unis, à l'époque de l'Administration Eisenhower (1952-1960). Les républicains au pouvoir à Washington appliquent strictement la politique de « *containment* » international du communisme, y compris par des interventions militaires, tandis que sur le plan interne, le Sénateur Joseph McCarthy et sa « *Commission aux menées antiaméricaines* » mènent entre 1950 et 1954 une chasse impitoyable aux sympathisants communistes, ou supposés tels, installés sur le sol américain, ce qui rejoint la politique engagée par le NP contre le « *Rooi Gevaar* ». En 1951, Piet Meyer, empli d'inspiration, dénonce du reste lui-même la « *main de Moscou* » dans les évènements et les troubles qui ont secoué l'Afrique du Sud depuis les années 30, dans un pamphlet peu nuancé[337], publié à Pretoria par la « *Commission d'Action anticommuniste* » (ANTIKOM), une officine de formation idéologique de cadres nationaux-chrétiens, formée par le Broederbond en 1947, et qu'il codirige avec le pasteur ultraréactionnaire Daan De Beer.
Jusqu'en 1960, et le retour au pouvoir des démocrates, les Etats-Unis s'abstiendront ou opposeront leur veto aux projets de résolution hostiles à l'Afrique du Sud présentés au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Le

---

334 Pour l'historique du drapeau sud-africain, cf. Philippe L. Rault « *Requiem for a flag. The South African flag, 1928-1994: an appraisal* », in « *The Flag Bulletin* », Winchester, Massachusetts, N°156, 1994, pp. 2-39

335 Les paroles de ce poème ont été écrites en 1918 par Cornelis Jacobus Langenhoven. Une version anglaise officielle de l'hymne verra le jour en 1952.

336 « *Suid-Afrikaanse Weermag* » ou SAW, en afrikaans.

337 Pieter Johannes Meyer « *Die hand van Moskou in Suid-Afrika: 'n sonderlinge geskiedenis van ongelooflike gebeurtenisse* », éditions de l'Antikommunistiese Aksiekommissie, Pretoria, 1951, 30 p

gouvernement américain autorise notamment l'implantation massive d'entreprises nationales sur le sol sud-africain, dont la localisation et l'environnement politique stable servent de « base » solide d'implantation sur l'ensemble du continent africain, en pleine mutation.
Si Malan et Strijdom sont d'inlassables pourfendeurs de l'« expansion communiste », Verwoerd a une vision plus globale. Il entend faire de l'Afrique du Sud la « *sentinelle du monde libre* », par la modernisation de ses forces de surveillance côtières et de projection aéronavale, à la fois pour assurer à la République sa propre indépendance de frappe, mais également comme relais obligé des navires américains sillonnant la « route du Cap », et en direction de l'Australie. Les parties dévolues à la Marine militaire (la *South African Navy*) des ports de Durban et de Port Elizabeth se voient ainsi agrandies et modernisées, leurs cales sèches rénovées, entre 1960 et 1965. Une grande base aérienne est également construite en 1965 à Katilo Mulilo, dans la « bande de Caprivi », cette fine bande de territoire hyperstratégique du Sud-Ouest Africain, qui jouxte Angola, Zambie, Rhodésie et Botswana. Cette base est conçue pour servir de préstationnement à une force de projection aérienne sud-africaine capable de frapper n'importe quel pays hostile au sud de l'équateur, à commencer par la Tanzanie du Président Julius Nyerere, qui s'oriente vers une politique prochinoise dès sa création [338], et s'affirme immédiatement comme un ennemi résolu du pouvoir blanc sud-africain. Cette base, dénoncée en juin 1965 par le Président zambien Kenneth Kaunda, sera finalement transformée en aéroport civil sous Vorster.

Renouant avec la judéophilie de Smuts –ami personnel du futur Président israélien Chaïm Weizmann- des relations ambivalentes et tumultueuses vont également s'établir à partir de l'époque Malan avec l'Etat d'Israël, dont la naissance en 1948 est concomitante à la prise de pouvoir par les nationalistes en Afrique du Sud[339]. En dépit de la profonde aversion antisémite de nombreux Afrikaners –à commencer par Strijdom et Verwoerd eux-mêmes, forts réticents à l'alliance avec un Etat juif et qui soupçonnent les Juifs sud-africains de « double allégeance »- des contacts sont pris par l'enthousiaste Malan, qui selon la tradition parlementaire sud-

338 Les deux ex-colonies britanniques du Tanganyika et de Zanzibar fusionnent le 26 avril 1964 pour donner naissance à la République Unie de Tanzanie, dont Julius Nyerere, qui dirigeait déjà le Tanganyika, devient Président.

339 Israël se proclame indépendant le 14 mai 1948, exactement douze jours avant la victoire des nationalistes en Afrique du Sud, dans les deux cas contre la puissance coloniale britannique, ce que ne manque pas de souligner Malan.

africaine, est à la fois Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères. Malan, théologien et pasteur de la NGK de formation, est très marqué par les origines vétérotestamentaires du néo-calvinisme sud-africain et se déclare alors officiellement ami du sionisme, qu'il assimile à une résurrection politique de l'Israël biblique, ce qui, accessoirement, dans son esprit, pourrait permettre aux Juifs d'Afrique du Sud de partir vers leur nouvelle patrie... En juin 1953, quelques semaines après les élections générales, il se rend donc en visite officielle en Israël, et déclare à Tel Aviv que « *la conscience qu'ont les Juifs de leur race les aidera à comprendre et à respecter le sentiment identique qu'éprouvent les autres communautés* »[340]. Mais Malan ne fait pas l'unanimité sur cette question au sein du parti et ses deux successeurs prennent de la distance de façon officielle. La réticence et la mauvaise humeur de Verwoerd s'expriment lorsque Israël se joint aux ennemis de l'Afrique du Sud, en votant la résolution N°1663 (XVI) de l'Assemblée Générale de l'ONU, le 28 novembre 1961, qui condamne fermement la politique de développement séparé et appelle l'Afrique du Sud à l'abandonner, au grand dam de Eric Hendrik Louw, présent ce jour-là dans l'enceinte des Nations-Unies et chargé de faire entendre la voix de son pays. Brian Percy Bunting[341] rappelle la position amère du Premier ministre, qui commente ainsi ce vote : « *South Africa did not want to oppress; she wanted to differentiate; and for that reason she believed in Israel. Now we begin to wonder if that support should not be withdrawn* »[342]. Certains dirigeants israéliens craignent même des représailles en Afrique du Sud même contre la minorité juive locale, dont Verwoerd aime à rappeler qu'elle soutient encore massivement les organisations politiques et syndicales progressistes blanches (COD, Progressive Party, NUNSA…), hostiles à la politique de développement séparé[343]. Gideon Shimoni rappelle d'ailleurs combien les rapports sont ambivalents

---

[340] Richard P. Stevens et Abdelwahab M. Elmessiri « *Israël and South Africa : the Progression of a Relationship* », in « *Africa Today* », Vol. 24, No. 2, « *White Rule under Pressure in Southern Africa* », avril-juin 1977, Indiana University Press, Bloomington, pp.75-77

[341] Brian Percy Bunting (1920-2008), fils de Sidney Bunting -un des fondateurs historiques du SACP- journaliste et leader du SACP, député communiste représentant des Noirs du Cap, entre novembre 1952 et octobre 1953.

[342] « *L'Afrique du Sud ne voulait pas opprimer ; elle voulait différencier; et pour cette raison, elle croyait en Israël. Maintenant nous commençons à nous demander si cet appui ne doit pas être retiré* », in « *The Rise of the South African Reich* », op. cit, p. 68

[343] Michael Brecher rappelle les inquiétudes du premier ministre israélien Ben Gourion concernant d'éventuelles représailles contre les Juifs sud-africains, in « *The Foreign Policy System in Israël, Setting, Images, Process* », Oxford University Press, Londres, 1972, p.234

entre les dirigeants du Parti national et la communauté juive[344], tiraillée entre le confort procuré par le statut de « Blancs » que possèdent les Juifs au sein de la grille de classification raciale et les avantages matériels qui sont liés ce statut ; et une vision moralisatrice qui pousse nombre de ses membres à se sentir plus proches politiquement des « dominés » que des « dominants », en soutenant la gauche progressiste. Un soutien politique d'autant plus marqué que la plupart des Juifs sud-africains sont issus de communautés ayant fui les persécutions antisémites en Europe, que ce soit dans l'Empire russe des tsars ou à l'époque encore récente du III[è] Reich nazi, et que beaucoup avaient emmené dans leurs bagages une « *culture politique* » de gauche, qu'elle soit « bundiste » (le « *Bund* », parti socialiste ouvrier juif yiddishophone antisioniste) ou communiste[345].
Sous Strijdom et Verwoerd, les deux Etats auront donc des relations « froides » pour deux pays se revendiquant du même « camp » anticommuniste, les deux hommes n'ayant guère de sympathies pour les Israéliens, même si, bien entendu, ils n'en n'ont aucune non plus pour les Palestiniens. Les relations bilatérales seront donc mises un peu entre parenthèses, comme gelées, l'Afrique du Sud n'ayant aucune représentation diplomatique en Israël.
C'est sous BJ Vorster, puis sous PW Botha –pourtant tous deux ex-militants de l'OB, organisation pronazie …- qu'Israël et l'Afrique du Sud développeront très rapidement et de façon considérable leurs relations, les deux dirigeants sud-africains mettant en avant la situation de « parias » internationaux des deux pays mis au ban de la communauté internationale[346]. Des relations économiques et politiques, lorsque Verwoerd, qui y est peu favorable, aura disparu. Mais surtout des relations militaires, puisque les deux pays développeront en commun leur programme nucléaire, l'Afrique du Sud fournissant l'uranium et la zone d'essais à ciel ouvert, sur le site de Vastrap, dans le désert du Kalahari. Avec comme point d'orgue la tournée triomphale de Vorster en Israël, du 9 au 13 avril 1976, où il est accueilli par le Premier Ministre Yitzhak Rabin, et sa visite au Mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem…

---

[344] En décembre 1963, le South African Bureau of Census and Statistics, estime le nombre de Sud-Africains juifs à 116.066 (3,76% de la population blanche), cité in « *American Jewish Year Book* », vol. 65, 1964, p.336.

[345]Gideon Shimoni « *Community and Conscience. The Jews in Apartheid South Africa* », University Press of New England, Darmouth, USA, 2003, 360 p.

[346] Nathan Weinstock rappelle que les deux pays signent un traité d'amitié dès janvier 1968, in « *Le sionisme contre Israël* », Ed. Maspéro, Coll « Cahiers Libres », Paris, 1969, pp. 154-155. Verwoerd était clairement un obstacle à ces relations spéciales… Un gêneur…

La France gaulliste constitue un autre partenaire économique, politique et militaire alternatif important pour l'Afrique du Sud, et l'*Afrika Instituut* rappelle volontiers le rôle de la France et des Français dans la constitution même du peuple afrikaner, ainsi que son amitié envers le Transvaal durant la Guerre des Boers. Un « *système autonome de relations* »[347] se met en place entre les pays à partir de 1963, qui, dès le départ, présente des avantages pour les deux parties : l'Afrique du Sud contourne l'embargo décrété par l'ONU le 4 décembre 1963, et la France obtient l'uranium militaire « libre d'emploi » nécessaire au développement de sa force de frappe nucléaire stratégique autonome, en s'affranchissant du strict contrôle établi par les Etats-Unis, l'URSS et la Grande Bretagne, qui entendent déjà éviter toute prolifération nucléaire militaire, bien avant le « Traité de Non-Prolifération Nucléaire », le TNP, signé en trois exemplaires, simultanément à Washington, Moscou et Londres, le 1er juillet 1968.
En 1960, la France n'est que le 5è fournisseur de l'Afrique du Sud, les produits français, notamment des biens d'équipement à destination des ménages, ne constituant seulement que 2% des importations du pays, loin derrière la Grande Bretagne (28%), les Etats-Unis (10%), la RFA (10%) et le Japon (4%). En 1976, si la France reste toujours le cinquième fournisseur de la République, sa part dans les importations sud-africaines a doublé, passant à 4% du total, tandis que les Etats-Unis sont devenus le premier fournisseur du pays (22%), devant la Grande Bretagne et la RFA (18% chacun), et le Japon (10%)[348]. Les échanges s'accroissent, la classe moyenne blanche en pleine croissance soutenant la demande en biens d'équipement ménagers.
La France va devenir après l'embargo de décembre 1963 le principal fournisseur d'armes et de matériel militaire dit « défensif » (non visé par l'embargo), notamment antiguérilla[349], à l'Afrique du Sud. De même, les transferts de technologie militaire, sous forme de ventes de licences, se multiplient, notamment dans le domaine aéronautique, les Sud-Africains adaptant par exemple les Mirage F I, puis F III français, à leurs besoins de

---

[347] L'expression est de Daniel Bach, in « *La France et l'Afrique du Sud. Histoire, mythes et enjeux contemporains* », pp. 173-202.
[348] Daniel Bach, op. cit., p. 198
[349] Ces matériels antiguérilla avaient fait leurs preuves durant la Guerre d'Algérie, qui vient à peine de s'achever. En 1963, la France dispose donc désormais d'un parc surnuméraire, un parc plus adapté aux théâtres militaires africains que centre-européens, dont elle souhaite se séparer.

guerre de brousse dans le Sud-Ouest Africain, et plus tard en Angola. Ces achats massifs d'armes, modernisant l'arsenal sud-africain, s'effectuent en parallèle avec l'augmentation considérable du Budget de la Défense sous JJ Fouché puis sous PW Botha, lui-même très impressionné par l'industrie militaire française. En 1966, l'Afrique du Sud est ainsi devenue le troisième client de l'industrie aéronautique française[350], diversifiant considérablement ses approvisionnements.

Toujours dans sa logique de blocage de la pénétration soviétique en direction des « mers chaudes », l'Afrique du Sud souhaite mettre en place une « Organisation du Traité de l'Atlantique Sud », ou OTAS, sur le modèle de l'OTAN[351], mais autonome par rapport à celle-ci, et au sein de laquelle l'Afrique du Sud aurait une sorte de leadership régional. Des contacts autonomes secrets sont pris dès 1964 avec le Portugal (via ses colonies d'Afrique australe) et les régimes autoritaires du « Cône Sud » de l'Amérique latine, à majorité blanche, là où les militaires sont au pouvoir : Brésil (1964-1985), Argentine (1955-1973), Paraguay (1954-1989)[352] et Uruguay (1967-1985). Des premières relations diplomatiques concrétisent ces efforts, et en 1965 une ambassade sud-africaine s'ouvre à Buenos-Aires, ainsi que des légations en Uruguay et au Paraguay. Début 1966, Verwoerd envoie Hilgard Muller entamer une tournée diplomatique en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay, où il est chaleureusement accueilli. En 1969, il visitera de nouveau le Brésil et l'Uruguay. Le Professeur Anthony Leysens[353] note que dès 1969, des officiels américains sont au courant de la tentative de création de l'OTAS. Toutefois, sous de discrètes pressions américaines, cet OTAS en restera à un stade informel, mais l'Afrique du Sud deviendra un fournisseur non négligeable de matériel militaire de combat aux dictatures sud-américaines, dans les années 70 et 80.

---

[350] Daniel Bach, op. cit., p.178

[351] Ou de l'ANZUS, l'alliance militaire qui regroupe depuis septembre 1951 les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle Zélande, pour s'opposer à l'expansion communiste (soviétique, puis chinoise), dans les Océans Indien et Pacifique.

[352] Le Paraguay n'est pas un pays à majorité blanche (les Blancs ne représentant que 3% de la population nationale), mais est peuplé d'une écrasante majorité de Métis clairs de peau. Cependant, depuis 1954, le pays est dirigé par le Général Alfredo Stroessner, fils d'immigrants bavarois, et surnommé « *El Rubio* », « Le Blond »…

[353] In « *South Africa's relations with Latin America (1966-1988)* », Centre for Latin American Studies, UNISA, Pretoria, 1992, 104 p. Les premières années de ces relations, initiées à la fin de l'époque Verwoerd, sont spécifiquement étudiées pp. 7-34.

Dès 1962, des contacts politiques resserrés sont noués avec le Japon ainsi que les régimes autoritaires et anticommunistes d'Asie orientale, Taïwan, Corée du Sud, Singapour[354]. Le Parti national aura du reste rapidement un représentant au sein de la WACL, la *Ligue anticommuniste mondiale*, peu après sa fondation à Taipeh (Taïwan), au début de l'année 1966, par les services secrets militaires taïwanais et sud-coréens. Aujourd'hui, le HNP (le *Herstigte Nasionale Party*) représente toujours l'Afrique du Sud au sein de la WACL, devenue en 1994 la WLFD, la « *World League for Freedom and Democracy* ». La RSA a là encore des ambitions géopolitiques qui débordent largement le cadre africain.
Alors que l'Afrique du Sud est déjà un partenaire économique non négligeable du Japon, Verwoerd entend également s'inspirer des politiques économiques de « capitalisme dirigé » qui permettent, sous ses yeux, le décollage économique et le développement des « Dragons » d'Asie, ces pays aux peuples naturellement disciplinés, sous la férule de régimes militaro-nationalistes. Ce sont pour lui des modèles volontaristes, adaptés à un pays en pleine industrialisation comme l'Afrique du Sud. Les Japonais et les Taïwanais obtiendront d'ailleurs un curieux statut de « Blancs d'honneur » en 1971, afin que leurs hommes d'affaires et investisseurs puissent profiter de l'ensemble des commodités et infrastructures (en particulier dans les lieux publics) réservées aux Blancs.

Le sport va devenir également un des axes de la politique internationale sud-africaine, à la fois comme moyen de briser les boycotts dont est victime l'Union, puis la République, mais également comme voie d'affirmation identitaire en tant que « vitrine » de la conception raciale que le pays se fait de lui-même, des sélections nationales composées de Blancs, pour un pays blanc[355]… Ainsi, le 4 septembre 1965, à Loskop Dam (est du Transvaal), lors du Congrès annuel du *Nasionale Jeugbond*, la fédération de jeunesse du Parti national, Verwoerd prononce un discours dans lequel il réaffirme que les principes du développement séparé forment un ensemble cohérent et qu'ils doivent s'appliquer strictement dans tous les domaines, y compris dans le domaine sportif, *enjeu symbolique majeur*

---

[354] Cf. le très synthétique Marc Aicardi de Saint-Paul, « *Le Japon, Taïwan et l'Afrique du Sud* », in « *Afrique contemporaine* », N°176, octobre 1995, Paris, pp. 42-58.
[355] Jean-Pierre Bodis analyse cette politique au travers de l'exemple emblématique du rugby, in « *Le rugby sud-africain. Histoire d'un sport en politique* », Ed. Karthala, Paris, 2000, 210 p.

d'affirmation identitaire. Pour lui, puisque la tournée sud-africaine des *Springbokke* qui vient de s'achever en Nouvelle-Zélande[356] a été placée sous le régime des pratiques sportives locales (refus de la discrimination raciale et équipe comprenant des Maoris), la réciproque doit être respectée pour la prochaine tournée néo-zélandaise en Afrique du Sud, prévue en 1967. Verwoerd réaffirme donc dans ce « *Loskop Dam Speech* » que les règles et coutumes en vigueur en RSA s'appliquent à tous et que toute sélection étrangère, venant jouer sur le sol de la République et appelée à affronter une équipe sud-africaine, devra respecter les principes de la séparation raciale et ne comprendre aucun joueur non-blanc.[357]

Cette *conception identitaire* du sport n'est d'ailleurs pas, curieusement, sans rappeler celle de la RDA, la République démocratique allemande, Etat qui, à l'époque, entend asseoir sa légitimité politique internationale par une excellence dans les compétitions sportives internationales[358]. Les équipes nationales sud-africaines de rugby, de cricket, ou de tennis, n'affrontent pas seulement des adversaires sportifs. Sur les terrains, ce sont parfois des systèmes sociopolitiques ou des *Weltanschauungen* qui s'affrontent au travers des joueurs, dans une ambiance survoltée de chauvinisme sportif, largement entretenu par les autorités… Le Broederbond pilote d'ailleurs lui-même largement la politique sportive officielle du pays, puisque dans les années 60 et 70, la plupart des dirigeants du comité olympique (le « *South African National Olympic Committee* »)[359], ainsi

[356] Cette tournée d'août 1965 en Nouvelle-Zélande s'est d'ailleurs soldée par une déconvenue sud-africaine, puisque les « *All Blacks* » remportent en cette occasion trois des quatre matches disputés…

[357] Verwoerd explique, durant ce très important discours, que « *I don't want to judge or criticize [the integration of Maori into New Zealand society]. It is part of that country's customs… When we are the guests of another country we have to behave according to their conditions. We will play there in the exact way it has been arranged by New Zealand. Like we subject ourselves to their customs, we expect that, when other countries visit us, they will respect ours… Everybody knows what these are* ». Cité par Douglas Booth, in « *The race game. Sport and Politics in South Africa* », p. 89

Vorster infléchira rapidement cette politique, et laissera jouer sur le sol sud-africain, au nom du « réalisme », des sélections étrangères comprenant des joueurs de couleur. Des sélections néo-zélandaises (comprenant des Maoris, comme en 1970) ou françaises (notamment en 1971, qui comprend Roger Bourgarel), par exemple…

[358] Et accessoirement, souder politiquement sa population autour d'un projet patriotique, plus populaire que les pratiques répressives de la Stasi et de la Vopo…

[359] Cf. Rudolf WJ Opperman et Lappe Laubscher, « *African first Olympians: the story of the Olympic movement in South Africa, 1907-1987* », SANOC Group, Johannesburg, 1987, 68 p. Opperman, Président du SANOC, à la fin des années 60, était lui-membre du Bond.

que de la très symbolique Fédération sud-africaine de rugby (la « *South African Rugby Board* »), et de la Fédération d'athlétisme (la « *South African Amateur Athletic Union* ») seront des Broeders[360].

L'intense lobbying sud-africain n'empêchera cependant pas l'exclusion du pays des instances du Comité International Olympique en 1964, juste avant les Jeux de Tokyo, pour « non-représentativité de sa population » au sein de ses sélections nationales. Un argument qui, avec le recul, s'avère assez spécieux, puisque de nombreux pays ont aligné dans le passé et alignent encore aujourd'hui des sélections nationales qui ne sont en rien représentatives de leur composition ethnique interne, que ce soit l'équipe de football du Brésil dès les années 1950 (voire à partir des années 1990 certaines sélections européennes du même sport, notamment celles de la France ou des Pays-Bas, largement ou majoritairement composées de joueurs de couleur) ou les sélections d'athlètes des Etats-Unis, de la France ou de la Grande Bretagne, à grande majorité composées d'athlètes non-blancs. On pourrait même rajouter à cette liste les sélections de pays communistes : les sélections soviétiques étaient composées quasi-totalement de Russo-Ukrainiens, tandis que les Non-Hans (environ 8% de la population chinoise) sont encore de nos jours systématiquement écartés des sélections chinoises…

Dans le domaine sportif, la politique internationale sud-africaine sera donc globalement un échec, même si certains succès auront pu donner à penser au gouvernement qu'il était sur la bonne voie[361].

---

[360] A l'exception notable du Président de la Fédération de rugby, Danie Craven, Afrikaner plutôt hostile au Bond, mais que ce dernier laisse en place pour des raisons pratiques, Craven ayant été le plus grand sélectionneur qu'aient connu les *Springbokke* au cours de leur histoire, avant de devenir Président de la SARB…

[361] La nomination en 1963, de Frank Walter Waring, comme Ministre des Sports (voir, infra, chapitre XIV, « *detente policy* »), outre son impact politique interne majeur envers la communauté anglophone, s'intégrait aussi sans doute en partie dans le cadre de cette politique sportive. Verwoerd ne laissait jamais rien au hasard dans le domaine du calcul politique…

XIV - « DETENTE POLICY »

Une fois les amarres définitivement larguées avec l'ancienne Métropole, et soucieux de dépasser les vieilles haines entre Blancs et de réconcilier les deux « nations blanches » du pays, Verwoerd intègre en 1963 au gouvernement deux ministres conservateurs anglophones, Frank Walter Waring, ancien international de rugby, nommé Ministre des Sports, et le Sénateur UP de Port Elizabeth, Alfred Ernest Grey Trollip, nommé Ministre de l'Immigration, qui adhèrent tous deux au NP. Ces nominations, fortement médiatisées, constituent une première depuis 1948. Verwoerd renoue ainsi avec la vieille idée de « *Verafrikaansing* », développée par le Broederbond dans les années 30.

Cette même année, celle de la création de l'OUA[362], l'*Organisation de l'Unité Africaine*, qui se déclare d'emblée hostile à sa politique de séparation raciale, Verwoerd lance comme un défi le slogan « *l'Afrique aux Africains* », et jette les premières bases de la « *detente policy* » en nouant des contacts politiques avec le Nigeria, le Malawi et la Zambie, ainsi qu'avec des chefs d'Etats francophones modérés et anticommunistes du Continent noir (Côte d'Ivoire, Madagascar, Gabon, Congo-Brazzaville, Mali). C'est pour lui une politique ambitieuse, car le 4 décembre 1963, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la Résolution 182 qui « *Prie instamment le Gouvernement de la République sud-africaine de cesser immédiatement l'application de ses mesures discriminatoires et répressives, qui sont contraires aux principes et aux buts de la Charte et qui violent ses obligations de Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme* (2è recommandation) ; *Demande solennellement à tous les Etats de mettre fin immédiatement à la vente et à l'expédition d'équipements et de matériels destinés à la fabrication ou à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud* (5è recommandation) »[363]

[362] L'OUA (actuellement Union Africaine), fut officiellement fondée lors du sommet d'Addis-Abeba, le 25 mai 1963. La première préoccupation de ses dirigeants fut de réaffirmer l'intangibilité des frontières, pourtant artificielles et parfaitement illégitimes, car issues de la colonisation européenne…

[363] Extraits du texte de la Résolution N°182, qui comprend 8 recommandations, adopté le 4 décembre 1963, à l'unanimité des membres du Conseil de Sécurité, lors de la 1078è séance.

De l'indépendance du Ghana en 1957, à celle de l'Algérie, en 1962, l'Afrique du Sud avait toujours soutenu les courants sinon hostiles à la décolonisation, (exemple, Verwoerd soutien le CADBA des colons belges lors de l'indépendance du Congo-Léopoldville en 1960 ; et en avril 1961, il se déclare favorable au putsch des généraux à Alger, puis à l'OAS naissante, afin de soutenir le maintien d'une forte population blanche en Afrique du Nord, et par hostilité envers le panafricanisme affiché du FLN[364]), du moins opposés au communisme (sécession katangaise sous la houlette de Moïse Tschombé, entre 1960 et 1963[365]).

A partir de 1963, une page est tournée, celle des remous. L'heure est à la Realpolitik…
Visionnaire, Verwoerd souhaite normaliser la situation de son pays avec ses voisins, dans le respect des spécificités de chacun, appliquant là encore sa vision des « Deux Mondes », mais dans le domaine des relations extérieures. Ses deux Ministres des Affaires étrangères successifs, Eric Hendrik Louw (jusqu'en janvier 1964), puis le Dr Hilgard Muller[366], seront d'actifs artisans de cette politique nouvelle, qui rompt assez nettement avec les conceptions traditionnelles crispées du « *Baasskap* » et du repli sur soi des Afrikaners, dont l'imaginaire mental est encore souvent celui du « *Laager* », du camp retranché défensif constitué par les chariots à bœufs disposés en cercle, pour faire face aux attaques des Noirs.

Verwoerd entend décomplexer son pays vis à vis de l'extérieur, et la marge de manœuvre est large, à la fin de l'année 1965.

A cette époque, l'Afrique australe constitue un « glacis blanc » donnant une profondeur stratégique indispensable à la politique étrangère sud-africaine.

---

[364] Sir Alistair Horne relate cet épisode peu connu de la Guerre d'Algérie, in « *A Savage War of Peace* », Ed. Macmillan, Londres, 1977, p. 445. On peut également consulter à ce propos François Jaques, « *La presse sud-africaine et la guerre d'Algérie* », in Philippe Baudorre (sldd) « *La plume dans la plaie. Les écrivains journalistes et la Guerre d'Algérie* », Presses Universitaires de Bordeaux, 2003, pp.79-89

[365] Sur les liens entre l'Afrique du Sud et le Katanga sécessionniste de Moïse Tschombé, on peut consulter Roger Pfister « *Apartheid South Africa and African States: From Pariah to Middle Power (1961-1994)* », Tauris, Londres, 2005, pp. 33-36

[366] Le Dr Hilgard Muller (1914-1985), qui restera Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Vorster, jusqu'en 1977.

En effet, le Sud-Ouest Africain est annexé à l'Union sud-africaine en 1949 afin de devenir la véritable « cinquième province » de l'Union[367] ; tandis que l'Angola et le Mozambique (où commencent à peine à émerger des guérillas nationalistes noires procommunistes comme le MPLA et le FRELIMO) sont des colonies portugaises, dans lesquelles se sont installées de fortes minorités blanches tenant fermement ces « Provinces d'Outre Mer » d'un Portugal que dirige toujours d'une main de fer le vieux dictateur António de Oliveira Salazar, au pouvoir depuis 1932. L'administration portugaise ne mène pas *stricto sensu* une politique de ségrégation raciale, puisque au sein de ces deux « provinces d'Outre-Mer », commencent à émerger des élites métisses, dont les droits civils et politiques sont quasiment identiques à ceux des colons blancs, mais qui, paradoxalement, vont encadrer les mouvements indépendantistes.
De même, peu après la dissolution de la Fédération Rhodésie-Nyassaland (qui aura duré du 6 mars 1953 au 31 décembre 1963), la Rhodésie du Sud se proclame indépendante de la Grande Bretagne le 11 novembre 1965, sous la houlette de son Premier Ministre Ian Douglas Smith, qui proclame l'UDI, l'« *Unilateral Declaration of Independance* » afin de maintenir la domination de sa minorité blanche (environ 4% de la population), et qui met un place un système de ségrégation raciale inspiré de celui qui fut en vigueur chez son voisin d'Outre-Limpopo jusqu'en 1948. La Rhodésie du Sud (devenue Rhodésie tout court), constitue un allié idéologique et politico-militaire pour l'Afrique du Sud, qui repousse ainsi la « ligne de front » avec l'Afrique noire hostile, jusqu'au Zambèze.
Enfin, les protectorats britanniques du Basutoland (futur Lesotho, totalement enclavé dans le territoire sud-africain), du Swaziland et du Bechuanaland (futur Botswana), peuplés des mêmes Sothos, Swazis et Tswanas que ceux présents (et en plus grand nombre d'ailleurs que dans les dits protectorats…) en Afrique du Sud même, constituent des satellites politiques de la RSA, qui y puise une main d'œuvre noire bon marché et à statut précaire, afin de ne pas utiliser ses propres ressortissants noirs, appelés à devenir eux aussi des étrangers avec la création puis l'indépendance des Bantoustans dont ils deviendront les citoyens. Leur intégration économique au sein d'un « Commonwealth » austral-africain est du reste largement achevée, et en 1964, les chiffres du commerce extérieur des trois territoires sont éloquents : 40% des exportations et 50% des

[367] En 1949 est voté le « *South West Africa Affairs Amendment Act* », qui permet à six députés et à quatre sénateurs de représenter les citoyens blancs du Sud-Ouest Africain au Parlement du Cap. Leur représentation sera abolie en 1981.

importations du Bechuanaland ; 95% des exportations et 90% des importations du Basutoland ; 43% des exportations et 83% des importations du Swaziland ; se réalisent avec la RSA[368].
Surveillés de très près par Verwoerd, qui veille à ce que leur émancipation politique vis à vis de la Grande Bretagne aille dans un sens favorable aux intérêts sud-africains, ces protectorats deviennent indépendants très peu de temps après la mort du Premier Ministre (Botswana le 30 septembre 1966, Lesotho le 4 octobre de la même année, et Swaziland, le 6 septembre 1968)[369].

Des contacts sont pris avec des pays noirs anglophones situés au-delà du « glacis blanc », notamment avec le Nigeria du Président Abubakar Tafawa Balewa en 1962[370], mais surtout avec le Malawi où le Dr Hastings Kamuzu Banda impose un régime dictatorial anticommuniste dès l'indépendance, proclamée le 6 juillet 1964. Jan Frederick Willem Haak, à peine nommé Ministre des Mines et de la planification[371] se rend sur place mi-août 1964 pour évaluer les besoins, et il signe le 24 août un premier accord, certes limité, concernant la double taxation des produits que la RSA exporte vers le Malawi, mais cet accord résonne comme un coup de tonnerre au sein de l'OUA. L'Afrique du Sud servira de relais à ce pays pauvre et enclavé, sans accès à la mer, important de la main d'œuvre et fournissant ingénieurs, médecins, capitaux et armements. Banda lui-même,

---

[368] Cf. Tableau 8 de l'Annexe V

[369] Le fait que ces protectorats ne soient devenus indépendants *QU'APRES* la mort de Verwoerd (le Botswana et le Lesotho dans le mois qui suivit, et le Swaziland exactement deux ans, jour pour jour, après son assassinat) n'est pas neutre sur un plan politique. En effet, historiquement, les souverains de ces trois territoires avaient demandé à passer sous protectorat britannique, à l'extrême fin du XIXè siècle, pour justement éviter de tomber sous la domination politique des deux Etats boers, alors indépendants et en expansion.
Verwoerd avait envisagé la possibilité de modifier les frontières entre l'Afrique du Sud et ces trois protectorats, en cédant à ces derniers la souveraineté sur les réserves, appelées à devenir Bantoustans (respectivement Bophutatswana, QwaQwa et KaNgwane), à population tswana, sotho et swazi, permettant là encore de « vider » la République blanche d'une partie de ses Noirs, et dans ce cas, de façon à la fois très rationnelle et conforme à une vision ethno-historique.

[370] L'initiative tourne court rapidement, car si le Président nigérian est viscéralement hostile au communisme, il n'en demeure pas moins un opposant résolu à la politique de développement séparé. Après le renversement et la mort de Balewa lors du putsch militaire du 15 janvier 1966, les relations déjà peu suivies entre les deux pays prennent fin définitivement.

[371] Suite à un remaniement ministériel partiel, le 4 août 1964, après le retrait de Paul Oliver Sauer, qui prend sa retraite politique.

conscient de la pauvreté de son pays et des faibles atouts socio-économiques dont celui-ci dispose, critique dès 1965 la ligne hostile à Pretoria défendue par l'OUA et proclame qu'il « *s'allierait avec le diable si nécessaire pour assurer la prospérité de son pays* ».[372] Cette vision réaliste des rapports de force est partagée du reste par plusieurs autres chefs d'Etat du Continent, même si elle reste souvent dans l'ordre du non-dit, beaucoup souhaitant directement commercer avec la seule puissance industrielle continentale, afin de s'émanciper de la pesante emprise économique néocoloniale des anciennes puissances colonisatrices. C'est le constat que dresse notamment le Président rwandais Grégoire Kayibanda, dès 1964 et l'annonce du « coup de tonnerre » malawien.
C'est dans cette brèche que –à partir de 1974- s'engouffrera Vorster, successeur de Verwoerd, qui continuera avec un certain succès cette ouverture en direction de la Zambie du Président Kenneth Kaunda et du Liberia du Président William Richard Tolbert[373].

Mais c'est surtout en direction de certaines anciennes colonies françaises que l'Afrique du Sud va orienter ses efforts. Sur une base à la fois anticommuniste et antibritannique, des contacts sont noués avec la France gaulliste, notamment via les « réseaux Foccart », omniprésents dans les années 60 et 70 dans les anciennes colonies françaises d'Afrique.
Une « *relation triangulaire* »[374] qui permet également à la France d'accroître son influence dans une Afrique australe où elle est historiquement absente. Pierre Messmer, Ministre de la Défense entre 1960 et 1969, puis Premier ministre entre 1972 et 1974, sera un des plus ardents défenseurs de cette « *detente policy* », tournée contre la progression communiste en Afrique[375], qu'elle soit soviétique ou chinoise.

En plein boom économique interne, l'Afrique du Sud dispose de capitaux en excédent. Les investissements sud-africains s'accroissent alors rapidement dans les îles voisines de l'Océan Indien, à Madagascar (où le Président Philibert Tsiranana et son ministre des Affaires étrangères et Vice-Président, Jacques Rabemananjara, accueillent à bras ouverts les Sud-

---

[372] Hubert Deschamps, « *Histoire générale de l'Afrique noire* », tome II, p. 625
[373] Une rencontre « historique » aura d'ailleurs lieu à Monrovia entre les deux hommes, le 15 février 1975.
[374] L'expression est de Daniel Bach, op. cit., p. 208.
[375] Ibid., pp. 173-202.

Africains, qui réaménagent le complexe touristique de Nosy-Be)[376] ; à l'Île Maurice (ou la puissante communauté créole blanche des « Franco-Mauriciens » sert de relais local avec enthousiasme, d'autant que nombre de ses membres vivent en Afrique du Sud) ; et aux Seychelles ; puis plus tard aux Comores ; dans une logique de « coprospérité » de l'Océan Indien sud-occidental, dans laquelle l'Afrique du Sud joue un rôle de véritable « *Métropole de substitution* », apportant capitaux, ingénieurs et médecins. Le développement très important du port industriel de Richards' Bay, sur la côte du Natal, orienté vers les Océans Indien et Pacifique, contribue d'ailleurs à réorienter les efforts d'exportation du pays vers des zones encore peu concurrentielles, mais qui ne demandent qu'à s'ouvrir au développement économique apporté par une puissance régionale, rompant avec l'hégémonisme anglo-américain. De même l'ouverture progressive de lignes aériennes par la *South African Airways*, au départ de Johannesburg, permet jusqu'au milieu des années 70 à de nombreux touristes sud-africains issus de la classe moyenne de découvrir à moindres frais des destinations « exotiques » situées dans les îles de l'Océan Indien… Et de se confronter à des réalités de coexistence raciale plus pacifique que dans leur propre pays, y compris sur le plan sexuel, puisque les relations interraciales sont strictement interdites et passibles de prison sur le territoire sud-africain même depuis 1950…

Dès l'époque de Verwoerd d'intenses échanges économiques et culturels entre Musulmans[377] commencent à voir le jour au sein du vaste « *continuum indianocéanique* »[378], où les communautés d'origine indienne (tant musulmanes qu'hindoues) sont nombreuses et dynamiques. Porté par le

---

[376] Dans un entretien privé avec l'auteur à Paris, en 1995, Jacques Rabemananjara (lui-même marié avec une Française) évoquera l'idée de Tsiranana que la lutte contre l'apartheid passait par l'ouverture des frontières, afin que les Sud-Africains blancs puissent constater par eux-mêmes les effets de l'harmonie raciale régnant dans la Grande Île… Pour le détail des relations avec Madagascar, cf. le mémoire de DEA de Pierre-Olivier Sabalot « *Les relations entre l'Afrique du Sud et Madagascar 1961-1992* », IHPOM, Université de Provence, 1992, 175 p.

[377] L'Afrique du Sud regroupe sur son sol deux communautés musulmanes distinctes, toutes deux d'ailleurs issues du monde de l'Océan Indien, les « *Cape Malays* » (Kleurlinge musulmans de la région du Cap, descendants d'esclaves indonésiens et malaisiens importés au Cap par les Néerlandais entre 1707 et 1795, et non convertis au christianisme), et de nombreux « Asiatiques » originaires du subcontinent indien (actuels Pakistan et Bangla Desh), groupés essentiellement dans la Province du Natal. Cf. Pierre-Olivier Sabalot, in « *Urbanisation et citadinité en Afrique du Sud* », op. cit., p. 73.

[378] L'expression est du Professeur Hubert Gerbeau, de l'Université d'Aix en Provence.

« *revival* » musulman ambiant, un « *Muslim Judicial Council* » discrètement soutenu et contrôlé par les autorités, voit le jour à Durban en 1965 pour rendre cohérente la jurisprudence des imams sud-africains (en particulier en ce qui concerne les affaires civiles et la certification *hallal*), mettre en place des écoles coraniques, récolter et placer dans des institutions caritatives le produit du *zakat* (l'aumône légale musulmane), développer des échanges culturels avec le Pakistan et l'Arabie saoudite et organiser dans des conditions satisfaisantes le pèlerinage à La Mecque, le *Hajj*, pour les quelque 200.000 Musulmans sud-africains officiellement recensés en 1960[379]. Le gouvernement n'a pas grand-chose à craindre de ses ressortissants musulmans, historiquement toujours plus préoccupés par l'organisation sociale et culturelle de la « *Oumma* » locale que de revendications politiques. Et ce d'autant que, sociologiquement, les Musulmans sud-africains, dont beaucoup appartiennent à des classes sociales d'artisans, de petits commerçants et de professions libérales, sont plutôt conservateurs, sur le plan des valeurs morales aussi bien que politiques.
Ouverte sur cet Océan sur 2 082 km de côtes, l'Afrique du Sud se veut donc aussi une puissance de l'Océan Indien, contrôlant la route du pétrole qui va du Moyen Orient à l'Europe et aux Etats-Unis, en passant par le Cap… Une route qui sera de nouveau hyperstratégique avec la fermeture aux supertankers (de plus en plus puissants et nombreux) du Canal de Suez par le Colonel Gamal Abdel Nasser, en 1967…

De même, l'Afrique du Sud qui ne produit pas de pétrole, sera un client non négligeable du Gabon (dirigé depuis décembre 1967 par Albert Bernard Bongo Ondimba[380]), pétrole payé en or au marché noir, pour cause d'embargo économique… Gabon où les Sud-Africains passent plusieurs accords scientifiques, techniques et commerciaux, y compris en inaugurant une liaison aérienne directe entre Johannesburg et Libreville, qui permet à la compagnie sud-africaine (la SAA) de contourner l'embargo aérien décrété par l'OUA en 1965, et de faire des escales techniques en Afrique même au cours de ses vols intercontinentaux. De même, les Sud-Africains écoulent des produits agricoles (légumes, fruits, viande),

[379] Ebrahim Mohamed Mahida cite le chiffre de 196.372 Musulmans, in « *History of Muslims of South Africa. A chronology* », Arabic Study Circle, Durban, 1993, p. 93

[380] Qui devient « Omar Bongo » en 1973, lors de sa conversion à l'islam. Conversion « politique » et opportuniste qui permet au Gabon (où les Musulmans ne représentent que 0,5% de la population), de devenir finalement membre de l'APPA, l'Association des pays producteurs de pétrole africains, liée à l'OPEP, en 1987.

d'origine rhodésienne, au Gabon, qui sont en partie consommés sur place et en partie réexportés vers l'Europe.

Dans la foulée de cette politique voulue et initiée par Verwoerd lui-même, Vorster ouvre le dialogue en direction de la Côte d'Ivoire de Houphouët-Boigny (les relations s'étaleront entre 1969 et 1975, et Vorster sera reçu à Yamoussoukro le 22 septembre 1974 par le Président Houphouët-Boigny, en présence du président sénégalais Léopold Sédar Senghor[381]), du Dahomey, futur Bénin (1969-1972) et de la République centrafricaine[382](1968-1974), notamment grâce à la continuité dans l'action de l'inlassable Hilgard Muller, qui aura été le Ministre des Affaires étrangères des deux Premiers ministres, et au soutien poussé des universitaires et des chercheurs de l'« *Afrika Instituut van Suid-Afrika* », fondé en 1960 par la volonté expresse de Verwoerd[383], qui entend disposer ainsi d'outils de réflexion intellectuelle adaptés à sa politique de « détente ». En revanche, les tentatives d'ouverture en direction du Mali et du Congo-Brazzaville n'aboutissent à rien de concret pour les Sud-Africains, malgré les efforts des « réseaux Foccart », pilotés depuis Paris.

Cependant, après 1975, toutes ces ouvertures ont abouti à des impasses, car les motivations qui poussent les différents acteurs dans la voie du « dialogue » s'avèrent trop différentes : souhait de briser leur isolement politique et économique de la part des Sud-Africains, volonté de faire évoluer le régime sud-africain de l'intérieur pour les dirigeants noirs francophones. Vorster, le rétrograde, porte la plus grande part de responsabilité dans cet échec. Il préfère le retour à la bonne vieille politique du « Baasskap », qui sera directement à l'origine de la cassure constituée par les émeutes de Soweto en juin 1976. Comme d'autres voies nouvelles ouvertes par Verwoerd, la « *detente policy* » se heurte au manque de courage politique et à l'inertie de trop de cadres du NP.

---

[381] Daniel Bach , op. cit., p. 213.

[382] Dirigée depuis le « *putsch de la St Sylvestre* » 1965/1966 par le très francophile colonel Jean-Bedel Bokassa, qui organisera avec les Sud-Africains, et à son profit, un vaste système de commercialisation de diamants, dont son pays est un gros producteur.

[383] L'A.I., dont le siège est à Pretoria, existe toujours. Sa revue « *Africa Institute Bulletin* », à laquelle participent depuis 1960 des universitaires de haut niveau (dont plusieurs enseignaient à la *Randse Afrikaanse Universiteit* ou à l'Université de Pretoria, comme le Dr GME Leistner), a publié de nombreux dossiers consacrés à la place de l'Afrique du Sud au sein du continent et aux relations issues de la « *detente policy* ».

Pour l'heure, soucieux d'améliorer l'image de la République, qui s'est largement dégradée en Afrique –mais pas seulement…- après les évènements dramatiques de Sharpeville en 1960, Verwoerd souhaite faire créer une chaîne de radiodiffusion spécifiquement tournée vers l'étranger, et en particulier vers l'Afrique. Le 27 octobre 1965, en présence du Premier ministre, qui en inaugure les locaux et donne une première interview exclusive, la SABC lance « *Radio South Africa – The Voice of South Africa* », qui émet en direction du continent africain, en une dizaine de langues, dont l'afrikaans, l'anglais, le français, le portugais, le swahili, le malgache… Le Dr Piet Meyer, également présent lors de cette inauguration, émet le vœu que « *Radio South Africa* » devienne, sur le continent africain, l'équivalent de « *Radio Free Europe* », qui émet –dans leurs langues, allemand, tchèque, polonais, hongrois…- des programmes anticommunistes de soutien en direction des peuples des pays socialistes d'Europe de l'Est. Considérée par l'ANC –et à juste titre, d'ailleurs- comme un outil de propagande au service du régime blanc[384], *Radio South Africa* cessera d'exister en tant que telle en 1992, se transformant en « *Channel Africa* », plus neutre sur le plan politique…

---

[384] Cf. par exemple l'article « *Portrait of the Enemy: Dr Piet Meyer, Chief of Radio* », in « *Secheba* », Journal de l'ANC, clandestin, (Archives de l'ANC à l'Université de Fort Hare /Alice), Vol. 4, N°3, Mars 1970, pp. 18-19

XV - L'AFFIRMATION DE LA PUISSANCE

Mais si le pays s'ouvre à l'extérieur, en revanche, à l'intérieur, la répression contre les ennemis du système s'accélère.

Créé clandestinement fin 1960 par Nelson Mandela comme branche armée de l'ANC, l'« *Umkhoto we Sizwe* » (MK, le « fer de lance de la Nation », en isixhosa), déclenche sa première action terroriste en choisissant la date symbolique du 16 décembre 1961[385]. Au cours de cette première « nuit bleue », cinq bombes explosent à Johannesburg et cinq autres à Port Elizabeth, endommageant des bâtiments de la Poste et du Ministère de l'Administration et du Développement bantous, ainsi que des postes transformateurs électriques.
Largement infiltrée par des militants du CPSA[386] (interdit depuis la loi de 1950 et réactivé de façon clandestine depuis 1953, sous le nom de SACP), l'ANC cède la direction stratégique du MK aux communistes dirigés par Joe Slovo, (de son vrai nom Yossef Mashel Slovo) un Anglophone juif d'origine lituanienne, colonel du KGB, qui organise une campagne de sabotages, soutenue par les services secrets soviétiques. Jusqu'à fin 1963, plus de 300 actes de sabotage seront perpétrés sur le sol de la République.

Pour répondre à cette campagne d'attentats, le gouvernement prend rapidement des mesures énergiques, strictes et radicales. Verwoerd fait voter le 26 juin 1962 le « *General Amendment Act (Sabotage Act) N°76* », qui crée le crime de sabotage, permet l'internement administratif dans ce domaine et alourdit les condamnations dont sont passibles les saboteurs, jusqu'à la peine de mort, avec un minimum de cinq ans incompressibles. BJ Vorster, à son poste de Ministre de la Justice, fait preuve d'un zèle tout particulier pour inciter les tribunaux à prononcer des peines lourdes et de portée exemplaire.

Le 11 juillet 1963, dix-neuf personnes, dont Walter Sisulu, sont arrêtées dans la ferme « Liliesleaf », à Rivonia, dans la banlieue Nord de Johannesburg, une ferme louée par le peintre communiste juif Arthur Goldreich,

---

385 Anniversaire de la Bataille de Bloedrivier, ce jour de fête nationale est très porteur de *Sens* pour les Afrikaners.

386 Sur l'infiltration de l'ANC par le SACP et les liens organiques tissés entre les deux organisations, on peut consulter Stephen Ellis et Tsepo Secheba « *Comrades against apartheid. The ANC and the South African Communist Party in Exile* », et en particulier les pages 26 à 51, concernant la période 1951-1968.

et qui est devenue le QG du SACP. La police découvre des plans pour renverser le gouvernement par le terrorisme, l'« Opération *Mayubuye* »[387], ainsi qu'une cache d'armes. Les plans découverts précisent que l'ANC est en voie d'acquisition ou de fabrication d'un véritable arsenal : quelque 210.000 grenades à main, 1.500 dispositifs à retardement, et de quelque 48.000 mines antipersonnel. Largement de quoi organiser une guérilla urbaine.

Le « Procès de Rivonia » s'ouvre le 9 octobre 1963 et s'achève le 12 juin 1964[388], un peu comme le « deuxième round » du « *Treason Trial* » de 1956-61, la revanche des autorités sur l'opposition intérieure. Accusés de terrorisme et de haute trahison (221 chefs d'inculpation leur seront signifiés), les trois leaders de l'ANC interdit, Nelson Mandela, Walter Sisulu et Govan Mbeki[389], sont condamnés à la prison à vie, malgré les pressions du Ministre de la Justice, BJ Vorster, qui souhaite publiquement leur pendaison. Ils purgeront une grande partie de leur détention au pénitencier de Robben Island, une petite île au large du Cap, ancienne prison pour lépreux et devenue officiellement, le 1er avril 1961, prison de haute sécurité pour détenus politiques. Il est possible que la campagne internationale de soutien envers les prévenus ait joué un rôle dans la clémence relative de ce verdict.

En d'autres occasions, le système judiciaire sud-africain se montrera plus impitoyable. Le 24 juillet 1964, une bombe explose à l'heure de pointe à la Gare centrale de Johannesburg, tuant une jeune femme blanche. Le responsable est rapidement arrêté par la police et revendique fièrement son acte. Il s'agit d'un jeune étudiant anglophone, militant blanc membre de l'ANC, Frederick John Harris, qui déclare avoir agi en réponse au verdict du « Procès de Rivonia ». A titre d'exemple, il est condamné à la peine capitale et pendu à la prison centrale de Pretoria[390] au matin du 1er avril 1965.

---

387 A la fois manifeste de MK, autojustifiant la lutte armée et plan d'action pratique détaillé.

388 Il faut noter que le très conservateur *Deputy Attorney General* (Procureur Général) du Transvaal, qui dirige l'accusation, Percy Yutar, est de confession juive, et que dans ses réquisitions, il reprochera, comme circonstance aggravante, leur judéité à plusieurs des accusés communistes blancs, dont Arthur Goldreich, Denis Goldberg, Lionel Bernstein et Bob Hepple.

389 Govan Mbeki (1910-2001), dirigeant important de l'ANC et du SACP, père de l'ex-Président Thabo Mbeki

390 Une prison réservée aux détenus blancs, puisque l'Administration pénitentiaire sud-africaine applique évidemment elle aussi la politique de séparation raciale.

Parallèlement, Verwoerd brise la contestation des Blancs hostiles au régime. L'opposition parlementaire anglophone (le UP)[391] s'érode peu à peu, réduisant sa visibilité politique aux banlieues huppées déconnectées des réalités socio-économiques du pays, car de plus en plus d'Anglophones des classes moyennes sont séduits par la politique rassurante de Verwoerd, qui leur assure une sécurité et un confort matériels appréciables en ces temps de mutation.
La censure est encore renforcée par le vote, le 14 mars 1963, du « *Publications and Entertainment Act N°26* », qui crée un organisme public (le « *Publications Control Board* » ou PCB) chargé du contrôle des publications, des films et des spectacles publics. Verwoerd refuse également l'introduction de la télévision en Afrique du Sud, car il craint –à juste titre- que celle-ci, même surveillée par le PCB, ne finisse par véhiculer une vision du monde hostile au développement séparé, car la production cinématographique nationale est très limitée et une chaîne de télévision serait nécessairement amenée à importer massivement des programmes et des films d'origine étrangère, potentiellement subversifs. Cette volonté est réaffirmée par Albert Hertzog, Ministre des Postes et Télégraphes, dans un discours qu'il prononce devant l'Assemblée le 22 mai 1963[392]… La SABC ne créera donc une chaîne de télévision d'Etat qu'en 1976, bien après la mort de Verwoerd…
De même, les intellectuels libéraux blancs sont étroitement surveillés, leurs ouvrages régulièrement interdits et saisis par la police. La génération intellectuelle des « *Sestigers* », (« ceux des années 60 »), un groupe informel d'écrivains afrikaners de gauche (André Brink, Breyten Breytenbach, Etienne Leroux, Ingrid Jonker…), qui a bruyamment soutenu André

---

[391] Jacobus Gideon Nel Strauss se révèle un piètre dirigeant du Parti, peu charismatique et dépassé par l'accélération des évènements. Le 21 novembre 1956, il est remplacé par Sir David Pieter De Villiers Graaff, qui dirigera le parti jusqu'au 28 juin 1977, date à laquelle le UP se dissout, se transformant le lendemain en « *Nuwe Republiek Party* » (NRP). Entretemps, marginalisé politiquement, le UP subit une scission de son aile gauche, hostile à l'apartheid, menée par la députée d'Houghton, banlieue chic de Johannesburg, Helen Suzman (d'origine juive), qui fonde le Progressive Party en 1959. Le Progressive Party sera largement financé par Harry Oppenheimer (fils d'Ernest), président de l'*Anglo-American Corporation* (plus grosse société minière sud-africaine), puis de la *De Beers Consolidated Mines*, première société mondiale de production de diamants. Le « *big business* » sud-africain, de tout temps hostile à l'apartheid, a toujours financé les mouvements politiques blancs prônant la démocratie non-raciale. L'égalitarisme politique, comme cache sexe pudique de la volonté d'égalitarisme salarial, c'est-à-dire l'alignement par le bas des salaires des travailleurs blancs sur ceux des Noirs…

[392] House Assembly Debates (HAD), col. 6523 à 6531, 22 mai 1963

Luthuli -chef de l'ANC entre 1951 et 1958, et Prix Nobel de la Paix en novembre 1961, ce qui est ressenti comme une provocation par les nationalistes- est dispersée, plusieurs de ses représentants sont emprisonnés ou contraints à l'exil.
Pour les vœux qu'il adresse à la Nation, le 4 janvier 1964, Verwoerd affirme qu'il « *est normal que les Blancs refusent de se suicider en partageant le pouvoir, et qu'il est normal qu'ils combattent pour cela* ». Le 23 avril 1964, devant l'Assemblée, il réaffirme officiellement que « *Le but premier du gouvernement sud-africain est la survivance de la Nation blanche née dans ce pays, et qui a apporté la prospérité à l'ensemble de la population. Je ne vois pas pourquoi l'Afrique du Sud devrait sacrifier son avenir de nation blanche pour faire plaisir à l'opinion mondiale* »[393].

Cette politique ultrasécuritaire est « payante » aux yeux de l'électorat blanc. Le 5 juin 1965, le gouvernement fait voter le « *Constitution Amendment Bill of South Africa* », qui redécoupe les circonscriptions électorales et fait passer à 170 le nombre de députés. Aux élections législatives suivantes, le 30 mars 1966, le NP obtient 58% des suffrages, soit 776.766 voix, contre 490.971 au UP et 41.065 au *Progressive Party*. Un score historique… Verwoerd a ainsi aggloméré autour de lui les aspirations de 9 Afrikaners sur 10[394]. Le NP est devenu un « *Volksparty* », un « Parti-Peuple », dans lequel s'incarne le destin du peuple afrikaner tout entier, un Parti représentant la « *Nation en mouvement* », comme le dit Verwoerd lui-même. Le 9 avril, dans la foulée des élections, Verwoerd forme un nouveau gouvernement, le jeune Pieter Willem Botha (Ministre du développement communautaire depuis 1961, et Ministre des Travaux publics depuis 1964, « *Leier* » du NP de la Province du Cap depuis février 1966 et bras droit du puissant BJ Vorster, mais peu apprécié par Verwoerd lui-même, agacé par le côté servile du personnage) remplaçant Johannes Jacobus Fouché au poste stratégique de Ministre de la Défense.

---

[393] Cité par Marie-Claude Roussel-Abeille, op. cit., f. 8.

[394] Il faut noter qu'à partir de l'« ouverture » historique de Verwoerd en 1963, et passée la mauvaise humeur de 1961, le nombre de Blancs anglophones soutenant le *Nasionale Party* croît progressivement. De plus en plus fréquemment, à partir des années 60, ceux-ci vont se définir, tant en Afrique du Sud qu'en Rhodésie, comme « *Anglo-Africans* ». Lors des dernières consultations électorales réservées aux Blancs (les élections législatives du 6 septembre 1989 et le référendum constitutionnel du 17 mars 1992), les Anglophones constitueront 50% de l'électorat du NP. Le « *Verafrikaansing* » aura été finalement plus sociologique et électoral que réellement culturel…

Sous l'impulsion politique volontariste d'une économie semi-dirigée et protectionniste, « *a state-directed industrialization* »[395], le pays connaît des taux de croissance économique exceptionnels, les plus forts de toute son histoire (entre 1958 et 1966, la moyenne sera de plus de 5,5% par an[396]), qui élimine presque totalement le chômage chronique des Afrikaners. La structure de la population active indique nettement cette tendance : entre 1950 et 1970 la part de la population active employée dans le secteur primaire passe de 34,9% à 23,4% du total des actifs ; celle du secteur secondaire de 28,4% à 32,4% ; celle du secteur tertiaire de 36,7% à 44,2%[397]. Le secteur manufacturier explose, connaissant une « *une augmentation considérable du volume de sa production, mais il s'est aussi structurellement diversifié* »[398]. Apparaissent et se développent des industries agro-alimentaires et textiles, mais également sidérurgiques/métallurgiques, de construction automobile, chimiques (y compris la production d'explosifs), ainsi qu'une industrie nationale de production de ciment.

L'inflation n'atteint plus que 2% en 1966, grâce à la politique prudente de la *South African Reserve Bank* (SARB)[399], la Banque centrale sud-africaine qui, quoique indépendante du pouvoir politique depuis sa création en 1920, collabore étroitement avec les services du Ministère de l'Economie et des Finances, dirigé par Theophilus Ebenhaezer Dönges, dans l'intérêt supérieur de la nation. Le faible taux d'inflation, et la politique de taux d'intérêt bas défendus par la SARB, soutient la demande intérieure des ménages, mais également la valeur du rand, qui s'affirme rapidement comme une monnaie forte sur les marchés monétaires internationaux, y compris face au dollar. Il existe deux monnaies, en fait, dont les taux de change sont différents : un rand « domestique », destiné au marché intérieur et non convertible en devises ; et un rand « commercial », convertible, adossé à l'or, dont l'Afrique du Sud est le premier producteur

---

[395] Cf. Charles Hilliard Feinstein, in « *An Economic History of South Africa* », pp. 180 à 188.
[396] Le taux maximum sera de + 8,71% en 1964, plus fort taux de croissance jamais atteint dans toute l'histoire économique du pays.
[397] Cf. Le tableau synthétique de Charles Hilliard Feinstein, op.cit., p.275.
[398] Cf. Pr André Ulpat, op.cit., p. 46
[399] Les deux Gouverneurs (afrikaners) de la Banque centrale qui dirigent celle-ci à l'époque de Verwoerd, Michiel Hendrik de Kock (jusqu'en juin 1962), puis le Dr Gerhard Rissik (jusqu'en juin 1967), ont une vision « politique » du rôle de la Banque centrale, exactement comme l'Allemand Karl Blessing, Gouverneur de la « *Deutsche Bundesbank* » entre 1958 et 1969.

mondial, et destiné aux investissements, notamment d'origines étrangères, ainsi qu'aux transactions interbancaires internationales.
Cette dynamique permet la mise en place d'un vaste programme d'investissements et de développement des infrastructures industrielles[400] utilisables sur le long terme, devant assurer à la République son indépendance énergétique.

Ainsi est lancé en 1963 le *« Oranjerivierskema »*, le Schéma d'aménagement du fleuve Orange, qui met en chantier de grands travaux, donnant naissance aux imposants barrages nécessaires à l'amélioration de la production hydroélectrique[401], sous la double houlette de Eskom (« *Electricity Supply Commission* »), la compagnie nationale d'électricité, créée en 1922, et de Soekor (« *Suidelike Olie-Eksplorasie –Korporasie* ») la compagnie nationale de promotion de la recherche pétrolière et gazière. Ces grands barrages permettent à la fois de produire de l'électricité propre et bon marché ; et de rationaliser le système d'irrigation ainsi que le stockage de vastes quantités d'eau dans des zones désolées et peu fertiles du Plateau central. David Blanchon explique que dans l'optique de ces grand barrages, « *au-delà de sa stricte fonction économique, l'eau prit dans cette région du monde une valeur idéologique et fut utilisée dans le cadre de politiques volontaristes de contrôle et de maîtrise de l'espace* »[402].

Le complexe pétrochimique SASOL[403] (installé à 80 km au Sud de Johannesburg sur un site qui prend le nom de Sasolburg), est fondé en septembre 1950, puis monte en puissance dès 1955, lorsqu'il commence à produire du pétrole à partir de la transformation du charbon (largement produit en Afrique du Sud), selon un procédé d'origine allemande datant des années 1920 et fortement utilisé durant la Seconde Guerre mondiale

---

[400] Cf. Pr André Ulpat, op. cit., pp. 41-55.
[401] Les deux plus importants seront le « Gariep Dam » (qui fut baptisé « Hendrik Frensch Verwoerd Dam » à sa mise en service, en 1971, avant de prendre son nom actuel, plus « politiquement correct », en 1996…), situé près de Colesberg ; et le Vanderkloof Dam (situé à quelque 130 km du premier), finalement mis en service en 1977.
[402] David Blanchon « *Les nouveaux enjeux de la politique de l'eau en Afrique australe* », in « *Hérodote* », N°102 : « Géopolitique de l'eau », Ed. La Découverte, Paris, 3è trimestre 2001, p. 121
[403] « *Suid-Afrikaanse Steenkool en OLie Korporasie* », la Corporation des Charbons et Pétroles sud-africaine.

par le IIIè Reich, mais également par le Japon[404]. Un mode de production devant assurer une indépendance maximale au pays, puisque le sol de la République est totalement dépourvu de pétrole, seule matière première qui manque au pays. L'Afrique du Sud gère ses stocks de pétrole sur le modèle américain : sa propre production, celle de SASOL est en grande partie stockée, notamment dans des mines d'or ou de charbon désaffectées, en vue d'une utilisation stratégique par les forces armées et les services de sécurité ; tandis que la consommation civile (ménages et entreprises) est essentiellement alimentée par des importations en provenance de pays anticommunistes « amis » du Moyen-Orient (Iran du Shah, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis) et raffinée en Afrique du Sud même. En 1966, dans le « Plan quinquennal », Verwoerd fixe au nouveau Ministre de la Défense, PW Botha, l'objectif de trois mois de réserves stratégiques de pétrole, pour faire face à tout embargo réellement efficace (celui décrété par l'ONU en décembre 1963 n'étant que très modérément suivi) ou tout affrontement militaire aux frontières de l'Etat, référence au Sommet de l'OUA, tenu à Accra (Ghana), du 21 au 25 octobre 1965, qui a (entre autres) appelé au renversement par la force du régime sud-africain, et la création d'une force armée africaine spécifiquement dédiée à cet objectif[405].

Parallèlement, l'Etat nationalise en 1953 une petite société d'exploitation de phosphates, Foskor, fondée et dirigée par le géologue et entrepreneur Hans Merensky depuis 1951. Après une montée en puissance lente, la société quadruple sa production à partir de 1964, de par la volonté gouvernementale d'affirmer l'indépendance énergétique de la République. Le site de départ, Phalaborwa, dans le nord-est du Transvaal, produit sur deux sites distincts, à la fois des phosphates, du cuivre et du zirconium. Le troisième site de Foskor, implanté à Richards' Bay, grand port industriel du Natal, transforme les phosphates en engrais et fertilisants agricoles, et

---

[404] Le procédé Fischer-Tropsch, cf. André Ulpat, op. cit., p 41. Le procédé utilise une réaction chimique de « *syngas* » (gaz synthétique, mélange de monoxyde de carbone et d'hydrogène) catalysé par du fer ou du cobalt.

[405] Parmi les chefs d'Etats les plus engagés dans cette surenchère militaire, on trouve le colonel Houari Boumédiène, qui dirige l'Algérie depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965, qui a renversé le Président Ahmed Ben Bella.

produit des acides à usage industriel, acides sulfurique et chlorhydrique en particulier[406].

De même, est créé en 1961 le Centre de recherche nucléaire de Pelindaba (près du barrage de Hartbeespoort Dam, à une trentaine de km à l'Ouest de Pretoria), où sont installés les deux réacteurs de recherche Safari 1 (réacteur à uranium hautement enrichi, d'une puissance de 20 MW, inauguré en grande pompe par Verwoerd lui-même le 5 août 1965 et mis en service le même jour) et Safari 2 (réacteur à eau lourde, d'une puissance de 10 MW, construit en 1967, mais abandonné en 1970), et où sera créée la première bombe atomique sud-africaine, en 1977[407]. Un centre de recherche nucléaire dual (civil et militaire) qui sera à l'origine, à partir de 1976 de la création, en collaboration avec la France, des deux réacteurs à eau pressurisée de la centrale nucléaire de Koeberg, au nord du Cap, la seule d'Afrique. Le Centre de Pelindaba sera d'ailleurs construit et entretenu avec l'aide d'ingénieurs et de techniciens français du CEA, le Commissariat à l'Energie Atomique.

Le pays développe également un fort potentiel industriel militaire, la société nationale ARMSCOR (créée officiellement en mai 1968, mais en gestation depuis deux ans), en partenariat avec le GIAT français, équipant dès lors la SADF en matériels plus récents de fabrication locale, qui remplacent peu à peu ceux d'origine anglo-américaine utilisés jusque là[408]. ARMSCOR exporte sa production jusqu'en Amérique du Sud, notamment ses matériels anti-émeute. Un programme d'arsenal non-conventionnel, le « *Project Coast* », proposant à l'Armée et aux services secrets militaires une gamme complète d'armes de destruction massive susceptible

---

[406] Pour l'historique du groupe Foskor, voir l'excellente étude (sous la direction de EH Roux), « *Phosphate in South Africa* », publiée in « *Journal of South African Institute of Mining and Metallurgy* », vol. 89, N°5, Johannesburg, mai 1989, pp. 129-139.

[407] Un premier test nucléaire sera effectué fin août 1977 dans le désert du Kalahari. Le 22 septembre 1979 un deuxième test aura lieu dans l'Océan Indien. En 1991, l'Afrique du Sud démantèlera son arsenal atomique militaire constitué de six têtes nucléaires prêtes à l'emploi, plus des stocks de plusieurs centaines de kilos d'uranium, constitué depuis les années 70 à partir de sa production nationale et de celle du Sud-Ouest Africain (notamment à Rössing).

[408] L'objectif étant là encore l'indépendance nationale, d'autant que l'ONU recommande depuis 1963 (recommandation N°5 de la Résolution 182 du Conseil de Sécurité, le 4 décembre 1963) un embargo sur les armes et les matériels industriels sensibles à destination de l'Afrique du Sud.

d'assurer à la République la supériorité militaire face à n'importe quelle armée africaine sera alors mis en place dans le plus grand secret [409].

La République met également peu à peu en place un réseau de télécommunications moderne (et en partie à usage militaire et policier), au travers de la Poste[410], en partenariat avec l'américain Bell Labs (devenu plus tard AT&T). Ce réseau de télécommunications, le plus performant du Continent, outre son usage « civil » classique, permet à la police un meilleur suivi des opposants, une meilleure « traçabilité ». Il permet surtout un maillage d'autodéfense plus dense dans les campagnes du Transvaal et de l'Orange, où les fermes blanches restent isolées et jamais réellement à l'abri des coups de main des guérilleros du MK. Ce réseau est l'ancêtre direct de l'actuel réseau semi-public *Telkom*, un peu comme les PTT français ont donné naissance à France Telecom, devenue Orange.

De par la volonté étatique[411], c'est ainsi un véritable capitalisme industriel afrikaner qui se met en place, appelé à remplacer le vieux capitalisme anglophone, trop lié à l'investissement étranger (britannique et américain essentiellement) et trop concentré entre les mains de quelques grandes familles anglophones du Witwatersrand. A la tête des grands groupes publics ou semi-publics, sont nommés des Afrikaners, souvent membres du Broederbond.
Ce capitalisme d'Etat se caractérise également par l'importance de la commande publique, l'Etat sud-africain subventionnant directement les entreprises et organisant des procédures d'attribution de marchés publics éliminant la concurrence. En concertation avec Dönges, Verwoerd prépare début 1966 un nouveau plan de développement économique[412], basé sur la nationalisation des multinationales d'origine anglo-saxonne présentes sur le territoire, en particulier dans le domaine stratégiques des mines (Anglo-American, De Beers…). Un Plan s'inspirant des modèles qui

---

409 Lire à ce sujet Chandré Gould et Marlene Burger « *Secrets and Lies. South Africa's Chemical and Biological Warfare program 1981-1995* », Struik Publishers, Le Cap, 2003, 304 p.

410 Le « *South African Postal Service* », équivalent local des PTT français de l'époque.

411 La Banque centrale sud-africaine (*SA Reserve Bank*, fondée le 10 août 1920) et la *Volkskas* aident massivement les groupes industriels afrikaners émergents, à la fois en garantissant et en fournissant les investissements nécessaires à l'établissement d'industries nouvelles, cf. Serge Thion, « *Le pouvoir pâle* », pp. 121 à 123.

412 Le « *Plan quinquennal de développement 1966-1971* ». Serge Thion y fait référence, op. cit., p. 159.

font déjà leurs preuves à cette époque au Japon, en Corée du Sud et à Taïwan, mais qui inquiète fortement les dirigeants économiques liés au « Grand capital » transnational, notamment dans le secteur minier. Le Premier ministre doit présenter ce Plan à l'Assemblée, parallèlement au projet de budget pour 1967, le 6 septembre 1966... Aux yeux de l'OCDE, l'économie sud-africaine est considérée en 1966 comme une économie développée…

L'élévation générale du niveau de vie ne profite d'ailleurs pas aux seuls Blancs, et il faut comparer les standards de vie des Noirs non à celui des Blancs, mais bel et bien à celui des autres Noirs du continent à cette époque. Hubert Deschamps, écrit en 1971, peu après la mort de Verwoerd[413] : « *Le niveau de vie des Africains vivant dans les réserves est comparable à celui des paysans des autres pays africains…* ». Et il ajoute « *…L'attrait des salaires des zones industrielles provoque naturellement un afflux de population africaine, qui n'est pas seulement originaire des réserves, mais provient aussi des territoires voisins : Mozambique, Malawi, Lesotho, Rhodésie, etc. Le nombre de travailleurs noirs étrangers en Afrique du Sud serait d'environ un million, dont une proportion recrutée pour des contrats de durée variable dans les mines, ainsi qu'un nombre difficile à évaluer d'immigrants clandestins…* [414] ». D'autant que le système de santé sud-africain, quoique lui aussi séparé selon les races, n'en reste pas moins très efficace pour les Noirs, notamment dans une perspective continentale, puisque les hôpitaux réservés aux Non-Blancs –subventionnés par l'autorité publique et d'accès très bon marché- profitent indirectement des retombées de la recherche initiée en zone blanche, sans en assumer les coûts de Recherche/Développement. Deschamps remarque que « *l'hôpital pour Non-Européens de Baragwanath à Soweto, avec ses 2.500 lits et ses 216 médecins est le plus important de toute l'Afrique* [415]». Un hôpital qui accueille déjà annuellement dans les années 1960, plus de 500.000 patients.

Le PIB moyen réel par tête de la population noire qui ne s'était accru que de 9,29% entre 1946 et 1960 (de 1.055 à 1.153 rands), augmente de 12,84% entre 1960 et 1970 (passant de 1.153 à 1.301 rands)[416],

[413] Op.cit, p. 618
[414] Ibid, p. 618
[415] Ibid, p. 620
[416] D'après Owen Crankshow, « *Race, Class and the Changing Division of Labour under Apartheid* », p.107. Les pourcentages sont calculés par l'auteur.

supérieure à la croissance réelle par tête dans le reste de l'Afrique noire. Cette croissance est également amplifiée par le fait que les Noirs sont très peu imposés, l'essentiel des recettes fiscales de l'Etat étant assumés par les Blancs et que la part qui leur est dévolue dans les « revenus de transfert » augmente sensiblement leur niveau de revenu réel. Ainsi, les chiffres de l'année fiscale 1967, issu du dernier Budget préparé par le gouvernement Verwoerd, indiquent que les Blancs constituent 89,33% des contribuables et qu'ils acquittent 97,7% de l'ensemble de l'impôt sur le revenu[417]…

Il faut noter que l'immigration de Noirs venus des pays voisins constitue pour le gouvernement une solution alternative à l'exode rural des Noirs sud-africains vers les villes blanches. En effet, importer de la main d'œuvre étrangère permet d'éviter de faire travailler des Noirs sud-africains et donc de les « fixer » sur le sol même de leurs Bantoustans de rattachement. Et plus prosaïquement, d'accroitre la tension sur les salaires des Noirs sud-africains, car ceux perçus par les Noirs étrangers sont tirés vers le bas, et donc de les décourager à venir chercher du travail en zones blanches[418]…

Par contre, l'immigration blanche d'origine européenne, qui ne s'était jamais vraiment tarie depuis le début du siècle, s'accélère sous Verwoerd, mais cette fois-ci, une partie assez importante des immigrants vont s'assimiler au groupe afrikaner. Entre 1960 et 1976, quelque 600.000 Blancs entrent en Afrique du Sud, 130.000 quittent le pays. Soit une immigration nette annuelle moyenne de presque 30.000 personnes[419]. Créée à Pretoria le 25 avril 1949, la MEI, la « *Maatskappy vir Europese Immigrasie* »[420],

[417] 1.013.310 contribuables blancs pour 121.018 contribuables non-blancs, 278.271.586 rands acquittés par les Blancs sur 284.731.586 rands d'impôt sur le revenu. Cité par Brian Percy Bunting, op. cit, p. 518

[418] Le Dr Gerhard Max Erich Leistner, économiste à l'Afrika Instituut, fait le point sur l'immigration de travail noire en RSA in « *Foreign Bantu Workers in South Africa : their present position in Economy* », in « *South African Journal of Economics* », Université de Pretoria, Vol.35, N°1, mars 1967, pp. 30-56

[419] Cf. « *L'Afrique du Sud et ses populations* », in « *Population et Sociétés* » N°354, février 2000, INED, Paris, p.2

[420] La « *Compagnie pour l'Immigration européenne* ». Cf. Robert Slater « *Die Maatskappy vir Europese immigrasie: a study of the cultural assimilation and naturalisation of European Immigrants to South Africa 1949-1994* », mémoire de maîtrise de sociologie, Université de Stellenbosch, 2006, 125 feuillets. Affiliée à la FAK, la MEI sera en outre un vecteur

dirigée par Piet Meyer entre 1955 et 1959, entend afrikaneriser ces nouveaux Sud-Africains blancs, en les intégrant dans des cours obligatoires de langue et de culture afrikaans, dispensés par ses propres formateurs et enseignants. Ainsi, la majorité des Belges fuyant le Congo, mais également des Portugais réfugiés en Afrique du Sud après l'indépendance de l'Angola et du Mozambique, tous se sentant confusément « africains » et développant un violent ressentiment anti-noir, vont naturellement s'agglomérer aux Afrikaners. La Compagnie connaîtra également un certain succès dans sa volonté de *Verafrikaansing* avec les immigrants qualifiés en provenance d'Europe occidentale, qu'ils soient allemands, néerlandais, français, scandinaves, voire italiens, que ce soient avec les adultes, ou leurs enfants, systématiquement incités à être scolarisés dans les écoles publiques afrikaansophones. Cette immigration de main d'œuvre qualifiée est vue d'une façon très positive par le gouvernement, car elle est une alternative à l'amélioration de la qualification des Noirs sud-africains, dans une économie en plein « boom » qui réclame une main d'œuvre de plus en plus qualifiée[421]. Après les évènements de Soweto de 1976, l'immigration blanche s'effondrera, revenant à leur niveau d'avant 1948, soit 8.800 entrées nettes annuelles[422], alors que l'économie sud-africaine tourne à plein régime au moins jusqu'en 1982, Vorster puis Botha ne réussissant pas, dans ce domaine non plus, à poursuivre la dynamique de Verwoerd.

Alors même que la rivalité américano-soviétique s'est étendue à l'espace (Youri Gagarine est devenu le 1er homme à voyager dans l'espace, le 12 avril 1961), l'Afrique du Sud ambitionne de développer un programme spatial, appelé à devenir peu à peu autonome, notamment dans la perspective de création de missiles balistiques.
Une convention est signée avec la NASA, en 1958, qui permet la construction d'une station d'observation radio-astronomique à Hartebeesthoek, près de Krugersdorp, à 50 km à l'ouest de Johannesburg, sous la houlette du « *Council of Scientific and Industrial Research* » (CSIR), l'équivalent

---

de diffusion de l'idéologie « nationale-chrétienne », et de l'évangélisation par la NGK des immigrants.

421 Cf. Ferdinand Vorster Viljoen « *Immigrasie as'n faktor in die ekonomiese ontwikkeling van die Republiek van Suid-Afrika met spesiale verwysing na die vraag na geskoolde mannekrag* », mémoire de maîtrise de Commerce, Université de Pretoria, 1966, 168 feuillets.

422 Cité in « *L'Afrique du Sud et ses populations* », op. cit., p.3

sud-africain (quoique à forte tonalité militaire) du CNRS français, fondé en 1945 à Pretoria. Le site, initialement baptisé « *Deep Space Station 51* » est construit durant l'année 1961. Mais la collaboration avec la NASA s'étiole rapidement, sous la pression politique interne aux Etats-Unis, après l'arrivée au pouvoir des démocrates, moins favorables aux lobbies sud-africains. La NASA abandonnera définitivement le site en 1974.
L'Afrique du Sud cherche donc également d'autres partenaires. Et justement, le Centre National d'Etudes Spatiales français a besoin d'installations techniques fixes réparties dans l'Hémisphère Sud afin de déterminer la position des satellites mis en orbite, recevoir les informations collectées et leur envoyer des ordres à exécuter. Les installations en Algérie (notamment la base de lancement d'Hammaguir), étant destinées à être fermées en 1967, en vertu des Accords d'Evian, le CNES recherche de nouveaux sites. Un premier protocole d'accord est signé le 6 janvier 1964 à Pretoria, prévoyant la création et l'utilisation par la France d'un nouveau centre d'observation, qui est construit à Paardefontein, au nord de Pretoria, en 1965. Cette station, dirigée et entretenue par des techniciens français, sera utilisée jusqu'en 1974, pour suivre la trajectoire des satellites français, puis européens (notamment ceux placés en orbite par les fusées « Europa » 1 et 2, et « Diamant » A et B, ancêtres des actuels lanceurs « Ariane ») lancés par le CNES (puis l'ESA, l'Agence spatiale européenne), depuis la base de Kourou, en Guyane française, le Centre Spatial Guyanais[423].

Le 20 mai 1966, à l'occasion des célébrations du cinquième anniversaire de la naissance de la République, magnanime, Verwoerd accorde une très large amnistie, qui profite à environ 30.000 détenus[424], et le 31 mai, à Pretoria, quelque 20.000 soldats et 200 avions participent à un défilé militaire massif devant le Premier Ministre, jusqu'aux pieds du *Voortrekkermonument*. Dans les rues de la capitale, pavoisées de drapeaux orange/blanc/bleu, emplies de fierté, environ 500.000 personnes assistent à cette démonstration de force d'une République triomphante[425] et acclament le « Père de la Nation ». Et il n y'a pas que des Afrikaners qui acclament le Premier Ministre, loin de là… Sur un ton presque biblique,

[423] Cf. Daniel Bach, op. cit., pp. 179-180.
[424] Selon le Ministère de la Justice, au 30 juin 1965, les prisons sud-africaines comptaient 72.627 détenus (56.648 Noirs, 12.473 Kleurlinge, 3.070 Blancs et 436 Asiatiques), séparés en fonction de leur appartenance raciale.
[425] Jacqueline Kalley, Elna Schoeman et Lydia Eve Andor in « *Southern African Political History: a chronology of key political events from independence to mid-1997* », p. 352

toujours dans un afrikaans poétique, un afrikaans qui embrase le cœur de la foule, Verwoerd déclare en cette occasion historique : « … *Ons Staat is gebou op opoffering. Die bloed van dappere manne, dappere vroue, het ons aardbodem benat. Sulke opofferings brand in 'n nasie se lewe soos vuur, 'n vuur wat nooit uitgedoof kan word nie. Dit vlam weer op wanneer die moeilikhede kom, selfs al sak dit intussen weg. Díe vuur wat die harte van mense staal, sal ons in stand hou. Ons sal ons met hart en hand bly toewy aan ons volk en ons vaderland… Aan hierdie Republiek van Suid-Afrika wy ons ons lewens en ons krag* [426]».

Du 4 au 10 juin 1966, à l'invitation du NUSAS, le « *National Union of South African Students* »[427], le Sénateur de New York, Robert Francis Kennedy frère du Président assassiné, et ex *Attorney General,* ainsi que son épouse, se rendent en Afrique du Sud, afin de rencontrer des dirigeants et des représentants des « forces vives » sud-africaines ; politiciens, chefs d'entreprises, religieux et étudiants. Au cours d'un discours-choc à l'Université du Cap, le 6 juin, Kennedy appelle à une évolution « en douceur » du régime sud-africain vers un système démocratique. Malgré une certaine pression politico-médiatique, Verwoerd refuse avec mépris de rencontrer un homme qu'il considère comme un dangereux gauchiste hostile au développement séparé et spécialement incompétent dans le domaine des relations internationales. Kennedy rentrera aux Etats-Unis sans avoir pu rencontrer un seul ministre ni aucun officiel de rang intermédiaire ou supérieur… Le Premier ministre se paie ainsi le luxe d'ignorer superbement la tournée de celui qui est vu à l'époque comme le futur Président des Etats-Unis, avant d'être lui aussi assassiné pour des raisons qui restent encore peu claires aujourd'hui[428]…

---

[426] « *Notre Etat est construit sur le sacrifice. Le sang des hommes braves, des femmes braves, a trempé le sol de notre terre. De tels sacrifices brûlent dans la vie de la nation comme le feu, un feu qui jamais ne pourra s'éteindre. Quand surgissent les difficultés, cette flamme nous indique le chemin à suivre. Le feu qui endurcit le cœur des hommes, nous maintiendra debout. Nous nous dévouerons corps et âmes à notre peuple et à notre mère-patrie. A cette République d'Afrique du Sud nous dédions nos vies et notre force* », cité in « *Die Transvaler* », 1er juin 1966, p.1

[427] Syndicat étudiant majoritairement blanc anglophone et hostile à l'apartheid, grand rival sur les campus de l'ASB, le très nationaliste *Afrikaanse Studentebond*.

[428] Robert Kennedy sera assassiné par Sirhan Sirhan, un immigré jordanien, à Los Angeles, le 6 juin 1968 -quelques mois seulement après Martin Luther King- pendant sa campagne pour les primaires démocrates en vue des élections présidentielles de novembre 1968.

A la tête d'un pays dynamique et en pleine expansion, peuplé de plus de 19 millions d'habitants, qu'il dirige d'une poigne de fer, régulièrement légitimé par le vote des électeurs blancs, Hendrik Frensch Verwoerd, le « *Moïse de la tribu afrikaner* »[429], est alors au faîte de sa gloire et de sa puissance, même si des oppositions à sa politique continuent à avoir cours au sein même du NP[430]…

[429] L'expression « *Moïse des Afrikaners* » sera prudemment utilisée par le rabbin de Johannesburg Arthur Super, pour lui rendre un hommage déférent, dans un article du « *Rand Daily Mail* », (journal anglophone anti-apartheid de Johannesburg) du 12 septembre 1966, p. 2. Dans le même ordre d'idées, on pourrait rattacher Verwoerd à la figure du « *Moïse* » du Professeur Raoul Girardet, l'un des quatre types de « *Sauveurs* » que ce dernier définit dans son remarquable « *Mythes et mythologies politiques* », Le Seuil, Paris, 1986, 210 p. Comme exemples modernes de cette figure de « Moïse », Girardet évoque Napoléon, mais également De Gaulle, qui devient Président de la République française le 21 décembre 1958, soit exactement 109 jours après que Verwoerd soit devenu lui-même Premier Ministre…

[430] Une politique contestée non seulement par une aile « réactionnaire », c'est-à-dire une aile composée de ségrégationnistes persuadés que Verwoerd « en fait trop » pour les Noirs via sa politique des Bantoustans ; mais également sur sa gauche par des éléments plus libéraux, que ce soient des ex-militants du SABRA « purgés » en 1961 ou des réformistes à la tête desquels on retrouve Piet Cillié. Ce dernier est même à l'origine d'un « plan », concocté par les nationalistes du Cap, prévoyant le remplacement de Verwoerd par Anton Rupert -magnat sud-africain du tabac et figure de proue du « big business » afrikaner- à la tête du gouvernement, comme le rapporte la journaliste Aida Parker le 28 août 1966, à la une du « *Sunday Tribune* » de Durban, p.1, dans un article intitulé « *Verwoerd must go' plan. Cape Nats back Anton Rupert* ».

Ces deux formes d'opposition –a priori hostiles entre elles- s'allieront sous une étiquette « *verlig* » (réformiste) durant les périodes Vorster puis Botha, pour barrer la route aux « raciaux-séparatistes » verwoerdistes, à l'intérieur du NP, comme à l'extérieur (HNP, puis dans une certaine mesure KP).

XVI - L'ASSASSINAT

Le 3 septembre 1966, Verwoerd reçoit à l'Union Buildings de Pretoria[431] le Premier Ministre du Basutoland, Chief Leabua Jonathan, première rencontre –historique- en Afrique du Sud même avec un dirigeant d'un Etat d'Afrique noire. A l'issue de la rencontre, un communiqué commun est publié par les deux gouvernements annonçant l'indépendance prochaine du protectorat[432] et insistant avec emphase sur la coopération entre les deux Etats sans ingérence mutuelle dans les affaires intérieures[433]. De nouvelles rencontres sont prévues, notamment avec Seretse Khama, le Premier Ministre du Bechuanaland (un accord aérien sera signé le 6 septembre entre la *Bechuanaland National Airways* et compagnie sud-africaine des transports, la *South African Railways and Harbours*) et Sobhuza II, roi du Swaziland.

Afin de valider cette politique ambitieuse devant les élus de la Nation et annoncer officiellement la mise en place d'une nouvelle phase de sa « *detente policy* », mais aussi pour présenter le budget de 1967, Verwoerd doit donc prononcer un grand discours à la tribune du Parlement, au Cap, trois jours plus tard, le mardi 6 septembre 1966. Un discours politique majeur, très attendu, et pas seulement en Afrique du Sud…

Il est 14h15, la session va démarrer et, détendu, il discute avec des députés de son parti, puis va prendre sa place sur l'estrade. Il n'a que le temps de faire quelques pas… En direct, devant l'ensemble des députés, médusés, un homme en uniforme bleu d'huissier, surgi de nulle part, sort un couteau dissimulé dans ses vêtements, et frappe violemment le Premier Ministre de quatre coups dans la poitrine… Une vraie scène du théâtre tragique grec… Malgré les efforts de quatre députés médecins -dont un bouche-à-bouche désespéré de Pieter S. van der Merwe- et son transfert presque immédiat à *Groote Schuur*, le Grand hôpital universitaire du

[431] Construit en 1913, le complexe de plusieurs bâtiments accueille la résidence des membres du gouvernement et du Premier Ministre, puis depuis 1978 celle du Président de la République.

[432] Protectorat britannique depuis 1868, le Lesotho devient indépendant le 4 octobre 1966. Chief Leabua Jonathan en restera le Premier ministre jusqu'en 1986.

[433] Cf Michael Ward, « *Economic Independance for Lesotho?* », in « *The Journal of Modern African Studies* », Vol.5, N°3, novembre 1967, pp 355-368.

Cap[434], Hendrik Frensch Verwoerd meurt dans les bras de son épouse, Betsie, accourue auprès de lui. Le manuscrit de son discours, maculé de sang, disparait, alors qu'il semble que le texte contenait un message crucial concernant les orientations qu'entendait donner Verwoerd à sa politique de développement séparé, au cours des années à venir[435].
Dans les travées, où règne un désordre innommable, députés, membres du service de sécurité et huissiers ensemble, Pieter Willem Botha, alors Ministre des Travaux publics et bientôt Ministre de la Défense, croise du regard Helen Suzman, la députée du Progressive Party, pointe un doigt vengeur dans sa direction, et lui lance, plein de haine, en afrikaans, « *C'est vous qui avez fait ça ! Vous, tous ces libéraux ! Maintenant, ça va être votre tour !* »[436]

Le coupable du meurtre est presque immédiatement ceinturé et arrêté par le service de sécurité de l'Assemblée, dans une ambiance indescriptible de chaos, le pasteur Matthys Venter, député de Kimberley, réussissant à lui arracher le couteau des mains.
Il est alors évacué –non sans avoir été, au passage, copieusement passé à tabac par des membres de ce même service- vers le grand Commissariat de Police de Caledon Square, proche du Parlement, pour une première expertise médicale et un premier interrogatoire.

Il s'agit d'un certain Demetrios Tsafendas, un déséquilibré mental blanc (en voie de reclassement administratif comme « *kleurling* »[437]), immigré d'origine gréco-mozambicaine, né le 14 janvier 1918 à Lourenço-Marques (aujourd'hui Maputo), capitale de la colonie portugaise du Mozambique,

---

[434] « *Groote Schuur* » -litt. « La Grande Grange »- fondé en 1938, est le Centre hospitalier de l'Université du Cap, le plus moderne d'Afrique à cette époque. C'est là que le 3 décembre 1967, le Professeur Christiaan Barnard réalisera la première greffe mondiale du cœur, sur Louis Washkansky, provoquant un retentissement mondial.
[435] Cf. Terry Bell et Dumisa Buhle Ntsebeza « *Unfinished Business: South Africa, Apartheid, and Truth* », Ed. Verso, Londres, 2003, p.58
[436] Cité par David Goodman, op cit. p. 154
[437] A sa demande, d'ailleurs, en septembre 1965, puisque son procès révèlera qu'il était tombé amoureux d'une Kleurling du Cap, une certaine Helen Daniels. Il ne pouvait donc l'épouser en tant que Blanc (en vertu du « *Prohibition of Mixed Marriages Act* » de 1949), mais seulement en tant que Kleurling. Il est toutefois étonnant que l'Adminis-tration sud-africaine, pourtant particulièrement tatillonne et parfaitement au courant de l'origine raciale exacte de Tsafendas, ne se soit pas occupée du reclassement effectif de celui-ci entre septembre 1965 et août 1966 quand il a été embauché comme huissier… Dossier (volontairement) égaré ?... Moyen de pression sur Tsafendas ?

fils illégitime d'un père crétois ayant vécu en Egypte, Michaëlis Tsafendakis, et d'une mère mozambicaine d'ethnie swazi, et elle-même métisse, Amelia Williams, employée comme domestique chez Tsafendakis. Il était donc en fait quarteron, assez basané de teint, mais il fut classé comme « blanc » durant son premier séjour en Afrique du Sud en 1936, déclaré comme tel par son père et sa belle-mère, Marika, épouse légitime (et blanche, puisque elle aussi d'origine grecque) de ce dernier. Il s'y réinstallera définitivement en 1964, après plusieurs années à parcourir le monde dans diverses marines marchandes et à être interné, en asiles ou dans des prisons.
Tsafendas a obtenu son emploi d'huissier au Parlement[438] depuis seulement le 1er août 1966, et pour une durée déterminée de trois mois, une durée couvrant l'ensemble de la session parlementaire. L'écrivain néerlandais Henk Van Woerden, qui a passé une partie de sa jeunesse au Cap, retrace la biographie complète et complexe de ce baroudeur psychotique, éternel rejeté, qui parlait couramment huit langues[439].

Dans les heures et les jours qui suivront, au cours d'interrogatoires surréalistes durant lesquels les policiers emplis de haine s'acharneront sur lui, le prévenu avancera des motivations particulièrement floues et incohérentes pour expliquer son geste, déclarant que des « voix » lui ordonnaient de tuer Verwoerd, des voix provenant de la présence depuis plusieurs années d'un gros ténia le dévorant de l'intérieur, un ténia diabolique[440]… Terry Bell et Dumisa Buhle Ntsebeza précisent qu'il est interrogé d'abord par Hendrik Johan Van den Bergh lui-même, aidé par un Brigadier nommé Joubert ; puis par un trio composé du Général JM Keevy (membre N° 8.125 du Broederbond), du Capitaine Nic Basson et d'un Major Beeslaar[441], tous membres du DMI. Tsafendas déclarera également que le

---

[438] Un emploi légalement réservé aux Blancs. Après sa reclassification raciale, Tsafendas aurait normalement quitté ce poste.

[439] Dans son roman « *La bouche pleine de verre* », op. cit., dans lequel il étale sa haine de Verwoerd et sa fascination pour Tsafendas. Mais l'onomastique est parfois cocasse : « Henk » (le prénom de Van Woerden) est un diminutif de « Hendrik » (prénom de Verwoerd) et son nom « Van Woerden » signifie « de Woerden », « originaire de la région de Woerden » (cf. supra. Chapitre I « La Jeunesse »), et le mot « Woerden » dérive lui-même de la racine « woerd », (le « tertre »), exactement comme dans le nom « Verwoerd »… Identification inconsciente, même négative?? *Selbsthass* ?

[440] Cette histoire de ténia sera reprise par la presse, cf. l'article « *The Tapeworm Murder* », in « *Time* », New York, 28 octobre 1966. Les psychiatres démontreront qu'il souffrait d'une forme aiguë de schizophrénie.

[441] In « *Unfinished Business* », op. cit., pp.57-58

Premier Ministre « *était trop actif en faveur des gens de couleur et pas assez des pauvres Blancs* »[442].

Alors que la SABC diffuse en boucle les flashes d'information, puis de la sombre musique classique et militaire, dans le pays, c'est la stupeur… Une chape de plomb et de silence… Dans les townships, aucune manifestation de joie, même si la mort du premier Ministre réjouit largement une part importante de la population, qui espère sans trop y croire que quelque chose va changer, se débloquer. L'ANC condamne d'ailleurs officiellement l'attentat et réaffirme sa volonté de vouloir faire changer le régime par des fins pacifiques, et non par le meurtre individuel, qui ne peut qu'attirer les représailles du pouvoir en place, un pouvoir qui possède une supériorité militaire et policière écrasante[443]. Pour les Afrikaners, par contre, la mort de leur chef est une véritable tragédie, qui les laisse orphelins et désemparés, comme tétanisés au milieu du gué, alors que le chemin est encore long avant la victoire finale que celui-ci leur promettait.

La procédure judiciaire laisse perplexe : une instruction très courte et un procès expédié en quelques jours laissent une impression d'inachevé, comme si *forcément* Tsafendas était l'unique responsable, comme si *évidemment* il n'y avait pas d'autres pistes à creuser, mettant en cause d'autres intérêts. Comme si refermer le dossier très rapidement permettait d'éviter la découverte de ramifications peu avouables... Comme si, pour certains, on pouvait conjurer les conséquences du cauchemar…

Pour l'heure, l'intérim est assuré par le Ministre des Finances, Theophilus Ebenhaezer Dönges, qui expédie les affaires courantes, mais comme beaucoup au sein des instances dirigeantes du Parti, il semble accuser le coup.
Le corps de Verwoerd est rapatrié par avion à Pretoria le 8 septembre, dans l'après-midi, mais conformément aux vœux de Betsie, il n'est pas exposé au public. Il est enterré au « Hero's Acre », le « Carré des Héros »

---

[442] Cité par le journal « *Le Monde* », dans un article du 8 septembre 1966, publié en pages 1 et 2, et intitulé « *M. Vorster, candidat le mieux placé pour la succession* ».
[443] Comme le rapporte d'ailleurs Nelson Mandela, alors en prison à Robben Island , dans son livre de souvenirs, « *Un si long chemin vers la liberté* », Ed. Anthème Fayard, Paris, 1995, pp. 448-449

du cimetière de Pretoria[444], le 10 septembre 1966. Alors qu'une foule considérable s'est massée pour un dernier adieu[445], et en présence de l'ensemble des caciques du NP et du Broederbond, venus rendre un dernier hommage au « Frère » Verwoerd, Balthazar Johannes Vorster, le Ministre de la Justice et organisateur des funérailles, prononce lugubrement son éloge funèbre. Aucun chef de gouvernement étranger n'assiste aux obsèques, qui sont retransmises en direct par la chaîne de radio nationale, la SABC, même si on note la présence de ministres de Rhodésie et du Portugal venus, en voisins et alliés, saluer la mémoire du défunt.

Exactement une semaine après l'assassinat de Verwoerd, le 13 septembre, un caucus parlementaire du NP, qui se déroule au Cap, désigne BJ Vorster, représentant une aile « dure », mais sudiste (capienne) et franchement réactionnaire du NP, pour lui succéder au poste de Premier Ministre, face à Ben Schoeman -le Ministre des Transports, que les verwoerdistes s'accordent à considérer comme un opportuniste idéologique- qui ne possède pas l'envergure de Verwoerd. Vorster est désigné à l'unanimité des parlementaires NP, Ben Schoeman s'étant retiré en soulignant « *que l'Afrique du Sud traversait une des périodes les plus difficiles de son histoire et qu'il était absolument essentiel que le parti nationaliste présente un front uni* »[446]. Le journal « *Le Monde* » évoque l'hypothèse d'une radicalisation du régime et d'une possible guerre civile entre Blancs

[444] Où reposent, entre autres, Paul Kruger, ancien Président du Transvaal, et Andries Pretorius, fondateur de la ville en 1855.

[445] Jacqueline Kalley cite le chiffre énorme de 250.000 personnes, composant une file s'étendant sur un mile (1,85 km), in « *Southern African Political History: a chronology of key political events from independence to mid-1997* », op. cit., p. 353

[446] Cité in « *La succession du Dr Verwoerd* », article de « *Le Monde* », 14 septembre 1966, p1. Une ligne de fracture au sein du NP, entre « raciaux-séparatistes » verwoerdistes (Albert Hertzog, Michiel Botha, Jaap Marais, Willie Marais…) et « ségrégationnistes », durs ou modérés, qui se reconnaissent derrière le trio sudiste BJ Vorster/PW Botha/HJ Van den Bergh, va rapidement se creuser, et aboutir le 24 octobre 1969 à la première scission au sein du NP depuis 1934, par la création à Pretoria par quatre députés -l'ex Ministre des Postes, Albert Hertzog ; Jaap Marais ; Louis Stofberg, et Willie Marais- de l'« *Herstigte Nasionale Party* », le « Parti national reconstitué », qui reprend les initiales du HNP de 1940. Jaap Marais écrira un livre en 1992, dont le titre, dépourvu d'ambigüité, « *Die era van Verwoerd* », résonnera comme un acte d'accusation envers le gâchis provoqué par la politique d'abandon du « racial-séparatisme » et le recentrage progressif des ségrégationnistes, ex-durs, aboutissant à la fin du pouvoir blanc sous De Klerk. Il faut noter que le HNP est actuellement le dernier parti blanc né durant l'époque de l'apartheid encore en activité.

et Noirs, considérant BJ Vorster comme beaucoup plus « extrémiste » que Verwoerd.[447]
Cet assassinat, *le seul d'un homme politique de premier plan de l'histoire du pays*[448], soulève toutefois de nombreuses questions quant aux réels commanditaires du meurtre, qui ont manipulé Tsafendas…

L'idée que le Premier Ministre « *en faisait trop pour les Noirs* », que lui ont insufflé les probables commanditaires, n'est pas aussi absurde qu'elle n'y parait *a priori*, car c'est une idée qui circule dans certains cercles réactionnaires au sein du NP. C'est d'ailleurs pour cette raison que dès 1961, Robert van Tonder, self-made man millionnaire, fondateur de la ville de Randburg, avait quitté le NP ; et qu'en août 1965, le Pr Christiaan Frederick van der Merwe avait créé le *Republikeinse Party*, le Parti républicain, présentant des candidats d'extrême droite contre le NP, en mars 1966[449].
Il est fort probable que Verwoerd, homme aux idées nouvelles, idéologiquement très en avance sur les conceptions réactionnaires crispées du « Baasskap », ait été la victime d'un complot, une *conjonction d'intérêts* impliquant l'aile réactionnaire/ségrégationniste du NP, des libéraux et des représentants du grand patronat hostiles au dirigisme économique, des partisans de l'alliance avec Israël et une fraction rétrograde des services secrets (militaires), le *Directorate of Military Intelligence* (DMI, ancêtre du BOSS, le «*Bureau of State Security* »[450]), bridé par Verwoerd. Un DMI créé (sur le modèle des services spéciaux britanniques, auquel il reste fortement lié) et dirigé depuis 1961 par le Major-Général Hendrik Johan Van den Bergh[451], ancien général de la police, froid comme un

---

[447] Dans son éditorial du 7 septembre 1966, p.1, intitulé « *Une tranquillité menacée* », « *Le Monde* » s'interrogeait : « *On peur craindre qu'un réflexe de défense ne conduise la population blanche sud-africaine à porter au pouvoir une personnalité encore plus extrémiste que M. Verwoerd, l'actuel Ministre de la Justice, M. Vorster, par exemple* ». En fait Verwoerd n'était ni plus ni moins « extrémiste » que les différents caciques du NP, il était d'une *autre nature idéologique*.
[448] Le Secrétaire général du Parti communiste sud-africain, Chris Hani, fut lui aussi assassiné, en avril 1993, mais quoique homme politique d'importance, il n'était pas Ministre…
[449] Avec un slogan dénué d'ambigüité : « *Blanke Leierskap oor die hele Suid-Afrika !* », « Domination blanche dans l'Afrique du Sud toute entière ! ».
[450] Le BOSS a été créé en vertu du « *Public Service Amendment Act N°86* », le 1er avril 1969. En 1980, suite au scandale du « Muldergate », il disparaît, remplacé par le *National Intelligence Security* (NIS).
[451] Les responsables du SIS (ou MI-6), les services secrets britanniques, le surnommaient peu élégamment « *The Beast* », la Bête…

saurien, vieil ami de BJ Vorster, et comme lui ancien détenu du camp de concentration britannique de Koffiefontein, durant la Seconde Guerre mondiale, pour activités terroristes pronazies au sein des « *Stormjaers* » de l'OB. L'idée du complot impliquant le DMI, encore taboue aujourd'hui, a été évoquée par Petrus Cornelius Swanepoel, lui-même ancien officier du BOSS, dans son excellent recueil de souvenirs[452]. Un autre auteur, le Pr James Sanders accuse quant à lui directement Vorster et Van den Bergh[453]. Jaap Marais lui-même, dans un discours du 15 juillet 1994[454], revient sur les intérêts troubles de Vorster dans l'assassinat, un Vorster à qui profite, naturellement en en premier lieu, le crime.
Il est intéressant de noter que le premier journaliste ayant interviewé Tsafendas en prison (en 1976), Gordon Winter, était un agent du BOSS, comme il le révèlera d'ailleurs lui-même en 1981 dans son livre, « *Inside the BOSS, Secret Police* »[455]. Ce même Gordon Winter avait déjà interviewé en 1961 Doreen Bilson, la compagne de David Pratt, l'auteur de la tentative d'assassinat en avril 1960, qui été suivi par le Dr Zabow, le *même* psychanalyste que Tsafendas… Beaucoup de coïncidences, pour le moins troublantes…

Les services secrets (DMI, puis BOSS), intimement liés aux intérêts du complexe militaro-industriel sud-africain et soutiens indéfectibles à l'alliance avec Israël, furent l'un des piliers de la militarisation progressive de la société sud-africaine, au cours des années 70 et 80, qui atteignit son point d'orgue avec Pieter Willem Botha (lui aussi ancien de l'OB, et Ministre de la Défense de1966 à 1980, puis successeur de Vorster comme Premier Ministre en 1978). Une militarisation qui se voulait officiellement la réponse au « *Totale Aanslag* », « l'assaut total » lancé contre la République par les ennemis internes et externes du régime, et qui conduisit l'appareil d'Etat à commettre d'innombrables exactions, entre 1975 et 1990. Les principales opérations illégales (y compris celles liées à l'assassinat de Dag Hammarskjöld en 1961, une « bavure » ni souhaitée ni autorisée par Verwoerd) des services secrets de l'époque de l'apartheid seront

[452] In « *Inside the BOSS, a Tale of South Africa's late Intelligence Service* », p.66.
[453] In *« Apartheid's Friends - The Rise and Fall of South Africa's Secret Service* » et révèle que Van den Bergh aurait recruté, pour l'accomplissement de ses basses oeuvres, le gangster international d'origine britannique Charlie Richardson en 1964.
[454] Discours publié sous forme d'opuscule: Jaap Marais « *The founders of the New South Africa* », Aktuele Publikasies, Pretoria, 1994, pp 19-22
[455] Gordon Winter « *Inside the BOSS, South Africa's Secret Police* », Ed. Penguin Books, Londres, 1981

mises en lumière par les travaux de la TRC, la « Commission Vérité et Réconciliation ». Une Commission dirigée par l'ancien Archevêque anglican du Cap et Prix Nobel de la Paix Desmond Tutu, chargée entre 1996 et 1998 de recenser les violations des droits de l'homme du temps de l'apartheid et de faire déférer les responsables devant les tribunaux[456]….

Le procès de Tsafendas s'ouvre le 17 octobre 1966 devant la « Division provinciale » de la Cour suprême, au Cap, six semaines seulement après l'assassinat du Premier ministre. La procédure porte essentiellement sur la question de savoir si le prévenu est capable de comprendre la portée de son geste. Les réelles motivations du tueur ne seront pas évoquées au cours du procès. L'*Attorney General* (procureur général) affirme que Tsafendas est un « tueur engagé », demandant à ce que soient menées des investigations complémentaires sur ses possibles commanditaires, mais cette explication n'est pas retenue par le Juge Andries Beyers, qui le déclare finalement irresponsable et le condamne à la prison à vie, quatre jours plus tard. Seul le Président de la République a alors le pouvoir de le gracier et de le faire sortir de prison, par décret spécial.

Incarcéré à Robben Island le temps de son procès, transféré -à la demande expresse de BJ Vorster- à la prison centrale de Pretoria -où il restera jusqu'en 1989, dans le quartier des condamnés à mort où on le laisse moisir- puis au centre pénitentiaire de Zonderwater, Tsafendas décèdera le 7 octobre 1999 à l'hôpital psychiatrique pénitentiaire de Weskoppies, sans jamais être sorti du milieu carcéral.

[456] Cf. les chapitres 2 « *The State outside South Africa between 1960 and 1990* » (pp. 42 à 164) et 3 « *The State inside South Africa between 1960 and 1990* » (pp. 165 à 324), du volume 2 de son monumental « *Truth and Reconciliation Commission of South Africa Report* ». Le rapport final complet –quelque 7 volumes et 4.480 pages !- a été remis au Président Nelson Mandela le 28 octobre 1998.

CONCLUSION

Cet assassinat, reste encore de nos jours, *officiellement*, une grande énigme… Un dossier que même la TRC, la « Commission Vérité et Réconciliation », pourtant exhaustive sur d'autres crimes commis à l'époque, n'a pas osé ou pas voulu rouvrir, alors même qu'elle a interrogé d'innombrables responsables politiques et militaires qui ont officié dans les années 60…

Après sa mort, son nom fut donné une ville, Verwoerdburg (dans la grande banlieue Sud de Pretoria, rebaptisée en 1995 sous le nom de « Centurion ») et à de multiples lieux publics (aéroport de Port Elizabeth, barrages, avenues, écoles, hôpitaux, bâtiments publics…).

Après la victoire de l'ANC aux premières élections non-raciales du pays[457], le 27 avril 1994, la montée en puissance d'un violent sentiment revanchard anti-afrikaner s'est exprimée au travers de la volonté d'effacement d'une grande partie des symboles culturels et politiques afrikaners du pays. Des villes, des rues, des bâtiments publics…, chargés de *Sens*, sont débaptisés, des statues déboulonnées, des musées fermés… Verwoerd sera une des cibles les plus marquantes de cette politique de revanche raciale, un acharnement à la mesure de l'immense Homme d'Etat qu'il fut… Jusqu'en 2005, la banquette parlementaire où était assis Verwoerd au moment de son assassinat conserva les tâches de son sang. Elle fut nettoyée, officiellement, par inadvertance…

Mais en 2004, une émission spéciale de la 3^{è} chaîne de la télévision sud-africaine (la SABC 3) intitulée « *The 100 Greatest South Africans* **»** détermina par un vote du public les « 100 plus grandes personnalités d'Afrique du Sud », mêlant des scientifiques, des intellectuels universitaires, des

---

[457] « Non-raciales », et non « multiraciales » puisque, après le référendum du 21 novembre 1983, PW Botha organisa un premier partage des pouvoirs législatif et exécutif entre Blancs, Kleurlinge et Asiatiques dans le cadre de réformes constitutionnelles de fond. *Ces réformes aboutirent à des élections législatives en 1984 et en 1989, qui furent déjà multiraciales.* Des élections au cours desquelles, les électeurs kleurlinge et asiatiques votèrent –séparément des électeurs blancs en août 1984, car ceux-ci élurent leur « Assemblée » les 29 juin 1981 et 6 mai 1987 ; puis le même jour qu'eux, le 6 septembre 1989- pour élire leurs représentants respectifs à la « Chambre des Représentants » et à la « Chambre des délégués », formant un Parlement tricaméral avec l'« Assemblée », toujours élue par les électeurs blancs. Ce premier partage constitutionnel du pouvoir avec des Non-Blancs constitue le prélude à la fin définitive de l'apartheid.

hommes de lettres et des artistes aux hommes politiques. Dans ce classement, Hendrik Frensch Verwoerd obtint une étonnante 19è place, toutes catégories confondues, largement devant le chanteur Johnny Clegg et les leaders historiques de l'ANC Oliver Tambo, Walter Sisulu ou Albert Luthuli, pourtant Prix Nobel de la Paix… Et il n'est pas du tout certain que seuls des Blancs se soient exprimés en sa faveur…

Mais aujourd'hui encore, et quoique son nom soit synonyme d'épouvante pour les ennemis idéologiques et raciaux de l'« *Afri-kanermag* », le pouvoir afrikaner, Verwoerd reste très populaire auprès de nombreux Afrikaners, qui voient toujours fièrement en lui le « Père de la Nation », un immense héros, un Prophète au destin brisé...

A Orania, le prospère et dynamique village enclave blanc situé près du fleuve Orange, embryon du futur « *Volkstaat* » racial, sorte de « *Blantoustan* », ou « Homeland blanc », dirigé par son gendre, le Pr Carel Boshoff, sa statue domine toujours la partie haute du village, invitant le curieux à une découverte quasi magique d'une partie de l'Histoire du pays. Dans le village, un musée, le « *Verwoerd Gedenkmuseum* », lui est également dédié…

ANNEXE I : PHOTOS

Ces photos sont consultables à l'Institut d'Histoire Contemporaine (« *Instituut van die Eietydse Geskiedenis* ») de l'Université de l'Etat Libre, à Bloemfontein, et au « *Verwoerd Gedenkmuseum* » d'Orania.



Hendrik Frensch Verwoerd, en 1958



Hendrik Frensch Verwoerd, à son bureau, vers 1964



Hendrik Frensch Verwoerd à Londres, en mars 1961



Hendrik Frensch Verwoerd, Johannes Gerhardus Strijdom
et Daniel François Malan en 1952



Commission Tomlinson, en 1953



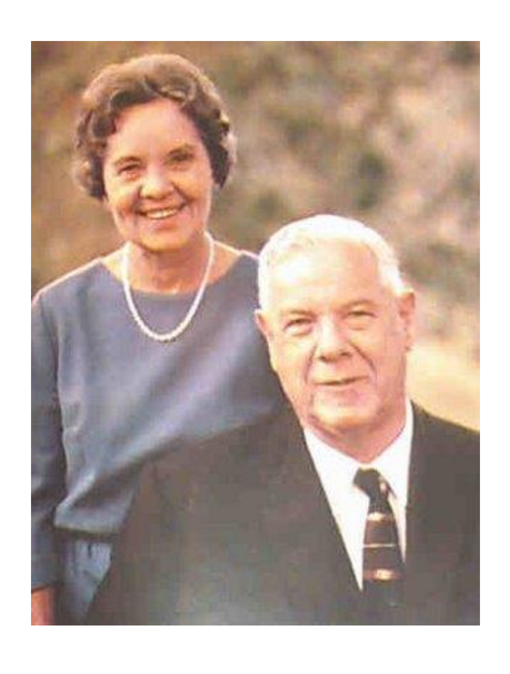
Montage, un Verwoerd triomphant



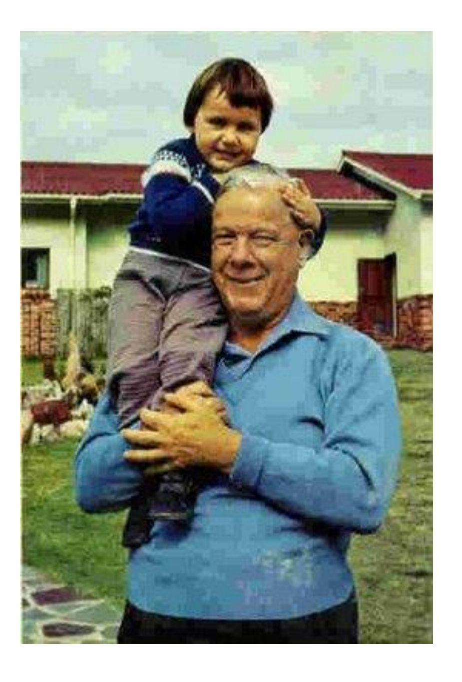
Hendrik Frensch Verwoerd et
Johannes Gerhardus Strijdom en 1953



Hendrik Frensch Verwoerd à son bureau, à Pretoria, juin 1961



Hendrik Frensch et Betsie Verwoerd



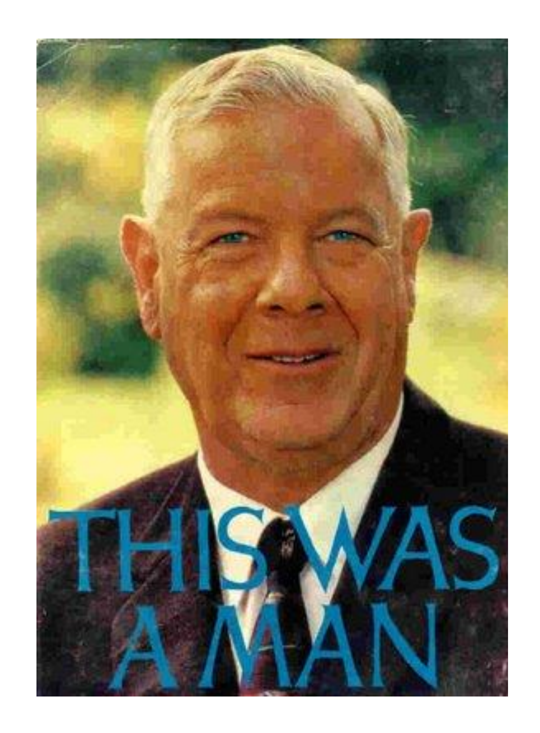
Un grand-père heureux



Hendrik Frensch et Betsie
Verwoerd, à Bloedrivier,
en décembre 1958



Hendrik Frensch et Betsie Verwoerd,
le 27 février 1961,
avant leur départ pour Londres



Couverture du livre de PW Grobbelaar, « *This was a Man* », 1967



Verwoerd en 1961



Verwoerd (avec un collier de barbe…) et sa fille Elsabet, en 1938





Timbres émis fin 1966



Plaque commémorative,
en 1967



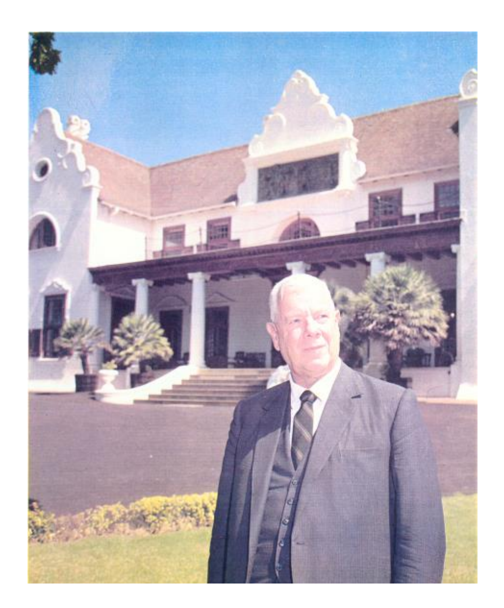
La statue en bronze de HF Verwoerd domine les hauteurs
du village blanc d'Orania



Discours au Milner Park, Johannesburg, 9 avril 1960



Proclamation de la République, le 31 mai 1961, à Pretoria (assis, le premier Président de la République, CR Swart)

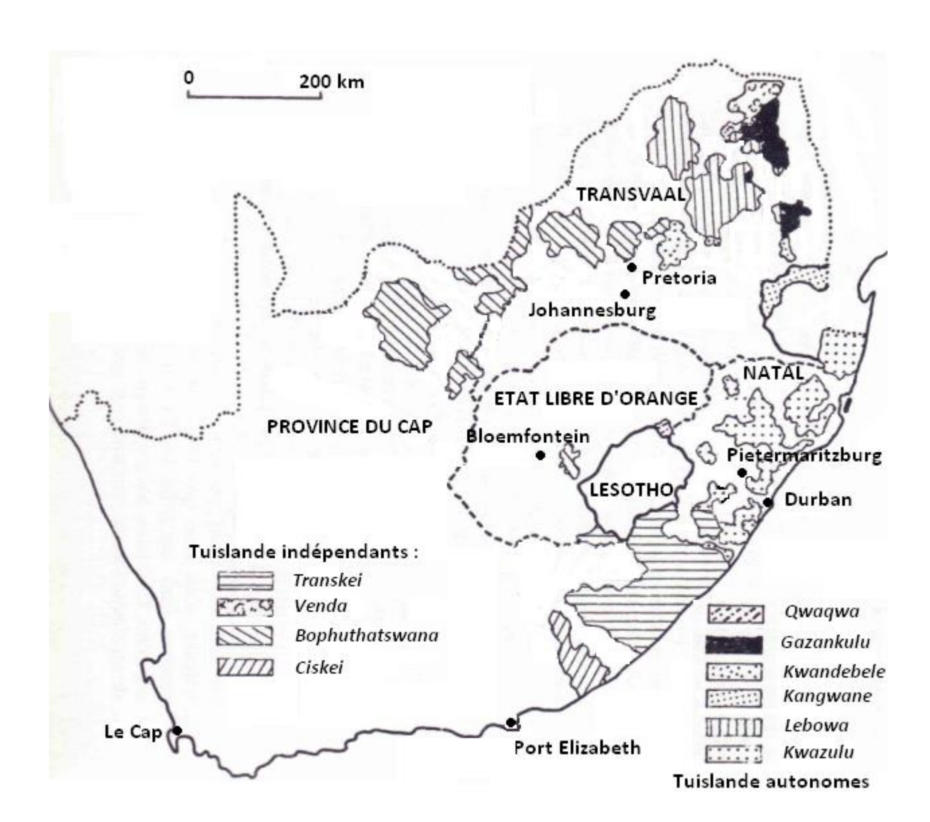


HF Verwoerd devant *Groot Schuur*, la résidence de fonction du Premier ministre au Cap

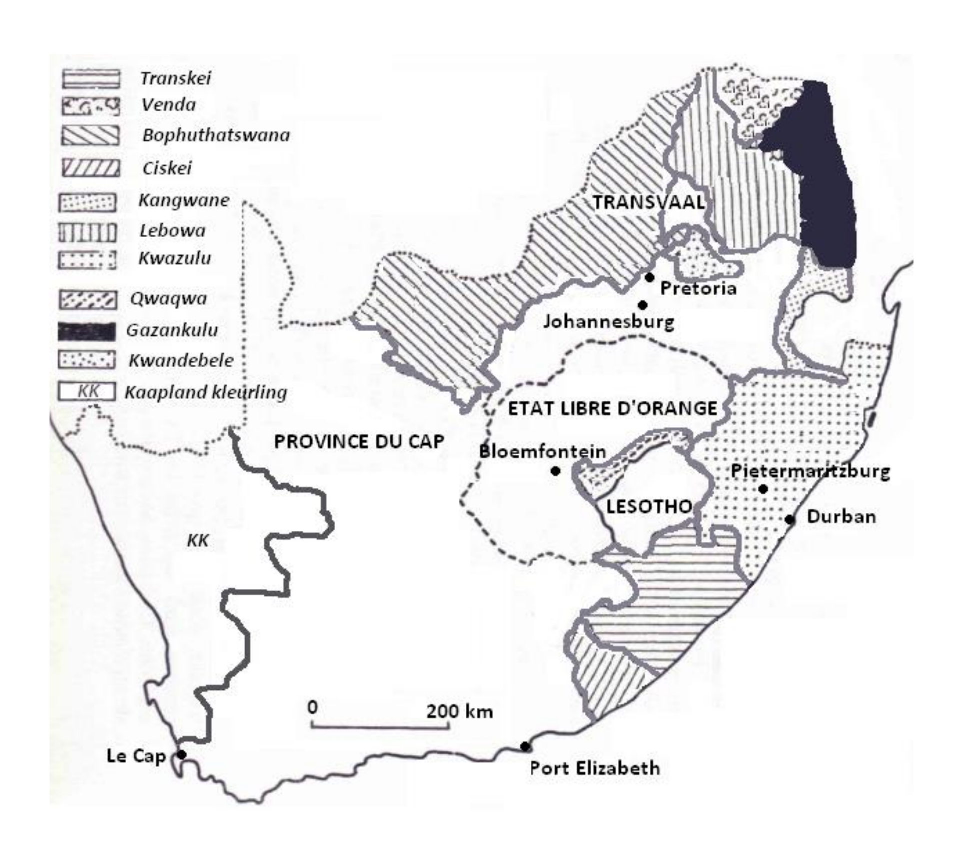


Cortège funéraire, arrivant à Pretoria, le 8 septembre 1966

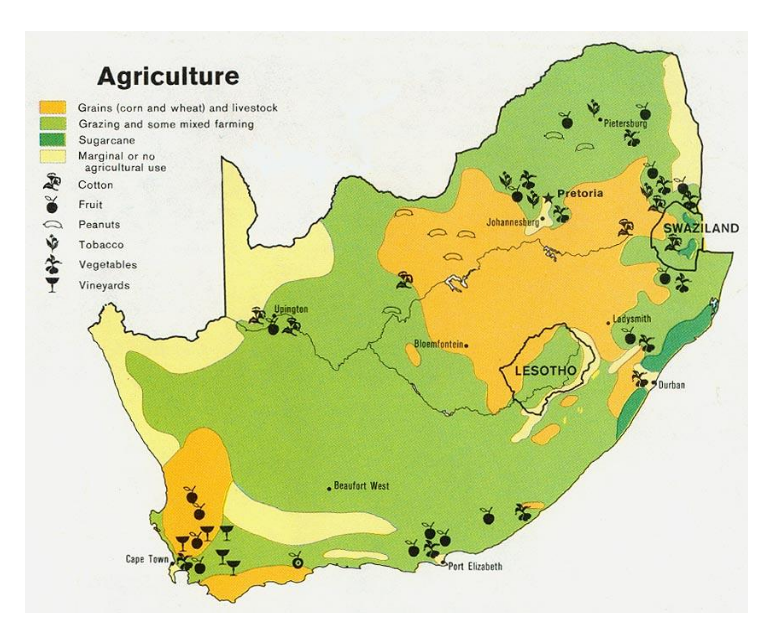
ANNEXE II : CARTES



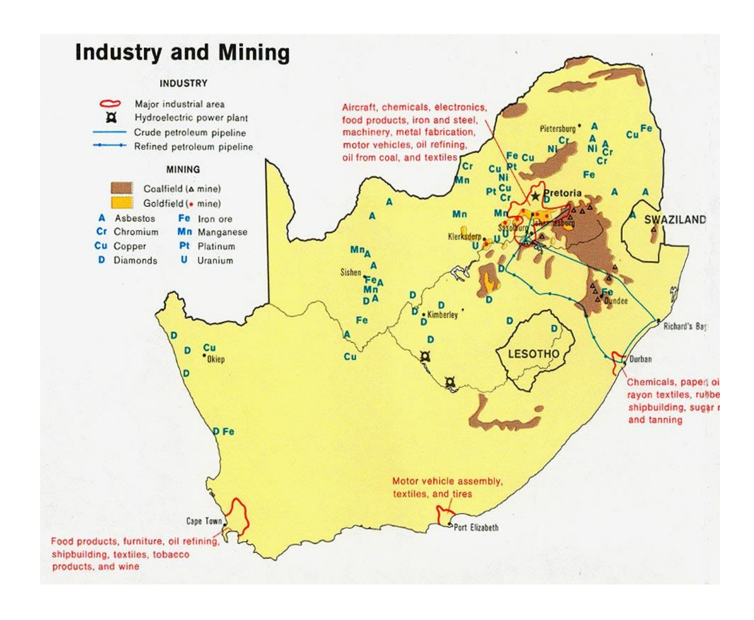
Carte 1 : République d'Afrique du Sud, provinces
et Bantoustans/Tuislande



Carte 2 : Carte esquisse de la « New Vision »
et du partage nécessaire du territoire



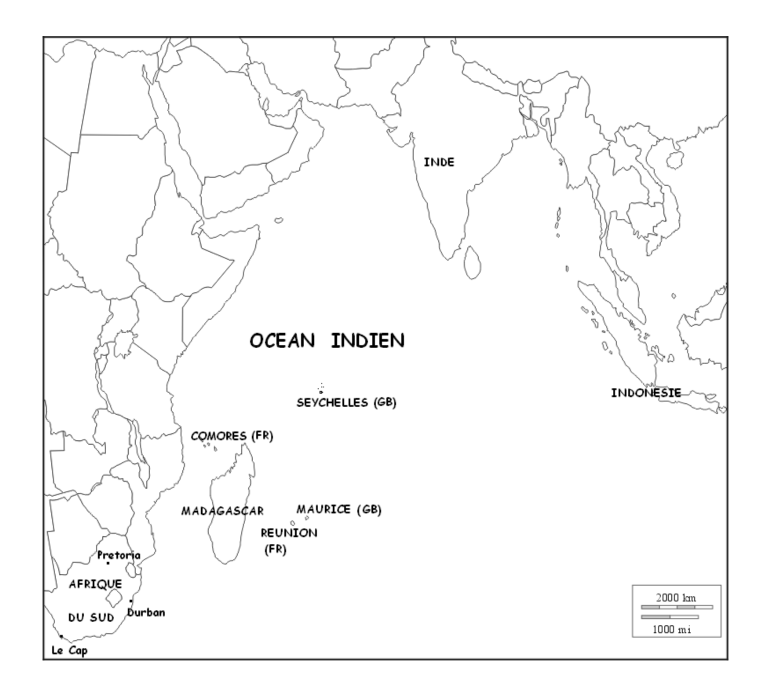
Carte 3 : Carte économique : l'agriculture en 1965



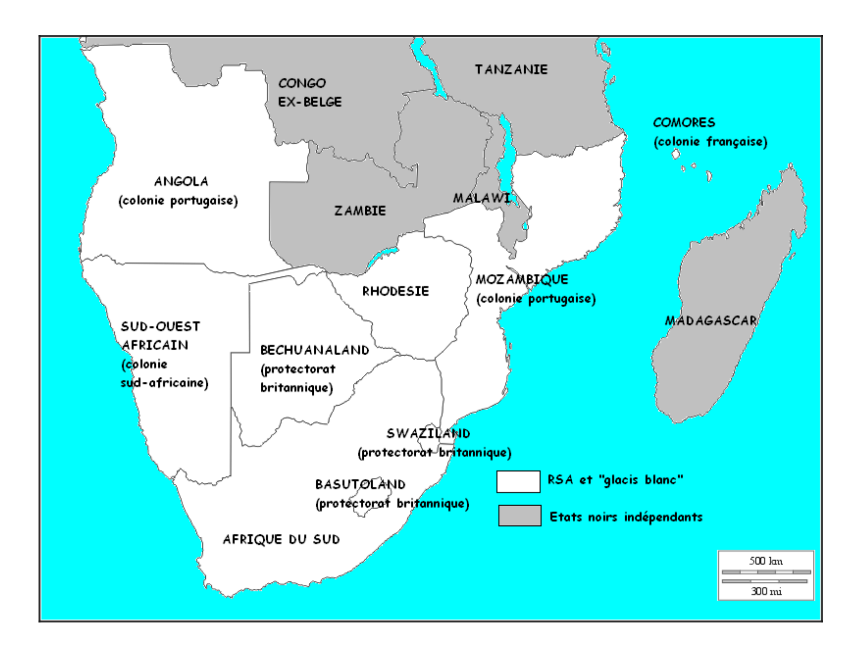
Carte 4 : Carte économique : la puissance industrielle en 1965



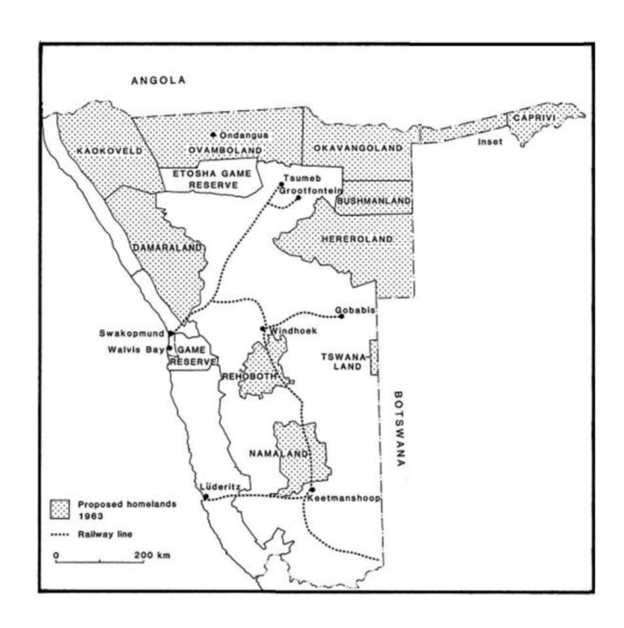
Carte 5 : La Route stratégique du Pétrole passe aussi par le Cap



Carte 6 : L'Océan Indien en 1965



Carte 7 : Le « glacis blanc » en Afrique australe, en 1965



Carte 8 : Sud-Ouest Africain : zone blanche, Bantoustans
et zone interdite (zone côtière et parcs)

ANNEXE III : ELECTIONS LEGISLATIVES ET REFERENDUM (1948-1966)

1/ ELECTIONS LEGISLATIVES DU 26 MAI 1948

Electeurs inscrits	1.337.534	
Votants	1.073.364	(80,2%)
Votes blancs et nuls	7.393	
Exprimés	1.065.971	

Partis/[Coalition]	Voix	%	Nombre de sièges (sur 153)*
Herenigde Nasionale Party-Afrikaner Party [HNP-AP]**	443.719	41,63%	79
Herenigde Nasionale Party (HNP)	*(401.834)*	*(37,70%)*	*70*
Afrikaner Party (AP)	*(41.885)*	*(3,93%)*	*09*
United Party (UP)	524.230	49.18%	65
South African Labour Party (SALP)	27.360	2.57%	06
Indépendants	70.662	6.63%	03

*L'Assemblée comprenait 153 députés, 150 directement élus, et 3 réservés aux « Représentants des Indigènes », députés blancs élus par des électeurs noirs dans la Province du Cap. Ils siègent sous la rubrique « Indépendants ». Cette représentation sera supprimée en juin 1951.
** HNP et AP fusionnèrent en 1951. Le nouveau parti reprit le nom « historique » de Parti National (*Nasionale Party*)

2 / ELECTIONS LEGISLATIVES DU 15 AVRIL 1953

Partis	Nombre de sièges : 156*
Nasionale Party (NP)	94
United Party (UP)	57
Labour Party (PP)	05

*En 1949, l'Afrique du Sud annexe le Sud-Ouest Africain, et la population blanche de la « cinquième province » se voit représentée au Parlement du Cap par six députés.

3 / ELECTIONS LEGISLATIVES DU 16 AVRIL 1958

Partis	Nombre de sièges : 160
Nasionale Party (NP)	103
United Party (UP)	53
Indépendants (élus par les Kleurlinge, assimilés UP)	04

4/ REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 5 OCTOBRE 1960

Electeurs Inscrits	1.800.426
Exprimés	1.626.336 (90,8%)

	Oui	Non	TOTAL
Transvaal	406.632 (55,6%)	325.041 (44,4%)	731.673 (100,0%)
Province du Cap	271.418 (50,2%)	269.784 (49,8%)	541.202 (100,0%)
Natal	42.299 (23,8%)	135.598 (76,2%)	177.897 (100,0%)
Orange	110.171 (76,7%)	33.438 (23,3%)	143.609 (100,0%)
Sud-Ouest Africain	19.938 (62,4%)	12.017 (37,6%)	31.955 (100,0%)
TOTAL	850.458 (52,3%)	775.878 (47,7%)	1.626.336 (100,0%)

5/ ELECTIONS LEGISLATIVES DU 8 OCTOBRE 1961

Partis	**Nombre de sièges : 160**
Nasionale Party (NP)	105
United Party (UP)	49
Progressive Party (PP)	01
National Union (NU)	01
Indépendants (élus par les Kleurlinge, assimilés UP)	04

6/ ELECTIONS LEGISLATIVES DU 30 MARS 1966

Partis	**Nombre de sièges : 170**
Nasionale Party (NP)	126
United Party (UP)	39
Progressive Party (PP)	01
Indépendants (élus par les Kleurlinge, assimilés UP)	04

ANNEXE IV : GLOSSAIRE

Afrikaans	Langue créole des Afrikaners et des « Métis » (Coloureds / Kleurlinge), issue du néerlandais, officielle depuis 1925
Afrikaanse Handelinstituut (AHI)	Chambre de Commerce Afrikaans (afrikaner), créée en 1942, sur l'initiative du Broederbond
Afrikaanse Nasionale Studentebond (ANS)	Ligue des étudiants afrikaansophones, fondée en 1933, devenue ASB en 1948
Afrikanerdom	« Afrikanerité », désigne à la fois l'ensemble des Afrikaners conscients de l'être, les valeurs traditionnelles contenues par la société et la langue, ainsi que le mouvement historico-politique qui vise à leur rendre indépendance et souveraineté
Afrikaners	Blancs sud-africains de langue afrikaans (60% des Blancs)
Afrika Instituut van Suid-Afrika	Institut de recherche en sciences politiques, tourné vers l'Afrique, créé en 1960
Afrikanermag	Pouvoir (ou puissance) afrikaner
Afrikanerparty (AP)	Parti Afrikaner, de l'Orangien Klaas Havenga, allié au HNP pour les élections de 1948
African National Congress (ANC)	Congrès National Africain, parti nationaliste noir, fondé en 1912, au pouvoir depuis 1994
Aparte ontwikkeling	Développement séparé
Apartheid	Séparation (raciale)
Armaments Corporation of South Africa (ARMSCOR)	Organisme public gérant les programmes nationaux d'armement
Baasskap	« Domination » ou « Suprématie »

Bantoustans (Homelands)	Foyers nationaux ethniques noirs, en RSA et dans le Sud-Ouest Africain, appelés à devenir indépendants au terme de la « décolonisation intérieure »
Black Sash	« Echarpe noire », mouvement féministe gauchiste de femmes blanches anti-apartheid, fondé en 1955
Blankewerkers-beskermingsbond (BWBB)	Ligue de protection des ouvriers blancs, syndicat nationaliste afrikaner, créé par le Broederbond
Boers	Ancêtres des Afrikaners, issus des colons néerlandais, allemands, scandinaves et huguenots établis au Cap au XVII^{è} et XVIII^{è} siècles
Broederbond	« Ligue des Frères », société secrète nationaliste afrikaner, créée en 1918
Bureau of State Security (BOSS)	Services secrets sud-africains, créés en 1969. Le BOSS a succédé au DMI
Colour Bar	Barrière de couleur, séparant légalement Blancs et Non-Blancs dans le monde du travail
Coloureds / Kleurlinge	Métis, issus essentiellement des mélanges entre Néerlandais, Khoi et esclaves malais/indonésiens aux XVII^{è} et XVIII^{è} siècles
Commission Odendaal	Commission chargée, de 1962 à 1964, d'étudier la mise en place de Bantoustans dans le Sud-Ouest Africain
Commission Tomlinson	Commission chargée, entre 1950 et 1954, d'étudier la mise en place de Bantoustans en Afrique du Sud, et les transferts économiques et financiers nécessaires à cette politique
Detente policy	Politique de détente entre la RSA et les pays modérés de l'Afrique noire essentiellement francophone, entre 1964 et 1977
Directorate of Military Intelligence (DMI)	Services secrets militaires, créés en 1961, sur le modèle du MI 5 britannique

Electricity Supply Commission (ESKOM)	Compagnie nationale de production et de distribution d'électricité. Fondée en 1922
Federasie van Afrikaanse Kultuurvereniginge (FAK)	Fédération des associations culturelles afrikaans, fondée en 1929 par le Broederbond pour diriger son action politique dans le domaine culturel
« Gesuiwerde » Nasionale Party (G/NP)	Refusant l'alliance de la tendance Hertzog du NP avec le SAP de Smuts, les éléments radicaux et républicains du NP constituent en juillet 1934 une aile « maintenue » du NP, qualifiée de « Parti National Purifié »ou G/NP par ses adversaires, et qui devient l'opposition officielle au Parlement du Cap
Grand Trek	« Grande Migration » des Boers fuyant la domination britannique, vers le nord, à partir de 1834, qui aboutit à la création des Républiques de l'Etat Libre d'Orange et du Transvaal. Epopée qui fonde le mythe nationaliste.
Herenigde Nasionale Party (HNP)	Après la mise en minorité d'Hertzog au Parlement en septembre 1939, ses partisans rejoignent le G/NP de Malan, qui prend le nom de HNP, le « Parti National Réunifié », en 1940. Après la fusion du HNP avec l'AP en 1951, le nouveau parti reprend le nom « historique » de « *Nasionale Party* »
Laager	Camp retranché des Voortrekkers, formé de chariots à bœufs disposés en cercle
Leier	« Guide ». Titre du dirigeant du *Nasionale Party* au niveau provincial. Le « Hoofleier », ou « leader principal » est le dirigeant du NP au niveau national.
Nasionale Party (NP)	Formé le 1er juillet 1914 par des généraux boers opposés à la politique de réconciliation et de coopération avec les Britanniques, le Parti National a été au pouvoir entre 1924 et 1934, puis entre 1948 et 1994.
Nederduitse Gereformeerde Kerk (NGK)	Eglise réformée néerlandaise (calviniste), principale Eglise des Afrikaners et des Kleurlinge

Oorstroming	« Déferlement », crainte des Afrikaners de voir les Non-Blancs les noyer sous la masse démographique
Ossewabrandwag (OB)	« Sentinelle du Chariot à bœufs », organisation culturelle afrikaner de masse, fondée après les cérémonies du « Centenaire » de 1938
Pan Africanist Congress of Azania (PAC)	Parti raciste noir, né de la scission en avril 1959 de la Ligue de Jeunesse (« Youth League ») de l'ANC
Platteland	« Plat pays », zones rurales du pays profond afrikaner, souvent pauvres
Poqo	« Le Pur », organisation militaire du PAC, devient « Azanian People's Liberation Army » dans les années 60
Reddingsdaad-bond	Fonds de Secours populaire afrikaner, mis en place en 1939 par le Broederbond, pour venir en aide aux « Pauvres Blancs », sous forme de système coopératif
Rivonia	Banlieue huppée du Nord de Johannesburg
RSA	Republiek van Suid-Afrika / Republic of South Africa
South African Bureau of Racial Affairs / Suid- Afrikaanse Buro vir Rasse Aangeleenthede (SABRA)	Bureau sud-africain des affaires raciales, institut de recherche fondé en 1947 à l'Université de Stellenbosch par le Broederbond, comme laboratoire d'idées pour la mise en place pratique de la politique de séparation raciale
South African Defence Force (SADF)	Nom de l'armée sud-africaine entre 1957 et 1994
South African Institute for Race Relations (SAIRR)	Institut d'études consacré à l'évolution des relations raciales, fondé en 1929 par des intellectuels blancs et kleurlinge, hostiles à la ségrégation raciale
Sestigers	« Ceux des années 60 », groupe informel d'écrivains afrikaners de gauche (André Brink, Breyten Breytenbach, Etienne Leroux, Ingrid Jonker…), hostiles à l'apartheid

Suid-Afrikaanse Steenkool en Olie (SASOL)	Conglomérat pétrochimique, fondé en 1950
Soewereiniteit in eie Kring	« Souveraineté dans chaque sphère »
South African Communist Party (SACP)	Parti communiste sud-africain, fondé en 1921
Stormjaers (SJ)	Troupes d'assaut (groupe paramilitaire) de l'*Ossewa-brandwag*
Springbok Legion	Association de vétérans blancs de la Seconde Guerre mondiale, fondée en 1941, dirigée par le Parti communiste, hostile à l'apartheid
Sud-Ouest Africain	Colonie allemande (1884–1915), puis sud-africaine entre 1919 et 1990, devient indépendante sous le nom de « Namibie »
Swart Gevaar	Le « péril noir », dénoncé par le Nasionale Party depuis le milieu des années 1930
Totale Aanslag	« Assaut Total », communiste, intérieur comme extérieur, contre la RSA
Township	Banlieue non-blanche d'une ville blanche, souvent nettement plus vivable que les cités/bidonvilles des grandes métropoles d'Afrique noire, Lagos, Kinshasa, Dar es-Salaam ou Nairobi
Umkhoto we Sizwe (MK)	« Fer de Lance », organisation militaire de l'ANC
United Party (UP) / Verenigde Party (VP)	Né en décembre 1934 de la fusion de l'aile hertzogiste du Nasionale Party avec le South African Party de Jan Christiaan Smuts. Au pouvoir entre 1934 et 1948.
Verafrikaansing	« Afrikanérisation ». Politique d'acculturation des Anglophones sud-africains en vue d'unifier culturellement et politiquement les deux « nations blanches » autour de la Weltanschauung nationaliste afrikaner

Volkseenheid Unité du Peuple (afrikaner)

Volkskas « Caisse du peuple », caisse d'épargne afrikaner, mise en place par le Broederbond en 1934, ancêtre du groupe ABSA

Voortrekkers Pionniers boers du « Grand Trek », après 1835

Witwatersrand Litt. « la colline des eaux blanches ». Région industrielle du sud du Transvaal, autour du Triangle (appelé PWV), comprenant Pretoria, Johannesburg et Vereeniging. Aujourd'hui le Witwatersrand constitue la province sud-africaine du Gauteng, qui concentre du 33,9% du PIB sur 1,4% du territoire national

ANNEXE V : TABLEAUX

1 / CHEFS D'ETAT ET PRINCIPAUX MINISTRES 1948 / 1966, LA « VALSE DES PORTEFEUILLES »

	Chef d'Etat *	Premier Ministre	Intérieur	Défense	Justice	Affaires Etrangères	Finances	Affaires indigènes **	
1948	J Brand Van Zyl	DF Malan	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan	K Havenga	EG Jansen	
1949	J Brand Van Zyl	DF Malan	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan	K Havenga	EG Jansen	
1950	J Brand Van Zyl	DF Malan	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan	K Havenga	EG Jansen HF Verwoerd	
1951	EG Jansen	DF Malan	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan	K Havenga	HF Verwoerd	
1952	EG Jansen	DF Malan	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan	K Havenga	HF Verwoerd	
1953	EG Jansen	DF Malan	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan	K Havenga	HF Verwoerd	
1954	EG Jansen	DF Malan JG Strijdom	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	DF Malan JG Strijdom	K Havenga EH Louw	HF Verwoerd	
1955	EG Jansen	JG Strijdom	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	JG Strijdom EH Louw	EH Louw	HF Verwoerd	
1956	EG Jansen	JG Strijdom	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	EH Louw	EH Louw JF Naudé	HF Verwoerd	
1957	EG Jansen	JG Strijdom	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	EH Louw	JF Naudé	HF Verwoerd	
1958	EG Jansen	JG Strijdom HF Verwoerd	TE Dönges	FC Eras-mus	CR Swart	EH Louw	JF Naudé TE Dönges	HF Verwoerd D De Wet Nel	WA Maree
1959	EG Jansen LC Steyn CR Swart	HF Verwoerd	TE Dönges	FC Eras-mus JJ Fouché	CR Swart FC Erasmus	EH Louw	TE Dönges	D De Wet Nel	WA Maree
1960	CR Swart	HF Verwoerd	TE Dönges	JJ Fouché	FC Erasmus	EH Louw	TE Dönges	D De Wet Nel	WA Maree
1961	CR Swart	HF Verwoerd	TE Dönges JF Naudé J De Klerk	JJ Fouché	FC Erasmus BJ Vorster	EH Louw	TE Dönges	D De Wet Nel	WA Maree
1962	CR Swart	HF Verwoerd	J De Klerk	JJ Fouché	BJ Vorster	EH Louw	TE Dönges	D De Wet Nel	WA Maree
1963	CR Swart	HF Verwoerd	J De Klerk	JJ Fouché	BJ Vorster	EH Louw	TE Dönges	D De Wet Nel MC Botha	WA Maree
1964	CR Swart	HF Verwoerd	J De Klerk	JJ Fouché	BJ Vorster	EH Louw H Muller	TE Dönges	MC Botha	WA Maree P Janson
1965	CR Swart	HF Verwoerd	J De Klerk	JJ Fouché	BJ Vorster	H Muller	TE Dönges	MC Botha	P Janson
1966	CR Swart	HF Verwoerd BJ Vorster	J De Klerk PMK Le Roux	JJ Fouché PW Botha	BJ Vorster PC Pelser	H Muller	TE Dönges	MC Botha	P Janson

* Jusqu'en 1961, la Reine d'Angleterre, Chef d'Etat de l'Union, est représentée par un Gouverneur-Général

** Le 3 septembre 1958, le Ministère des Affaires Indigènes disparaît, scindé en deux Ministères : Administration et développement bantous (avec Michiel Daniel Christiaan « Daan » De Wet Nel); et Education bantoue (avec Willem Adriaan Maree)

2 / EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE 1904 / 1970

	TOTAL		Noirs		Blancs		Coloureds		Asiatiques	
	Millions	(%)	Millions	(%)	Millions	(%)	Millions	(%)	Millions	(%)
1904	5,19	*(100,0)*	3,50	*(67,4)*	1,12	*(21,6)*	0,45	*(8,6)*	0.12	*(2,4)*
1936	9,69	*(100,0)*	6,70	*(68,8)*	2,00	*(20,9)*	0,77	*(8,0)*	0,22	*(2,3)*
1946	11,26	*(100,0)*	7,74	*(67,9)*	2,34	*(20,6)*	0,91	*(8,0)*	0,28	*(3,5)*
1960	15,85	*(100,0)*	10,81	*(68,2)*	3,07	*(19,4)*	1,49	*(9,4)*	0,48	*(3,0)*
1970	21,79	*(100,0)*	15,34	*(70,4)*	3,77	*(17,3)*	2,05	*(9,4)*	0,63	*(2,9)*

3 / REPARTITION ETHNIQUE DES POPULATIONS NOIRES (1960)

Xhosas	3.423.000	31,7%
Zulus	2.959.000	27,4%
Pedis	1.122.000	10,4%
Sothos	1.089.000	10,0%
Tswanas	863.000	8,0%
Tsongas	366.000	3,4%
Swazis	301.000	2,8%
Ndebeles	209.000	1,9%
Venda	195.000	1,8%
Autres	280.000	2,6%
TOTAL	10.807.000	100,0%

4 / REPARTITION ETHNIQUE DE LA POPULATION BLANCHE (1960)

Afrikaners et assimilés	Anglophones	Autres	TOTAL
1.780.988 (58,1%)	1.150.738 (37,5%)	135.912 (4,4%)	3.067.638 (100,0%)

Les tableaux 3 et 4 sont extraits du Recensement de 1960,
cités par Brian Percy Bunting, pp. 403 et 488

5 / CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE TOTALE ENTRE 1936 ET 1970 (EN %)

TOTAL	+ 124,9 %
Noirs	+ 128,9 %
Blancs	+ 88,5 %
Coloureds	+ 166,2 %
Asiatiques	+ 186,4 %

6 / TAUX D'URBANISATION 1936 / 1960 (EN %)

	POP TOTALE	Noirs	Blancs	Coloureds	Asiatiques
1936	31	17	65	54	66
1946	37	22	73	58	70
1960	47	32	84	68	83

Les tableaux 2,5,6 et 7 sont tirés du « *RSA Kernstatistieke* », Sentrale Statistikdiens (SSD), Pretoria, 1994, p.8

7 / COMPOSITION RACIALE EN ZONE URBAINE BLANCHE 1936 / 1960 (EN %)

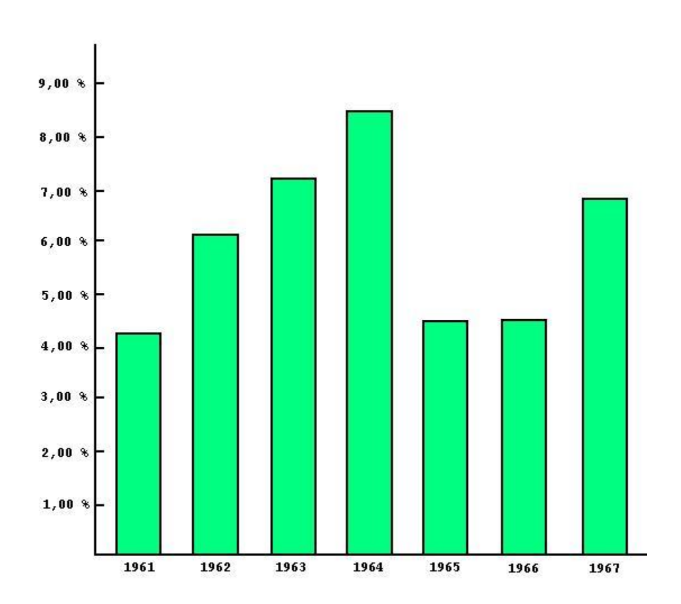
	TOTAL	Noirs	Blancs	Coloureds	Asiatiques
1936	100	37,6	43,6	13,9	4,9
1946	100	41,5	40,5	13,0	5,0
1960	100	46,7	35,1	13,1	5,1

8 / ECHANGES ECONOMIQUES ENTRE LA RSA ET SES VOISINS DIRECTS, L'INTEGRATION DU « COMMONWEALTH AUSTRAL-AFRICAIN », EN RANDS (1964)

	Exportations vers		Importations de	
	Afrique du Sud	Reste du Monde	Afrique du Sud	Reste du Monde
Botswana	4.069.000	6.104.000	4.665.000	4.664.000
Lesotho	4.940.000	260.000	15.210.000	1.690.000
Swaziland	9.759.000	12.896.000	15.570.000	3.230.000
Sud-Ouest Africain	75.483.000	87.390.000	126.000.000	14.000.000

D'après Gerhard Max Erich Leistner, in «*Tegnikon* », Suid-Afrikaanse Akademie vir Wetenskap en Kuns, Arcadia (Pretoria), mars 1967

9 / TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE ANNUEL 1961 / 1967 (EN % PIB)



D'après « *South Africa's Statistical Profile* », Sentrale Statistikdiens (SSD), Pretoria, 1994, p.3

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I / TRAVAUX UNIVERSITAIRES DE VERWOERD

Publications en afrikaans et/ou anglais, disponibles à l'Université de Stellenbosch, mais également à l'Institut d'Histoire Contemporaine (« *Instituut van die Eietydse Geskiedenis* » ou INEG) de l'Université de l'Etat Libre, à Bloemfontein.

VERWOERD Hendrik Frensch « *Die dubbele taak* », Mémoire de maîtrise de psychologie, Université de Stellenbosch, 1922, 164 feuillets

VERWOERD Hendrik Frensch « *Die Afstomping van gemoedsaandoeninge* », Thèse de psychologie, Université de Stellenbosch, 1924, IV + 317 p

VERWOERD Hendrik Frensch « *A method for the experimental production of emotions* », in « *The American Journal of Psychology* », Vol. 37, N° 3, juillet 1926, University of Illinois Press, Chicago, pp. 357-371

VERWOERD Hendrik Frensch « *'N Bydrae tot die metodiek en problemstelling vir die psigologiese ondersoek van koerante-advertensies* » (« Une contribution à la méthodologie psychologique de la publicité journalistique »), in « *South African Journal of Science* » N°25, South African Association for the Advancement of Science, Pretoria, 1928, pp. 469-480

VERWOERD Hendrik Frensch « *The distribution of "attention" and its testing* », in « *Journal of Applied Psychology*», American Psychological Association, Washington, Vol.12, N°6, décembre 1928, pp 595-601

VERWOERD Hendrik Frensch « *Effects of fatigue on the distribution of attention* », in « *Journal of Applied Psychology* », American Psychological Association, Washington, Vol.12, N°5, octobre 1928, pp 495-510

VERWOERD Hendrik Frensch « *A contribution to the experimental investigation of testimony* », in « *South African Journal of Science* » N°26, South African Association for the Advancement of Science, Pretoria, 1929, pp 949-957

VERWOERD Hendrik Frensch « *Oor die opstel van objektiewe persoonlikheidsbepalingskemas* » (« Sur les critères objectifs pour déterminer des types de personnalité »), in « *South African Journal of Science* » N°27, South African Association for the Advancement of Science, Pretoria, 1930, pp. 460-480

VERWOERD Hendrik Frensch « *Oor die persoonlikheid van die mens en die beskrywing daarvan* » (« Sur la personnalité humaine et par conséquent,

la description »), in « *South African Journal of Science* » N°27, South African Association for the Advancement of Science, Pretoria, 1930, pp. 577-580

VERWOERD Hendrik Frensch « *Die bestryding van armoede en die herorganisasie van welvaartswerk* » (« La bataille de la pauvreté et la réorganisation de la sécurité sociale »), in DU TOIT Pieter « *Verslag van die volkskongres oor die armblankevraagstuk gehou te Kimberley, 2 tot 5 Oktober, 1934* », Nasionale Pers, Le Cap, 1934, pp. 30-40

II / DISCOURS DE VERWOERD

PELZER Adriaan Nicolaas Petrus « *Verwoerd aan die Woord: toesprake, 1948-1962* », Editions Afrikaanse Pers-Boekhandel (APB), Johannesburg, 1964, 685 p

PELZER Adriaan Nicolaas Petrus « *Verwoerd speaks: Speeches 1948-1966* », Ed. Afrikaanse Pers-Boekhandel, Johannesburg, 1966, LVIII + 735 p (Version élargie, complétée et traduite en anglais du précédent)

SOUTH AFRICAN DIGEST « *The Tomlinson Debate* », State Information Office, Pretoria, 1956, 31 p (extraits du débat au Parlement, autour de la présentation du rapport de la « *Commission Tomlinson* », comprenant les interventions de Hendrik Frensch Verwoerd et de Jacobus Gideon Nel Strauss, leader du United Party)

VERWOERD Hendrik Frensch « *Native policy of the Union of South Africa* », (discours du 20 mai 1952 devant le Sénat) Ed. Government Printer, Pretoria, 1952, 16 p

VERWOERD Hendrik Frensch « *Bantoe-Onderwys: beleidsbepaling vir die onmiddellike toekoms* » (« éducation bantoue : une politique pour le futur immédiat »), Discours devant le Sénat du 7 juin 1954, Inligtingsafdeling, Departement van Naturellesake, Pretoria, 1954, 24 p.

VERWOERD Hendrik Frensch « *Local authorities and the state, 17th September 1956* » Ed. Government Printer, Pretoria, 1956, 28 p

VERWOERD Hendrik Frensch « *Separate development (the positive side), speech by H. F. Verwoerd on the occasion of the opening of the Transkeian Territorial Authority, Umtata, on the 7th May, 1957* », Pretoria, Information Service, Department of Native Affairs, 1958, 16 p

VERWOERD Hendrik Frensch «*The choice: a racially integrated fatherland or a white South Africa? / speech by the Prime Minister of South Africa, H. F. Verwoerd, on the Promotion of Bantu Self-government bill* », Discours

au Parlement présenté par Martin Petrus Albertus Malan, Ed. Merino Drukkers, Bloemfontein, 1959, 24 p
VERWOERD Hendrik Frensch « *Bantu education: policy for the immediate future, 7th June 1954* », Information Service of the Department of Bantu Administration and Development, Pretoria, 1959, 24 p
VERWOERD Hendrik Frensch « *Last steps to the Republic of South Africa* », Information office of the National Party, Pretoria, 1960, 8 p
VERWOERD Hendrik Frensch « *The prise of appeasement in Africa* », Discours à l'Assemblée du 10 mars 1960, South African Information Service, Pretoria, 1960, 8 p
VERWOERD Hendrik Frensch « *The truth about South Africa, before the South Africa Club in the Savoy Hotel, London, on Friday, 17th March, 1961* », National Party's Information Service, Pretoria, 1961, 15 p
VERWOERD Hendrik Frensch « *The full set of all statements made in London by the Prime Minister of South Africa* », Office of the Director of Information, South Africa House, Pretoria, 1961
VERWOERD Hendrik Frensch « *A future for coloured people* », South African Information Service, Pretoria, 1962, 11 p
VERWOERD Hendrik Frensch *« Dr. H.F. Verwoerd on I. Crisis in world conscience II. The road to freedom for Basutoland, Bechuanaland, Swaziland* », Dept of Information, Pretoria, 1964, 18 p
VERWOERD Hendrik Frensch *« Suid-Afrika vorentoe* », (discours prononcé le 8 septembre 1964, pour le 50è anniversaire du Parti National du Transvaal), Information office of the National Party, Pretoria, 1964, 31 p

III / BIOGRAPHIES ET MEMOIRES

BARNARD Fred « *13 years with Dr H Verwoerd* », Voortrekkerpers, Johannesburg, 1967, 154 p
BOSHOFF Annatjie « *Betsie Verwoerd, die vrou* », Ed. Afrikanervolkswag, Pretoria, Ed 1993, 425 p
BOSHOFF Annatjie « *Sekretaresse vir die Verwoerds. Dankbare Herinneringe* », Human & Rousseau, Le Cap, 1974, 260 p
GROBBELAAR, Pieter Willem « *This was a Man* », Ed Human & Rousseau, Le Cap, 1967, 176 p
HEFER N.F. et BASSON G.C. (sous la direction de) « *Hendrik Frensch Verwoerd Fotobiografie, Pictorial Biography 1901 – 1966* », 1ère ed., Voortrekkerpers, Johannesburg, 1966, 143 p

HEPPLE Alexander « *Verwoerd* », Coll « Political Leaders of 20th Century », Penguin Ed, Londres, 1967, 253 p
KENNEY Henry « *Architect of apartheid: H.F. Verwoerd, an appraisal* », Ed. J. Ball, 1980, 278 p
MARAIS Jaap « *Die era van Verwoerd* », Aktuele Publikasies, Pretoria, 1992, 226 p
SCHOEMAN Beaumont M. « *Die sluipmoord van Dr Verwoerd* », Ed. Strydpers, Le Cap, 1975, 148 p
SCHOLTZ Gert Daniël « *Die ontwikkeling van die politieke denke van die Afrikaner* », Voortrekkerpers, Johannesburg, 1967, 8 volumes
SCHOLTZ Gert Daniël « *Dr Hendrik Frensch Verwoerd 1901 – 1966* », Perskor, Johannesburg, 1974, 2 volumes, 324 et 325 p
THERON Erika « *HF Verwoerd as Wesynbeplanner, 1932-1936* », Universiteitsuitgewers en Boekhandelaars, Stellenbosch, 1970, 117 p

IV / TRAVAUX ET PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

ALEXANDER Fred « *South Africa's Indian Problem* », in « *Far Eastern Survey* », Vol 19, N°21, 6 décembre 1950, Institute of Pacific Relations, New York, pp. 230-232
ALLY Shireen, MOONEY Katie & STEWART Paul « *The State-sponsored and centralised institutionalisation of a academic discipline: Sociology in South Africa 1920-1970* », Séminaire du WISER (Wits Institut for Social and Economic Research), University of Witwatersrand, 2003, 40 p
BASSON Jacques Louis « *Strijdom, sy politieke loopbaan, van 1929 tot 1948* », Thèse de philosophie, Université de Pretoria, 1980, 622 p. Thèse éditée par Wonderboom Uitgewers, Pretoria, la même année
BENOITON Laurent « *Le droit sud-africain de l'apartheid: un exemple d'anti-droit* », Mémoire de DESS de Systèmes juridiques comparés, ordre mondial, Université Aix-Marseille III, 2003, 78 p
BLANCHON David « *Les nouveaux enjeux de la politique de l'eau en Afrique australe* », in « *Hérodote* », N°102 : « Géopolitique de l'eau », Ed. La Découverte, Paris, 3è trimestre 2001, pp. 113-137
BRECKENRIDGE Keith Derek « *Verwoerd's Bureau of Proof: Total Information in the Making of Apartheid* », in « *History Workshop Journal* », Oxford, Vol. 59, N°1, printemps 2005, pp. 83-108
CADOUX Charles « *De l'Union sud-africaine à la République d'Afrique du Sud. Rupture ou continuité ?* », in « *Revue de Droit Public et de Science politique* », LGDJ, Paris, 1986, pp 43-86

COETZER Pieter Willem et LE ROUX Jan Hendrik « *Die Nasionale Party* », tome 4, « *Die « Gesuiwerde » Nasionale Party, 1934-1940* », Publikasiereeks van INEG, INEG, UOVS, Bloemfontein, 1986, 392 p
DUBOW Saul « *Scientific Racism in Modern South Africa* », Cambridge University Press, Cambridge, 1995, 320 p
DU PISANI André *« Namibia, from incorporation to controlled change* », in « *Journal of Contemporary African Studies* », Vol.1, N°2, avril 1982, Londres, pp. 281-305
DU PLESSIS Elmarie « *Die buitelandse beleid van Dr HF Verwoerd (1958-1966)* », Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Pretoria, 1978, 201 feuillets
DU TOIT Brian M. « *The Far Right in Current South African Politics* », in « *The Journal of Modern African Studies* », Vol. 29, No. 4 (décembre 1991), Cambridge University Press, Cambridge, pp. 627-667
FEINSTEIN Charles Hilliard « *An Economic History of South Africa. Conquest, Discrimination and Development* », Cambridge University Press, Cambridge, 2005, 302 p
FOURIE Johan « *The South African poor white problem in the early 20th century: Lessons for poverty today* », in « *Journal of Management Decision* », Vol.45, N°8, printemps 2007, Emerald Group Publishing Ltd, Rockville, Maryland, pp. 1270-1296
FRONEMAN Johannes Degenaar « *HF Verwoerd student years – cradle of his political career and thought* », in « *Koers* », Potchefstroomse Universiteit vir CHO, Potchefstroom, Vol.65, N°3, 2000, pp.399-412
GALVANE François-Philippe « *Etude sur la société multiraciale. (Fondements, problématiques, essai de typologie, comportements politiques, perspectives de recherches*) », DEA de Droit Public, Université Lyon III, 1983, 118 p
GILIOMEE Hermann Buhr « *A note on Bantu education, 1953 to 1970* », in « *South African Journal of Economics* », Economic Society of South Africa, University of Pretoria , Vol.77, N°1, mars 2009, pp. 190-198
GILIOMEE Hermann Buhr « *Die enigma van Hendrik Verwoerd: 'n Akademikus in die politiek* », in « *New Contree* », Department of History, University of the North-West, Lichtenburg, N°56, novembre 2008, pp. 81-104
GILIOMEE Hermann Buhr « *The Making of the Apartheid Plan* », in « *Journal of Southern African Studies* », Rhodes University, Grahamstown, Vol.29, N°2, juin 2003, pp. 373-392
GORDON Robert *« Apartheid's Anthropologists: The Genealogy of Afrikaner Anthropology* », in « *American Ethnologist* », Blackwell Publishing, Oxford, Vol. 15, No. 3, août 1988, pp. 535-553

GROENEWALD C J « *Die institutionalisering van die sosiologie in Suid-Afrika* », Thèse de philosophie, Université de Stellenbosch, 1984, 2 vol. (non publiée)

GRUNDLINGH Albert « *Are We Afrikaners getting too Rich ? Cornucopia and Change in Afrikanerdom in the 1960s* », in « *Journal of historical Sociology* », Vol.21, N° 2/3, Juin-Septembre 2008, Oxford, pp.143-165

HAMMOND-TOOKE David « *Imperfect Interpreters: South Africa's Anthropologists, 1920-1990* », in « *The Journal of Modern African Studies* », Witwatersrand University, Johannesburg, 1997, 239 p

HANEKOM Marina « *Hendrik Frensch Verwoerd as politikus, 1958-1966 : 'n bibliografie van sy toesprake soos gerapporteer in die Burger* », Dept van Bibliotheekkunde, Universiteit van Stellenbosch, Stellenbosch, 1969, 20 p

HOUGHTON D.H. « *The Tomlinson Report: A summary of the findings and recommendations* », SAIRR Publications, Johannesburg, 1956, 76 p

LANDIS Elizabeth S. « *South African Apartheid Legislation II: Extension, Enforcement and Perpetuation* », in « *The Yale Law Journal* », Yale University, New Haven, Connecticut, Vol. 71, No. 3, janvier 1962, pp. 437-500

LAZAR John « *Verwoerd versus 'Visionaries' : the South African Bureau of Racial Affairs (SABRA) and Apartheid, 1948-1962* », in BONNER Philip, DELIUS Peter & POSEL Deborah « *Apartheid Genesis* », Ravan Press and Wits University, Johannesburg, 1993, pp. 362-392

LEISTNER Gerhard Max Erich « *Foreign Bantu Workers in South Africa : their present position in Economy* », in « *South African Journal of Economics* », Université de Pretoria, Vol.35, N°1, mars 1967, pp. 30-56

MARX Christoph « *The Ossewabrandwag as a Mass Movement 1939-1941* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol.20, N°2, Rhodes University, Grahamstown, juin 1994, pp. 195 à 219

MESTHRIE Rajend, (sous la direction de) « *Language and Social History: Studies in South African Sociolinguistics* », Ed. New Africa Books, Le Cap, 1995, 352 p

MOUTON F A « *A.N. Pelzer : A custodian of Afrikanerdom* », in « *South African Historical Journal* », Vol.37, N°1, novembre 1997, University of Witwatersrand, Johannesburg, pp. 133-155

MILLER Roberta Balstad « *Science and Society in the Early Career of H.F. Verwoerd* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol.19, N°4, Rhodes University, Grahamstown, décembre 1993, pp. 634 à 661

MULLER Willem Adriaan « *Dr HF Verwoerd se joernalistieke bydrae tot die republikeinse idee* », Thèse d'Histoire, Université de Pretoria, 1973, 180 p

NATIVEL Didier et RAJAONAH Faranirina (sous la direction de) « *Madagascar et l'Afrique* », Ed Karthala, Paris, 2007, 485 p
O'MEARA Dan « *Analysing Afrikaner nationalism: the 'Christian-national' assault on white trade unionism in South Africa, 1934-1948 »*, in « *African Affairs »*, Oxford, Vol.77, N°306, 1978, pp. 45-72
O'MEARA Dan « *Forty Lost Years: The Apartheid State and the Politics of the National Party, 1948-1994* », Ohio University Press, Athens (Ohio), 1997, 624p
O'MEARA Dan, « *The Afrikaner Broederbond 1927-1948: class vanguard of Afrikaner nationalism* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol.3, N°2, 1977, pp. 156-184
O'MEARA Dan «*Volkskapitalisme. Class, capital and ideology in the development of Afrikaner nationalism, 1934-1948* », Cambridge University Press, Cambridge, 1983, 304 p
PFISTER Roger « *Apartheid South Africa and African States: From Pariah to Middle Power (1961-1994)* », Tauris Academic Studies, Londres, 2005, XVI + 248 p
POSEL Deborah « *The Meaning of Apartheid before 1948: Conflicting Interests and Forces within the Afrikaner nationalist Alliance* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol. 14, No. 1, Rhodes University, Grahamstown, octobre 1987, pp. 123-139
PRINSLOO Dioné « *Die Johannesburg-periode in Dr. HF Verwoerd se loopbaan* », thèse d'histoire, Randse Afrikaanse Universiteit, Johannesburg, 1979, 623 p
PRINSLOO Dioné « *Dr H.F. Verwoerd en die Ossewa-Brandwag, 1938-1952* », in « *African Historical Review* », Routledge et University of South Africa, Pretoria, Volume 17, N°1, 1er semestre 1985 , pp. 73-85
PRINSLOO Dioné « *Dr Piet Meyer in Johannesburg, 1936-1984* », in « *Historia, Journal of the Historical Association* », Université de Pretoria, Vol 32, N°2, Mai 1987, pp. 44-54
REYNDERS Hendrik Johannes Jacobus « *The geographic income of the Bantu Areas in South Africa* », in « *Review of Income and Wealth* », IARIW, Ottawa, mars 1963, vol. 1, pp 233-264
ROSS Neil « *Ordinary Springboks : White Servicemen and Social Justice in South Africa, 1939-1961* », Ashgate Publishing Ltd, Aldershot, UK, 2005, 233 p
ROUSSEL-ABEILLE Marie-Claude « *L'Afrique du Sud et le problème de l'apartheid* », mémoire IEP d'Aix en Provence, 1966, 32 feuillets
SABALOT Pierre-Olivier « *Urbanisation et citadinité en Afrique du Sud* », in « *Australes* », pp 61-77

SABALOT Pierre-Olivier « *Les relations entre l'Afrique du Sud et Madagascar 1961-1992* », mémoire DEA « Histoire d'Outre Mer », IHPOM, Université de Provence, Aix en Provence, 1992, 175 p

SCHMUHL Hans-Walter « *The Kaiser Wilhelm Institute for Anthropology, Human Heredity and Eugenics, 1927-1945: Crossing Boundaries* », Boston Studies in the Philosophy of Science, N°259, Springer, Boston, 2008, 467 p

SEEGERS Annette « *Towards an Understanding of the Afrikanerization of the South African State* », in « *Africa: Journal of the International African Institute* », Vol.63, N°4, Edinburgh University Press, Edimbourg, 1993, pp. 477-497

SEEKINGS Jeremy « *'Not a single white person should be allowed to go under': Swartgevaar and the origins of South Africa's welfare state, 1924-1929*", in "*The Journal of African History* », University of Cambridge Press, Cambridge, N°48, 2007, pp.375-394

SEEKINGS Jeremy « *The Carnegie Commission and and the Backlash against Welfare State-Building in South Africa, 1931-1937* », in « *Journal of Southern African Studies* », Volume 34, N° 3, Rhodes University, Grahamstown, septembre 2008, pp. 515 à 537

SHARP John S. «*The Roots and Development of Volkekunde in South Africa* », in « *Journal of Southern African Studies* », Vol. 8, No. 1, Special Issue on Anthropology, octobre 1981, Rhodes University, Grahamstown, octobre 1981, pp. 16-36

SHEARAR Jeremy Brown « *Against the World, South Africa and the Human Rights at the United Nations, 1945-1961* », Thèse de droit public, University of South Africa, Pretoria, 2007, 365 p

SLATER Roland « *Die Maatskappy vir Europese immigrasie: a study of the cultural assimilation and naturalisation of European Immigrants to South Africa 1949-1994* », mémoire de maîtrise de sociologie, Université de Stellenbosch, 2006, 125 feuillets

STEVENS Richard P. et ELMESSIRI Abdelwahab M. « *Israël and South Africa : the Progression of a Relashionship* », in « *Africa Today* », Vol. 24, No. 2, « *White Rule under Pressure in Southern Africa* », avril-juin 1977, Indiana University Press, Bloomington, pp.75-77

STULTZ Newell M. « *The Politics of Security: South Africa under Verwoerd, 1961-66* », in «*The Journal of modern African Studies* », Vol.7, N°1 (avril 1969), Cambridge University press, Cambridge, pp 3-20

TURTON A.R., MEISSNER R., MAMPANE P.M. & SEREMO O. « *A Hydropolitical History of South Africa's International River Basins* », African Water

Issues Research Unit (AWIRA), University of Pretoria, Pretoria, octobre 2004, 439 p
VERHOEF Grietjie « *Afrikaner Nationalism in Business: United White Front? The Relationship between Afrikaner Business in the North and Afrikaner Business in the South, 1934 – 1950* », in « *Workshop on South Africa in the 1940s* », Southern African Research Center, Kingston, Canada, Conférence de septembre 2003, 12 p
VERWEY EJ (sous la direction de) « *New Dictionary of South African Biography* », Vol. 1, HSRC Publishers, Pretoria, 1995, 310 p
VILJOEN Ferdinand Vorster « *Immigrasie as 'n faktor in die ekonomiese ontwikkeling van die Republiek van Suid-Afrika met spesiale verwysing na die vraag na geskoolde mannekrag* », mémoire de maîtrise de Commerce, Université de Pretoria, 1966, 168 feuillets
WEISBORD Robert G. « *The dilemma of the South African Jewry »,* in «*The Journal of modern African Studies* », Vol. 5, No. 2 (septembre 1967), Cambridge University Press, Cambridge, pp. 233-241

V / PUBLICATIONS DU S.A.B.R.A.

BOSHOFF Carel Willem Hendrik « *The effects on industrialization on religious life* », South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1968, 12 p
BOSHOFF Carel Willem Hendrik « *'n Gelate Verwoerd? En 'n vraag na die denke war die Afrikaners se vryheidstrewe onderlê* », South African Bureau of Racial Affairs, Orania, 1996, 14 p
EISELEN Werner Willi Max « *Is Separation Practicable?* », in « *Journal of the Racial Affairs* », South African Bureau of Racial Affairs, Stellenbosch, janv./févr. 1950, pp. 9-18
FRANZ Gottfried Heinrich « *Bantu Education: Oppression or Opportunity?* », South African Bureau of Racial Affairs, Stellenbosch, 1955, VI+ 48 p
MEYER Pieter Johannes « *Dr HF Verwoerd, Afrikaner Volksman* », South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1978, 15 p
OLIVIER Nic JJ « *Apartheid: A Slogan or a Solution* », in « *Journal of Racial Affairs »*, SABRA, Stellenbosch, Vol.6, N°2, janvier 1954, 12 p
S.A.B.R.A. « *Die Indiërbevolking van Suid-Afrika: 'n publikasie* », South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1975, 28 p
S.A.B.R.A. « *Die konsolidasie van die Bantoetuislande* », 19è Colloque annuel du SABRA, octobre 1967, Jaarboek van die SABRA N°3, South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1967, 76 p

S.A.B.R.A. « *Die Ontwikkeling van die Bantoetuistes* », 11è Colloque annuel du SABRA, octobre 1960, South African Bureau of Racial Affairs, Stellenbosch, 1960, volume non paginé
S.A.B.R.A. « *Die Toekoms van die Blanke in Suid-Afrika* », 18è Colloque annuel du SABRA, 6-8 octobre 1966, Jaarboek van die SABRA N°2, South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1966, 80 p
S.A.B.R.A. « *Integration or separate development?* », South African Bureau of Racial Affairs, Stellenbosch, 1952, 35 p
S.A.B.R.A. « *South Africa in the African Continent* », South African Bureau of Racial Affairs, Stellenbosch, 1960, 136 p
S.A.B.R.A. « *Tuislandsontwikkeling: 'n program vir die sewentigerjare. Kongresverringtinge 1970* », 22è Colloque annuel du SABRA, octobre 1970, Jaarboek van die SABRA N°6, South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1970, 124 p
THERON Erika (sous la direction de) « *Die Kleurlingbevolking van Suid-Afrika: 'n verslag van 'n komitee die SABRA insake die Kleurling* », UUB, Stellenbosch, 1964, 234 p
VERWOERD Wilhelm Johannes « *Dr HF Verwoerd, vegter vir vryheid: 16e HF Verwoerd-gedenklesing 1990* », South African Bureau of Racial Affairs, Pretoria, 1990, 14 p

VI / SOURCES OFFICIELLES

« *Africa at a glance* », Pretoria, Africa Institute of South Africa, annuel
« *Africa Institute Bulletin* », Pretoria, Africa Institute of South Africa, mensuel
« *House of Assembly Debates* », Le Cap, quotidien
« *Nedbank Guide to the Economy* », Johannesburg, Nedbank, trimestriel
« *Race Relations Survey* », Johannesburg, South African Institute of Race Relations (SAIRR), annuel
« *RSA Kernstatistieke* », Pretoria, Sentrale Statistikdiens (SSD), annuel
« *South African Journal of Science* », Pretoria, annuel
« *South Africa Year Book* », Pretoria, Directorate of the South African Communication Service, annuel
« *The Structure of the SA Economy* », Pretoria, ABSA Bank, 1994

VII / PRESSE CONSULTEE

Die Afrikaner, Pretoria
Die Burger, Le Cap
Cape Argus, le Cap
The Citizen, Johannesburg
Courrier International, Paris
The Economist, Londres
Jeune Afrique, Paris
Libération, Paris
Mail & Guardian, Johannesburg
Le Monde, Paris
Le Monde diplomatique, Paris
Présence africaine, Paris
Pretoria News, Pretoria
Rand Daily Mail, Johannesburg
Rapport, Johannesburg
The Sowetan, Soweto
The Star, Johannesburg
The Sunday Times, Johannesburg
The Sunday Tribune, Durban
The Times, Londres
Time Magazine, New York
Die Transvaler, Johannesburg
Die Volksblad, Bloemfontein

VII / OUVRAGES GENERAUX

BACH Daniel (sous la direction de) « *La France et l'Afrique du Sud, Histoire, mythes et enjeux contemporains* », Ed. Karthala, Paris, 1990, 432 p
BARBER James et BARRATT John « *South African Foreign Policy. The search for status and security, 1945-1988* », Cambridge Studies in International Relations, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, 398 p
BELL Terry & NTSEBEZA Dumisa Buhle « *Unfinished Business: South Africa, Apartheid, and Truth* », Ed. Verso, Londres, 2003, 385 p
BODIS Jean-Pierre « *Le rugby sud-africain. Histoire d'un sport en politique* », Ed. Karthala, Paris, 2000, 210 p
BOOTH Douglas « *The race game. Sport and politics in South Africa* », Ed. Routeledge, Londres, 1998, 250 p
BOTHA Jan François « *Verwoerd is dead* », Books of Africa, Le Cap, 1967, VIII+280 p

BULLIER Antoine-Jean « *Géopolitiques de l'apartheid : stratégie ethnique de Pretoria* », PUF, Paris, 1982, 175 p
BUNTING Brian Percy « *The Rise of the South African Reich* », Penguin Africa Library, Harmondsworth, Royaume-Uni, Ed. 1969, 552 p
BUTLER Jeffrey, ROTBERG Robert I. et ADAMS John « *The Black Homelands of South Africa. The Political and Economic Development of Bophuthatswana and KwaZulu* », University of California Press, Berkeley, 1978, 250 p
CADOUX Charles « *L'Afrique du Sud* », Librairie Générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1966, 400 p
CITINO Robert « *Germany and the Union of South Africa in the Nazi period* », Greenwood Press, Westport, Connecticut, 1991, 256 p
CLARK Nancy N. et WORGER William H. « *South Africa: The Rise and Fall of Apartheid* », Pearson Education, Londres, 2004, 200 p
COLLECTIF « *Transkei Independance* », Collection « Black Viewpoint », N°4, Ed. Black Community Program, Durban, 1976, 46 p
COLLECTIF « *The Watershed Years* », Ed. Leadership Publications, Johannesburg, 1991, 160 p
COQUEREL Paul « *L'Afrique du Sud des Afrikaners* », Ed. Complexe, Bruxelles, 1992, 303 p
COQUEREL Paul « *Afrique du Sud, l'Histoire séparée* », Gallimard, Paris, 1992, 176 p
CRANKSHOW Owen « *Race, Class and the Changing Division of Labour under Apartheid* », Ed. Routeledge, Londres, 1997, IX+214 p
CRONJE Geoffrey «*'n Tuiste vir die Nageslag. Die blywende Oplossing van Suid-Afrika se Rassevraagstukke* », Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1945, 231 p
CRONJE Geoffrey (s.l.d.d.) « *Report of the Commission of Enquiry in Regard to Undesirable Publications* », Government Printer, Pretoria, 1957, XVIII+285 p
DAVENPORT T. Rodney H. et SAUNDERS Christopher « *South Africa: A modern history* », Toronto University Press, Toronto, 1987, XXIV + 692 p
DESCHAMPS Hubert (sous la direction de) « *Histoire Générale de l'Afrique noire* », tome 2 « *De 1800 à nos jours* », PUF, Paris, 1971, 720 p.
DELCORDE Raoul « *Le jeu des grandes puissances dans l'Océan Indien* », Ed. L'Harmattan, Paris, 1993, 236 p
ELLIS Stephen et SECHEBA Tsepo « *Comrades Against Apartheid. The ANC and the South African Party in Exile* », Indiana University Press, Bloomington, Indianapolis, 1992, 214 p

EVANS Ivan « *Bureaucracy and Race: Native Administration in South Africa* », University of California Press, Berkeley, 1997, 401 p
FAUVELLE-AYMAR François-Xavier « *Histoire de l'Afrique du Sud* », Ed Seuil, Paris, 2006, 468 p
GASTROW Shelagh « *Who's Who in South African politics* », Ravan Press, Johannesburg, 3è Edition, 1990, XVI + 368 p
GERMAIN Eric « *L'Afrique du Sud musulmane. Histoire des relations entre Indiens et Malais du Cap* », Ed. Karthala, Paris, 2007, 445 p
GEYSER Ockert « *Dr Verwoerd, die Republikein: hoofartikels uit Die Transvaler, 1937-1948* », Ed. Tafelberg, le Cap, 1972, 100 p
GILIOMEE Hermann Buhr « *The Afrikaners, Biography of a People* », Publié par C. Hurst & Co. Publishers, Londres, 2003, 700 p
GINIEWSKI Paul « *Une autre Afrique du Sud* », Ed. Berger Levrault, Paris, 1962, 312 p
GIRARDET Raoul « *Mythes et mythologies politiques* », Le Seuil, Paris, 1986, 210 p
GOLDBLUM Maurice J. et BERNSTEIN Edgar *« Southern Africa* », in « *American Jewish Year Book* », American Jewish Committee, New York, Vol. 65, 1964, pp. 331-346
GOODMAN David « *Fault lines, journeys into the new South Africa* », University of California Press, Berkeley, 2002, X-434 p
GUILLAUME Philippe (sous la direction de) « *L'Afrique du Sud, 10 ans après : transition accomplie ?* », Ed. Karthala, Paris, 2004, 361 p
HARRISON David « *The White Tribe of Africa, South Africa in perspective* », University of California Press, Berkeley, USA, 1982, VII + 305 p
HORNE Alistair (Sir), « *A Savage War of Peace* », Ed. Macmillan, Londres, 1977, 604 p
INSTITUT D'HISTOIRE COMPAREE DES CIVILISATIONS « *Australes, études historiques aixoises sur l'Afrique australe et l'Océan Indien occidental* », Coll. Afrique – Recherches et Documents, Editions L'Harmattan, Paris, 1996, 381 p
JOUBERT Dian (présenté par) « *Toe witmense arm was: uit die Carnegie-verslag 1932* » (présentation du rapport de la Commission Carnegie, y compris allocution de Verwoerd), Ed. Tafelberg, Le Cap, 1972, 64 p
HORWITZ Ralph « *The Political Economy of South Africa* », Ed. Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1967, 522 p
KALLEY Jacqueline, SCHOEMAN Elna, ANDOR Lydia Eve « *Southern African Political History: a chronology of key political events from independence to mid-1997* », Greenwood Press, Westport, Connecticut, 1999, 936 p

KARIS Thomas & CARTER Gwendolen « *From protest to challenge a documentary history of African politics in South Africa 1882 – 1964*: *Vol.I 1882-1934; Vol. II 1935-1952; Vol. III 1953-1964.* », 4 volumes, édités entre 1972 et 1977, Ed. Hoover Institution Press, Stanford University, California
KUYPER Abraham « *Calvinism, Six Stone Foundation Lectures* », Kessinger Publishing, Whitefish, Montana, Ed. 2007, 200 p
LAFARGUE François « *Géopolitique de l'Afrique du Sud* », Ed. Complexe, Bruxelles, 2005, 142 p
LORY Georges « *L'Afrique du Sud* », Ed. Karthala, Paris, 1998, 213 p
LORY Georges, sous la direction de, « *Afrique du Sud. Riche - Dure - Déchirée*. », Ed. Autrement, Paris, 1985, 253 p
LOUW P. Eric « *Rise, Fall, and Legacy of Apartheid* », Greenwood Publishing Group, Westport, Connecticut, 2004, 255 p
LOVELAND Ian « *By Due Process of Law?: Racial Discrimination and the Right to Vote in South Africa, 1855-1960* », Ed. Hart Publishing, Oxford, 1999, 428 p
LUGAN Bernard « *La Guerre des Boers 1899-1902* », Ed. Perrin, Paris, 1998, 364 p
LUGAN Bernard « *Histoire de l'Afrique du Sud, de l'Antiquité à nos jours* », Ed. Perrin, Paris 3è éd, 1995, 282 p
MANDELA Nelson « *Un si long chemin vers la liberté* », Ed. Anthème Fayard, Paris, 1995, 658 p
MANSERGH Nicholas « *Documents and Speeches on Commonwealth Affairs, 1952-1962* », Oxford University Press, Londres, 1963, XVI-775 p
MARSH Rob « *Famous South African Crimes* », Struik Publishers, Le Cap, 1989, 113 p
MARAIS Jaap « *The founders of the New South Africa* », Discours du 15 juillet 1994, Aktuele Publikasies, Pretoria, 1994, 28 p
MARX Christoph « *Im Zwischen des Ochsenwagens: der radikale Afrikaaner-Nationalismus im Südafrika und die Geschichte des Ossewabrandwag* », LIT Verlag, Münster, 1998, VI+579 p
MEIRING Piet, CLUVER Gus « *Die Transvaler, 50 jaar* », Perskor, Johannesburg, 1987, 213 p
MOSTERT Jacobus Petrus Christiaan « *Politieke partye in Suid-Afrika. Blanke politieke partye met parlementere verteenwoordiging, 1910-1985* », Instituut vir Eietydse Geskiedenis (INEG), UOVS, Bloemfontein, 1986, 179 p
MUGABANE Peter (sous la direction de) « *Soweto, Portrait of a City* », Struik Publishers, Le Cap, 1990, 156 p

MULLER C F J « *Five Hundred years: a History of South Africa* », Ed Thorold's Africana Books, 5è édition, 1986, 632 p
MUNGER Edwin S. « *Notes on the Formation of the South African Foreign Policy* », Grant Dahlstrom / The Castle Press, Pasadena, 1965, 102 p
NORVAL Aletta J. « *Deconstructing Apartheid Discourse* », Ed. Verso, Londres, 1996, 388 p
PELZER Adriaan Nicolaas Petrus « *Die Afrikaner Broederbond: Eerste 50 Jaar* », Ed. Tafelberg, Le Cap, 1979, 193 p
POLITIQUE AFRICAINE « *Afrique du Sud ambigüe* », N°25, Ed. Karthala, Paris, 1987, 156 p
POPULATION & SOCIETES « *L'Afrique du Sud et ses populations* », N°354, février 2000, INED, Paris, pp 1-4
« *Portrait of the Enemy: Dr Piet Meyer, Chief of Radio* », in « *Secheba* », Journal de l'ANC, clandestin, (Archives de l'ANC à l'Université de Fort Hare /Alice), Vol. 4, N°3, Mars 1970, pp. 18-19
POS Mary « *Wie was Dr Verwoerd ?* », Banier, Utrecht, 1968, 212 p
RAULT Philippe « *Afrikaner political flags* », Intervention au 17è International Flag Congress, Le Cap, 1997, IX + 21 p
RAULT Philippe « *Requiem for a flag. The South African flag, 1928-1994: an appraisal* », in « *The Flag Bulletin* », Winchester, Massachusetts, N°156, 1994, pp. 2-39
RICH Paul B. « *Hope and Despair. English-speaking Intellectuals and South Africa, 1896 – 1976* », British Academy Press, Londres, 1993, 251 p
SANDERS James « *Apartheid's friends – Rise and Fall of the South Africa's Secret Service* », John Murray Publishers, Londres, 2006, 539 p
SABALOT Pierre-Olivier « *La 'tentation sud-africaine' dans la Guerre d'Algérie, 1960-1962* », in « *Mémoires d'Empire* », revue de l'AMEF, Aix en Provence, N°37, automne 2009, pp.9-11
SCHOLTZ Gert Daniël « *Die naturellebeleid van die Nasionale Party onder Hertzog, Malan en Verwoerd* », Inligtingsdiens van die Nasionale Party van Transvaal, Johannesburg, 1967(?), 23 p
SHAIN Milton « *The Roots of Antisemitism in South Africa* », University Press of Virginia, Charlottesville et Londres, 1994, X + 203 p
SHILINGTON Kevin (sous la direction de) « *Encyclopedia of the African History* », 3 tomes, Ed. Fitzroy Dearborn, New York, 2005, 1824 p
SHIMONI Gideon « *Community and Conscience. The Jews in Apartheid South Africa* », University Press of New England, Darmouth, USA, 2003, 360 p
SPACENSKY Alain « *Madagascar : Cinquante ans de vie politique, de Railamongo à Tsiranana* », Nouvelles Ed. Latines, Paris, 1970, 526 p

SPARKS Allister Haddon « *The mind of South Africa: The story of the Rise and Fall of apartheid* », Heinemann, Londres, 1990, 424 p
STALS Ernst Lodevicus Paul « *Geskiedenis van die Afrikaner Broederbond, 1918-1994* », s.n., Johannesburg, 1998, 762 p (disponible BU Stellenbosch)
STRYDOM Christiaan Johannes Scheepers « *Black and White Africans: a factual account of South African race policies in the Verwoerd era* », Ed. Tafelberg, Le Cap, 1967, 200 p
SWANEPOEL Petrus Cornelius « *Inside the BOSS, a Tale of South Africa's late Intelligence Service* », Ed. Clarke's Books, Pretoria, 2007, 202 p
LES TEMPS MODERNES « *Afrique du Sud : demain le Feu* », N° 479-480-481, Juin-août 1986, Gallimard, Paris, 1986, 530 p
TERBLANCHE Otto « *Hollandse Afkoms van Verwoerd* », in « *Zuid-Afrika* », revue du Nederlands instituut voor Zuidelijk Afrika, Amsterdam, Vol. 75, N°9, août 1998, pp. 132-133
TERBLANCHE Otto « *Vorster : OG-Generaal en Afrikanervegter* », CUM Boeke, Roodepoort, 1983, XII+235 p
THION Serge « *Le pouvoir pâle. Essai sur le système sud-africain* », Ed. Seuil, Paris, 1969, 318 p
TOMLINSON COMMISSION « *Tomlinson Commission Report* », Government Printer, Pretoria, 1954, 17 volumes, 3.755 p (dont 66 cartes)
TRUTH AND RECONCILIATION COMMISSION OF SOUTH AFRICA « *Truth and Reconciliation Commission of South Africa Report* », Le Cap, 7 volumes, 1998, 4.480 p
VAN JAARSVELD Floris Albertus & SCHOLTZ Gert Daniël (s.l.d.d.) « *Die Republiek van Suid-Afrika: Agtergrond, onstaan en toekoms* », Voortrekkerpers, Johannesburg, 1966, 307 p
VAN JAARSVELD Floris Albertus « *The Afrikaner's interpretation of South African History* », Simondium Publishers, Le Cap, 1964, 199 p
VAN WOERDEN Henk « *La bouche pleine de verre* », Ed. Actes Sud, Arles, 2004, 288 p.
VAN WYK Jacques Theodore , présenté par, « *Report of the Commission of Enquiry into the Circumstances of the Death of the Late Dr. the Honourable Hendrik Frensch Verwoerd* », Staatsdrukker, Pretoria, 1966
VERWOERD Wilhelm Johannes (sous la direction de) « *Só Onthou Ons Hom* », Protea Boekhuis, Pretoria, 2001, 256 p
WILKINS Ivor & STRYDOM Hans « *The Super-Afrikaners. Inside the Afrikaner Broederbond* », Ed. Jonathan Balls Publishers, Johannesburg, 1978, 768 p

WINTER Gordon « *Inside the BOSS, South Africa's Secret Police* », Ed. Penguin Books, Londres, 1981
ZORGBIBE Charles « *Malan et l'avènement de l'apartheid* », in « *Géopolitique africaine* » N°12, OR.IMA / International, Paris/Brazzaville, automne 2003, pp 265-277

INDEX DES NOMS CITES

TABLE DES MATIERES

Edité par Editions du Camas
Marseille

Dépôt légal janvier 2009, pour la première édition, et octobre 2017 pour la présente.

EDITIONS DU CAMAS
editionsducamas@hotmail.fr

Ouvrages publiés :

H1 Pierre-Olivier SABALOT « Verwoerd, le prophète assassiné »

H2 Pierre-Olivier SABALOT « L'Ecu brisé. La fin de l'Empire portugais d'Afrique », version e-book

VERWOERD, LE PROPHETE ASSASSINE

Hendrik Frensch Verwoerd (1901-1966), Premier ministre sud-africain, reste souvent aux du public l'idéologue du « développement séparé », et « Grand Architecte » de l'apartheid, le créateur des Bantoustans, le Premier ministre répressif de Sharpeville, l'homme inflexible du « Procès de Rivonia ». Un homme entier, un premier ministre « à poigne », appliquant implacablement une politique universellement réprouvée et condamnée…
Mais il ne fut pas seulement cela…

Dans cette « biographie politique », la première biographie complète disponible en langue française, s'appuyant sur ses propres recherches universitaires, l'auteur nous fait découvrir le destin extraordinaire de cet homme… Une fascinante épopée… Fils d'immigrants, Professeur au sein de la plus prestigieuse Université du pays à seulement 27 ans, puis champion de la cause nationale de son pays d'adoption, avant de mener d'une main de fer une politique qui défie le monde entier, il est aussi l'homme qui fait de l'Afrique du Sud une vraie puissance industrielle et politico-militaire, majeure à l'échelle continentale, et qui initie une politique de détente et de main tendue envers l'Afrique noire modérée. Sa fin tragique et les questions qu'elle soulève lui confèrent une aura mystérieuse, ressentie encore aujourd'hui en Afrique du Sud…
Après le succès public de la première édition, une deuxième édition était devenue nécessaire, une édition revue et augmentée, notamment après un nouveau séjour de l'auteur en Afrique du Sud.

L'AUTEUR :

Né en 1970, Pierre-Olivier SABALOT est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, et titulaire d'un DEA « Histoire d'Outre-Mer » de l'Université de Lettres d'Aix en Provence, avec un mémoire portant sur « Les relations entre l'Afrique du Sud et Madagascar, de 1961 à 1992 ». Il a vécu en Afrique du Sud et enseigné les Sciences Economiques et Sociales au Lycée français de Johannesburg, et travaille aujourd'hui dans un lycée international.

ISBN 978-2-7466-0477-3

9 782746 604773